

La préparation du congrès du P.S. Du côté des militants

LIRE PAGE 9 LE REPORTAGE
DE PIERRE GEORGES

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 380 m.; Allemagne, 1,50 DM; Autriche, 15 sch.; Belgique, 28 fr.; Canada, 1,15\$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA; Danemark, 6,90 kr.; Espagne, 100 pes.; E.U., 95 c.; Grèce, 50 dr.; Irlande, 80 p.; Italie, 1.200 l.; Japon, 350 ¥; Libye, 0,350 DL; Luxembourg, 275 fr.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 95 esc.; Roumanie, 940 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suisse, 1,40 fr.; Yougoslavie, 130 din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696712 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Deux pas de plus pour M. Reagan

Bien qu'il se défende d'avoir pris une décision définitive, M. Ronald Reagan vient de faire, lundi 17 octobre, deux pas de plus en direction d'une candidature à l'élection de 1984. Tant d'abord, dans une lettre à la commission fédérale de contrôle électoral, il a autorisé la création d'un comité de soutien chargé de collecter des fonds. D'autre part, il a nommé à la tête du Conseil national de sécurité, en la personne de M. Robert McFarlane, un homme susceptible de lui obtenir un plus large consensus de l'opinion en matière de politique étrangère.

La lettre à la commission électorale n'engage pas formellement M. Reagan et ne vaut pas acte de candidature. Toutefois, la « machine » est désormais en route, et le « carburant » indisponible. L'argent, va pouvoir être stocké. Déjà, dans quarante-cinq États, les noms des présidents des comités pour la réélection de MM. Reagan et Bush ont été choisis.

M. Reagan a tout intérêt à maintenir le plus longtemps possible ce suspense au détriment d'un peu ému. Un candidat est plus exposé qu'un président aux questions gênantes, et l'hôte de la Maison Blanche joue à merveille, comme le montre sa progression dans les sondages, des avantages que lui procure sa fonction.

La nomination de M. McFarlane est un autre atout. Le président sortant n'est pas, et ne prétend pas, être un expert en politique étrangère. Le rôle de son conseiller pour les questions de sécurité nationale, qui lui présente chaque matin l'état du monde et les options offertes, n'est pas plus important. A la différence de son prédécesseur M. Clark, M. McFarlane est un technicien et non un idéologue. Son expérience passée aux côtés de M. Kissinger a de quoi légitimer le clan ultraconservateur, qui ne pardonne pas à ce dernier sa politique de détente avec l'U.R.S.S. Visiblement on aurait préféré dans ces milieux M^{me} Jeane Kirkpatrick, flamboyante intellectuelle conservatrice, qui était elle-même désireuse de quitter son poste d'ambassadeur aux Nations unies pour avoir davantage, à Washington même, l'oreille du président. En choisissant M. McFarlane contre M^{me} Kirkpatrick, M. Reagan donne un accent ostentatoire moins militant - et plus diplomatique à la conduite de sa politique étrangère.

Les Américains n'aiment pas beaucoup être dérangés, en année électorale, par les affaires internationales. M. Reagan non plus. M^{me} Kirkpatrick aurait pu, par son antisovétisme et son activisme, entraîner trop loin. Un président sortant est à la merci d'une grave crise internationale. M. McFarlane devrait, par tempérament et par formation, contribuer à calmer le jeu, assez tendu, qui se joue à Genève et ailleurs avec les Soviétiques.

La présence de M. McFarlane aux côtés du président devrait d'autre part porter moins ombrage que celle de M. Clark à M. Shultz, dont on avait un peu oublié, ces derniers temps, qu'il était responsable de la politique étrangère américaine. Certes, les fonctions de conseiller national de sécurité et de secrétaire d'Etat ont, en elles-mêmes, un caractère conflictuel, mais on peut penser que le tandem Shultz-McFarlane fonctionnera mieux, au moins au début, que celui que le secrétaire d'Etat formait avec M. Clark. Une lutte d'influences décisive au sein de l'administration Reagan se termine donc par la victoire des « modérés » sur les « dogmatiques ». Celle-ci devrait aider M. Reagan à donner de lui-même, s'il se représente, une image plus « sereine » à des électeurs qu'effrayent les épreuves de force et les engagements militaires.

(Lire page 6 un portrait de M. McFarlane.)

Une révélation de Moscou

L'armée rouge a déjà installé des armes nucléaires chez ses alliés

Au fur et à mesure que l'échec des négociations de Genève se confirme - l'échec de la rencontre Gromyko-Genscher à Vienne rend en effet désormais encore plus problématique une période de dernière heure - les Soviétiques précisent davantage ce que sera leur réponse, ou plutôt ce que seront leurs multiples réponses sur le plan militaire, à l'installation des missiles américains en Europe occidentale. Et bien que les propos tenus par le général Tchervov, porte-parole habituel de l'état-major général de Moscou, au magazine ouest-allemand *Stern* n'aient pas une valeur aussi officielle qu'une déclaration à usage interne, ils n'en sont pas moins révélateurs de ce qui se prépare dans les trois domaines de contre-mesures déjà signalés par Moscou :

1) *Celui des armes dites « tactiques » dans les pays du pacte de Varsovie* : le général Tchervov commente par une révélation de taille en confirmant pour la première fois que l'U.R.S.S. dispose déjà d'armes nucléaires dans de nombreux pays : « Partout où des divisions soviétiques sont stationnées hors d'U.R.S.S., répond-il au *Stern*, les batteries de fusées dont elles disposent sont dotées d'armes atomiques tactiques d'une portée allant jusqu'à 100 kilomètres. » Apparemment donc, l'armée rouge dispose de tels engins non seulement dans les pays du pacte où ses divisions sont officiellement (R.D.A., Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie), mais aussi en Mongolie et en Afghanistan...

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

Une sixième chaîne

La France expérimente un programme
de télévision par satellite
avec la Belgique et la Suisse

LIRE PAGE 26

La semaine pacifiste en R.F.A.

Cent mille initiatives...

Bonn. - Tambours, trompettes, pantomimes, ballons roses et voitures d'enfants, c'était, le lundi 17 octobre, après la journée des églises, celle des femmes pour la paix. Certes, le lien entre la condition de la femme et la course aux armements ne semble pas être le thème le plus mobilisateur de cette campagne antimilitariste : elles étaient quelques centaines à manifester à Bonn et à Berlin-Ouest, un peu plus à Munich, quelques centaines à défiler autour des casernes de Heidelberg, Hambourg, Francfort, Bielefeld, ou à faire la chaîne entre des bâtiments militaires et des sex-shops.

Si le féminisme bat quelque peu de l'aile en République fédérale, ce n'est pas le cas pour le pacifisme. Pour ne citer que quelques-unes des manifestations de ce lundi 17 octobre, à Würzburg, un groupe de catholiques et de protestants a commencé un jeûne d'une semaine pour la paix; à Tübingen, trois cents scientifiques et théologiens ont participé à une conférence sur les nouvelles armes nucléaires en Europe; à Bonn, des militants de la C.D.U. se sont plantés devant l'immeuble Konrad Adenauer, le siège du parti, et ont accosté à l'entrée les membres du présidium pour leur remettre des tracts dans lesquels ils se disaient partie prenante de l'aile « pacifique » du mouvement pour la paix.

Dimanche, dans de très nombreuses églises, le service religieux avait été consacré à la paix et aux armes nucléaires, et des milliers de fidèles avaient manifesté par des prières, des veillées, des processions (comme celle qui a rassemblé plus de quinze mille personnes dans la petite ville de Jülich) leur hostilité aux Pershing. Ce mardi est la journée des antimilitaristes. Là encore, des centaines d'actions devaient aussi avoir lieu dans toute la R.F.A. Pour s'en tenir à Bonn : un forum sur « la paix et le tiers-monde », le blocus d'une entreprise exportatrice d'armes, un « tour antisécure » de la ville avec arrestations et manifestations à tous les lieux-souvenirs de la dernière guerre, des rassemblements, des débats. On parlera de la paix

La mort de Raymond Aron

Les incertitudes des idéologies contemporaines expliquent le regain de faveur pour cet observateur sceptique

Raymond Aron est mort le lundi 17 octobre dans l'après-midi à Paris des suites d'une crise cardiaque. Le philosophe sortait du Palais de justice, où il était venu témoigner en faveur de Bertrand de Jouvenel, lorsqu'il a été pris d'un malaise. Transporté immédiatement à l'Hôtel-Dieu, il n'a pu être ramené. Raymond Aron était âgé de soixante-dix-huit ans.

Le regain de faveur qu'a connu ces dernières années la pensée de Raymond Aron, et que vient couronner, après le succès de son dernier livre, l'hommage quasi unanime rendu à sa mémoire, est moins le signe d'un renouveau du libéralisme que le symptôme d'un double échec. Échec de la gauche, qui, depuis le

déclin du marxisme comme pensée dominante, n'a pas su élaborer une doctrine susceptible de répondre aux interrogations de notre temps. Échec de la droite, qui n'a pas été capable, en dépit des tentatives de l'ère giscardienne, de constituer une idéologie crédible. Ce vide a permis la redécouverte de Raymond Aron, qui fut, curieusement, l'interlocuteur des deux camps, mais n'appartint vraiment à aucun des deux. Les hommes de gauche ont probablement beaucoup appris de lui, mais il n'était pas des leurs. Les hommes de droite ont tenté de se l'annexer, mais il ne s'est pas associé à leur travail.

S'il a pu ainsi dialoguer avec les uns comme avec les autres, c'est sans doute parce qu'il formulait des idées assez générales pour être acceptables par tous. Dans son bureau, raconte un de ses proches, trônait un portrait du philosophe Alain, Alain et non Sartre, tel est probablement la juste référence. Alain, c'est-à-dire le citoyen face aux pouvoirs, l'individu face à la société, l'homme éternel face à l'histoire sans cesse recommencée.

Plus attentif à l'événement qu'aux structures, ce grand professeur était surtout un excellent observateur. Son fatalisme bien tempéré lui donnait la bonne distance par rapport aux échos et aux échos. Sa passion de la politique faisait le reste. Elle marquait à la fois son champ et sa limite. Si son audience fut faible dans les milieux intellectuels, elle resta forte ailleurs, notamment dans les milieux de la haute administration, parmi les anciens élèves de Sciences politiques et de l'ENA. A ce titre, son œuvre est un peu le fonds commun des élites du pays.

THOMAS FERENCZI.

(Lire pages 12 à 14 notre dossier
et les articles de BERTRAND
POIROT-DELPECH, ALFRED
GROSSER et JEAN LACROIX.)

AU JOUR LE JOUR

Jusqu'à l'humanité, qui rend hommage à Raymond Aron, ce - représentant éclairé et scrupuleux - de la - pensée de droite - et voit - finalement - en lui un - adversaire loyal -. Jusqu'aux gauchistes reconvertis, qui mettent à l'encenser l'ordre qu'ils mirent jadis à le traîner dans la boue. Jusqu'aux nostalgiques de l'Empire français, qui louent la clairvoyance de

Gloire

celui qui dénonça leur vain combat pour l'Algérie française.

Sortir de Aron aurait en commun de recevoir, vivants, des tonnerres d'ignominies et, au trépas, des tonnerres de fleurs. Vous verrez, lui disait Malraux, quand vous serez âgé, vous serez glorieux. On voit.

BRUNO FRAPPAT.

Un nouveau médicament facilitera les greffes d'organes

Un nouveau médicament découvert par les laboratoires Sandoz à Bâle (Suisse) pourrait ouvrir des perspectives thérapeutiques considérables. Il s'agit de la cyclosporine, substance extraite d'un champignon norvégien, qui permet de réaliser plus facilement des greffes d'organes et offre l'espoir de traiter des affections graves, résultant d'une attaque de l'organisme par son propre système de défense.

La commercialisation du produit vient d'être autorisée aux Etats-Unis par la Food and Drug Administration (F.D.A.) selon une procédure d'urgence, à la demande des milieux scientifiques et médicaux. En France, le dossier a été déposé depuis peu au ministère de la santé. Un feu vert rapide permettrait de mettre en vente le nouveau médicament au début de 1984. Plusieurs centres hospitaliers de l'Hexagone en ont déjà l'expérience.

La mise au point de la cyclosporine est le résultat de treize années

d'efforts, rare mélange de hasard et de logique, de chance et d'obstination. Elle provoque des bouleversements tant cliniques qu'économiques qui, s'ils passionnent les chercheurs et les médecins, ne manquent pas d'inquiéter les gestionnaires de la santé.

Les chances de succès de certaines greffes complexes sont devenues telles qu'elles ont cessé d'être « expérimentales » et seront dorénavant remboursées. Il en est ainsi aux Etats-Unis pour la greffe de foie, qui coûte plus de 1 million de francs... Faute de moyens financiers, un tiers seulement des greffes de moelle osseuse sont pratiquées en France chez les malades qui relèvent de cette technique. Son coût s'élève à 400 000 francs et ses résultats ont été considérablement améliorés par l'usage de la cyclosporine.

(Lire page 17 l'article du docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE.)

AMOS OZ

LES VOIX D'ISRAËL

« Un constat nuancé de
la déchirure israélienne. »
Maurice Zaffran/Le Matin

« Les obsessions et les incertitudes
d'interlocuteurs de toutes opinions et conditions. »
Christian Jelen/L'Express

CALMANN-LÉVY



A.R.

La Sécurité sociale au-delà des votes

Trente millions de personnes, Français et immigrés, salariés, étudiants et retraités, sont appelés à voter le 19 octobre pour élire leurs représentants dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale. Le problème posé, pas seulement aux administrateurs, mais au gouvernement et aux citoyens, c'est le coût croissant d'une « couverture sociale » importante, telle que nous la connaissons et la maintenons. Pour le docteur Jacques Beaupère, il faut rééquilibrer le système de soins en collaboration avec les professions de santé, qui doivent garder leur statut libéral, et permettre une « participation responsable » de chaque assuré. Attaché au maintien de la protection collective, M. René Teulade estime qu'il faut modifier à la fois le comportement des professionnels (médecins, industrie pharmaceutique) et celui des usagers. Enfin M. Marcel Dessaigne met ses espoirs dans une décentralisation qui permettrait aux assurés de mieux saisir dépenses et recettes et d'exercer leur solidarité.

Des élections, pour faire quoi ?

par JACQUES BEAUPÈRE (*)

À quoi servent les élections sociales ? Sûrement pas à réaliser un test de représentativité des différents syndicats. Au reste pourquoi le monopole des cinq centrales de salariés ? Pour ouvrir un grand débat sur la politique sociale ? Malheureusement, aujourd'hui, le débat n'est pas très clair, d'abord, et peut-être surtout, par suite de l'ambiguïté qui existe entre le pouvoir du gouvernement et les responsabilités des caisses : qui décide ? Qui finalement tranche ? D'autre part, la discussion oscille entre les prises de position politiques et partisans, et celles, au contraire, de ceux qui font preuve d'une très grande prudence électorale masquant leurs véritables choix.

En fait, l'intérêt principal de la préparation électorale aura été une contribution à l'information des assurés sociaux sur les réalités et peut-être un éclairage sur les grands choix qui se présentent aux citoyens.

Quels choix ?

Un choix économique d'abord. — La santé est une richesse, l'économie de soins est une production ; les malades ont droit au progrès des sciences médicales et les médecins, bien sûr, ont le de-

voir de soigner les personnes qui s'adressent à eux. Il n'est donc pas question de s'orienter vers une pénurie systématique de l'offre de soins.

Cependant, le progrès technique, la demande toujours croissante des assurés sociaux et l'augmentation du nombre des personnes âgées constituent des facteurs structurels et inéluctables d'une augmentation des dépenses de santé qui croissent plus vite que le produit intérieur brut (PIB).

Hier, cette augmentation ne posait guère de problème avec un PIB en expansion même si les cotisations de maladie ont été au détriment de celles consacrées à la famille. Aujourd'hui, la politique familiale est relancée, la caisse nationale d'assurance-vieillesse en difficulté, et le poids du chômage s'accroît régulièrement : il y a donc une concurrence entre les quatre secteurs, et il n'est plus possible d'augmenter de façon importante les dépenses de santé.

(*) Président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.).

Décentraliser les pouvoirs

par MARCEL DESSAIGNE (*)

L'OPINION générale est favorable au maintien d'une sécurité sociale de haut niveau, tout en étant consciente de ce que les prélèvements sociaux ont atteint un seuil qui ne peut plus être dépassé. Du côté des organisations syndicales, un consensus semble s'établir pour obtenir l'équilibre financier du régime de l'assurance-maladie par une maîtrise des dépenses de santé et une augmentation sérieuse des pouvoirs des conseils d'administration.

Dès le lendemain des élections, les administrateurs élus vont avoir des problèmes urgents et délicats à résoudre ; il conviendrait donc que le gouvernement précise, d'ici la fin de l'année 1983, dans quelle mesure et avec quels moyens il entend accroître les pouvoirs et la responsabilité des conseils d'administration.

Dans le cadre d'une décentralisation effective, il est certainement possible d'obtenir une gestion plus rigoureuse des fonds des assurés sociaux, en situant la responsabilité de tous les partenaires sur le plan local.

Par meilleure gestion, entendons-nous bien, il ne s'agit pas de la gestion administrative des caisses, dont le fonctionnement et le coût sont, en général, dans la norme des administrations comparables, mais de la gestion financière du risque maladie, dont toutes les modalités ont été pratiquement fixées jusqu'à ce jour par les gouvernements successifs, qu'il s'agisse de l'ouverture des droits, des tarifs de remboursement, des conventions avec les professions de santé, etc., le rôle des conseils d'administration étant limité à la répartition d'un pourcentage minime des ressources affecté à l'action sociale ou à la prévention.

Cette décentralisation des pouvoirs ne peut résulter que d'une volonté politique dont nous attendons les premières décisions et les grandes orientations. Mais il serait temps que les assurés sociaux soient considérés comme majeurs et que

leurs administrateurs élus puissent jouer pleinement leur rôle. Comment peut-on sensibiliser les assurés sociaux et le corps médical aux problèmes de l'équilibre financier de l'assurance-maladie, si la caisse primaire dont ils relèvent n'a pas un intérêt direct à obtenir une gestion équilibrée entre ses ressources et ses dépenses ? Avant d'en appeler à la solidarité nationale, il conviendrait d'abord d'assurer cette solidarité au plan régional et au niveau local.

Dans cet ordre d'idées, il nous semble qu'il y a beaucoup à suggérer, depuis la fixation du décret modérateur, qui, dans une certaine mesure, pourrait être modifié selon les résultats financiers de la caisse primaire, jusqu'à la généralisation du tiers-payant par des conventions librement discutées sur le plan local. La médecine libérale n'est pas mise en cause, car elle constitue une garantie fondamentale pour les assurés sociaux, mais ce libéralisme n'est pas à sens unique. Si la santé n'a pas de prix pour chacun d'entre nous, elle a un coût global qui impose des limites raisonnables et des conventions sérieuses avec toutes les professions concernées. Les administrateurs devraient avoir un rôle prépondérant pour établir ces conventions, y compris sur le plan local, car, en définitive, ce sont eux qui représentent les assurés sociaux.

Il nous apparaît, enfin, nécessaire que, dans chaque circonscription, les assurés sociaux aient une idée de l'ampleur des prestations payées par leur caisse primaire en matière d'hospitalisation, d'honoraires médicaux, de frais pharmaceutiques et assimilés, de frais d'aides sociales, de la connaissance de ces résultats locaux, ils jugeront plus objectivement le débat qui s'est instauré pour la défense de la sécurité sociale.

(*) Retraité, ancien cadre de la Sécurité sociale.

Une responsabilité collective

par RENÉ TEULADE (*)

LES Français sont aussi attachés à leur protection sociale qu'à leur niveau de vie. Or le coût de la première a toujours augmenté plus vite que le second. Occultés en période de prospérité, les difficultés se font jour avec la crise économique. Les Français doivent choisir entre une protection sociale de bon niveau ou un pouvoir d'achat ? Limiter le problème à cette alternative est un faux débat. La maîtrise des transferts sociaux suppose, outre une meilleure connaissance des effets redistributifs de la protection sociale, une réforme profonde de la fiscalité nationale et locale.

Les élections du 19 octobre auront dû constituer le motif d'un débat public, la chance inespérée de sensibiliser les Français à la redoutable question du financement de la protection sociale en période de crise économique. L'occasion a été perdue. Vouloir en faire un test politique et un test de représentativité syndicale, alors que 30 % à 40 % des électeurs appelés aux urnes ne se sentent pas concernés, est une double erreur.

La Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.), déléguée, aux termes de la loi, deux administrateurs dans les conseils des caisses d'assurance-maladie ; elle ne présente donc pas de listes aux élections. Elle a pas voulu, en effet, rentrer en compétition avec les organisations syndicales parce que ses militants viennent de tous les horizons professionnels, politiques ou syndicaux. Ils ont acquis, au sein du mouvement mutualiste, une compétence certaine dans la gestion, les sociétés mutualistes gérant les régimes obligatoires de la fonction publique et 60 % de ceux des travailleurs indépendants.

Cette expérience leur sera fort utile. Ils essaieront demain de transférer l'esprit de la gestion mutualiste dans les conseils d'administration des caisses primaires d'assurance-maladie, c'est-à-dire celui de la responsabilité collective, malgré les conceptions politiques ou philosophiques des différents acteurs.

La marge de manœuvre est étroite. La plate-forme mutualiste, élaborée au cours de nos débats internes, oriente ses propositions selon deux axes principaux : meilleure gestion (donc économies) et modifications du comportement des différents acteurs.

Car il ne peut être question de laisser « antécédenter » notre Sécurité sociale par une diminution progressive des prestations et une orientation vers un système où ceux qui le peuvent s'assurent individuellement et où les autres seraient assistés.

(*) Président de la Fédération nationale de la mutualité française.

La solidarité doit rester entière. Economies ? La mutualité française agit en ce sens de longue date. L'hôpital doit poursuivre sa fonction médicale et de recherche. Les services de soins et d'aide à domicile doivent éviter un certain nombre d'hospitalisations qui relèvent davantage d'un hébergement social (personnes âgées, psychiatrie). Il faudra beaucoup de courage pour mettre en application les orientations du IX^e Plan et supprimer un certain nombre de lits qui ont été créés au cours des quinze dernières années dans une fonction des influences politiques que du besoin réel des populations concernées.

Le coût du médicament, base de la thérapeutique de ville, est certes moins élevé que celui de l'hôpital. Est-ce une raison pour accepter des aberrations dans la fixation des prix des spécialités pharmaceutiques ? Nous avons dit avec force que non, et l'on commence à nous entendre : si l'administration de la santé traite un peu les pieds, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, lui, a demandé à discuter avec la F.N.M.F. La modification du comportement des usagers est une œuvre de longue haleine. La mutualité française a lancé sa propre politique de prévention, seule ou en association avec la Caisse nationale d'assurance-maladie : un mouvement social comme la F.N.M.F. doit se soucier de responsabiliser d'abord ses propres adhérents.

Mais, dans le même temps, nous essayons, en concertation avec les professions concernées, de trouver les moyens d'une plus grande efficacité dans la pratique quotidienne. Un seul exemple : avec la Confédération des syndicats médicaux français, nous mettons en place le projet Esmutiel (1) : l'informaticien doit apporter aux cabinets médicaux une aide au diagnostic, la connaissance des services de soins à domicile pour éviter les hospitalisations inutiles, une assistance à la prescription pour éviter les maladies médicamenteuses, etc.

La modification du comportement des différents acteurs, usagers ou professionnels, doit générer des économies. C'est pourquoi nous croyons aux vertus du dialogue, de l'information et de la responsabilité collective. C'est ensemble que nous maintiendrons une protection sociale dont la qualité, en particulier dans le domaine de la santé, sera accessible à tous les citoyens de notre pays. Le retour à un système d'assurance pour les plus favorisés à pour corollaire un système d'assistance pour les plus démunis, nous n'en voulons pas, car l'inégalité devant la maladie n'est-elle pas la plus injuste et donc la plus intolérable ?

(1) Esmutiel : Escale-mutualité-électronique.

LETTRES AU Monde

La « médecine-parapluie »

La Sécurité sociale souhaite, pour freiner ses dépenses, persuader les médecins de ne prescrire, à efficacité égale, que les traitements les moins coûteux et les examens complémentaires strictement indispensables. La loi, de son côté, impose au médecin de faire bénéficier son patient des progrès techniques les plus récents ; faute de quoi, il encourt, en cas de procès, le risque d'une condamnation pour la notion de « perte de chance », et il ne s'agit pas là d'une hypothèse d'école.

Ces deux obligations faites au médecin sont radicalement contradictoires ; et cette contradiction prend des proportions dramatiques du fait de la conjonction récente de deux phénomènes qui ne forment que croûte dans les années à venir : la multiplication des procès en responsabilité médicale, d'une part ; l'accroissement exponentiel de la technologie médicale, d'autre part, qui rend la notion de « progrès les plus récents de la technique médicale » pratiquement illimitée. D'où une croissance vertigineuse de la « médecine-parapluie ».

Prenons un exemple : un « malade » vient consulter pour une vague douleur dans la poitrine ; après un interrogatoire sérieux, le médecin est persuadé qu'il ne peut s'agir d'une douleur d'origine cardiaque ; mais, s'il veut être « couvert », en cas de procès ultérieur éventuel (car ce malade peut être victime, un jour, d'un infarctus que rien ne laissait prévoir, et le défi pour engager des poursuites contre son médecin est de... trente ans), il doit faire pratiquer non seulement un électrocardiogramme mais, si celui-ci est normal, un électrocardiogramme d'effort ; en cas de négativité, une scintigraphie myocardique d'effort (2 000 F) ; en cas de négativité, une coronarographie (radiographie des coronaires) quelques jours d'hospitalisation dans un service de cardiologie à plus de 1 500 F par jour ; au total, plus de 10 000 F d'examen que le médecin sait à l'avance inutiles, mais qui le mettent à l'abri d'une condamnation.

Bien entendu, les médecins, en pratique, ne recourent à ces examens que s'ils ont un doute ; mais ils sont quotidiennement en pleine illé-

galité, et il est probable que la tendance à l'accroissement des procès les incitera à prendre de moins en moins de risques juridiques (...).

La situation est relativement simple : elle consiste, comme toujours, à adapter la loi à l'évolution de la technique ; à faire dire à un législateur que le médecin est tenu de faire bénéficier son patient de tous les progrès de la technique que son état rend raisonnablement nécessaires. On voit aussitôt pourquoi cette solution, dans l'état actuel de nos mœurs — et dans leur évolution prévisible — n'a pas la moindre chance d'être adoptée ; elle implique non seulement un jugement cas par cas, une bataille d'experts, mais un accroissement de la marge de liberté d'évaluation du médecin, attitude évidemment incompatible avec le thème de réduction du « pouvoir » médical.

Docteur ELIE ARIÉ, radiologue.

Embarras

En 1981 je votais pour Mitterrand, quoique n'en attendant pas grand-chose, depuis le changement d'hommes depuis trop longtemps en place.

Escomptant peu, je ne fus guère déçu, moi ingénieur, collaborateur de surcroît ; je fus et suis frappé en plein par les mesures fiscales actuelles. Toutefois, le spectacle d'une opposition qui n'a rien, rien de rien, à proposer m'a conforté dans le espoir de vote pour la gauche jusqu'au fatal 1^{er} mai pour la Sécurité sociale : le seul prétexte dont nul ne puisse nier qu'il s'agit bien là d'un effort de solidarité est une fois de trop égaré à certains, alors que tous profitent de la Sécurité sociale. Où est-elle, la justice sociale ?

C'est pourquoi, à mon regret, je ne voterai pas pour la C.F.D.T., syndicat honnête et courageux, de peur que ma voix ne soit considérée comme de sensibilité progouvernementale... Et comme la C.G.T. doit être balayée, il me faudra bien voter « à droite » et non m'abstenir.

VINCENT ROLAND (Boulogne-Billancourt).

L'Occident son histoire, son destin

JEAN DUCHÉ

LE BOUCLIER D'ATHÈNA

"Le récit de Jean Duché est de très haute qualité, clair, vivant, limpide ; d'une documentation parfaite... Vous ne pouvez entreprendre la lecture de cet ouvrage où vous voudrez sans la continuer jusqu'à son terme."

FERNAND BRAUDEL (Extrait de la préface)

ROBERT LAFFONT

LU

« LES ACCIDENTS DU TRAVAIL : QUI PAIE QUOI ? »

de Jean Wisniewski

Parler la même langue

LES accidents du travail : un drame humain effronté par le plus grand des vices, par leurs proches comme une injustice. Un cas financier perçu comme un droit, alors même que la législation reste bancal. Des statistiques, enfin : tant de morts à la minute, tant de milliards de dépenses.

Et si les divers protagonistes ne parlent pas de la même chose tout en utilisant les mêmes mots ? Et si la loi de 1898 avait été essentiellement une loi patronale ? Et si les statistiques étaient mal comprises, donc mal utilisées ?

Telles sont, parmi beaucoup d'autres, les questions que se pose l'abbé Jean Wisniewski, dans un ouvrage qui s'adresse d'abord aux chefs d'entreprise, aux cadres du secteur public et à l'industrie privée ainsi qu'aux juristes.

Après un rappel historique et une analyse des questions de prévention, de « réparation », de tarification — qui montre qu'en cette matière tout se tient, — l'auteur note que le risque industriel a franchi depuis longtemps

les portes des usines pour s'étendre aux accidents de trajet, aux chutes de transit, aux villes-dortoirs. En outre, la crise actuelle marque profondément le comportement des salariés, à l'heure où de nombreuses décisions sont orientées vers la lutte contre le chômage : temps de travail, formation alternée, troisièmes ou quatrièmes équipes... « Toutes ces mesures, note Jean Wisniewski, ne sont pas neutres au plan de la sécurité. »

Encore conviendrait-il, « pour un autre « vécu » dans les entreprises », de transformer les mentalités. Un des premiers secteurs où une concertation exemplaire devrait être pratiquée est celui de l'analyse des circonstances d'un accident. La recherche des causes — et du « sens » — d'un arrêt de travail pose le problème du partage des pouvoirs : la dialogue entre patrons et salariés n'en est que plus nécessaire. Un livre-référence, dans un domaine extrêmement complexe.

JEAN BENOTT.

* Les Accidents du travail : qui paie quoi ? par Jean Wisniewski. Les Éditions d'Organisation, 215 p., 160 F.

1001001500

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Israël

NOUVEAU MINISTRE DES FINANCES

M. Cohen Orgad est un « faucon » et un partisan de la rigueur

La désignation de M. Yigal Cohen Orgad au poste de ministre des finances, qui devait être annoncée officiellement ce mardi 18 octobre devant le Parlement - a provoqué lundi une petite crise entre les deux composantes du Likoud. Pour rétablir le dosage ministériel entre le Héroul et le parti libéral, le premier ministre, M. Shamir, était prêt à attribuer ce poste-clé à un représentant de cette dernière formation. Mais les libéraux ont refusé de trancher entre leurs deux candidats, MM. Yitzhak Modai, ministre de l'énergie, et Gideon Patt, ministre de l'industrie et du commerce.

De guerre lasse, M. Shamir a donc fixé son choix sur le troisième candidat, M. Cohen Orgad, membre du Héroul. Pris à contre-pied, les libéraux ont aussitôt oublié leurs divergences en assurant M. Shamir que leur postulat était M. Patt. Mais leur forcing trop tardif a en fait principal effet d'irriter M. Shamir, qui n'est pas revenu sur sa décision. Selon la radio de l'armée, toujours bien informée, M. Shamir aurait menacé de donner sa démission pour faire rentrer dans le rang

les ministres libéraux, tandis que M. Modai exigeait le portefeuille des affaires étrangères, actuellement détenu par M. Shamir.

La nomination de M. Cohen Orgad n'avait toujours pas été confirmée officiellement mardi matin par le bureau du premier ministre, bien qu'elle ne fasse plus de doute. Se référant à des propos tenus par M. Shamir, la télévision israélienne avait souligné lundi soir que le choix du premier ministre « était irrévocable, quelles que soient les réticences du parti libéral ». M. Shamir pourait en fin de compte accorder les affaires étrangères aux libéraux pour apaiser leur déception. Le premier ministre ne peut, en effet, s'offrir le luxe d'un conflit avec le principal allié du Héroul, surtout en cette période de crise économique. Le parti libéral dispose de seize députés à la Knesset et de six ministres.

M. Cohen Orgad est considéré comme l'un des meilleurs économistes du pays. C'est un « faucon » en politique et un partisan de la rigueur en économie. Le dixième grand argentier de l'histoire d'Israël est donc a priori bien placé pour poursuivre la politique d'austérité amorcée la semaine dernière avec la dévaluation du shekel et la réduction des subventions sur les produits de base. Il est favorable à une nouvelle dépréciation de la monnaie, souhaite d'importantes coupes budgétaires et une suppression graduelle des primes à la vie chère. Il avait élaboré, il y a deux ans, un programme d'austérité en ce sens. Sur le plan social, ses idées sont très conservatrices. Il est, par exemple, le seul député du Héroul hostile à la gratuité de l'enseignement secondaire.

Situé politiquement à l'extrême droite du Héroul, M. Cohen Orgad est un fervent défenseur du grand Israël. Directeur d'une société d'investissements immobiliers particulièrement active en Cisjordanie, il a établi sa résidence à Ariel - au nord de Jérusalem - l'une des plus vastes colonies de peuplement. Comme MM. Shamir et Arens - dont il est un proche - M. Cohen Orgad a voté contre les accords de Camp David et contre le traité de paix avec l'Égypte l'année suivante. Sa désignation rend encore plus hétéroclite le cabinet, les postes-clés étant désormais occupés par trois partisans d'une ligne dure.

Les dissensions surgies lundi au sein de la coalition ont incité le parti travailliste à prendre son temps. Il déposerait seulement mercredi sa motion de censure devant la Knesset. - J.-P. L.

DIPLOMATIE

Aux Nations unies

Le Haut Commissariat s'inquiète de la recrudescence des attaques armées contre les camps de réfugiés

De notre correspondante

camps de réfugiés d'Indochine. En Amérique centrale, ce sont des « civils » armés qui survolent les frontières en hélicoptère pour attaquer les réfugiés.

Annick Billard, rédactrice en chef de la publication, rappelle qu'en octobre 1981 le comité exécutif, conscient de la « nécessité de prendre des mesures spéciales pour protéger les réfugiés et garantir leur sécurité », avait confié à l'ambassadeur de Suisse, M. Félix Schnyder, le soin de faire rapport sur les divers aspects de cette situation tragique. La série de massacres sur une grande échelle avait commencé le 4 mai 1978 par un bombardement de l'aviation sud-africaine contre le camp de réfugiés namibiens de Kasungu (Angola) faisant six morts et quatre cents blessés. Depuis, les attaques se sont multipliées un peu partout.

Le rapport de M. Schnyder souligne que ces actes constituent une violation de la souveraineté des pays d'asile. Il incombe donc aux gouvernements de ces derniers de protéger non seulement leur territoire mais aussi les camps et les zones d'installation des réfugiés qui s'y trouvent. La tâche du H.C.R. en ce domaine se complique du fait que sa compétence est d'ordre purement humanitaire, mais qu'il est tenu d'assurer la protection internationale des réfugiés, ce qui pose forcément des problèmes politiques.

Selon M. Schnyder, pour ne pas fournir de prétextes, il appartient aux pays d'accueil de faire en sorte que les réfugiés ne se livrent à aucune activité risquant de provoquer de telles attaques. Il recommande en outre que le H.C.R. ait accès, régulièrement et sans entrave, aux camps et zones d'habitation de réfugiés et que ceux-ci soient installés le plus loin possible des frontières.

Le projet de déclaration controversé ne vise aucun pays en particulier ni aucun régime politique. Il se borne à affirmer que « l'octroi par un Etat de l'asile à des réfugiés est un acte pacifique et humanitaire », déplore et condamne « la fréquence et l'ampleur croissantes des attaques menées contre des camps et des zones d'installation de réfugiés ». Tout en « reconnaissant que des entraînements militaires ou des exercices armés pratiqués dans des camps ou des zones d'installation de réfugiés, ainsi que l'utilisation de situations créées par la présence de réfugiés et l'utilisation des réfugiés eux-mêmes à des fins militaires ou politiques, peuvent fréquemment exposer les réfugiés à des dangers physiques graves », le texte se termine sur un appel à tous les Etats pour qu'ils « se conforment strictement » à tous les termes de la déclaration visant « l'interdiction des attaques militaires ou armées contre des camps de réfugiés ».

ISABELLE VICHNIAC.

Le séjour de M. Machel en France

PARIS ÉTUDIERA « AVEC LA PLUS GRANDE ATTENTION » TOUTE DEMANDE D'AIDE MILITAIRE DU MOZAMBIQUE

La France a indiqué, lundi 17 octobre, que toute demande d'aide militaire, de la part du Mozambique, « sera étudiée avec la plus grande attention et bienveillance ». Cette déclaration de M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, faisait suite à la réception par M. François Mitterrand du président Machel, qui assiste, ce mardi, à des manœuvres militaires dans l'Aisne, avant de quitter mercredi matin Paris pour Londres, dernière étape de sa tournée européenne.

A sa sortie de l'Elysée, lundi après-midi, le chef de l'Etat mozambicain avait déclaré : « J'ai besoin d'une aide militaire pour ma défense ». En réponse à une question, il avait même ajouté : « J'ai obtenu toutes sortes d'aides militaires de la France ». Le commentaire de M. Vauzelle laisse cependant entendre que rien n'est encore fait dans le domaine militaire, le Mozambique ayant l'Union soviétique comme principal fournisseur. En revanche, la « cordialité » et la « franchise » des conversations entre les deux chefs d'Etat soulignent la volonté de renforcer la coopération entre les deux pays, notamment pour aider le Mozambique à faire face à des problèmes d'équipement (eau, transports, énergie, téléphone).

La tournée européenne de M. Machel, dont l'objet est de favoriser des investissements occidentaux au Mozambique, se poursuit normalement en dépit de l'attentat perpétré, lundi matin à Maputo, contre un local de l'A.N.C. (congrès national africain) par un commando sud-africain. L'explosion des trois bombes a retardé - qui a fait cinq blessés - a été notamment dénoncée par Paris. Londres et Lisbonne. Selon Maputo, des « mercenaires criminels » seraient responsables de l'explosion, ce qui pourrait indiquer que les auteurs de l'attentat revendiquent par Pretoria ne seraient pas forcément de nationalité sud-africaine.

● L'Algérie, le Sénégal et le conflit saharien. - L'Algérie et le Sénégal se sont prononcés, lundi 17 octobre, à Alger - à l'occasion de la visite effectuée par le président Diouf - en faveur de l'« application intégrale » de la résolution prise en juin par l'O.U.A. à propos du Sahara occidental. Ce texte « exhorta » le Maroc et le Polisario à prendre langue « directement » avant le référendum. Le Maroc rejette l'idée de contacts directs avec le Polisario. Le souverain algérien, reçu lundi en fin de journée à l'Elysée pendant une heure et quart par M. Mitterrand, s'est refusé à toute déclaration à l'issue de cet entretien (Le Monde du 18 octobre).

LE CENTENAIRE DE L'ALLIANCE FRANÇAISE

300 000 élèves sur les cinq continents

Le président de la République a inauguré, le lundi 17 octobre, à la Comédie-Française, le septième congrès mondial de l'Alliance française, dont le débat coïncide avec les célébrations marquant, notamment à Paris, le centenaire anniversaire de la fondation de la plus vieille organisation francophone du monde. La clôture du congrès est prévue mercredi 19 octobre, en Sorbonne, en présence du premier ministre.

De droit président d'honneur de l'Alliance française, M. Mitterrand n'assure pas que protocolairement cette distinction. On serait même tenté de dire qu'il y « croit » et que la francophonie le passionne. Seul, sans doute, le malheur des temps l'a empêché jusqu'à présent de définir pour la France une véritable politique linguistique interne et externe, encore qu'il vienne, à Liège, de promouvoir de « faire prochainement des propositions » en matière de francophonie (Le Monde du 16-17 octobre). Le centenaire de l'Alliance

française était une occasion de préciser sa vision du fait linguistique français.

Mais la vieille maison du boulevard Raspail régnant sur une nébuleuse d'écoles saupoudrant le monde, c'est aussi - qu'on le veuille ou non - tout un univers de vieux messieurs décorés (ou candidats à l'être), de cocorlons mondains et de médailles commémoratives. L'horticulteur Meilland vient de créer une splendide rose jaune pâle pour les cent ans de l'Alliance, sans parler de la cuvée du Centenaire du champagne de Castellane...

M. Mitterrand a sauté à pieds joints sur ces pousses fleuries, préférant ne voir que « l'immense aventure qui a survécu à deux guerres mondiales et à la décolonisation » et dont « le double et fort rare village d'ouverture et de fidélité » contribue, depuis cent ans, à maintenir le statut du français, langue de communication internationale.

Maintenir et consolider, puisque l'Alliance française, qui vient d'ac-

cueillir à Paris son millionième étudiant - puis la libération, dispose, en 1983, à travers cent deux pays, de filiales de droit local dispensant des cours de français à 300 000 élèves, au premier rang desquels des Sud-Américains (près de 50 % du total), mais aussi des Chinois de Hongkong (7 000), des Portugais (5 500) et des New-Yorkais (5 500). En 1947, l'Alliance française ne comptait que 50 000 inscrits sur les cinq continents.

Cette « richesse irremplaçable » - sur laquelle le Monde reviendra prochainement - constitue en quelque sorte aujourd'hui « le réseau de la France et de ses amis dans le monde », a dit M. Mitterrand au sept cent cinquante congressistes venus de plus de soixante pays. « Nous pouvons répondre à toutes les demandes pour l'intensifier encore. » Le chef de l'Etat n'est toutefois pas allé aussi loin que M. Marc Blancpain, président de l'Alliance française de Paris depuis 1978, après en avoir été le secrétaire général depuis 1944, qui, retrouvant des accents du fameux discours de M. Lang à Mexico, en juillet 1982, a présenté le travail de son organisation comme un moyen essentiel de lutte contre la « technocratie internationale, qui abruse, arase, écrase les cultures ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

● ATTAQUE DE GUERILLEROS. Cinq guérilleros ont ouvert le feu, jeudi 13 octobre, sur des soldats de garde à proximité de la résidence du président Belisario Betancur. L'un des assaillants a été tué et un autre blessé et capturé. Il y a deux ans, des insurgés avaient attaqué, à deux reprises, le palais présidentiel à l'aide de mortiers et de bombes. - (A.F.P.)

Irlande du Nord

● UN SOLDAT BRITANNIQUE TUÉ À LONDONDERRY. - Un soldat britannique a été tué et un autre blessé, samedi 15 octobre à Londonderry (ouest de l'Irlande), lors d'une attaque contre une patrouille motorisée. Une bombe, dissimulée dans le mur d'un cimetière, a explosé au passage de la patrouille, tandis que plusieurs coups de feu étaient tirés sur les deux véhicules transportant les militaires. - (A.F.P.)

Libéria

● NOMINATION D'UN VICE-PRÉSIDENT. - Le comité exécutif du Conseil militaire de la rédemption du peuple, a créé, dimanche 16 octobre, le poste de vice-président, confié par le président Samuel Doe au secrétaire général du Conseil militaire, le général Kollia. Ce dernier est remplacé par le général Quiwonkpa. - (A.F.P.)

Libye

● UN MESSAGE DU COLONEL KADHAFI. - Le colonel Kadhafi, dans un message adressé aux chefs d'Etat africains qui ont participé au sommet franco-africain de Vitell, exprime sa « conviction inébranlable que des réunions telles que le sommet de Vitell sont sans utilité pour l'Afrique, si ce n'est de l'enchaîner à nouveau, bon gré mal gré, dans l'état de l'impérialisme ». Dans ce message, dont à leur cabinet, les postes-clés étant désormais occupés par trois partisans d'une ligne dure.

Sri Lanka

● ACTIVITÉS TERRORISTES. - Des terroristes ont dévalisé des locaux gouvernementaux, à Batticaloa, dans l'est du pays, le lundi 17 octobre, et emporté quatre vingt-six fusils, confisqués lors des récents troubles communautaires. 24-01 appris de source policière. Un peu plus tard, ils ont également cambriolé une station-service. Cette région a connu un

développement d'activités terroristes, en particulier depuis que deux cent quarante détenus se sont échappés de la prison de la ville, le mois dernier. Une centaine d'entre eux sont toujours en fuite. - (U.P.I.)

Tchad

● AIDE DE L'UNICEF. - Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a prélevé 250 000 dollars sur les fonds réservés aux secours d'urgence pour l'envoi au Tchad de médicaments et l'achat sur place de véhicules pour les équipes médicales mobiles. Selon un communiqué diffusé lundi 17 octobre, cette aide est destinée aux populations touchées par la sécheresse ou obligées de fuir les combats dans le Nord.

Togo

● CAMPAGNE CONTRE UNE « PUISSANCE ÉTRANGÈRE ». - Une campagne se développe depuis quelques jours à Lomé contre une « puissance étrangère mal intentionnée » qui cherche à « déstabiliser » le régime du président Eyadéma. Sans jamais citer le nom de cette « puissance étrangère », il pourrait s'agir de la Libye, la presse togolaise, les organisations d'étudiants, le Rassemblement du peuple togolais (R.P.T., parti unique), ont mis la population en garde contre les agissements de « quelques brebis galeuses » qui « se sont rendus coupables de trahison et d'intelligence caracté-

risée avec l'étranger aux fins d'actes de sabotage et de déstabilisation du régime du général Eyadéma ». - (A.F.P.)

Tunisie

● SUSPENSION DE L'HEBDOMADAIRE DU P.C.T. TUNISIEN. - L'organe du parti communiste tunisien, hebdomadaire Attarak Aljoudid (la Voie nouvelle) a été suspendu pour six mois pour « diffusion de fausses nouvelles », et son dernier numéro a été saisi cette semaine. Créé au lendemain de la libération du P.C.T. en juillet 1981, il faisait état dans un article d'un vol important dans une grande ambassade tunisienne en Europe. C'est ce qui lui aurait valu cette suspension. - (A.F.P.)

Zimbabwe

● RÉDUCTION DE L'AIDE AMÉRICAINE. - Les Etats-Unis envisagent de réduire de près de 50 % leur aide - de 75 millions de dollars - au Zimbabwe, en raison de l'abstention de ce pays lors d'un vote des Nations unies condamnant la destruction du Boeing sud-coréen par la chasse soviétique, écrit, jeudi 13 octobre, le Washington Post.


Le quotidien américain précise que la réduction s'appliquerait à des fonds d'« aide économique » provenant de l'Agence américaine de développement international (AID). Le Zimbabwe arrive en cinquième position pour l'aide américaine à l'Afrique.



Henri Laborit

La Colombe assassinée

De la violence entre individus à la violence entre États.



DIPLOMATIE

Une révélation de Moscou

(Suite de la première page.)

Il s'agit, selon lui, de rétablir une égalité de temps entre les « seize minutes » dont le SS-20 a besoin pour parvenir à son objectif et les « huit à dix minutes » dont il crédite le Pershing-2 (jusqu'ici Moscou parlait de « six minutes » pour la nouvelle fusée américaine).

2) Les nouveaux armements visant les États-Unis. Là encore, le général Tebervov centre le débat sur le thème de l'équivalence des temps de vol : « Si les Américains, dit-il, installent en Europe des armes capables de nous atteindre en dix minutes, nous en installerons qui, de la même façon, pourront atteindre les États-Unis en dix minutes. » Rien de nouveau, ici, par rapport à la menace formulée dès mars 1982 par Brejnev, sinon qu'une fois encore le porte-parole soviétique exclut toute répétition du « gambit » tenté en 1962 par Khrouchchev à Cuba : « Absolument pas. Nous ne parlons pas de Cuba », répond-il à une question du Stern.

Les experts occidentaux jugent maintenant probable que le système retenu par Moscou sera celui de nouveaux missiles mer-sol, lancés à partir de navires de surface postés ostensiblement à proximité des eaux territoriales américaines. Si vraiment Moscou tient à ses « dix minutes », il devrait s'agir plutôt d'engins balistiques que de missiles de croisière, lesquels seraient trop lents pour pouvoir atteindre dans ce délai autre chose que les ports des États-Unis.

3) La poursuite du programme SS-20. Déjà le gouvernement soviétique avait confirmé en juin dernier que l'installation des missiles américains entraînerait la suspension du moratoire unilatéral décrété par Brejnev sur ce programme en mars 1982 (mais les Occidentaux contestent que ce moratoire ait jamais été observé). Aujourd'hui, le général Tebervov confirme qu'en plus des mesures citées plus haut l'armée rouge « déploiera dans la partie européenne de l'U.R.S.S. au moins de missiles SS-20 que l'exigeront notre sécurité et celle de nos alliés ».

Cette dernière réponse semble moins catégoriquement affirmée que les autres, et elle est de fait la

plus contestable. Car, enfin, l'U.R.S.S. dispose déjà, selon ses propres avocats, de 243 SS-20 visant l'Europe, alors que M. Andropov s'est dit prêt à ramener ce nombre à 162, l'équivalent des missiles français et britanniques. Le moins qu'on puisse dire est donc qu'un « rattrapage » ne s'impose pas pour le moment, plus précisément aussi longtemps que les euromissiles américains n'auront pas atteint l'effectif de 81 (243 - 162), donc après plusieurs mois de déploiement occidental. Mais il est vrai que les militaires soviétiques ont probablement très envie d'achever au plus vite, après le ralentissement imposé par la diplomatie ces deux dernières années, le programme commencé en 1977. Comme il y avait alors 600 vieux missiles SS-4 et 5 à « moderniser », il est fort probable qu'ils ne seront satisfaits qu'une fois parvenus à ce chiffre. Si c'est bien le cas, et comme on en est aujourd'hui à 360 SS-20 « seulement », il en reste encore 240 à construire...

Redondance

Ces diverses réponses, et surtout leur cumul, confirment donc la tendance traditionnelle des militaires soviétiques à la redondance. Jusqu'à présent, les responsables occidentaux ne s'en sont guère émus. Les uns font valoir que tous les pays alliés, l'Europe comme les États-Unis, sont déjà sous le feu de toutes sortes d'armes soviétiques et que ces nouveaux « gadgets » n'ajouteront guère à la menace. D'autres affirment que Moscou a tendance, sous le coup de son irritation devant les Pershing, à présenter comme nouveaux des programmes qui auraient vu le jour de toute façon. Ainsi, selon une source de l'OTAN citée par l'A.F.P., le programme de fusées tactiques soviétiques 21, 22 et 23 est en route depuis dix ans environ et déjà partiellement réalisé en ce qui concerne le SS-21, comme le confirme d'ailleurs le général Tebervov.

Sur le plan diplomatique enfin, l'idée d'une rupture pour parler de Genève sur les euromissiles (F.N.I.) est toujours sérieusement envisagée, n'en déplaise à

M. Genscher, qui continue de penser que la réaction de Moscou reste « incertaine » sur ce point. L'agence soviétique Novosti vient en effet de déclarer que les contacts soviéto-américains « ne tiennent qu'à un fil », celui des négociations de Genève, et que, si ce fil est rompu « cela n'étonnera pas beaucoup de gens ». Plus précis M. Zamiatine, membre du comité central soviétique, précise dans le numéro du Stern déjà cité que, même après l'échec des négociations F.N.I., Moscou poursuivra les négociations de Vienne sur les forces classiques en Europe (M.B.F.R.) et celles de Genève sur les armements intercontinentaux (START). A contrario, il ne reste pas beaucoup de place pour les F.N.I. dans ce schéma.

Pour sa part, M. Gromyko n'apporte aucune précision sur ce point dans les propos qu'il a tenus lundi au cours d'une visite à Berlin-Est. Le ministre soviétique s'en est pris une fois de plus en termes très vifs aux États-Unis, dont toutes les récentes propositions, tant sur les armements intermédiaires qu'intercontinentaux, ne sont pour lui que « poudre aux yeux », « truquage de propagande », « nouvelle dose de mensonge », et par conséquent doivent être rejetées en bloc.

Décidément, ceux qui espèrent que des gestes soviétiques aideraient la « campagne de paix » en cours en R.F.A. en sont pour leurs frais : la parole, à Moscou, est aux militaires et à leurs programmes beaucoup plus qu'aux diplomates.

MICHEL TATU.

● M. Craxi, pour une pause de six mois à certaines conditions. — Parlant samedi, 15 octobre, au cours d'une conférence de presse à Rome, le président du conseil italien a exposé en ces termes la position de son gouvernement sur l'installation des euromissiles : « Si la négociation de Genève reste bloquée par le préalable soviétique, qui n'admet l'installation d'aucun missile, alors il n'y a pas de raison de prolonger la négociation de six mois. Si en revanche apparaissent des éléments nouveaux, qui pourraient laisser supposer l'abandon des conditions soviétiques, alors il est possible d'envisager la poursuite des pourparlers. » (A.F.P.)

La semaine pacifiste en R.F.A.

(Suite de la première page.)

Une des seules initiatives prises par le gouvernement — qui avait pourtant avoué une contre-campagne d'information — est d'avoir publié — sous l'égide du ministre de l'Intérieur, M. Zimmermann, qui n'en est pas à sa première erreur — une affiche représentant des dizaines de groupes pacifistes aspirés dans l'entonnoir communiste. L'argument on prend plus grâce aux efforts de certains dirigeants, comme M. Jo Leinen, qui, de la même manière qu'il s'était concerté avec la police pour éviter les troubles, a constamment œuvré — contre l'avis souvent de certains de ses camarades — pour que le mouvement recouvre le spectre le plus large possible des opinions politiques. Heinrich Böll, qui a promis d'intervenir au grand meeting de clôture, samedi, à Bonn, s'est inquiété publiquement de la participation disproportionnée à l'organisation de certaines manifestations de communistes, qui, a-t-il dit, ne sont pas crédibles, car ils refusent de soutenir les pacifistes est-allemands. Il faisait allusion aux conflits qui persistent notamment à Berlin-Ouest, où les groupes communistes s'opposent à ce que des jeunes de R.D.A. prennent la parole lors des rassemblements. Mais il s'agit de conflits localisés et l'assimilation pacifistes-communistes s'est révélée sans commune mesure avec l'ampleur prise par le mouvement.

Les pacifistes se comptent, samedi, lors des quatre grands rassemblements de clôture qui auront lieu à Bonn, Berlin-Ouest, Hambourg et Stuttgart, et les comparaisons seront alors permises avec la grande manifestation qui, avec trois cent mille personnes à Bonn en octobre 1981, avait été le premier temps fort du mouvement.

Revenant sur ses intentions premières, le comité de coordination a décidé, lundi, d'inviter M. Willy Brandt à prendre la parole au grand meeting de Bonn. Le président du S.P.D. a immédiatement accepté. Cette participation à un rassemblement ouvertement dirigé contre l'installation des Pershing-2 en R.F.A., avant même le congrès du S.P.D. qui au mois de novembre doit valider la position définitive du parti sur la question des missiles, témoigne de l'importante évolution qui s'est produite ces derniers mois dans l'opposition social-démocrate.

CLAIRE TRÉAN.

L'OTAN VA RETIRER D'EUROPE DES ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — L'OTAN est décidée à moderniser et, en même temps, à limiter les systèmes d'armement nucléaire tactique stationnés en Europe. La décision devrait être annoncée à la réunion du groupe de planification nucléaire de l'Organisation atlantique, qui se tiendra au Canada les 27 et 28 octobre. Mille six cents armes nucléaires tactiques, obsolètes, pourraient être retirées. Il est question de renoncer totalement à une défense anti-aérienne nucléaire.

D'autre part, l'OTAN abandonnerait une grande partie des systèmes dits de « démolition », c'est-à-dire les barrages de mines nucléaires qui doivent couper la route à une offensive conventionnelle des forces du pacte de Varsovie.

Ces initiatives, souligne-on au quartier général de l'OTAN, ne représentent en aucune manière des concessions à l'Union soviétique. Il s'agit d'une adaptation tenant compte des progrès technologiques et de la possibilité d'utiliser des moyens de défense conventionnelle perfectionnés.

Une telle évolution correspondrait donc à la stratégie d'ensemble de l'Occident, dont le but est de ramener l'arsenal nucléaire au niveau le plus bas possible.

J. W.

● Réunion des premiers ministres du bloc soviétique. — La session annuelle du Comecon s'est ouverte ce mardi 18 octobre à Berlin-Est en présence des premiers ministres de l'U.R.S.S., des pays d'Europe de l'Est et de Mongolie. Le Vietnam et Cuba sont représentés par des vice-premiers ministres. Cette réunion devait être consacrée aux questions habituelles : intégration économique, volume et prix des livraisons de matières premières soviétiques, prix des exportations agricoles des pays de l'Est. Les problèmes de fond qui affectent les relations économiques entre pays du bloc — essentiellement la détérioration régulière des termes de l'échange au détriment des pays de l'Est — devraient faire l'objet d'un sommet du Comecon, prévu depuis plusieurs années et toujours retardé.

M. Chirac a plaidé à Bonn

en faveur d'une défense européenne indépendante

M. Jacques Chirac est arrivé, le lundi 17 octobre, à Bonn, pour une visite de trois jours à l'invitation de la démocratie chrétienne. Il a été reçu par M. Genscher, puis a eu un entretien de plus de deux heures avec le chancelier Kohl. Il a ensuite prononcé un discours à la Fondation Konrad-Adenauer, où il a plaidé en faveur d'une défense européenne indépendante.

A Paris, M. Jacques Hantzinger, secrétaire national du P.S. aux affaires internationales, a jugé ce mardi « irresponsables » les propos de M. Chirac. « Dire à Bonn qu'il faudrait songer à une défense européenne, dans laquelle l'Allemagne pourrait avoir un droit de participation, ce n'est pas sérieux », a-t-il ajouté, avant d'annoncer que le P.S. avait demandé à ses militants de ne pas participer aux manifestations pacifistes organisées en France.

De notre correspondant

Bonn. — Dans tous ses contacts, M. Chirac a en l'impression de trouver en face de lui des hommes bien décidés à ne pas dévier de leur ligne politique. Il s'est senti de cœur avec eux sur de nombreux points, et son allocution à la Fondation Adenauer a certainement rencontré les préoccupations et les aspirations de ses interlocuteurs.

Après avoir traité de l'œuvre accomplie par Adenauer et de Gaulle, il a fermement approuvé la position du gouvernement de Bonn sur les euromissiles et les tentatives faites depuis peu pour coordonner l'action militaire et diplomatique de la France et de l'Allemagne. Pour le président du R.P.R., il n'y aura pas de politique de détente valable tant que l'Europe n'aura pas un poids spécifique. Non pour se passer de la protection américaine, mais pour former un ensemble vigoureux, cohérent, inspirant le respect.

« Le premier de nos objectifs communs », a dit le maire de Paris, la construction de l'Europe, demeure pour nous comme pour nous la préoccupation essentielle. Nous y avons pris ensemble une part déterminante. Je ne vous cacherais pas cependant que j'éprouve à son sujet de l'inquiétude. Il faut que nous agissions ensemble pour tirer l'Europe de l'ornière. »

Ayant insisté sur l'importance que la France attache à la politique agricole commune, M. Chirac a résumé sa vision de l'Europe : « Sauvegarde et amélioration de ce qui est déjà acquis pour la Communauté, harmonisation en profondeur des politiques économiques, renforcement du système monétaire européen, coopération étroite dans le domaine de la recherche et des industries de pointe, coordination des politiques de l'énergie et de l'approvisionnement en matières premières, voilà ce que, dans l'ordre économique, l'Europe doit se donner pour ambition si elle veut se mettre en état de répondre aux défis de notre temps. Je dirai même, si elle veut tout simplement exister. »

Le maire de Paris en est venu ensuite au thème qui préoccupe tous les Allemands : il a rappelé le « gigantesque effort de réarmement » de l'U.R.S.S. et l'importance de l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest.

« Je n'ignore pas que l'installation éventuelle de fusées Pershing sur le territoire de votre pays est une affaire sérieuse, a-t-il dit. (...) Nous avons en France fait ce choix depuis longtemps. C'est donc un

choix dont nous mesurons l'extrême importance et que personne ne peut faire à votre place. Mais, dans l'hypothèse — sur laquelle nous serons rapidement fixés — où l'U.R.S.S. n'accepterait pas le démantèlement de ses SS-20, je pense qu'il serait funeste de s'y dérober. »

M. Chirac s'en est pris rapidement au parti communiste français, qui « soutient ouvertement l'indémittible thèse soviétique, selon laquelle les forces nucléaires française et britannique devraient être prises en compte dans les négociations en cours », avant de désaccuser dans le mouvement pacifiste une entreprise de « démobilisation morale et de désarmement unilatéral de l'Occident ». Soutenue par l'U.R.S.S., « Sans doute, a-t-il poursuivi, la sécurité de l'Europe occidentale devrait-elle être avant tout l'affaire des Européens eux-mêmes. Il est toujours risqué de s'en remettre à d'autres pour ce que l'on devrait faire soi-même. »

Le discours-programme du président du R.P.R. a reçu un accueil très chaleureux et a été, en pleine semaine d'action des mouvements pacifistes, que les dirigeants de Bonn pouvaient compter sur la France pour les aider à défendre la double résolution de l'OTAN.

ALAIN CLÉMENT.

[Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, dans une mise au point publiée mardi matin 18 octobre, tout en ne félicitant pas les déclarations de M. Chirac sur les euromissiles, s'est déclaré « surpris » des propos du président du R.P.R. sur la coopération militaire franco-allemande.]

« Le gouvernement français, affirme M. Hernu, n'a de leçon à recevoir de quiconque en matière de coopération franco-allemande. Le ministre de la Défense rappelle qu'il aura fallu attendre vingt ans pour que le traité de janvier 1963 entre Bonn et Paris soit mis en œuvre » par l'application de ses clauses militaires, qui prévoient notamment la création d'une commission permanente franco-allemande de défense et de sécurité.

Il est toutefois « satisfaisant », ajoute M. Hernu, de constater la constance d'un des plus importants responsables de l'opposition sur la politique du gouvernement, qui s'est déjà traduit par la conclusion d'un accord franco-allemand sur la fabrication de nouveaux missiles sol-air et par des discussions « très avancées » entre les deux pays pour la conception d'un hélicoptère de combat et d'un nouveau missile successeur de l'Exocet.]

L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. est liée à l'augmentation des ressources communautaires réaffirme M. Mauroy

De notre envoyé spécial

Athènes. — Bien que la deuxième et dernière journée de travail des cinq chefs de gouvernement socialistes de l'Europe du Sud, réunis près d'Athènes, ait été consacrée essentiellement, le lundi 17 octobre, à des échanges de vue sur les affaires internationales, la question de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal a continué de peser sur les débats.

An cours d'une conférence de presse, les premiers ministres espagnol et portugais, MM. Felipe Gonzalez et Mario Soares, ont fait chorus pour dire que leurs deux pays attendent désormais de la Communauté une réponse claire à leur demande d'adhésion. « Nous ne pouvons plus attendre », a affirmé M. Soares.

Cette pression n'a pas modifié la position de la France. M. Mauroy a indiqué que la question de l'élargissement de la C.E.E. ne saurait être résolue correctement tant que les Dix ne seront pas parvenus à un accord sur l'augmentation des ressources budgétaires. « Il faut lier les deux opérations », a déclaré le chef du gouvernement : « régler les problèmes qui sont sur la table au Conseil européen d'Athènes en décembre prochain, et en même temps élargir le Marché commun. »

Dans l'entourage de M. Mauroy, on ajoute que cette question de l'élargissement doit être considérée aussi dans ses conséquences commerciales pour les États-Unis, car

l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la C.E.E. se traduira par des pertes de marchés agricoles importantes pour les Américains, ce qui promet une période de tension avec Washington.

La poursuite de la discussion sur ce point s'est apparentée à un dialogue de sourds. Quand M. Soares dit que « sans élargissement, la C.E.E. restera en situation d'impotence et d'incapacité », M. Mauroy répond que « sans accroissement des ressources budgétaires de la Communauté, le Portugal et l'Espagne feraient un marché de dupes ».

Un groupe de travail

En attendant le Conseil européen du 6 décembre, à Athènes, les chefs de gouvernement représentés ont décidé de mettre en place, sur-le-champ, un groupe de travail qui étudiera secteur par secteur les possibilités de coopération économique entre les cinq pays.

D'autre part, en réponse à de nombreuses questions sur les négociations de Genève et sur les euromissiles, M. Mauroy a réaffirmé que « la France reste sur ses positions bien connues ». Il s'est déclaré personnellement convaincu que « le jour viendra où il y aura nécessairement un accord » entre l'U.R.S.S. et les États-Unis.

ALAIN ROLLAT.

DANS 3 JOURS VOLVO FÊTE SON DERNIER CRU



TBWA

1525 من الاموال

« La vie

temps de collection d'art

Antoine D

L'œ et la p

LA MÊME COLLE...
Faya

DIPLOMATIE

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

« La vie de la Communauté a été confisquée par les bureaucrates »

estime M. Piet Dankert

M. Piet Dankert, président de l'Assemblée des Communautés européennes, est attendu ce mardi 18 octobre à Paris, où il effectuera une visite officielle après la session parlementaire de la semaine précédente à Strasbourg.

A quelques jours du renouvellement du mandat des membres de cette Assemblée par les électeurs des dix pays membres de la C.E.E., M. Dankert a répondu aux questions de notre correspondant auprès des Communautés européennes.

« Vous avez annoncé que vous ne vous représenteriez pas à l'élection européenne si les pouvoirs du Parlement étaient affectés. Pourquoi cet avertissement ? »

« Le Parlement dispose de pouvoirs budgétaires réels. Ces pouvoirs constituent la base minimale qui justifie une élection au suffrage universel direct. Celui-ci est trop important en démocratie pour qu'on l'utilise à élire une Assemblée qui serait purement consultative. »

« Pensez-vous que de telles craintes soient réellement justifiées ? »

« Malheureusement oui. La Communauté se trouve dans une situation financière difficile. Ses ressources propres sont pratiquement épuisées. Si l'on n'y a pas, dans les mois à venir, c'est-à-dire au plus tard avant les élections européennes, un accord entre les dix pour les accroître, ceux-ci seront obligés de revenir à un mode de financement national des politiques

communes. Du coup, les pouvoirs budgétaires du Parlement seront entamés. En outre, devant le blocage chronique des travaux du Conseil, on parle de plus en plus, pour avancer, d'« Europe à géométrie variable ». — L'expression est de Jacques Delors — avec, on peut le craindre, des financements hors budget. Une telle extension hors du cadre institutionnel restreint de la Communauté, et, par voie de conséquence, l'indépendance que les électeurs peuvent porter au Parlement.

« Craignez-vous que le gouvernement français ne soit favorable à cette évolution ? »

« Le gouvernement français plaide pour l'accroissement des ressources propres et la mise en route de nouvelles politiques. De cela, je me félicite. Mais je dois constater qu'au conseil européen de mars, à Bruxelles, le président Mitterrand s'est inquiété du « dérapage incontrôlé des dépenses », imputable, selon lui, aux pouvoirs budgétaires du Parlement. Cette attitude, qui, je dois l'admettre, est partagée par plusieurs gouvernements de la Communauté, est effectivement de nature à me préoccuper. De même que les idées françaises de créer une agence hors du cadre strictement communautaire pour permettre une coopération « à la carte ».

« Mais ce dérapage incontrôlé existe-t-il ? »

« D'une certaine manière, il y a une part de vérité. »

« Entrons un instant dans la technique. Le Parlement possède le pouvoir d'engager une partie des dépenses (celles qu'on appelle les dépenses non obligatoires, et qui touchent principalement le Fonds

régional, le Fonds social, la recherche-développement et une partie de l'aide au développement) dans des proportions qui n'existent nulle part ailleurs en Europe occidentale. En revanche, il n'a qu'une prise très modeste sur le reste des dépenses, dites obligatoires, et en particulier sur les dépenses agricoles, qui représentent, à elles seules, plus de 70 % du budget. On pourrait envisager un réajustement qui étende les pouvoirs du Parlement sur la totalité du budget, mais qui, en contrepartie, limite sa possibilité d'accroître les dépenses.

L'absence de motivations politiques

« Croyez-vous qu'il faille plafonner les dépenses agricoles ? En un mot, quelles devraient être, selon vous, les lignes directrices de la réforme de la politique agricole commune ? »

« Un plafonnement strict, tel que le préconisent les Britanniques, est impossible. L'évolution des dépenses agricoles est subordonnée à des impératifs : conditions climatiques ou fluctuations des cours mondiaux. Mais on peut et même on doit fortement réduire celles des dépenses agricoles qui résultent d'excédents structurels. Ainsi, on ne pourra éviter de réduire sensiblement le soutien à la production laitière. Les propositions de la Commission visant à plafonner la production de lait vont dans la

bonne direction. Je crois cependant qu'il faudra moins sanctionner les exploitations traditionnelles, c'est-à-dire celles qui sont liées au sol.

« Les parlementaires répètent volontiers qu'ils sont des hommes politiques et non des technocrates. Cette affirmation ne masque-t-elle pas, en réalité, une connaissance insuffisante des dossiers européens, que ressent le citoyen, et qui expliquerait en partie la mauvaise réputation de l'Assemblée ? »

« Il est plus exact de parler d'absence de réputation des parlementaires européens que de mauvaise réputation. Au reste, le reproche devrait s'appliquer autant aux ministres qu'aux parlementaires. En tout cas, c'est l'expérience que j'ai acquise dans des réunions de concertation avec le conseil des ministres de la C.E.E. L'absence de motivations politiques européennes a fait que la vie de la Communauté a été confisquée par les bureaucrates. Les parlementaires européens ont donc raison de donner la priorité à la politique. Mais il est vrai qu'ils ne peuvent espérer atteindre des objectifs politiques qu'en maîtrisant les dossiers. Depuis l'élection de 1979, je constate que cette connaissance des dossiers s'est considérablement améliorée.

« Que pensez-vous de la tentation permanente des parlementaires de s'occuper davantage des affaires du monde que de celles de l'Europe ? »

« C'est une accusation fréquente, mais injuste. Ce qui est vrai — mais à qui la faute ? — c'est que les médias rendent plus volontiers compte des débats du Parlement concernant la politique extérieure que de ceux qui ont trait à la vie interne de la C.E.E. Pourtant ceux-ci sont les plus nombreux. En outre, il n'est pas indifférent de constater que, hors de nos frontières, le Parlement européen est perçu comme exprimant la voix de l'Europe.

Renforcer la cohésion vis-à-vis de l'extérieur

« Croyez-vous à une défense européenne ? »

« Le débat sur les missiles, notamment en Allemagne, m'amène à affirmer qu'il est indispensable pour l'Europe occidentale que la cohésion de nos politiques étrangères, y compris ce qui touche à la sécurité, soit renforcée. C'est essentiel pour la survie de l'Europe, même de l'Europe économique.

« Vous appartenez au parti socialiste néerlandais. Maintenant, à Paris, vous rendez visite à un gouvernement socialiste. Que pensez-vous du rôle joué par les socialistes ou sein de l'Assemblée ? Que dites-vous de leurs fréquentes divisions ? »

« Les socialistes ont joué un rôle essentiel dans le débat budg-

taire. Ils ont été à l'origine du débat sur le très important problème de l'emploi. Ils ont contribué plus que quiconque à politiser le débat européen, ce qui me semble nécessaire pour échapper au dilemme stérile pour ou contre l'Europe, pour ou contre le Parlement. Constituant le principal groupe de l'Assemblée et réunissant quatorze partis de dix pays, ils reflètent — et pourquoi s'en étonner ? — les difficultés que rencontre la Communauté à trouver des compromis.

« Le Parlement actuel a une forte majorité de centre-droit, même si elle vous a élu comme président. Pensez-vous que l'on puisse s'attendre à une modification des orientations politiques de la future Assemblée ? »

« On ne peut pas exclure un peu plus de « couleur » dans la future Assemblée. On ne peut pas exclure, par exemple, l'entrée des Verts au Parlement européen. Cependant, le système électoral, qui est celui de la proportionnelle, ne permet pas d'envisager de modifications sensibles dans le rapport de forces au sein du Parlement. Le Royaume-Uni a un système électoral particulier. C'est de là que peuvent peut-être venir les changements qui affecteront ce rapport de forces. »

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE.

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

VIENDE PARAITRE

Antoine Danchin

L'œuf
et la poule

Histoires
du code génétique

Fayard le temps des sciences

DANS LA MÊME COLLECTION
Claude Allègre L'écume de la Terre
Jean-Pierre Changeux L'homme neuronal
Emile Henocq Un mal étrange l'Algerie
François Jacob Le jeu des possibles
Marc Jeannerod Le cerveau-machine
André Lerot-Gourhan Le fil du temps
André Lerot-Gourhan Mécanique vivante
André Lwoff Jeux et combats
Philippe Meyer L'homme et la sel
Claude Olivescu-Denis du toxicomane
Jacques Ruffie Travaux du vivant
Daniel Widlocher Les logiques de la dépression

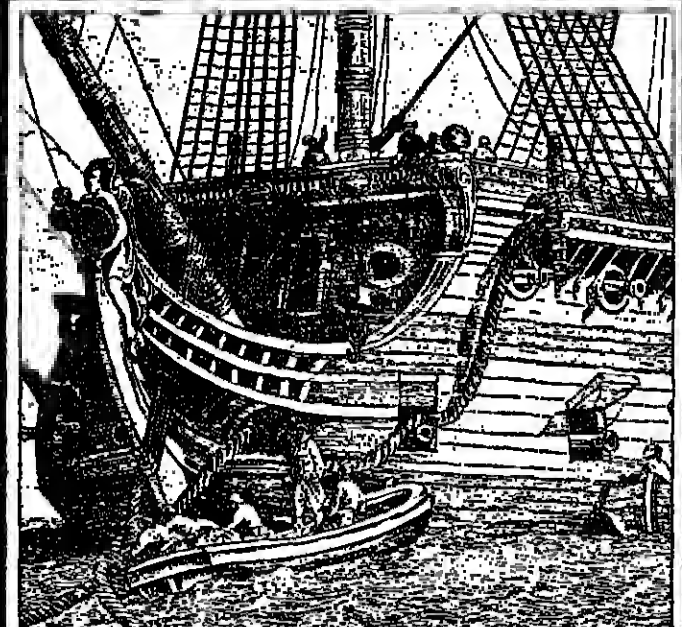
Fayard

L'éditeur d'art JEAN de BONNOT commémore le bicentenaire d'un grand exploit de la Marine française

En 1782, le Marine royale venait de terminer sa mission d'appui aux insurgés américains contre l'Angleterre et venait d'accomplir une expédition de reconnaissance scientifique et géographique dans l'Atlantique et le Pacifique.

Un commandant aux nerfs d'acier

Pour cet exploit, il fallait un commandant capable de mener deux vaisseaux à travers les grands tempêtes de l'Atlantique sud, d'échapper aux embûches du Cap Horn, aux typhons, aux climats extrêmes de l'Equateur et aux tentatives de glaces de la Sibérie. Les noms des meilleurs capitaines furent soumis à Louis XVI et le choix souverain se porta sur la comète de La Pérouse dont les drapeaux de service pendant la guerre d'indépendance américaine avaient été des plus brillants. Le roi lui donna personnellement ses instructions précises sur la mission à accomplir : « Deux frégates l'Astrolabe et la Boussole, ayant à bord un corps scientifique d'élite, appareilleront de Brest le 1^{er} août 1785. Elles atteindront l'Océan Pacifique par le Cap Horn, remonteront au Nord-Ouest de l'Amérique par les îles de Pélagie et Hawaii, se rendront en Chine, en Sibérie, puis redescendront vers les mers



Il y a 200 ans :
le voyage autour du monde de
La Pérouse
ou la tragique épopée des deux Océans

du Sud. Durant cette expédition, les cartes et les données scientifiques seront rectifiées et complétées. Un intérêt particulier sera porté aux coutumes et aux mœurs des sauvages, sur lesquels courent les plus folles légendes. » Cette mission de découvertes scientifiques aura un grand retentissement.

Les équipages périssent, mais les documents sont sauvés

Si la journal de La Pérouse, les cartes et les documents de l'expédition n'avaient été remis à M. de Lesseps, à Kamchatka, la perte pour la science aurait été irréparable. Le dernier rapport de La Pérouse fut expédié de Botany Bay, en Australie, le 26 janvier 1788. Puis ce fut le silence.

Malgré les différentes recherches effectuées, c'est en 1828 seulement que le commandant Dumont d'Urville retrouva l'épave de l'Astrolabe près de l'île de Vanikoro et apporta des preuves : les rescapés semblaient avoir été massacrés par les indigènes après leur naufrage.

Par la suite, d'autres recherches furent entreprises par la Marine nationale, mais on ne saurait être jamais les circonstances exactes de la perte des deux vaisseaux et l'Océan garde encore de nos jours le secret de la mort de La Pérouse et de ses intrépides marins.

Un ouvrage d'un intérêt exceptionnel

Le « Voyage de La Pérouse » est un livre exceptionnel dans lequel le navigateur a noté scrupuleusement tous les événements de son grand périple. Dans notre édition du bicentenaire, nous avons publié le texte intégral de son journal de bord. Nous y avons ajouté les relations du commandant Dumont d'Urville et d'autres marins au sujet de la découverte de l'épave. Cette collection en deux volumes est amplement illustrée de documents de l'époque et à chaque page sont reproduits, d'après des gravures anciennes,

les portulans ou les profils côtiers des principaux endroits reconnus par l'expédition.

Cet ouvrage complet en deux volumes, édité sous ma signature, a bénéficié de toutes mes attentions. La reliure est en plein cuir de mouton bleu outremer coupé d'une seule pièce. Les plats et la dos sont ornés de motifs de l'époque, frappés à froid ou à chaud avec de l'or véritable tiré 22 carats. La tranche supérieure est également dorée à l'or véritable. Le papier est la vergé bibliophile filigrané à mas armées dans la masse. La composition manuelle à l'ancienne est fidèlement reproduite. Les finitions sont raffinées : dos galbé, mors marqués, gardes de style, signet et trancheeffes tressées, cahiers cousus au fil robuste, etc.

C'est cette belle édition que je désire offrir à mes fidèles clients avec la garantie habituelle de remboursement en cas de non-satisfaction.

Garantie totale

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec la patine du temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale sur bois représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision. Jean de Bonnot.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume du « Voyage autour du monde » de La Pérouse, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 131,50 F (+ 9,00 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix, la mois suivant.

Nom Prénom
N° Rue
Ville Code postal
Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LE NOUVEAU CONSEILLER POUR LES AFFAIRES DE SÉCURITÉ NATIONALE

M. McFarlane : conservateur mais pas idéologue

Le président Reagan a nommé, lundi 17 octobre, M. Robert McFarlane à la tête du Conseil national de sécurité, comme la Maison Blanche le laissait prévoir dès dimanche (la *Monde* du 18 octobre). M. McFarlane sera remplacé dans ses fonctions d'envoyé spécial au Proche-Orient par son adjoint, M. Richard Fairbanks.

Cheveux courts et impeccablement peignés, allure sportive et joue encore rudes, Robert McFarlane a toujours, à quarante-six ans, l'air d'un enfant sage. Cet ancien colonel du corps des « marines » est, pourtant, tout sauf un débutant.

Fils d'un ancien représentant démocrate du Texas, conservateur dans l'âme, il a déjà servi trois administrations républicaines. Sous M. Nixon, il est d'abord conseiller du président pour les affaires législatives, puis collaborateur de M. Kissinger pour les questions militaires. Il resta, sous M. Ford, au Conseil national de sécurité comme « assistant spécial » du général Secowcroft, et, passé à l'ère Carter, on le retrouve au département d'Etat comme conseiller de M. Haig, puis à la Maison Blanche, en janvier 1982, comme adjoint de M. Clark, qu'il remplace désormais.

Entre-temps, il avait été nommé, en juillet dernier, mais sans perdre sa place de numéro deux du Conseil national de sécurité, - envoyé spécial du président pour la Proche-

Orient, où il a joué un rôle important dans la négociation du précaire cessez-le-feu libanais.

Cette carrière fait de lui l'un des rares hommes de l'entourage de M. Reagan à avoir une réelle expérience des problèmes internationaux. D'une extrême discrétion, ne recevant les journalistes qu'à la condition de n'être pas cité, M. McFarlane sait aussi tempérer son hostilité à l'U.R.S.S. d'un pragmatisme d'habitude des grands marchandages internationaux.

C'est ce profil de technicien très conservateur mais pas du tout idéologue de l'anticommunisme qui fait de lui le bon choix pour M. Reagan, dans une période où il faudra à la fois rassurer l'électorat et conduire la politique étrangère au milieu de sévères tensions.

Député, l'un des principaux porte-parole de la « nouvelle droite », M. Richard Viguerie, a eu ce commentaire en apprenant sa nomination : « Comme protégé du Dr Kissinger, M. McFarlane a des vues qui sont probablement très compatibles avec celles des modérés et des libéraux, qui mènent le département d'Etat (...). Pour la première fois, depuis que le président Reagan a pris ses fonctions, le secrétaire d'Etat et le Conseil national de sécurité ne sont pas dirigés par des conservateurs. » M. McFarlane, lui, s'est contenté de déclarer : « Mon rôle, maintenant, n'est pas d'être un avocat mais un coordinateur. »

B. G.

UN FILM SUR LA CONQUÊTE SPATIALE

La « mise sur orbite » du candidat Glenn

De notre correspondant

Washington. — Faut-il dire que le candidat Glenn « entre en scène » ? Que c'est sa « mise sur orbite » ? Ou bien que « décolle » sa campagne pour l'investiture démocrate puis pour l'élection présidentielle de 1984 ? Il est sûr, en tout cas, que l'ancien astronaute saute de nouveau cette semaine, comme en 1962, dans l'inconnu, car jamais dans l'histoire le candidat à une élection n'a été en même temps héros d'une superproduction hollywoodienne.

Ce film, *The Right Stuff* (l'Effort dont on fait les héros), conte les débuts de la conquête américaine de l'espace et sort le 21 octobre aux Etats-Unis. Le gala de première a eu lieu dimanche dernier à Washington. La presse, la radio, la télévision, les candidats déclarés ou potentiels n'en finissent plus de se demander si « un film peut faire un président ». C'est loin d'être sûr, mais l'addition des 10 millions de dollars de lancement du film et des interrogations suscitées partout par la nouveauté de la situation assurent d'ores et déjà au sénateur Glenn une formidable publicité gratuite qui inquiète ses rivaux. M. Glenn, pourtant, joue la prudence et fait passer en priorité sa campagne dans le Texas la nuit de la première. C'est qu'il n'est pour rien dans le tournage de ce film tiré d'un best-seller de Tom Wolf, promis, de toute manière, à l'adaptation cinématographique, qui pourrait tout aussi bien le gêner que l'aider.

Dès lors qu'il se portait candidat, la difficulté était, en effet, pour M. Glenn de n'être pas uniquement perçu comme un ancien astronaute tout en faisant évidemment un argument électoral de son courage et de sa gloire passés. Projeté durant les mois les plus décisifs de la campagne dans presque un million de salles, *The Right Stuff* va rappeler à quelque vingt millions de spectateurs que M. Glenn a été le premier Américain à réaliser un vol orbital. On le verra amorcer une incertaine rentrée dans

l'atmosphère en entonnant un air militaire : se faire applaudir par un pays fier d'avoir rattrapé l'avance soviétique et proclamer, parfaitement à l'aise devant les journalistes, sa foi dans toutes les grandes valeurs de l'Amérique.

Une arme électorale indirecte

C'est parfait à ceci près que le film risque de réduire M. Glenn à un héros de cinéma et dévaloriser ainsi l'homme politique. Conclusion des conseillers de M. Glenn — après de longues semaines de réflexion — *The Right Stuff* ne doit à aucun moment être directement utilisé comme arme électorale. Indirectement, il doit, en revanche, l'être à fond. Deux jours avant le gala de Washington, la télévision a diffusé les premières publicités en faveur du sénateur démocrate le montrant en compagnie de John Kennedy et appelant à « croire encore au futur » — c'est-à-dire à l'élan de la science et du courage. Parallèlement et tandis que les producteurs se chargent (pour leur plus grand bénéfice) de faire parler de lui, M. Glenn tente de s'imposer comme homme de proposition et de bon sens, aussi éloigné du réaganisme que des faiblesses de l'époque Carter.

Il a peu de temps avant le début des primaires, pour y parvenir, confirmer la force que lui donnent les sondages et s'imposer ainsi à un appareil démocrate qui soutient de plus en plus son principal rival, M. Walter Mondale. Après s'être rallié au début du mois, l'appui de l'A.F.L.-C.I.O. et du syndicat des enseignants, l'ancien vice-président de M. Carter vient en effet d'obtenir le soutien de deux très influents démocrates new-yorkais, le gouverneur Cuomo et le sénateur Moynihan.

BERNARD GUETTA.

Grenade

APRÈS AVOIR ÉTÉ DESTITUÉ

M. Bishop sera sans doute exclu du mouvement révolutionnaire

Le comité central du parti au pouvoir, le New Jewel Movement (N.J.M.), a annoncé, dans un discours radiodiffusé, le dimanche 16 octobre, le commandant Hudson Austin, chef des forces de sécurité de la petite île anglophone de Grenade. M. Austin étant également membre du comité central du N.J.M., sa double qualité de militaire et de civil ne permet pas de lever toute incertitude sur l'avenir de la révolution marxiste lancée par le coup d'Etat du 13 mars 1979 de M. Maurice Bishop.

La seule certitude est le renversement de M. Bishop, confirmé par M. Austin. Le premier ministre a été destitué officiellement le vendredi 14 octobre par le comité central du N.J.M. Mais la crise entre le fondateur du mouvement et l'appareil était latente depuis plusieurs semaines.

Le cœur de la querelle a été une proposition faite au premier ministre, par le comité central du N.J.M., de partager le pouvoir, co un système bicéphale, avec M. Bernard Coard, alors vice-premier ministre et ministre des finances. M. Bishop aurait eu la responsabilité de « diriger le travail parmi les masses », et M. Coard d'organiser le travail politique du parti. M. Bishop aurait d'abord, co septembré, accepté cette formule, puis, à son récent retour d'un voyage en Europe de l'Est, aurait fait marche arrière.

Cette controverse en cache d'autres. D'une part, il était reproché à M. Bishop de n'avoir pas pris en main avec autant d'énergie — on de succès — le volet économique de son travail. De fait, Grenade traverse une grave crise : le tourisme, sa prin-

cipale ressource en devises avec l'exportation de la muscade, périclité en raison de l'effroi qu'inspire, aux Etats-Unis, un régime marxiste ; et les affaires marchent naturellement mal dans un pays où plane en permanence une menace d'étatisation de toutes les activités. Et c'est là, d'autre part, que le torchon brûlait entre MM. Coard et Bishop. Pour le ministre des finances, doctrinaire marxiste très rigide soutenu par les éléments jeunes et radicaux du parti et de la population, il importait que la révolution s'établisse dans tous les secteurs. M. Bishop, plus pragmatique, entendait laisser sa place au secteur privé.

C'est aussi, sans doute, le pragmatisme de M. Bishop qui lui avait fait amorcer le dialogue avec les Etats-Unis après la première phase révolutionnaire violemment prossoviétique. Après plusieurs tentatives mal reçues auprès de l'administration Reagan, il avait fini par rencontrer, en juin, M. William Clark, alors à la tête du Conseil national de sécurité des Etats-Unis. Ce rapprochement n'avait pas été bien compris de l'aile dure du N.J.M., ni certainement apprécié à Cuba, dont l'influence à Grenade est grande.

Dès lors, M. Bishop a tenté, selon toute vraisemblance, de discréditer son principal rival, M. Coard. Il fait aujourd'hui l'objet d'une enquête de la part des services de sécurité grenadins. Il sera vraisemblablement exclu du New Jewel, et encore indiqué M. Austin. — J.-P. C.

(1) Littéralement le « nouveau joyau ». En fait, le sigle signifie : association pour le bien-être, l'éducation et la libération.

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

EMILE HÉNOCCQ

Un mal étrange : l'allergie

Fayard le temps des sciences

DANS LA MÊME COLLECTION
Claude Allègre : L'origine de la Terre
Jean-Pierre Changeux : Neurosciences
Antoine Danchin : L'origine de la vie
François Jacob : Les origines de la vie
Marc Jeannerod : Le cerveau et le langage
André Leroi-Gourhan : Le temps de l'homme
André Lwoff : La vie des microbes
Philippe Meyer : L'origine de la vie
Claude Olivenstein : La vie des microbes
Jacques Ruffie : La vie des microbes
Daniel Widlöcher : Les origines de la vie

Fayard

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

Cuba et la Colombie souhaitent
une plus grande participation française
à leur développement

Par coïncidence, deux hauts responsables économiques de pays latino-américains se trouvent ce même temps à Paris en vue d'obtenir de la France certaines facilités pour développer leur économie. Il s'agit de M. Edgar Gutiérrez, ministre colombien des finances, et Hector Rodríguez Liompart, ministre-président du comité d'Etat cubain chargé de la coopération économique.

M. Gutiérrez s'entreliendra, lors de son séjour de cinq jours à Paris qui doit s'achever le 20 octobre, avec des représentants du C.N.P.F. Il doit également participer ce mardi 18 et le mercredi 19 octobre, à une réunion du groupe de travail de la Banque mondiale, auprès de qui il entend solliciter l'octroi de prêts importants destinés à financer plusieurs projets de développement. La Colombie, dont la dette extérieure est de 10 milliards de dollars, s'efforce de trouver 6 milliards supplémentaires.

M. Rodríguez Liompart, pour sa part, participe, du 17 au 21 octobre, à la réunion de la commission mixte franco-cubaine, dont la coprésidente est M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur. Cuba va demander à Paris l'octroi de nouvelles facilités financières. Jusqu'à présent, pour 1983, 200 mil-

lions de francs de lignes de crédits ont été accordés à La Havane pour acheter des produits alimentaires et des petits biens d'équipement. M. Rodríguez Liompart demanderait plus qu'un doublement de l'aide française — en particulier pour permettre l'extension en commun d'un centre de médecine tropicale et d'une fabrique de vaccins dans l'île Carabé.

La France, conjointement avec les autres pays créanciers de Cuba, a accepté au début de cette année un moratoire sur dix ans de la dette extérieure de ce pays.

ISTH
Centre AUTÉUIL Depuis 1953 Centre TOLBIAC
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE
DECS
ANCIEN ET NOUVEAU PROGRAMMES
Préparation complète Janvier à Juin et Août compris
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 585.59.35

en vrai bois

NOS ENSEMBLES D'ÉLEMENTS (lattes) représentent la solution moderne pour l'aménagement de votre intérieur, bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-lit, toutes essences de bois. (CRÉDIT FACILE)

CAPELOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE TEL. 357.46.35
75011 PARIS Métro Parmentier

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

Daniel Widlöcher

Les logiques de la dépression

Fayard le temps des sciences

DANS LA MÊME COLLECTION
Claude Allègre : L'origine de la Terre
Jean-Pierre Changeux : Neurosciences
Antoine Danchin : L'origine de la vie
François Jacob : Les origines de la vie
Marc Jeannerod : Le cerveau et le langage
André Leroi-Gourhan : Le temps de l'homme
André Lwoff : La vie des microbes
Philippe Meyer : L'origine de la vie
Claude Olivenstein : La vie des microbes
Jacques Ruffie : La vie des microbes
Daniel Widlöcher : Les origines de la vie

Fayard

هذه من الامثلة

55:11:11

La télé, médecin du sexe ?

Renault quand même !

Logement, Bakchich à Paris...

Cette semaine dans Les Nouvelles:

La télé, médecin du sexe:

Le 26 octobre sur Antenne 2, démarrage d'une nouvelle émission: **Psyshow**, la psychanalyse au secours du sexe. Les analystes qui ont vu l'émission préfèrent se taire. Des analystes qui se réfugient dans le silence! Les Nouvelles, interloquées, ouvrent le débat.

Renault quand même:

Un milliard de téléspectateurs par grand prix. Pour la Régie, une stratégie publicitaire. Pour la voiture de Monsieur-tout-le-monde, des progrès technologiques. Pour les pilotes, le métier le plus dangereux du monde. Pour Renault, "rien ne sert de courir, il faut partir à point!"

Logement, bakchich à Paris:

Pourquoi le député gaulliste **Yves Lancien** attaque Chirac. Une électricité témoigne.

Et encore:

Lasers et bouts de ficelle:

Une première mondiale française pour les chercheurs bricoleurs: le laser à électrons libres. Même les Américains n'y croyaient pas!

De San Antonio à la théorie des Graphes:

Où l'ordinateur au service du dico.

Également:

Peter Handke, 2^{ème} partie de l'entretien avec l'écrivain autrichien.

Livre: **Jean Delumeau**, le grand historien a écrit le livre que nous conseillons à Jean-Paul II: "**Le péché et la peur**".

Cinéma: **Danielle Darrieux**, sublime dans le nouveau film de **Paul Vecchiali**: "**En haut des marches**".

Formes: **Jean Nouvel**. Son institut du monde arabe inaugure l'architecture Mitterrand.

Les chroniques: **Cavanna**, **Wolinski**, **Weyergans**, **Bernard Frank**.

Les Nouvelles: Du style et du punch avec les lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

Les Nouvelles: Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LES NOUVELLES

littéraires, des arts, des sciences et de la société.

L'hebdo qui a un bon gauche.

Fayard

Je suis

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

La plupart des fédérations du parti socialiste ayant voté le week-end dernier sur les trois motions en présence pour le congrès de Bourg-en-Bresse les 28, 29 et 30 octobre, la direction du P.S. a pu établir une statistique qui porte sur 95 % des mandats.

La motion 2 (CERES), 18,15 %, et la motion 3 (« dissidents » rocardiens), 5,03 %.

Le score du CERES est interprété par les dirigeants de ce courant comme une « poussée » de leurs thèses dans l'opinion socialiste. Elle est cependant limitée à environ quatre points par rapport au congrès de Metz en 1979 où le CERES

avait obtenu 14,4 % des suffrages. Les représentants de la motion 1, qui remarquent que les minorités ont mobilisé leurs militants plus facilement qu'eux, jugent ce score « médiocre ».

Du côté des militants : interrompre la croisière paisible et suicidaire

Toulouse. — Ah ! les belles formules ! Un militant du CERES : « Il y a eu le temps de l'illusion lyrique. Voici venu le temps de l'illusion critique ». Un mitterrandiste : « Le socialisme a été trop raciné, il lui faut être corrézien, plus cartésien ». Un rocardien : « Le socialisme ne se décrète pas. Il se construit. Le pouvoir ne s'octroie pas. Il se gagne ».

De notre envoyé spécial

Le danger le plus extrême couru par des militants du P.S. A Toulouse et dans le département, on a débattu, vivement, à propos de la façon d'organiser la campagne électorale pour le congrès du P.S. A Toulouse et dans le département, on a débattu, vivement, à propos de la façon d'organiser la campagne électorale pour le congrès du P.S.

Les votes dans les fédérations

Voici, département par département, les résultats des votes sur les trois motions en présence. La motion 1 rassemble MM. Jospin, Joxe et les amis de MM. Mauroy et Rocard. La motion 2 représente le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement. La motion 3 a été élaborée par des « dissidents » de l'ex-courant rocardien.

FÉDÉRATIONS	MOTION 1 (%)	MOTION 2 (%)	MOTION 3 (%)
AIN	78,70	15,50	5,80
AINES	66,66	30,77	1,23
ALLIER	79,36	17,46	3,17
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE			
ALPES-MARITIMES	68,82	17,35	13,83
ARDECHE	79,50	12,77	7,93
ARDENNES	77,96	19,15	2,89
ARIÈGE	77,75	16,27	5,98
AUBE	61,58	37,32	1,08
AUDE	89,80	9,01	1
AVEYRON	86,85	11,85	2
BOUCHES-DU-RHÔNE	97,06	2,27	0,37
CAVALDOS	74,82	19	3
CANTAL	74,08	19,45	2,39
CHARENTE	71,03	19,03	9,04
CHARENTE-MARITIME	74,84	28,93	0,83
CHER	66,08	31,07	1,63
CORREZE	87,06	7,08	4,06
CORSE-DU-SUD	90,35	9,65	0
HAUTE-CORSE	99,53	0,47	0
COTE-D'OR	61,18	33,99	2,41
COTES-DU-NORD	76,02	10,08	13
CREUSE	62,48	28,84	8,64
DORDOGNE	64,54	36,15	0,09
DROME	78,24	14,64	7,11
EURE	78,29	28,27	1,44
EURE-ET-LOIR	85,85	12,02	2,03
FINISTÈRE	56,85	24,05	19
GARD	83,04	13,77	2,82
HAUTE-GARONNE	85,37	10,75	3,88
GERES	77,82	16	5,85
GERONDE	78,30	18,70	2,93
GIROUDE	79,82	17,37	2,05
HERAULT	73,09	21,06	2,64
ILLE-ET-VILAINE	80,06	10,89	8,48
INDRE	78,08	17,09	3,03
INDRE-ET-LOIRE	79	15,02	5,08
ISERE	79,60	13,05	6,09
JURA	83,46	15,76	0,76
LANDES	75,58	21,05	3,37
LOIRE-ET-CHER	57,34	30,09	12,57
LOIRE	64,09	26	9
HAUTE-LOIRE			
LOIRE-ATLANTIQUE	59,78	32,31	7,89
LOIRET	77,22	16,03	6,48
LOT	80,55	16,94	2,05
LOT-ET-GARONNE	74,47	19,02	4,39
LOZERE	64,04	32,02	1,12
MAINE-ET-LOIRE	75,38	18,58	6,04
MANCHE	80,04	12,05	6,06
MARNE	60,44	35,56	3,99
HAUTE-MARNE	47,24	51	1,26
MAYENNE	50,88	37,02	12
MEURTHE-ET-MOSELLE	64,04	33,06	1,91
MEUSE			
MORBHAN	74,68	16,24	9,07
MOSELLE			
NIÈVRE	83,64	13,99	1,25
NORD	78,05	16,21	15,74
ORNE	67,41	26,45	3,81
ORNI	66,02	30,04	1,06
PAS-DE-CALAIS	80,09	13,04	5,07
PUY-DE-DOME	65,93	29,09	4,16
PYRENEES-ATLANTIQUES	75,27	19,12	5,06
HAUTES-PYRENEES	79,76	17,47	2,08
PYRENEES-ORIENTALES	82,48	16,14	1,46
BAS-RHIN	70,06	26,06	1,36
HAUT-RHIN	31,06	64,03	4
RHONE	86,76	10,79	2,44
HAUTE-SAONE			
SAONE-ET-LOIRE	64,47	20,30	15,21
SARTHE	89,61	4,37	6,01
SAVOIE	60,46	35,65	3,87
HAUTE-SAVOIE	60,56	21,07	27,06
PARIS	53,04	40,05	6,21
SEINE-MARITIME	73,95	10,03	15,77
SEINE-ET-MARNE	65,79	27,06	6,58
YVELINES	74,43	12,77	10,18
DEUX-SEVRES	75	20	4,50
SOMME	77,35	17,29	3,86
TARN	75,74	20,84	3,42
TARN-ET-GARONNE	88	19	1
VAR	70	28,08	1,02
VAUCLUSE	79,78	16,39	3,83
VENDEE	82,32	15,55	2,13
VIENNE	73	21,89	4,37
HAUTE-VIENNE	82,62	13,79	3,59
VOGES	73,08	20,04	5,80
YONNE	83	13	4
BELFORT	16,53	82,39	1,02
ESSONNE	56,02	23,06	20,07
HAUTS-DE-SEINE	71,06	19,97	8,42
SEINE-SAINT-DENIS	76,33	17,36	5,70
VAL-DE-MARNE	74,25	20,05	5,70
VAL-D'OISE	50,80	24,76	24,92
GUADELOUPE	71,53	28,47	0
MARTINIQUE	94	6	6
LA REUNION	80,6	18,3	1,10

GUIDES POUR TOUS

FAITES UN NOEUD A VOTRE MEMOIRE!

USUELS USUELS H

GRAMMAIRE PRATIQUE

CALCUL PRATIQUE

arithmétique et géométrie

BLANCOT

Retenir ou réapprendre!

HACHETTE

M. Stasi (C.D.S.) : Barre président

M. Bernard Stasi, député (U.D.F.-C.D.S.) de la Marne, qui était, lundi 17 octobre, l'invité du « Club de la presse Champagne-Ardenne », a estimé qu'il apparaît escomptable que M. Raymond Barre se présente à l'élection présidentielle de 1988. Il a expliqué : « Son attitude et son comportement répondent de plus en plus à ce que les Français attendent. M. Barre n'éprouve pas le besoin de jeter d'huile sur le feu d'une vie politique suffisamment crispée. » En revanche, M. Stasi a constaté « une certaine incompréhension entre M. Giscard d'Estaing et l'opinion ».

M. Delanoë (P.S.) : convergences

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a estimé que l'élection de la liste de M. Devedjian à Antony est « une nouvelle étape des convergences entre la droite et l'extrême droite ». « C'est ce rapprochement qui rend le propos de M. Pons si outrancier, si excessif, si malsain. En parlant de fascisme rouge, Bernard Pons pratique la désinformation, car il prend de grandes libertés avec l'histoire », a-t-il ajouté.

M. Gallo : prématuré

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a jugé, lundi, que la déroute de la liste de gauche à Antony n'est pas « surprenante dans les conditions actuelles de la politique de rigueur », mais, a-t-il ajouté, « il est prématuré d'affirmer qu'une élection de ce type puisse permettre des pronostics pour d'autres élections à venir ».

M. Pierret (P.S.) : une méthode

M. Christian Pierret, député (P.S.) des Vosges et rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, a lancé lundi un appel à toutes les forces du parti socialiste pour qu'elles se rassemblent autour de la politique du gouvernement. Selon lui, « la politique de rigueur est une méthode. Elle ne s'envisage pas que pour un court terme. On ne peut pas arrêter cette politique de rigueur au milieu du gué. Il faut la poursuivre en 1983 et 1984. Les Français comprennent de mieux en mieux les enjeux. C'est-à-dire l'impérieuse nécessité de rétablir les grands équilibres. Il serait illusoire de vouloir déséquilibrer l'action des pouvoirs publics alors que tous les efforts qu'ils ont entrepris jusqu'ici commencent à porter leurs fruits ».

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 36, rue de Maube, 75011 PARIS - Tél. (11 805-30-30)

Le P.S. et la politique du gouvernement. — « Identifier la réussite de la gauche à celle du plan Delors — et bien entendu, puisque celui-ci est celui du gouvernement, son échec serait pire — relève d'un impensé libéral avancé ». Écrit M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du P.S., un des dirigeants du CERES de M. Chevènement, dans la revue Enjeu. M. Motchane remarque que « le peuple français semble se faire une idée plus précise de l'échec que du succès ». « Plus fâcheusement encore, ajoute-t-il, les militants de

gouche et le gouvernement lui-même contribuent parfois, bien malgré eux, à en donner l'impression : le docteur Coué couvrant la voix de Cassandre ne convainc pas mieux qu'elle ».

ERRATUM. — Dans l'article consacré au « manifeste européen » du C.D.S., paru dans nos éditions du mardi 18 octobre (page 48), il fallait lire (dans la dernière colonne) : « Il défend l'idée d'une « Europe sociale » et non pas d'une « Europe spatiale » comme il a été transcrit par erreur.

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN LÉGISLATIF

POINT DE VUE

L'amnésie et l'impudence de l'opposition

par GÉRARD LE GALL (*)

Alors que chacun s'accorde pour considérer que la prochaine échéance législative, celle des élections législatives, aura lieu à la date normale, c'est-à-dire en 1986, le débat s'est engagé sur une éventuelle réforme du mode de scrutin. Nous publions, chaque jour de cette semaine, le point de vue des principales formations politiques (voir celui de l'U.D.F. dans le Monde du 18 octobre).

Un spectre hante l'opposition : le réforme du mode de scrutin législatif. Pas une émission de télévision ou de radio, pas une réunion publique, où l'opposition n'aborde le thème. Sans oublier les experts en manipulation qui « réinventent » des projets imaginaires. Le sujet n'est pas tabou, mais tout débat est aujourd'hui sans objet, faute d'un projet de loi cristallisant des principes, fixant des procédures. La réforme n'est pas à l'ordre du jour. On ne saurait pour autant demeurer indifférent aux imputations souvent calomnieuses venant de la droite. En cette affaire, elle ne fixera pas les enjeux. Elle ne nous imposera

ni la calendrier, ni ses conceptions de surcroît à géométrie variable, ni des formes juridiques exceptionnelles pour l'élaboration d'une loi que les pères de la Constitution eux-mêmes ont voulu ordinaire.

L'étude de l'opposition apparaît abusive. Elle renie sans vergogne ses convictions d'hier, tente de brouiller le jeu et fait de s'indigner que nous voulions appliquer... nos promesses ! Récemment, à FR 3 (1), M. Giscard d'Estaing crut habile d'extirper un projet de loi, présenté en 1955 par M. Mitterrand, favorable au scrutin majoritaire. A l'évidence, il croyait tenir l'argument de dissuasion. Qui chez les socialistes a jamais appelé de ses vœux une réforme uniment proportionnaliste ? Qui n'a perçu l'emprunt aux deux principes dans la loi municipale de 1982 ? L'ex-président cherche avec une telle passion les projets de loi des autres qu'il en oublie les siens. Le jeune député du Puy-de-Dôme défendait déjà en 1957 un système mixte (2) où « la moitié des députés à l'Assemblée nationale est élue au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. L'autre moitié est élue au scrutin proportionnel à un tour sur le plan national ». Le candidat à la présidence de la République réaffirmera (3) la « nécessité d'une certaine évolution de la loi électorale afin notamment que les minorités impor-

tantes soient représentées au Parlement et que certains hommes d'Etat ne soient éliminés par le jeu du scrutin majoritaire ».

Président, il songera encore en 1977 à une réforme. Après une consultation des ministres en conseil la 27 mars, M. Chirac, président du groupe des R.I. à l'Assemblée nationale, pouvait affirmer (4) : « Après vingt ans de scrutin majoritaire, il serait sans doute bon de s'interroger sur la manière dont le pays doit être consulté... Une initiative d'origine parlementaire viendra rapidement ». M. Barre, plus pragmatique hier qu'aujourd'hui, reprenait l'humour dominant (5) : « C'est une question où il ne faut pas faire preuve de dogmatisme... Elle doit être examinée du point de vue d'un bon fonctionnement de la société française ». De notoriété publique, la réforme électorale était à l'ordre du jour au printemps 1977, dans les plus hautes instances de l'Etat.

Au R.P.R., hostile à toute modification, deux exceptions doivent attirer l'attention. M. Pons, député du Lot, aujourd'hui secrétaire général du R.P.R. et député de Paris, plaide (6) « pour une proportionnelle qui rendrait à chacun sa liberté et serait beaucoup mieux adaptée à la sociologie politique des Français ».

N'oublions pas M. Peyrefitte (7), pour qui « le mode de scrutin n'est pas une des « tables de la loi » de la V^e République... », et qui ajoute : « Il n'était pas considéré par le général de Gaulle lui-même comme un dogme essentiel... ».

Non contents de renier ses principes, l'ancienne majorité s'efforce de perpétuer des modes de scrutin de représentation caricaturaux. Tel le voleur qui crie au voleur, elle n'a pas de mots assez durs : « trucage », « charcutage », à la simple évocation de possibles ajustements démographiques. Le concept de représentation politique est certes très complexe : on ne peut retenir la seule évolution des populations. Il faut aussi introduire des aspects plus sociologiques. Ne craignons pas de l'affirmer, la France aurait toutes ses chances, dans le concert des grandes démocraties occidentales, de décrocher la palme d'or des inégalités. Depuis 1958, les gouvernements successifs — contrairement à leurs homologues en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis — n'ont que rarement tiré les conséquences de la démographie des circonscriptions législatives. M. Messmer premier ministre avait

(*) Délégué général aux études politiques du parti socialiste.

pourtant promis, le 12 avril 1973, devant l'Assemblée nationale de « créer de nouvelles circonscriptions et de fonder les découpages nouveaux sur les résultats du recensement qui aura lieu en 1975 ».

Ni M. Chirac ni M. Barre n'honorèrent la promesse. Résultats : de profondes inégalités, comme le montre le tableau ci-dessous. Ainsi, par exemple, Paris compte 1 député pour 69 885 habitants, l'Essonne 1 pour 245 340 habitants ! Les consultations cantonales souffrent elles aussi de très fortes inégalités. Dans les 1 945 cantons renouvelables en

aujourd'hui unanimement appréciés. Calomniez, calomniez, il en reste toujours quelque chose. M. Gaudin procède (8) qu'il s'attend à une nouvelle loi électorale, « la plus pourrie qu'on ait eu à subir depuis longtemps ». Ceux qui envisageaient, moins d'un an avant mars 1978, de modifier la loi reprochant à la gauche de « vouloir changer les règles du jeu en cours de partie » (10).

La « partie » étant la législature, on se demande quand la moindre réforme serait possible. Le gouvernement dispose d'un excellent dossier. Il saura l'ouvrir, ni trop tôt ni trop

Inégalité de taille de circonscription législative en France métropolitaine

Écart de (1)	1	2 (3)	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
Nombre de circonscriptions	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
— Circonscriptions « législatives » 1981	41	239	122	41	7	2	2	—	—	—	474
— Circonscriptions « population » recensement 1982 (2)	20	31	162	92	38	24	11	1	2	2	474

(1) Cent trente et une circonscriptions ont plus du double et moins du triple de la population de la circonscription la moins peuplée (Corse-du-Sud, 2 : 30 398 habitants).

(2) Le critère de population est le critère légal.

1982, on dénombre en moyenne 13 694 inscrits par canton urbain et 6 390 inscrits par canton rural. Cette sur-représentation de l'espace par rapport aux populations détourne la démocratie. Dans dix-neuf départements (8), la gauche, majoritaire en voix aux renouvellements de 1979 et de 1982, se retrouve minoritaire au conseil général. La situation est inverse dans deux cas (la Corse-du-Sud et la Vaucluse). Nous ne reviendrons aujourd'hui ni sur l'écrasante sur-représentation des petites communes pour la désignation des députés sénatoriaux ni sur l'iniquité du scrutin majoritaire dans les départements disposant de trois ou quatre sièges.

Une question s'impose : au nom de quoi l'opposition donne-t-elle la leçon ? Au nom des promesses non tenues ? Au nom de la scandaleuse loi du 12 juillet 1977 — sous le gouvernement Barre — sur l'inscription des Français de l'étranger dans les circonscriptions de leur choix ? L'opposition réside sa tactique d'avant une réforme municipale

(1) Emission « Rencontre avec... » FR 3, le 7 octobre 1983.

(2) Proposition de loi n° 6057 proposée par MM. Barachin et Giscard d'Estaing, le 3 décembre 1957.

(3) Europe 1, le 11 avril 1974.

(4) R.T.L., le 16 avril 1977.

(5) Antenne 2 - Cartes sur table - 20 avril 1977.

(6) Le Quotidien de Paris, 23 mars 1977.

(7) Le 19 avril 1977, lors d'un débat sur son ouvrage Le Mal français.

(8) Aisne, Allier, Alpes de Hautes-Provence, Hautes-Alpes, Ardennes, Charente, Cher, Eure, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Savoie, Seine-Maritime, Somme, Vienne, Essonne et Val-d'Oise.

(9) Emission « Face au public » Franco-Inter, 20 juin 1983.

(10) V. Giscard d'Estaing, FR 3, déjà cité.



TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - VOLS RÉGULIERS (au départ de Luxembourg)

NEW YORK ou
WASHINGTON (BWI)

A.S. F 1.750
A.R. F 2.890

CHICAGO

A.S. F 2.050
A.R. F 3.290

D'autres tarifs aller-retour très avantageux, à partir de F :

BOSTON F 3.230 MIAMI F 4.740
DALLAS F 4.120 NEW ORLEANS F 5.140
HOUSTON F 4.120 SAN FRANCISCO F 5.640
LOS ANGELES F 4.730 TAMPA F 4.120

Consultez votre Agent de Voyages ou

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

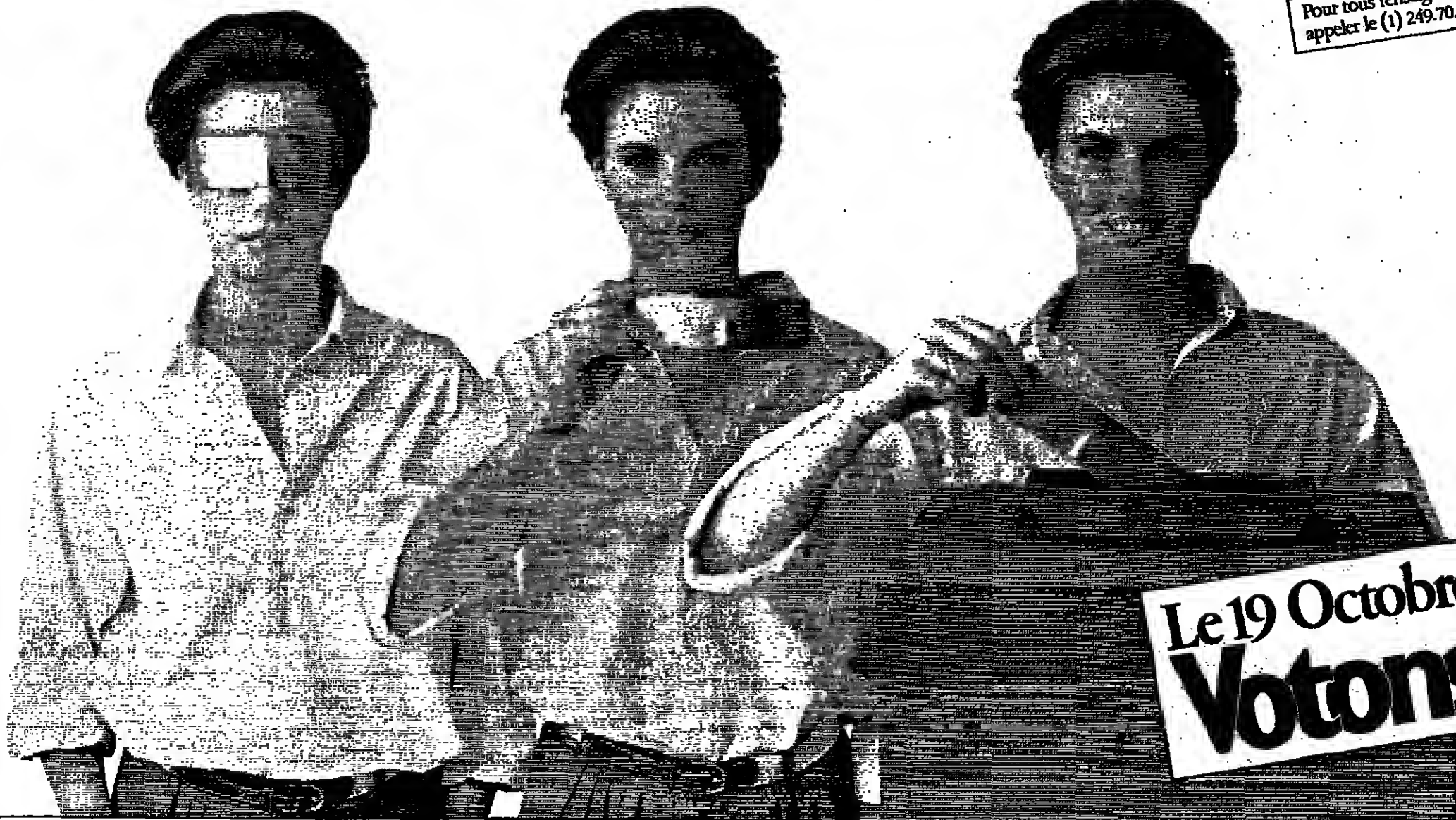
- Aller simple = Tarif LM - Aller-retour = Tarif APEX
- Acheminement SNCF compris sur les axes de Paris, Strasbourg, Nancy à Luxembourg (et vice versa).
- Tarifs adaptés pour court séjour et voyage d'affaires.
- Entre le 10 déc. 83 et le 8 janv. 84 : suppl. F 100 sur A.R.

La Sécu, ça nous regarde.

Demain 19 octobre nous allons voter. Demain nous élirons nos représentants à la Sécurité Sociale. C'est un événement sans précédent. Allocations Familiales,

Assurance Maladie, Retraite : nous sommes tous concernés. Plus que jamais, la Sécu, ça nous regarde. LE 19 OCTOBRE C'EST DEMAIN. VOTONS.

Pour tous renseignements, appeler le (1) 249.70.70.



Le 19 Octobre
Votons

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE.

هذه هي الامتحان

POLITIQUE

Ainsi parle l'extrême droite

L'extrême droite n'apprécie pas qu'on l'étiquette. Racistes, fascistes ? M. Jean-Marie Le Pen en tête, et jusque dans les prétoires, elle s'empresse de réviser ces surnoms d'infamie. Cataloguez-nous plus, dit-elle. Cussell suivi, dimanche 16 octobre, salle de la Mutualité à Paris, durant la Journée d'unité française, rassemblant une fois n'est pas coutume toutes les composantes militantes de l'extrême droite française. Enoncé depuis la tribune et sous les applaudissements, on y entend notamment ce qui suit :

« Quatre superpuissances colonisent la France », selon M. Arnaud de Lassus, dirigeant de l'Action familiale et scolaire. Ce sont : le marxisme, le maoïsme, le jûif, le protestant, qui symbolisent les ministres Fiterman, Henu, Badinter et Rocard. Après avoir dressé la liste des « ministres jûifs du gouvernement Mauroy », parmi lesquels il classe M. Fabius « parce qu'on ne prête qu'aux riches... » (applaudissements), l'orateur continue : « C'est donc le judaïsme qui va inspirer tout ou partie de leur politique. Et selon quels précédents ? »

« Sauvez-vous », répond-il en substance, que les jûifs sont aux deux pôles de la société contemporaine : fondateurs du capital financier et destructeurs des plus vils éléments. Il y aura donc, conclut-il, Robert Badinter, gendre du roi de la publicité, Bleinstein-Blanchet, et Charles Fiterman, ancien directeur de l'école des cadres du P.C. A Badinter correspond Rothschild correspondant à Marx. Mais, souligne-t-il, pour démontrer l'avancement quantitatif brusque des jûifs qui, aujourd'hui, « peuplent les allées du pauvre », ces deux-là « n'ont jamais fait partie du même gouvernement ! »

Ces paroles ne furent pas prononcées dans un cénacle privé mais dans une salle comble, devant deux mille personnes, durant une réunion qui, selon ses organisateurs, en brasse sept à huit mille, en tout cas bien

quatre mille, avec l'aval des principales organisations de l'extrême droite officielle représentées par des stands - le Front national, le Parti des forces nouvelles, l'Union nationale inter-universitaire, l'Œuvre française, Aspects de la France - et, enfin, en la présence de personnalités notables. Celle de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, fut annoncée juste après l'intervention de M. de Lassus, et on le vit faire la tournée des stands, serrer des mains.

Il y avait aussi MM. Pierre Sergent, ancien responsable de l'O.A.S. et élu depuis peu au comité directeur du Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.) de M. Philippe Malaud ; Yves Durand, recteur avant mai 1981 des académies de Rouen puis d'Albi-Marseille, proche, à l'époque, de Mme Alice Saunier-Selot ; François Brigneau, éditeur de l'hebdomadaire Minute et directeur de la rédaction du quotidien Présent ; et, évidemment, l'organisateur de ces journées, M. Romain Marie, fondateur des comités « Chrétien Solidarité », par ailleurs président du C.N.I.P. de Haute-Garonne (le Monde du 7 octobre).

M. de Lassus ne fut pas une exception. M. Jean Madiran, directeur politique de Présent, en prit à une émission télévisée récente ayant pour thème « Chrétiens et jûifs en France avant 1789 ». Selon lui, elle prétendait que « tous les torts étaient du côté des chrétiens et qu'aucun tort n'était du côté des jûifs ». « Une thèse extrémiste », résuma-t-il. « Si je l'entendais dans une émission sioniste de la télévision de Tel-Aviv, j'aurais pour elle de la compréhension. Mais je l'entends dans une émission catholique de la télévision nationale ! » Il voudrait en dire plus, mais se contenta d'ajouter : « Car, explique-t-il, je ne peux pas en parler. La législation, lui interdit. Une loi qui fait que la seule communauté en France qui ne soit pas défendue par la loi, c'est la communauté française ».

M. André Figueras, auteur d'un ouvrage intitulé Ce canal de Dreyfus, estime, lui, que « nous sommes sous l'œil des barbares ».

Une mise au point du président du CNIP

M. Philippe Malaud, estimant avoir été « mis en cause personnellement » et en tant que président du Centre national des indépendants et paysans, dans son article sur « Les nouvelles filières de l'extrême droite », publiés les 7 et 8 octobre, invoque le droit de réponse et nous adresse une mise au point indiquant notamment :

« 1) J'ai déjà précisé, en réponse à la prise de position regrettable de M. Veil à l'occasion de l'élection de Dreux, ma position de tout refus d'exclusivité à l'égard des adversaires du marxisme. (...) Mais il s'agit de définir une attitude politique. J'ai en particulier précisé que je considérais comme une plaisanterie l'assimilation au fascisme, bien plus encore au nazisme, des partis classés en France sous la rubrique « extrême droite » - sauf en ce qui concerne quelques groupuscules auxquels personne ne fait allusion. Il s'agit en réalité des éléments de groupements d'anciens étudiants activistes et antimarxistes, plus proches des ligues d'avant-guerre que du fascisme, et qui, en Grande-Bretagne, figuraient à la droite du parti conservateur. Le C.N.I.P., seul parti à accepter en France l'appellation de parti du centre droit et de la droite, souhaite précisément jouer le rôle d'homologue du parti conservateur britannique. A ce titre, il est évident que nous n'avons l'intention de refuser l'adhésion de qui que ce soit. Au surplus, est-il répréhensible d'évoluer, surtout pour aller dans le sens de la modération. Faut-il, parce que l'on a été à quinze ans militant d'un parti idéologiquement marqué, de quel bord qu'il soit, être condamné à ne jamais changer d'opinion, même lorsque la vie vous aura appris à nuancer quelque peu vos positions les plus tranchées ? Je ne vois donc pas pourquoi je refuserais l'adhésion au CNIP d'un étudiant antérieurement engagé de façon activiste, dès lors qu'il aura pris conscience d'une certaine relativité des choses.

« 2) Je conteste par contre totalement l'orientation générale de votre article, qui laisse entendre qu'il s'est opéré une prise en main du CNIP par les éléments en question. Parmi les éléments qui nous ont rejoint depuis le 10 mai 1981, la proportion est d'à peu près trois ex-

U.D.F. ou autres déçus du libéralisme avancé, un ex-P.F.N. ou assimilable. Elle est même plus accentuée au comité directeur où la plupart des éléments à y avoir accédé dans les dernières années proviennent du P.R. ou des R.I. - comme moi-même. J'ajoute, au titre des rectifications plus précises, que M. Gahet, qui a représenté au comité directeur le Val-d'Oise, n'en est plus membre depuis son élection à Paris ; que, par contre, M. Pierre Sergent devrait y être admis jeudi prochain, ce que je considère comme tout à l'honneur du CNIP qui a défendu jusqu'au bout l'Algérie française, conformément à ses engagements électoraux, préfère la défaite au reniement et, donc, ne regrette rien (...).

« 3) Tout en appréciant l'intérêt porté par le Monde au CNIP, j'estime qu'il souligne insuffisamment que les autres partis de l'opposition ont également bénéficié de ces transferts à partir de l'extrême-droite, telle formation parfois plus que nous-mêmes, y compris au niveau de sa représentation parlementaire.

« Surtout aucune allusion n'est jamais faite - et il s'agit là d'un choix politique - à la perméabilité beaucoup plus évidente du P.S. à l'égard des groupuscules d'extrême gauche. Il ne s'agit même pas de l'installation des communistes au gouvernement, encore qu'il ait été parfaitement dérisoire de la mettre en balance avec l'accès de M. Stürbois et des quatre « pèlerins » du Front national au conseil municipal de Dreux ; il s'agit essentiellement du P.S. lui-même, dont on sait bien que la transformation en parti « attrape-tout » s'est surtout traduite par l'ouverture aux gauchistes de tout poil (...).

« M. Philippe Malaud ne conteste pas les faits que nous avons rapportés. Au contraire, le président du CNIP confirme que son parti est devenu, avec son assommoir, une structure d'appoint privilégiée pour les militants d'extrême droite. Il confirme aussi que bon nombre d'anciens dirigeants du Parti des forces nouvelles ont bénéficié de cette politique d'« ouverture », qui leur permet de mener leur combat antisocialiste et antidémocratique sous une autre étiquette. - A.B. »

« M. Michel d'Ornano (U.D.F.) réélu président du conseil régional de Basse-Normandie. - M. Michel d'Ornano (U.D.F.), député et conseiller général du Calvados, a été réélu, le 18 octobre, président du conseil régional de Basse-Normandie. L'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing a obtenu 30 voix tandis que son concurrent, M. Pierre Mauger (P.S.), maire d'Alençon, n'en recueillait que 6.

que les immigrés « se reproduisent comme des lapins », et que l'avènement d'un « président musulman » nous guette. M. Brigneau fait rire en caricaturant le nouveau P.D.G. de TF1, « M. Mohamed el Bourges », provoque des huées contre « la Belge » Christine Ockrent, et prend M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., comme tête de Turc : « Quand on le voit, on fait meuh et on cherche le train ». Cible de M. Roger Holleindre, grand reporter, L'« avortement », autrement dit M. Simone Veil. « Si les Japonais sont debout et partent à la conquête économique du monde, dit-il par ailleurs, c'est parce qu'ils ont une devise triple : travail, famille, patrie ».

« Il ne faut pas une voix pour la dame avortement », clame aussi, à propos des élections européennes, M. Romain Marie, qu'inquiètent par-dessus tout les « plans occultes » des loges franco-maçonniques, cet « élément principal du génocide français ». Un « projet mondialiste », résume-t-il, qui est « l'inconscience boueuse, le surmoi, les parties troubles de la République ». Autre orateur, M. Jacques Pioncard d'Assas rappellera d'ailleurs, sous les applaudissements, que « en août 1940, le maréchal a dissous les sociétés secrètes ». Un maréchal Pétain fort présent dans les stands, en affiches, candiers, assiettes, et badges... On note, autour, la présence de l'association Légitime défense, de la Ligue contre le crime et pour l'application de la peine de mort, de Laissez-les vivre, et de la Fédération pour l'unité des réfugiés et des rapatriés (FURR) de M. Jo Ortiz.

Catholique, et refusant à ce titre la présence de la « nouvelle droite athée », M. Romain Marie refuse le

qualificatif d'antisémite. « Est-ce que, finalement, un pourra s'entretenir du problème jûif comme du problème basque », répond-il à notre question. « Nous constatons simplement des phénomènes sociologiques. Il y a une puissance qui n'admet pas l'intégration en France (...) et pour laquelle les intérêts du judaïsme sont supérieurs à ceux de la société française. » L'« Internationale de l'assassinat », l'« Internationale communiste », ajoute-t-il, était composée essentiellement de jûifs. (...) Les

jûifs abusent en disant que l'extrême droite est antisémite, nous, on pourrait répliquer que le communisme est judaïque ! »

A la tribune, après cet entretien, il soulignera la présence à cette journée de son « ami » Georges Tounjji, de la mission chrétienne libanaise, « qui est un sémite ». « Si nous avons un racisme, c'est celui que nous professons contre la race des journalistes malhonnêtes », lancera-t-il, plus menaçant, à l'adresse des représentants des deux

journaux présents, Le Monde, et les Nouvelles. « Vous allez lire Le Monde attentivement. Et s'il y a des déformations, vous allez prendre vos stylos, saisir vos téléphones, et nous avertissons dès maintenant, nous saisissons s'il le faut les tribunaux, nous organiserons des manifestations devant les sièges de ces journaux. »

C'était une journée d'amitié française...

EDWY PLENEL

PME. FAITES JOUER LA CONCURRENCE.

SNCF Marchandises c'est pour tous et partout. Même loin d'une voie ferrée, même s'il y a une rupture de charge, SNCF Marchandises est dans la course. Avec SNCF Marchandises : Vous bénéficiez d'une prise en charge complète de porte à porte, de chambre à chambre. Vous dialoguez et vous traitez avec un responsable commercial unique. Même si vous ne chargez qu'un wagon complet par an, vous êtes notre client.

Vous choisissez le wagon adapté à vos produits. Vous suivez votre wagon à tout moment grâce à notre informatique. Aujourd'hui, il n'y a pas de petites et moyennes économies. Appelez-nous : c'est gratuit. Comparez. SNCF Marchandises tient la route.

SNCF marchandises

ESSAYEZ, POUR VOIR : 16/05/00.11.22. NUMÉRO VERT. APPEL GRATUIT.

(Composez ces dix chiffres où que vous soyez en France.)

NOUVEAU: Dans un seul gros volume toutes les poésies de Charles Baudelaire « poète du Diable » illustrées par Félicien Rops « l'artiste maudit »

Voilà pour la première fois toutes les rimées du « poète du Diable », illustrées par son ami et confident, le « graveur maudit » Félicien Rops. Celui-ci même qui assista à son horrible agonie.

Tous deux expriment les mêmes sentiments tourmentés : l'un par la poésie, l'autre par le burin. Ce sont les mêmes délires, les mêmes passions, la même alchimie d'hallucinantes évocations.

Baudelaire fut condamné de son vivant pour outrage aux mœurs. Il est aujourd'hui reconnu comme un de nos plus grands poètes, mais il est resté interdit, dans toutes nos écoles, jusqu'en... 1949 ! Le Figeo de l'époque écrivait : « Jamais on n'assistait à une semblable revue de démons, de fétus, de diables, de chats et de vermines. »

Passionné de livres rares, j'ai réuni, pour la première fois et dans un seul et même volume, l'œuvre fantasque du grand poète et du grand graveur.

Pourquoi, il est à présent considéré comme l'inventeur de la poésie moderne. Baudelaire s'effondra, le 15 mars 1866, dans l'église de Saint-Loup à Namur, dans les bras d'un autre artiste maudit : le graveur Félicien Rops.

La fabrication du papier, l'impression, la reliure en peau de mouton, la dorure à l'or pur ont été confiées à mes meilleurs compagnons. Les illustrations de Rops sont tirées directement sur les gravures originales, rien n'est perdu de leur sensibilité de trait et de nuances.

Ce livre est déjà un classique admirable. L'édition, hors commerce, est limitée aux seuls souscripteurs.

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix et donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au même prix et à n'importe quel moment.

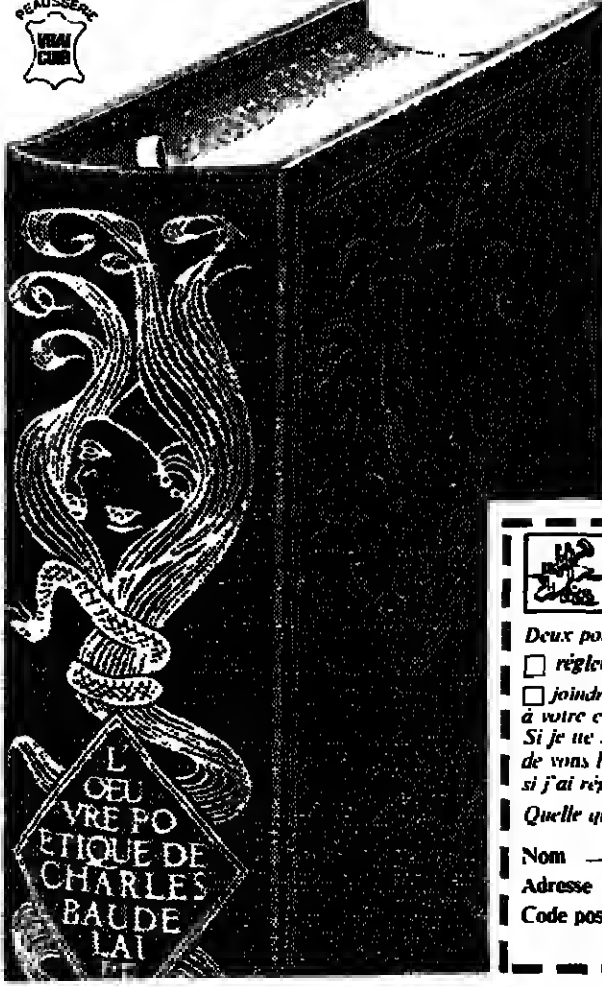
Jean de Bonnot
Imprimeur de livres rares.



« Bizarre déité », « Mégère libertine », « à reine des péchés », « vil animal », « femme impure », « bête cruelle »...
Ce sont les noms que Charles Baudelaire donne à sa bien-aimée Jeanne Duval, grande fille de couleur à l'allure fière, à la chevelure luxuriante qui inspirera au poète une grande partie des Fleurs du Mal.

Description de l'ouvrage.
1 vol. format royal in-octavo (14x21 cm) 328 pages, 37 illustrations de Félicien Rops. Papier chiffron vergé sur forme ronde et filigrané aux canons. Reliure plein cuir d'une seule pièce. Plats repoussés à froid. Dos décoré à la feuille d'or 22 carats. 64 cm² de feuille d'or par volume. Tranche supérieure dorée. Tranchettes et signet assortis. Dos arrondis, mors marqués.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot



BON à renvoyer à JEAN DE BONNOT, 7 fg St-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le volume de l'Œuvre Poétique de Baudelaire, auquel vous joindrez une gravure en cadeau.

Deux possibilités de paiement me sont proposées : mettre une croix dans la case choisie :

☐ régler à réception, au facteur, la somme de 167.50 F - 26.50 F de frais de port T.T.C., soit 194.00 F

☐ Joindre à ce bon de souscription un chèque de 167.50 F Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

Nom _____ Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Signature _____

OLIVIER FRANC JAZZ QUINTET
5, rue Thiers, 92100 Boulogne-s/Seine
TÉLÉPHONE : 604-35-44

garde

Le 19 Octobre
Voter

تدوین از اصول

150 millions

LA MORT DE
de sagesse

RAYMOND ARON

Le scepticisme du « réalisme vrai »

Les ressources de son esprit étaient illimitées. Ressources du savoir : philosophe, sociologue, économiste, historien, Raymond Aron avait accumulé les lectures les plus variées et les plus vastes. De l'intelligence : les connaissances étaient admirablement mises en rapport, comparées, synthétisées. De l'agilité intellectuelle : elles s'élevaient encore mieux dans le débat oral que dans les écrits ; même ceux qui, sur le sujet débattu, étaient plus compétents que lui redoutaient à juste titre d'être mis à mal par sa dialectique impitoyable, servie dans le raisonnement et sans bienveillance excessive pour l'antagoniste même proche de lui.

Ces ressources, il les utilisait plus en pédagogue qu'en chercheur. Non qu'il ait craint le patient travail de dépouillement et de lecture scrupuleuse des textes et des sources : il n'est que de lire son grand ouvrage, *Penser la guerre*, *Clausewitz*, pour se rendre compte de l'investissement consenti en temps et en ingrats efforts. Mais le but de la recherche et de la réflexion n'était pas la satisfaction de la trouvaille ni même de la découverte. C'était la communication de l'acquis, son insertion dans un effort pour faire connaître et comprendre.

L'intelligence analytique fondée sur la raison et glorifiant la raison a permis la naissance d'ouvrages nombreux et importants. Sa pratique comporte cependant un coût dont Raymond Aron a certainement été conscient même s'il ne l'évoquait guère : les grandes intuitions créatrices se situent par-delà l'intelligence analytique ; elles nécessitent une sorte d'abandon, fût-il provisoire, de la terre ferme de la raison. Or cet abandon ne peut pas être vraiment pratiqué par celui qui, soumettant tout à la raison, s'est en même temps pleinement soumis à elle. Le combat contre la pensée totalitaire et simplificatrice émueuse, sinon dénuée, la possibilité d'être créateur de doctrine, fût-elle doctrine scientifique. Donc pas d'école aronienne, pas d'adeptes constituant une cohorte de disciples.

Une attitude, non une doctrine

Alors pas de droit de cité pour l'adjectif « aronien » ? Si, au contraire. Mais pour désigner un état d'esprit, une attitude intellectuelle et non une doctrine. Un état d'esprit qui n'est pas limité à la pratique scientifique, puisque la raison, chez Raymond Aron, donnait aussi son fondement à l'engagement, à la pratique mise en relation avec une morale. A la pratique qu'il souhaitait trouver d'un côté chez les dirigeants politiques, de l'autre chez les citoyens, notamment chez les intellectuels se mouvant dans le domaine politique.

Pourquoi tout ce long travail sur Clausewitz ? Pourquoi tant d'analyses du jeu de la dissuasion nucléaire ? L'une des réponses se trouve dans l'avant-dernier chapitre, « L'intelligence de l'Etat personnel ». Il est satisfaisant, en effet, de réduire la grande politique à un jeu de forces conduit de façon raisonnable. Cette réduction est évidemment en grande partie fictive, et Raymond Aron s'en est interrogé lui-même, dans son *Clausewitz*, sur la place excessive accordée, dans *Paix et Guerre*, aux Etats et à leurs gouvernements. Mais elle permet d'aller à contre-courant de l'effacement des pouvoirs, donc des responsabilités des dirigeants, par une sorte de noyade de toute décision rationnelle, raisonnable ou non, dans un magma d'intercausalités sociologiques, économiques, psychologiques.

A tous, pas seulement aux dirigeants, on pourra demander la cohérence, c'est-à-dire, par exemple, le refus de mêler jugement de réalité et jugement de valeur. « S'il faut juger les sociétés d'après ce qu'elles sont et non pas d'après ce qu'elles prétendent être, pourquoi définir l'entreprise communiste par le but qu'elle prétend viser et non par les régimes auxquels, provisoirement au moins, elle a donné naissance ? » (*Sainte Famille*). Ou encore l'auto-analyse permettant de distinguer vaines raisons et prétextes : « Même si les Américains étaient sans reproche, les Européens résisteraient mal à la tentation de leur tenir rigueur d'une ascension qui fut la contrepartie de leur propre décadence. Dieu merci, les Américains ne sont pas sans reproche ! » (*Scium des intellectuels*).

Malheureusement, les hommes ne se conduisent pas et ne sont pas conduits à partir de considérations fondées en raison. Pourquoi malheureusement ? Parce que Raymond Aron a eu, depuis l'adolescence, le goût et le talent de l'analyse ? En partie sans doute, mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans une phrase d'Aron prononcée au début d'une intervention dans un débat où son interlocuteur s'était montré faible et où, parce qu'il le respectait, il avait abandonné le sujet et s'était lancé dans une sorte de confession, très rare chez lui. Il avait expliqué que, depuis la fin de la guerre et des massacres, il se définissait simplement comme un survivant.

La grande illusion

Un survivant : au centre de sa vision du monde, les horreurs dues à la folie sanglante, à la déraison la plus abominable. Il concevait la raison non comme une donnée intellectuelle,



Dessin de PLANTU

tuelle, mais comme l'antidote contre de nouveaux assassinats massifs. Antidote à utiliser raisonnablement, c'est-à-dire en appréciant sans illusion la situation des acteurs dans le jeu mondial : « La grande illusion, en l'an de grâce 1975, ce n'est plus celle qui lança les peuples d'Europe les uns contre les autres en une ardeur suicidaire, c'est l'illusion de sens contraire, celle des Européens, parfois même celle des Américains, qui prétent à tous les peuples et à tous ceux qui les gouvernent une seule rationalité, celle des économistes qui comparent le coût et le

Un philosophe de l'histoire, ennemi des idéologues

Pour comprendre l'attitude fondamentale et première de Raymond Aron, le caractère propre de sa pensée, il suffit d'ouvrir son *Introduction à la philosophie de l'histoire* et sa *Philosophie critique de l'histoire* : l'une est dédiée à un philosophe, Eric Weil, et à un écrivain toujours soucieux de l'actualité, André Malraux, l'autre au philosophe Brunshvich et au sociologue Bouglé : Aron a voulu être, et il a été, un penseur réfléchissant sur la réalité humaine actuelle et passée. Ses ouvrages philosophiques, historiques, politiques, voire sociologiques, sont sous-tendus par une philosophie de l'histoire qu'il a exposée dans sa jeunesse et qu'il a sans cesse utilisée sans jamais la reprendre directement.

Par opposition à toute histoire naturelle, l'histoire humaine se définit par la conservation et la reprise consciente du passé. Seules elles permettent de définir l'historicité de l'homme. C'est parce qu'il est un être historique que la philosophie elle-même ne saurait échapper à la temporalité. Le rationalisme ne peut être absolu : il n'autorise pas à soustraire l'homme à l'histoire. D'où un certain relativisme qui n'a jamais quitté Aron. En 1933, il écrivait à Mounier une lettre qui a été publiée dans le numéro de février de la revue *Esprit*, et où il exprimait l'attitude de ce qu'il voulait conserver toute sa vie : « un effort d'honnêteté par consentement au réel ». Ce consentement implique une politique réaliste, une histoire sans cesse repensée et qui sert de matériau à la réflexion du philosophe. La pire faute, c'est l'idéologie, et Aron a souvent traité ses adversaires d'idéologues. Est idéologue tout philosophe qui déduit l'histoire de sa philosophie. C'est, au contraire, l'histoire qui fournit au vrai penseur le contenu de sa pensée. Hegel avait raison d'affirmer que seules sont

rendement. Les Européens voudraient sortir de l'histoire, de la grande histoire, celle qui s'écrit en lettres de sang. D'autres, par centaines de millions, y entrent ou y rentrent » (*Clausewitz*).

D'où la colère contre l'intellectualisme qui oublie la sang. Ainsi quand il interpellait Michel Foucault à propos d'une assertion plutôt légère : « Fides à la surface, ces dizaines de millions de morts ? Laissons ces prédictions du nictisme chrétien parisien, riez à la surface d'un immense talent » (*Sainte Famille*). D'où encore, bien des années auparavant, le phrase finale de *L'Opium* : « Appelés de nos vœux la venue des sceptiques s'ils doivent étendre le fanatisme. » Pour comprendre ce que le mot « sceptiques » signifie, on rapprochera la formule d'une phrase-clef de la *Révolution in-trouvable* : « Si la tolérance naît du doute, qu'on enseigne à douter des modèles et des utopies, à résister les prophètes de salut. »

Le scepticisme ainsi conçu, ce n'est pas un refus des valeurs, ni dans l'analyse des hommes ni dans sa propre pratique intellectuelle et sociale. Il se réclame, au contraire, d'un « réalisme vrai », celui qui tient compte des croyances : « Les hommes ne sacrifient pas volontiers leurs intérêts à leurs idées, mais, lors même qu'ils violent leurs idées, ils ne les ignorent pas complètement. Le cynisme intégral est plus fréquent chez les théoriciens en réaction contre leurs sentiments intimes que chez les hommes d'action qui ont besoin de croire à ce qu'ils font et qui

cherchent une assurance intime dans leur bonne conscience » (*Paix et Guerre*).

Et lui-même savait bien qu'il n'était pas fait de pure raison et qu'il n'y avait pas lieu de se réclamer d'une impassibilité impossible et d'ailleurs nullement souhaitable. On se demandera cependant pourquoi il cherchait presque à s'en excuser, tantôt sur le mode souriant, par exemple quand il évoquait, dans l'introduction aux *Etapes de la pensée sociologique*, son affection pour Max Weber et son antipathie pour Durkheim, tantôt sur le mode grave, à la fin du *Clausewitz* : « D'autres hommes vivront demain d'autres passions. Français, d'origine juive, comment pourrais-je oublier que la France doit sa libération à la force de ses alliés, Israël l'existence à ses armes, une chance de survie à sa révolution et à la révolution américaine de combattre, si besoin est. Avant de me sentir coupable, j'entends qu'un tribunal décide qui, des Israéliens ou des Palestiniens, revendique à bon droit la terre sacrée pour les trois religions du Livre. »

Une tension fondamentale

La réponse n'est pas aisée parce qu'elle touche à une tension fondamentale dans la pensée de Raymond Aron. D'un côté, la raison comme moyen de lutte contre les massacres menaçants, c'est-à-dire le refus de l'immédiateté désolante.

De l'autre, la raison comme refuge contre la folie des hommes qui voudraient que les choses soient autrement que ce qu'elles sont, c'est-à-dire une attitude désabusée entraînant un appel à l'acceptation, sinon à la résignation. La crainte justifiée de la violence meurtrière n'a-t-elle pas amené Raymond Aron à demander, au moins implicitement, l'acceptation des violences permanentes non sanglantes que constituent les misères et les injustices des sociétés libérales ?

Peut-être la conciliation se faisait-elle dans ces propos, qui figurent à la dernière page de la *Sainte Famille* : « Seuls les libéraux, pessimistes et peut-être sages, invitent l'humanité à se proposer les seules tâches qu'elle peut remplir. Et c'est pourquoi ils ne font pas d'histoire et se contentent d'ordinaire de la commenter. »

ALFRED GROSSER.

Ses œuvres

1935 - *Sociologie allemande contemporaine*.
1938 - *Essai sur une théorie de l'histoire dans l'Allemagne contemporaine : la Philosophie critique de l'histoire : Introduction à la philosophie de l'histoire*.
1944 - *L'homme contre les tyrans*.
1948 - *Le Grand Schisme*.
1951 - *Les Guerres en chaîne*.
1955 - *L'Opium des intellectuels*.
1957 - *La Tragédie algérienne : Espoir et Peur du siècle*.
1958 - *L'Algérie et la République : la Société industrielle et la Guerre*.
1959 - *Immuable et changeante, de la IV^e à la V^e République*.
1960 - *Dimensions de la conscience historique*.
1962 - *Paix et Guerre entre les nations : Dix-Huit Leçons sur la société industrielle*.
1964 - *La Lutte des classes*.
1965 - *Essai sur les libertés*.
1966 - *Démocratie et Totalitarisme : Trois Essais sur l'âge industriel*.
1967 - *Les Etapes de la pensée sociologique*.
1968 - *De Gaulle, Israël et les Juifs : la Révolution introuvable*.
1969 - *D'une sainte famille à l'autre : les Désillusions du progrès*.
1971 - *Leçon inaugurale au Collège de France*.
1972 - *Etudes politiques : République impériale, les Etats-Unis dans le monde : Histoire et Dialectique de la violence*.
1976 - *Penser la guerre, Clausewitz, tome 1 : l'Age européen ; tome 2 : l'Age planétaire*.
1977 - *Plaidoyer pour une Europe décadente*.
1978 - *Les Elections de mars et la V^e République*.
1981 - *Le Spectateur engagé, entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton*.
1983 - *Mémoires (voir le Monde daté 11-12 septembre)*.

Oui, ces trois initiales P. M. F. resteront le symbole d'une faculté de choisir, d'une autorité morale, d'une action assortie d'une exigence de rigueur. C'est pour tout cela que la personnalité et la doctrine de Pierre Mendès France sont entrées dans l'histoire.

François Lanzenberg.



Pierre MENDÈS FRANCE

Regard sur la V^e République

1958-1978
Entretiens avec François Lanzenberg

190 pages
49F
FAYARD

TWA Flâneries Américaines

Floride en roue libre : 6310 F.*

2 nuits à New York, 3 nuits à Orlando, visite de Disneyworld et Epcot.
2 nuits à Miami... et voiture pendant 5 jours en Floride.

Pro par pers, une en chambre double.
Paris 1^{er} 19 rue du Mont-Thabor Tél 260-39-85 Province : Loziers SA : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Vous plaire nous plaît

TWA

LA MORT DE RAYMOND ARON

IL Y A QUELQUES JOURS, A LA RADIO

« Depuis 1977, la mort est devenue pour moi un horizon quotidien »

Raymond Aron a participé pour la dernière fois à une émission sur les médias nationaux mercredi 12 octobre (il est intervenu sur une radio locale samedi 15 octobre). Il était l'invité de Jean-Pierre Elkabbach pendant une heure et demie pour « Découvertes » sur Europe 1. (Cet entretien devait être rediffusé ce mardi 18 octobre de 15 heures à 16 heures 30.) Il a notamment parlé de la mort et de son père.

« Depuis mon emboîlée, en 1977, la mort est devenue pour moi un horizon concret, quotidien. Bien sûr, nous savons tous que nous sommes condamnés à mort, mais avant cet accident je regardais toujours l'avenir et je ne calculais pas le temps qui me restait à vivre. Depuis, ma relation à la mort est devenue différente. Si vous n'avez pas fait cette expérience, c'est difficile de la transmettre. Probablement, je n'étais pas si proche de la mort que j'étais tenté de le croire, d'après ce que m'ont dit les médecins, mais, tout de même, être incapable de parler et d'écrire pendant une demi-journée, c'est une expérience. J'ai été transformé et peut-être je n'aurais jamais écrit ces Mémoires sans cet accident. »

— Vous dites que vous acceptez mieux la mort que les attentes de l'âge...

— C'est vrai, c'est normal (...). La mort... il faut disparaître. Ceux qui sont autour de moi n'ont pas besoin de moi pour continuer à vivre. Ce n'est pas une catastrophe. Au moment de mon accident, j'avais déjà un âge avancé, il n'y avait pas de raison de dramatiser.

— Est-ce que vous arrivez à imaginer le monde sans vous ?

— Ah ! sans aucune espèce de difficulté. Je me dis très souvent qu'il y a quatre milliards ou un peu davantage d'êtres humains, que j'en suis un et que cela ne signifie pas grand-chose. La première proposition de sagesse, c'est de savoir qu'une personne, ça n'est pas grand-chose et qu'il ne faut pas se prendre au sérieux (...). Celui qui a écrit des livres, eh bien ! il a écrit des livres, et quand il disparaît, très bien, il y en aura d'autres pour écrire des livres, et de meilleurs (...).

— Que restera-t-il dans cinquante ans ?

— Je n'en sais rien du tout (...). Je suis convaincu que les historiens et les universitaires qui feront une histoire de la pensée politique et philosophique de cette période seront obligés de me lire parce que j'aurais été un témoin de cette période (...). Globalement, ce que j'ai écrit sur mon siècle ce sera un témoignage sur ce siècle (...), mais le livre politique n'a pas la même durée que l'œuvre d'art.

— Quand vous reverrez votre père, un jour, votre père qui a tant compté, vous dira-t-il que Raymond, son fils, ne pouvait pas mieux réussir dans sa vie ?

— Je vais être franc. Il me dirait : « Je suis récompensé, tu » sa fait ce que j'espérais. » Ça oui, sans aucun doute... mon père et mon grand-père.

— Vous avez pensé régulièrement à eux, avec émotion, là encore, je le vois.

— A mon père, toujours, parce qu'il a été malheureux. Il a eu le sentiment d'avoir raté sa vie, son existence, et il s'est dit à la fin de sa vie : « Je n'ai pas raté mes enfants. » Alors, c'était une espèce de devoir pour moi de ne pas le rater.

Dans un télégramme adressé à Mme Raymond Aron, le président François Mitterrand déclare notamment : « Il manquera à notre pays, qui gardera de lui le souvenir d'un homme de dialogue, de conviction et de culture. La disparition de Raymond Aron prive tous ceux qui ont reconnu en lui l'un des meilleurs esprits de notre temps. »

Le gouvernement, par la voix de son porte-parole, M. Max Gallo, a salué « la mémoire de Raymond Aron et a rendu hommage, au-delà des oppositions politiques, aux travaux du grand universitaire et à l'exigence intellectuelle qu'exprimaient ses écrits. »

M. Max Gallo, qui avait coté Raymond Aron à l'Express durant plusieurs années, a déclaré à titre personnel : « Il incarnait à lui seul, avec son intelligence fascinante, l'une des traditions de l'Université française. Mais c'était aussi un homme de passion politique. Il exprimait avec modération et limpidité des choix pourtant intransigeants. Il se déterminait souvent en homme engagé (on l'a vu à propos de De Gaulle). Il demeurait cependant, et c'est l'essentiel, fidèle aux valeurs humanistes de la démocratie. Le débat politique et intellectuel toujours nécessaire sera appauvri par sa disparition. »

■ M. Jack Lang, ministre de la culture : « L'observateur attentif à tous les aspects de notre société, l'homme de lettres n'a pas hésité à se faire homme d'action œuvrant directement au salut de la nation pendant les heures les plus noires de son histoire. Nul ne saurait sous-estimer l'influence d'une pensée aussi multiforme que rigoureuse dont la constance même a toujours permis d'élever le débat. »

■ M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : « Il a, depuis plus de trente ans, nourri mes réflexions, notam-

LES RÉACTIONS EN FRANCE

M. François Mitterrand : l'un des meilleurs esprits de notre temps

ment sur l'évolution de la société industrielle et sur la problématique des relations internationales (...). Bien que ne partageant pas sa philosophie de l'existence ni, cela va de soi, toutes ses idées, je le lisais et l'étudiais avec attention et pour mon plus grand profit. »

■ M. Jacques Chirac, actuellement en voyage en Allemagne, a fait adresser à M^{me} Raymond Aron le télégramme suivant : « C'est avec une grande émotion que j'apprends le deuil qui vient de vous frapper. La France perd en Raymond Aron l'une des intelligences les plus lucides de notre temps. Dans les déchirements de l'Histoire, comme dans les péripéties de l'actualité, la voix de Raymond Aron était celle de la conscience universelle. Cette voix s'est tue aujourd'hui, son message demeure, message de vigilance, de rigueur, de sagesse et de courage. »

■ M. Jean Fourastié, sociologue, collègue de Raymond Aron à l'Institut : « Je venais aujourd'hui même de lui envoyer, pour que nous en parlions ensemble, le texte d'un long article sur ses Mémoires, qui paraîtra dans la Revue des Deux Mondes de novembre. Je parlais aussi de questions qui nous séparent, lui agnostique, presque athée, et moi croyant. Cette disparition soudaine me touche d'une façon très particulière. »

■ M. Claude Lévi-Strauss, membre de l'Académie française, s'est déclaré « accablé de tristesse » après la mort de « notre dernier sage ».

■ M^{me} Henriette Nizan, femme de l'écrivain Paul Nizan, qui fut condisciple de Raymond Aron à l'École normale supérieure : « Au-delà des divergences politiques,

Raymond Aron est resté jusqu'au bout un ami fidèle et attentionné. »

■ A l'époque de nos études, Aron, Nizan et Sartre étaient inséparables. L'intimité de Nizan et d'Aron ressemblait à l'affection qui existe entre deux frères, sur laquelle les désaccords idéologiques n'ont pas de prise. L'œuvre de Raymond Aron, quoi qu'on en pense, reste celle d'un analyste franc et honnête. »

■ M. Jean-François Revel, qui a travaillé à l'Express aux côtés de Raymond Aron : « C'est un grand maître, dont l'œuvre occupe une place très importante dans notre époque. Une place qui apparaît d'autant plus considérable que l'on s'est aperçu que d'autres pensées s'étaient fourvoyées. »

■ M. Jean Daniel, directeur du Nouvel Observateur : « Avec Raymond Aron disparaît sans doute l'un des plus grands intellectuels français du vingtième siècle et sans doute aussi l'un des intellectuels les plus respectés dans le monde anglosaxon. Il aura passé toute sa vie à dialoguer avec des hommes de gou-

che depuis des journaux conservateurs. Ses livres les plus démystificateurs, en particulier l'Opium des intellectuels et la Sainte Famille, s'adressent essentiellement à la gauche. En fait, il était le plus grand du temps notre interlocuteur, même lorsqu'il prétendait faire de la politique un art dont les lois et l'exercice se déplaçaient au-delà de toute morale. »

■ M. Yves Montand : « On a souvent été injuste avec Raymond Aron en le comparant à Jean-Paul Sartre. La personnalité de Sartre était éclatante, celle d'Aron plus discrète... mais... les jugements contemporains étaient si justes... Surmoi, il était faux de penser qu'il valait mieux avoir tort avec Sartre qu'avoir raison avec Aron », comme l'avait affirmé un jour un dessinateur humoristique.

■ M. Philippe Robrieux, historien : « Je m'efforce d'être marxiste et je ne partage pas davantage ses idées depuis son décès, mais je le considérais comme un homme respectable et mesuré. Je me refusais à voir en lui un adversaire et j'étais attentif à la critique très intelligente qu'il faisait des positions qui avaient mes préférences. »

A travers la presse

De Figaro - dont Raymond Aron fut longtemps l'éditorialiste - à l'Humanité, en passant par Libération et le Matin, tous les quotidiens rendent hommage au philosophe disparu. On retiendra particulièrement les propos de Jacques Milhaud, dans l'Humanité, sur un homme qui fut l'adversaire intraitable des communistes.

■ L'HUMANITÉ : « Un adversaire loyal »

L'Humanité salue, d'une manière inattendue, celui qui « fut sans détour le penseur et le professeur d'une droite qui ne l'écoula d'ailleurs que tardivement... Il fut sans cesse notre adversaire, mais loyal, comme il n'en est guère à droite », écrit Jacques Milhaud.

■ LE FIGARO : « Un grand philosophe »

Dans le Figaro, Alain Peyrefitte, qui a succédé à Raymond Aron dans la fonction d'éditorialiste, rappelle le passé gaulliste et l'antimarxisme de l'auteur de l'Opium des intellectuels. « Sans cesse il pourchassait l'esprit de système, écrit-il, portait-il cher à comprendre et à analyser les singularités et les différences. Voilà pourquoi le marxisme était pour lui l'adversaire privilégié : parce que le marxisme était un placement de l'esprit de système sur la réalité. » Parce qu'il était « le plus multiforme de nos universitaires », Aron « a pu, poursuit Alain Peyrefitte, nous donner une œuvre qui ressemble à une explication de notre monde. Non pas une inutile réfutation de Marx, mais quelque chose qui rend Marx inutile. »

■ LE MATIN : « Un grand philosophe »

Dans le même journal, Annie Kriegel salue la mémoire de celui qui fut « un maître de vie » sans être « un gourou », et Jean d'Ormesson reconnaît qu'il fut toujours un « inconditionnel » de Raymond Aron en qui il voit « l'égal des plus grands, un successeur de Tocqueville. »

■ DOMINIQUE JAMET revient, dans le Quotidien de Paris, sur la comparaison entre Sartre et Aron. « Sartre disait n'importe quoi et la jeunesse enivré lui emboîtait le pas, écrit-il. Aron ne disait rien qui ne fût pesé et posé, et l'on baillait à ses cours. Sartre avait toujours tort et on lui donnait toujours raison. Aron avait toujours raison et on lui donnait toujours tort. »

■ LIBÉRATION : le « premier prof de France »

Libération, sous le titre « La France perd son prof », consacre cinq pages à Raymond Aron. Pour

Robert Maggiori, Aron fut « lucide mais hors jeu ». Le respect dû à la personne d'Aron ne doit cependant pas empêcher de dire que si une génération n'a pas vu Aron, ce n'est pas qu'elle ait été aveugle, mais qu'Aron était transparent », écrit-il.

■ SÉLÉNIE LIBÉRATION, le « sacré médiatique » des Mémoires, « cette revanche sur Sartre, lui accordant à posteriori le mérite d'une lucidité sage, est plus le fruit d'une coïncidence avec le retour en force du libéralisme que d'un triomphe de ses propres idées, découvertes tardivement par des générations qui les avaient ignorées. »

■ Dans son éditorial, Serge July explique qu'on « manquera Aron », dans ce qui faisait sa force si on lui élève le monument de « penseur du libéralisme. (...) Tocqueville bis, anti-Sartre triomphant, tout simplement parce qu'Aron n'était pas là où on le cherchait. (...) Ce n'est pas le penseur qui va manquer le plus, c'est le « premier prof de France », c'est l'éducateur des classes dirigeantes. » A l'heure où l'on voit une pensée de droite en quête d'une identité prête à céder à tous les excès, précise-t-il, Aron était comme un bûcher salutaire. La droite française sans Aron est désormais exposée à tous les dangers. »

■ Comment ne pas dire enfin que cet éducateur était enfermé dans un système de pensée où la politique régnait comme un absolu, ajoute Serge July. Aron est en effet resté imperméable à toutes les révolutions culturelles de ces deux dernières décennies. (...) C'est la raison pour laquelle Aron, par exemple, pouvait trouver normale l'alliance des partis de l'opposition avec une liste d'extrême droite à Dreux. »

■ Dans le Matin « La mort d'un sceptique » occupe six pages. Les rappels biographiques et les témoignages — J.K. Galbraith, Stanley Hoffman, André Glucksmann, qui signe aussi un texte dans Libération, Jean-Jacques Brochier — y sont préférents aux commentaires. Seul Vincent Lahu, dans « Fin de siècle », souligne que la gauche « se trouve aujourd'hui dans la situation délicate d'affronter des réalités que lui ont léguées trente ans de certitudes de ce philosophe qui ne se trompait jamais. »

■ Dans son témoignage, Henri Weber, trotskiste, se souvient des cours de Raymond Aron dans les années 60. « L'auditoire était marxisant et même d'extrême gauche, mais on n'entendait pas une mouche voler. On considérait ce vieux sceptique comme un adversaire de valeur particulièrement subtil et retors, que tout militant se devait de connaître et de savoir réfuter. »

■ Tous les organes de presse israéliens ont annoncé la mort de Raymond Aron en soulignant qu'elle était survenue alors que le philosophe français venait de témoigner dans un procès en diffamation impliquant M. Zeev Sternhell, professeur de sciences politiques à Jérusalem. Raymond Aron était docteur honoris causa de l'université hébraïque de Jérusalem et faisait de fréquentes visites en Israël.

■ Le professeur Yehoshafat Harabi, spécialiste des relations internationales et des problèmes de stratégie, a estimé que « Raymond Aron avait été l'un des observateurs les plus perspicaces de la vie politique de ces cinquante dernières années. Les faits ont toujours confirmé ses théories », postérieures, en particulier contre Jean-Paul Sartre. »

YANKS GO HOME ?



Outside views. Inside information.

Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

« Américains, dehors ? »

« L'actualité de l'extérieur, le commentaire de l'intérieur. »

Handwritten text in Arabic script.

SOCIÉTÉ

AU TRIBUNAL DE LYON

Vrais billets de loterie et faux gagnants pour frauder le fisc

De notre correspondant régional

Lyons. — On a ouvert le livre des records au tribunal correctionnel de Lyon. Record de péchés : cent vingt-huit. Record d'événements : une quarantaine présents, lundi 17 octobre, pour les premiers débats. Record, aussi, des fraudes découvertes : 38 millions de francs, soit une moyenne de plus de 300 000 F soustraits au fisc par les inculpés. Un circuit de fraude « monstrueux » selon un magistrat qui a travaillé sur ces dizaines de dossiers apportés au tribunal dans deux immenses caisses.

Dès le début de l'interrogatoire des trois principaux inculpés, MM. Henri Bouttet, Maurice Marcelot et Joseph Georges Rivesleng, la président Georges Rivesleng a plongé dans cette abondante documentation placée derrière son siège pour tenter de faire le tri entre les « livres de caisse », les fiches mécanographiques, les bons de caisse, les « livres noirs » et les « brouillards de caisse ».

Le tribunal s'est accordé quatre semaines de débats pour démontrer un « circuit organisé de fraude fiscale dont le centre était la Société anonyme Bouttet ». Une des fonctions de cette société était l'émission de billets de loterie nationale. Mais son activité occulte — le blanchiment — en gros des fonds provenant des ventes sans facture de très nombreux commerçants et artisans — ne figurent pas, bien sûr, dans l'intitulé de sa raison sociale.

Les prévenus se sont fait prendre à partie. M. Henri Bouttet, son adjoint Marcelot et le comptable Sanchez-Ortega ont été victimes d'un contrôle fiscal punitif. Un vérificateur s'est aperçu que, décidément, les billets de loterie nationale provenaient des Editions Bouttet gagnant très souvent. Dans le même quartier, celui du Sentier, dans la même corporation, celle des commerçants ou artisans spécialisés dans l'habillement.

Le « rabatteur », M. Charles Kulski, avait ses habitudes... Aujourd'hui décédé, il va naturellement être accusé par les trois complices de la Bouttet S.A.

d'avoir empoché l'essentiel des 2,5 % de « commission » que reverseait chaque commerçant « gagnant » à la loterie. Le « magouille » de Bouttet commençait à être très connue à Roanne, ville d'origine de cette société familiale. Connue au point d'arriver aux oreilles des policiers du cru.

On peut facilement imaginer la combinaison mise en place. Les commerçants ou les chefs d'entreprise sollicitaient de la Société Bouttet des attestations de gains à des tirages réels, ou encore un chèque correspondant à la fois aux sommes à blanchir ou à des lots réellement percus. Les indécidables des sous-traites des gains illicites au fisc pouvaient aussi acheter de vrais billets de vrais gagnants. La Société Bouttet réglait parfois quelques uns de ces gains...

Des commerçants cachottiers

Pour toutes ces combines à grande échelle, il fallait malgré tout tenir une comptabilité. Ce sera celle des « brouillards de caisse » qui réglementaient les mouvements en espèces. Une comptabilité bien sûr liée à d'autres documents en apparence licites avec chèques et numéros. Une fois le filon découvert, les enquêteurs n'avaient plus qu'à retrouver les titulaires des comptes bancaires : cent seize des cent vingt-huit prévenus ont d'ores et déjà reconnu les faits.

Au cours de leur perquisition, les enquêteurs ont retrouvé dans les coffres des commerçants cachottiers moult bijoux et bijoux. Ce coup de projecteur ne fait pas plaisir à tout le monde. Quelques prévenus se sont inquiétés de la présence de journalistes dans le prétoire. Entre les A comme Abry et les Z comme Zelger, ils sont cent vingt et un à craindre que leurs données pratiques soient connues du public, c'est-à-dire de leurs clients.

CLAUDE RÉGENT.

● **Corruption à Marseille : une nouvelle inculpation.** — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon vient d'inculper M. Louis Nicollin, président du club de football Montpellier-La Palud, et P.-D.G. de la Société polycarbone de nettoyage, de « corruption passive » à propos de l'affaire de pots-de-vin concernant le marché de ramassage des ordures ménagères de la ville de Marseille. Cette inculpation est la neuvième dans ce dossier, qui avait été ouvert le 24 juin dernier par l'inculpation et l'incarcération de MM. Elie-Robert Safran, cinquante-huit ans, conseiller municipal (P.S.) de Marseille, et Louis Trémisi, quarante-cinq ans (le Monde daté 26-27 juin).

La chambre d'accusation de Dijon avait été désignée, le 12 juillet dernier, par le chambre criminelle de la Cour de cassation à propos de cette affaire de corruption dans les adjudications de marchés pour l'enlèvement des ordures ménagères.

● **Prisons : le congrès des exclus de la C.G.T.** — Les surveillants de prison affiliés à la Fédération nationale des personnels pénitentiaires et

de justice, ont réuni leur premier congrès à Fresnes (Val-de-Marne), les 14 et 15 octobre. Cette fédération avait été exclue de la C.G.T., qui lui reprochait ses prises de position antigouvernementales, au mois de juillet (le Monde du 9 juillet). M. Henri Brunovic a été réélu secrétaire général de la fédération et M. Aimé Pastre, qui en était le président effectif. La nouvelle organisation affirme regrouper environ mille cinq cents surveillants sur environ douze mille. F.O. en revendique quatre mille six cents.

★ F.N.P.P.J., 47-49, avenue de la Liberté, 92460 Fresnes. Tél. (1) 661-01-80.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS*
SUR TOUS LES PIANOS
du 1^{er} au 29 octobre 1983
PAUL BEUSCHER
15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE
Tél. : 272-05-41



ZIMMERMANN III V : 12445 F
Acajou satiné avec sourdine

* A PARTIR DE 10000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30 %, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

LA CARTE DES « SQUATTS » A PARIS

Quelque 480 immeubles sont illégalement occupés dans la capitale par 3 000 à 3 500 personnes, cette « squatterisation » touchant tous les arrondissements à l'exception des 6^e, 8^e et 16^e, affirme, dans son mensuel d'information, le maire de Paris.

Ces « squatts », qui trouvent leur terrain d'élection dans les quartiers en voie de rénovation, dont tous les immeubles vétustes n'ont pas encore été démolis, sont plus nombreux dans les 14^e, 20^e, 19^e, 12^e et 18^e arrondissements.

Composés à 50 % d'Africains (le reste des occupants se répartissant entre Antillais, Européens et Maghrébins), cette population n'a cessé d'augmenter depuis deux ans. « Au début de l'année 1981, le nombre des squatters ne dépassait pas 200 pour toute la capitale », souligne la revue de la Ville de Paris, selon laquelle certains « squatts » forment de véritables « foyers de délinquance » et constituent « une grave menace pour l'ordre public et la sécurité des personnes ».

● **Être juge demain.** — Les Presses universitaires de Lille viennent de publier les actes d'un colloque organisé au mois de février par le Syndicat de la magistrature et l'université de Lille-III. Ce colloque international avait pour thème : « Magistrature et démocratie en Europe ». La plupart des contributions ont été réunies dans un volume de 496 pages intitulé *Être juge demain*. Ces contributions sur le rôle et la place du magistrat dans la société sont présentées par M. Jean-Pierre Royer, professeur à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille. Prix : 120 francs.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Pannella perd son procès contre « le Monde »

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par Mme Jacqueline Clavery, a, le 17 octobre, rendu son verdict. M. Marco Pannella de son action en diffamation contre le Monde. M. Pannella, secrétaire général du parti radical italien, député de son pays et député au Parlement européen, reprochait au Monde d'avoir, dans son numéro du 22 février 1982, initié : « Les nouveaux amis de M. Pannella », faisant état de sa présence et de son intervention à Rome au congrès du mouvement socialiste (M.S.I.), le parti d'extrême droite de M. Giorgio Almirante. Il voyait dans ce titre une atteinte à son honneur et à sa considération, car, soutenait-il, c'était une façon de faire croire qu'il adhérerait aux idées du M.S.I. M. Yves Baudouin avait plaidé pour le Monde que ce titre n'était rien d'autre qu'ironique.

Le jugement rendu déclare notamment : « Si le caractère ironique de ce titre saurait être nié, si M. Pannella ne partage pas les opinions du M.S.I. et si ses idées sont diamétralement opposées, il n'en demeure pas moins que ce parti a une existence légale (...). Prétendre que M. Pannella devient l'ami du M.S.I. même si se trouve mentionné incidemment dans le corps de l'article, la tendance néo-fasciste de ce parti, peut ne pas être agréable au plaignant, froisser sa susceptibilité, il n'y a pas pour autant l'imputation d'un fait attentatoire à son honneur ou à sa considération, qui doit être appréciée « in abstracto », sans avoir à tenir compte de la conception personnelle et subjective de celui qui se prétend diffamé ».

« JE PRÉFÈRE LOUER A UN HOMME... »

Pertinaciellement du (bon) principe qu'une femme ne doit pas être cantonnée dans des tâches ménagères, l'employée (le patron, peut-être ?) d'un magasin de location d'outillage de l'avenue du Maine (Paris-14^e) a refusé catégoriquement de louer une ponceuse à parquer à une collaboratrice du Monde.

Avant sans doute jugé d'un coup d'œil (sur quels critères ?) les capacités physiques et intellectuelles de l'utilisatrice éventuelle, il précisait avec assurance : « Je préfère louer à un homme ! »

Existerait-il donc un « permis (sexiste) de poncer » ? Si oui, le... parqué veillerait sûrement à la stricte délivrance d'un tel document. Si oui, il conviendrait d'informer les associations de consommateurs et d'inciter les constructeurs à « plancher » sur la question et à réaliser enfin un modèle pouvant être mis entre toutes les mains de femmes. Celles-ci n'auraient alors qu'à s'en louer...

J.-P. COLIGNON.

Les ennuis d'un facteur « gay »

Jugé, condamné, suspendu. Le facteur Yves L... n'arrête pas de comparaître devant des juges. Homosexuel, il n'a pas fini de payer sa faute.

ACTE I. — Le tribunal correctionnel de Grenoble condamne, le 9 décembre 1982, ce « brigadier dans une unité routante » à un an de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. La justice reproche à ce facteur de trente-sept ans un attentat à la pudeur. Yves L... s'est livré à des « actes masturbatoires » à trois reprises, en décembre 1981 et janvier 1982, sur la personne d'un garçon de dix-huit ans, soigné dans un institut médico-pédagogique.

A l'origine, les parents ont porté plainte et Yves L... a passé trois mois en prison. Les P.T.T. ont aussitôt suspendu de ses fonctions, réduisant son salaire mensuel à 1 861,40 F.

ACTE II. — La cour d'appel reconstruit l'affaire. L'attentat à la pudeur devient un outrage public à la pudeur, accusation moins sévère. Et si la cour maintient, le 22 juin dernier, la condamnation des deux premiers juges, elle l'adoucit tout de même en indiquant qu'elle ne figurera pas sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire. La cour d'appel ne veut pas écarter Yves L... Mais les magistrats lui intimant

l'ordre « de subir un traitement médical approprié à son état ».

Acte III. — Rien n'est fini. Le facteur L... vingt ans d'ancienneté, préposé dans l'Isère et donnant toute satisfaction, est toujours privé de tournée. Jugé par le justice, les P.T.T. veulent le juger à leur tour. Les postes et télécommunications attendent faire appliquer une ordonnance du 4 février 1959, qui prévoit qu'un agent du service public condamné par un tribunal correctionnel ou une cour d'assises, doit passer en conseil de discipline...

Scène 1. — Les chefs de service d'Yves L... rédigent un rapport. Ils suggèrent six mois d'exclusion et une mutation pour ce facteur indigne.

Scène 2. — Yves L... comparaît à Paris devant le conseil central de discipline, assisté de M. Francis Teitgen. Vendredi 14 octobre, le conseil rend son avis : deux mois de suspension, mutation. L'association des nouveaux « Gais P.T.T. » demande aussitôt à être reçue au ministère.

La scène 3 reste à écrire. C'est maintenant au ministre des P.T.T., M. Louis Mexandeau, de trancher et de signer l'arrêt disciplinaire.

LAURENT GRELSAMER.

SPORTS

LA BAULE-DAKAR A LA VOILE Le catamaran Jet-Services a pris le meilleur départ

De notre envoyé spécial

La Baule. — Le port de plaisance de La Baule-Pornichet s'est réveillé, lundi 17 octobre, avec son visage des lendemains de tempête. Tôt le matin, les canotiers s'affairaient à débarrasser le sable accumulé sur la chaussée. L'immensité était enfin revenue entre le comité de course et les skippers des vingt-cinq bateaux engagés dans la deuxième édition de La Baule-Dakar : la forte brise de force 5 (30 à 40 km/h) n'empêchait plus de départ.

Pour les Baulois, agglutinés dès 9 heures du matin sur les rochers délimitant l'entrée de port, le spectacle le plus attendu n'était pas celui de la régate de départ, mais celui du remorquage, à travers cet étroit goulet (un peu plus de 20 mètres), de bateaux dont la largeur peut atteindre 15 mètres (c'est le cas, par exemple, pour *William-Saurin*). Ce ballet des remorqueurs et des Zodiacs allait durer plus de quatre heures, repoussant le départ à 14 heures.

L'accident qui avait été évité pour la sortie du port n'était en fait que repoussé. Une manœuvre mal interprétée du catamaran Royale, une erreur d'appréciation se traduisant par un refus de priorité du trimaran *Biotherm*, et ces deux dévoués d'océan, très malhabiles quand il s'agit d'évoluer à vitesse réduite dans un espace restreint, entraînaient en collision vingt minutes avant le départ. Au large le catamaran Jet-Services passait en tête la deuxième bouée de la régate côtière — devant *Umpiro-Jardin*, *William-Saurin*, *Elk-Aquitaine* et *Fleury-Michon*.

Trois fortunes de mer

Après trois années de compétition avec le trimaran Royale, solidées par une deuxième place dans la première édition de La Baule-Dakar, puis par une série de déboires liés à des ennuis techniques, Loïc Caradec et Philippe Fagot ont opté, à leur tour, pour un catamaran. Malgré un démontage, le 2 octobre, qui, faute de temps pour un changement, les a conduits à manœuvrer leur mât coupé en trois morceaux, les navigateurs de la Trinité-sur-Mer étaient au départ avec le plus grand catamaran existant en France : 22,60 mètres de long, 12,30 mètres de large et un mât de 26 mètres, supportant une grand-voile de 130 mètres carrés et un spinnaker de 470 mètres carrés. Avec ses coques en fibre de carbone et Kevlar, ce nouveau bloc, construit aux chantiers Multiplast de Nantes sous la direction de Gilles Ollier, ne pèse pourtant que 7,5 tonnes. Le financement des coûts de construction (2,5 millions de francs), l'entretien et le programme de courses sont couverts par la commanditaire.

A La Baule, Royale a néanmoins dû partager son succès de curiosité avec Région-de-Frédéric, un autre catamaran nouveau-né. Dessiné par Gino Morelli, un jeune architecte américain spécialiste des petits bâteaux de vitesse, ce voilier hors du commun a impressionné les observateurs par ses formes basses et étroites qui lui permettent un exceptionnel rapport poids-dimensions : 4,5 tonnes pour 18,5 mètres de long, 11 mètres de large, avec un mât de 22,30 mètres. Pour le financement, Alain Petit-Etienne, le skipper, a dû vendre le bateau de son école de croisière et a su intéresser à son projet Michel

Liot, le directeur de l'entreprise Launet, une société de Clillon (Oise) spécialisée dans la construction de bâtiments industriels qui a étendu ses activités aux constructions navales. Lui-même passionné de voile, Michel Liot a voulu à son tour son monocoque de compétition et a vu dans cette aventure un bon moyen de promouvoir la réalisation par ses sociétés de catamarans pour la pêche côtière.

Grâce à la collaboration bénévole d'anciens élèves de l'école de croisière, le coût de la construction n'a pas atteint les 2 millions de francs, malgré l'utilisation de tissus de carbone et de Kevlar pour les coques. Les frais d'inscription, d'assurance, de maintenance et le salaire de l'équipage devraient être couverts par une aide de 400 000 F du conseil régional de Picardie.

L'aventure la plus insolite est pourtant celle de Vincent Lévy. Pour trouver un bon commanditaire, ce Parisien de vingt-quatre ans pensait qu'il valait mieux se présenter avec un bateau déjà réalisé. Un héritage familial et les concours d'amis associés à son projet l'ont incité à se lancer, sous un hangar loué, dans la construction d'un trimaran à plans porteurs (hydrofoils) de 15,24 mètres, dessiné par l'architecte marseillais Marc Van Peteghen, de conception assez semblable à celle du *Paul-Ricard* d'Eric Tabarly. Dans l'attente d'un commanditaire, Vincent Lévy avait décidé de baptiser son bateau *Gérard-Lambert*, du nom de l'infortuné héros d'une chanson de son ami Renaud. Cette initiative ne lui a, semble-t-il, pas porté chance : il est la seule à avoir pris le départ sans commanditaire.

GÉRARD ALBOUY.

DÉFENSE

LES ARMÉES SONT AUTORISÉES A UTILISER LES 16 MILLIARDS DE FRANCS « GELES » AU DÉBUT DE L'ANNÉE

Les crédits militaires — l'équivalent de 15 680 millions de francs, qui avaient été mis en réserve en février dernier sur l'ordre du premier ministre, seront débouqués le 1^{er} novembre prochain. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, vient de l'annoncer aux députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée.

En février (le Monde du 25 février 1983), M. Pierre Mauroy avait demandé, par lettre à son ministre de la défense, de réserver 20 % des autorisations de programme (1) inscrites au budget militaire pour 1983.

Pour le ministère de la défense, la somme mise ainsi en réserve ne portait que sur 15 680 millions de francs (soit 20 % des autorisations de programme) et elle n'était pas définitivement bloquée, étant entendu que ces dépenses d'équipement seraient engagées après le 1^{er} novembre, sur l'initiative du ministre de la défense.

En annonçant aux députés que les crédits « régulés » en 1983 seront débouqués à la date prévue, M. Hernu a indiqué que M. Mauroy avait donné sa garantie qu'il n'y aura pas d'annulations de paiement en 1984, pour les dépenses d'équipement, afin de respecter les programmes prioritaires de la loi de programmation militaire 1984-1988.

(1) Les autorisations de programme, ultérieurement converties par des crédits de paiement, fixent le montant maximum des commandes qui peuvent être lancées et dont la réalisation s'étend sur plusieurs budgets annuels.

العدد 100155

1350 11/10/83

CANCERS DES VOIES AÉRODIGESTIVES ET MALADIES PROFESSIONNELLES

« Qu'est-ce qu'on respire comme saletés ! »

De notre envoyé spécial

Chalon-sur-Saône. — L'affiche, anonyme, haineuse, est placardée çà et là dans la ville. Sur fond blanc, en lettres rouges qui, graphiquement, dégoulinent de sang, elle proclame :

« Cancer Généralisé Travail ».

Ce qui a provoqué cette affiche, c'est une campagne de la C.G.T. qui établit un lien de cause à effet entre la mortalité par cancer des voies aérodigestives, constatée chez la personnel ouvrier de l'usine Creusot-Loire de Chalon-sur-Saône, et les conditions d'hygiène, de sécurité et de travail qui prévalent dans l'établissement bourgeois spécialisé dans la chaudronnerie.

La Fédération des travailleurs de la métallurgie (F.T.M.-C.G.T.) et ses sections locales ont constitué un dossier, qui, pour le moins, impressionne : depuis le début de l'année, dix salariés en activité dans cette usine (qui compte environ onze cents personnes dont sept cents ouvriers) sont décédés d'un cancer des voies aérodigestives et, de « mémoire ouvrière », selon l'enquête du syndicat, une trentaine de soudeurs, mouleurs, chaudronniers, ont succombé à cette maladie depuis 1976. A l'heure de la journée, affirme le document, on respire, dans les ateliers, des poussières carcinogènes de nickel et de chrome provenant du travail sur des produits inoxydables utilisés pour la fabrication d'équipements de centrales nucléaires.

Cette usine de Creusot-Loire, qui a pratiquement les pieds dans la Saône, avec ses bâtiments de brique rouge en accent circulaire, est tout sauf une maison de verre.

« Circulez, il n'y a rien à voir », c'est dans cet esprit que la direction a répondu par téléphone à notre demande de visite, renvoyant à un communiqué de presse, qui déclare notamment : « A notre connaissance, aucune étude scientifique sérieuse, française ou étrangère, n'a établi de relation de cause à effet entre le soudage et la mortalité par cancer. » M. P. Chambon, chef adjoint du service du personnel, ajoute, toujours par téléphone : « Le dossier de la C.G.T. est une apparence mais pas de constance. » Le tribunal de Chalon-sur-Saône en a également jugé ainsi — avec une célérité inhabituelle — en déclarant irrecevable une plainte contre X... déposée le 30 septembre par la C.G.T. pour homicide involontaire. Le syndicat a interjeté appel et la cour de Dijon devra se prononcer.

Mises en demeure

Bien entendu, à l'approche des élections à la Sécurité sociale, on peut tout soupçonner : au cours d'une conférence de presse récemment réunie à Paris, M. Serge Lévy, secrétaire fédéral de la F.T.M.-C.G.T., a clairement dit que, « dans leur vote du 19 octobre », les salariés « ne sauraient oublier » l'action menée par la centrale de Montreuil « pour faire respecter la législation en vigueur » en matière de santé.

Mais ce n'est pas la première fois que les responsables cégétistes attirent l'attention sur les « nuisances du soudage ». Et surtout, la celette régionale d'assurance-maladie et l'inspection

du travail de Chalon-sur-Saône ont adressé des mises en demeure à la direction de cet établissement de Creusot-Loire pour que soit installé dans les ateliers un système efficace d'évacuation des poussières et des fumées.

Dans un rapport daté du 5 août dernier, M. Y. Jorand, inspecteur du travail, enjoint de faire placer aux postes de soudure manuelle « un entonnoir (en matériau souple) à l'entrée des gaines d'aspiration », ainsi qu'un « filtre des fumées de soudage à la sortie de l'aspiration ». Cette mise en demeure s'appuie sur l'article R. 232-12 du code du travail — également mis en avant par la C.G.T. lors du dépôt de sa plainte — qui dispose : « Les poussières, insubstantielles ou toxiques doivent être évacuées directement en dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production. Les buées, vapeurs, gaz, poussières légères doivent être évacués par des hottes avec cheminées d'appel ou par tout autre appareil d'élimination efficace. »

Le directeur de l'usine, M. Guy Colmant, a explicitement reconnu le bien-fondé des observations de l'inspecteur du travail. Ce dernier lui ayant donné l'ordre de réaliser ces installations « dans un délai de deux mois », il a demandé, dans une lettre datée du 25 août, « une prolongation » en raison « de l'importance et des difficultés du problème à résoudre ». Pas étonnant, dans ces conditions, que la visite de l'entreprise soit interdite à la presse, à force de croire ce groupe de soudeurs et de meuniers interrogés aux portes de l'usine :

« Qu'est-ce qu'on respire comme saletés ! »

De là à établir un lien direct avec la mortalité par cancer des voies aérodigestives, il y a un pas que la C.G.T. a franchi, en s'appuyant, selon M. Michel Gene, secrétaire de l'union départementale de Saône-et-Loire, sur des travaux de l'Institut Pierre-et-Marie-Curie, relatifs au masage inoxydable. La direction de Creusot-Loire elle-même a demandé à un médecin du travail de Chalon-sur-Saône, le docteur Jean Lecoignard, une étude épidémiologique, dont les résultats ne seront pas connus avant la fin de l'année prochaine. Au printemps dernier, lors d'une réunion du comité d'établissement, le praticien avait indiqué, en réponse à une question, qu'il avait décelé des « anomalies » dans les examens pneumologiques sans pouvoir « déceler leurs origines ».

« D'une manière générale », dit M. Denis Martin, délégué syndical C.G.T. de l'établissement de Creusot-Loire, les médecins sont obnubilés par le tabagisme et l'alcoolisme, sans vouloir chercher d'autres causes. Nous, nous disons qu'il y a synergie. Et même : parmi les camarades décédés cette année, il y avait des non-fumeurs et des non-buveurs. Pour nous, la prévention, c'est s'attaquer aux causes. Pour trop de médecins, c'est le simple dépistage. Nous voulons, au moins dans un premier temps, que le cancer des voies aérodigestives qui frappe les travailleurs soumis aux nuisances du soudage soit reconnu comme une maladie professionnelle, ce qui permettrait de mieux indemniser les familles. »

MICHEL CASTAING.

POUR L'INFORMATION DU PUBLIC

Des scientifiques tiendront « boutique » dans sept villes de France

Avant il y avait le savoir, le savoir-faire et le faire savoir. Désormais, les scientifiques auront une mission supplémentaire : être à l'écoute du public. Inaugurées lundi 17 octobre, les premières « boutiques » de sciences se proposent d'ouvrir les laboratoires scientifiques au public le plus large en lui permettant d'avoir accès à des présentations et des connaissances scientifiques en rapport avec ses propres préoccupations.

En fait, il s'agit ni plus ni moins, selon le président de la fédération des boutiques de sciences, M. John Stewart, de « changer la communication entre les sciences et la société et d'instaurer un nouveau type de dialogue qui n'ait plus des chercheurs vers le public mais du public vers les chercheurs ». Deux exemples : le fourniture d'informations sur des activités de soudage et les maladies professionnelles qu'elles pourraient induire, ou des informations pour aider de jeunes agriculteurs à s'installer.

Lieu d'accueil avant tout, les boutiques n'ont pas pour rôle de prendre en charge la totalité du problème scientifique qui leur est soumis, mais de déboucher une situation en traduisant en termes scientifiques la demande du public, en servant de relais entre cette demande et les laboratoires capables de la satisfaire.

Particuliers, associations, organisations syndicales, petites et moyennes entreprises sont donc les bienvenus dans les sept boutiques qui viennent de s'ouvrir à Grenoble, à Lille, à Lyon, à Marseille, à Paris, à Strasbourg et au Pré-

Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), grâce aux interventions — tardives — (130 000 F pour chacune d'elles) allouées par an par différents organismes et ministères.

Leur création en France n'a été rendue possible que grâce à la ténacité d'un certain nombre de bénévoles qui, bien avant l'heure, ont « tenu boutique » pour répondre à l'appel du public. Dans ce domaine, ils n'ont fait d'ailleurs que reprendre une initiative des Néerlandais, dont les boutiques de sciences recueillent, bon an mal an, une centaine de demandes.

J.-F. A.

GRENOBLE : Association pour une boutique de sciences à Grenoble. Palais de l'université, 2, rue Général-Marchand, 38000 Grenoble. Tél. (76) 51-17-04.

LILLE : ALIAS, Maison de la nature et de l'environnement, 2, rue Claude-Bernard, 59000 Lille. Tél. (20) 52-67-27.

LYON : Boutique de sciences de Lyon, 61 bis, cours de la République, 69100 Villeurbanne.

MARSEILLE : Boutique de sciences 13, Université de Provence, 3, place Victor-Hugo, 13331 Marseille, cedex 03. Tél. (91) 95-90-71 poste 519.

PARIS : Boutique de sciences de Paris-Jussieu, 2, place Jussieu, 75251 Paris, cedex 05. Tél. (1) 336-25-25 poste 46.21.

SEINE-SAINT-DENIS : Atelier travail-environnement-santé 93, chez Jean-Paul Roux-Fouillet, Appt 96, 11, avenue Faiderherbe, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.

STRASBOURG : Boutique de sciences en Alsace. Maison de l'innovation, 2, rue Brûlée, 67000 Strasbourg. Tél. (83) 22-32-19.

AU MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE DE PARIS

Des fossiles vieux de 165 millions d'années

Jusqu'au 2 janvier 1984, à Paris, le Muséum national d'histoire naturelle présente, avec le concours du Crédit du Nord, des fossiles de reptiles, de poissons, d'invertébrés et de plantes, qui proviennent tous du gisement paléontologique de Canjuers (Var) (le Monde du 29 juin) et dont certains remontent à 165 millions d'années.

La pièce la plus rare est, sans nul doute, un *Compsognathus*, petit dinosaure de la taille d'un dindon, dont on connaît un seul autre spécimen découvert au siècle dernier en Bavière. Les visiteurs seront peut-être déçus par la petitesse du *Compsognathus*. Ils ne le seront pas par le *Stenocratus*, un grand crocodile long de 3,60 mètres, qui nous est parvenu intact, du bout de son museau, effilé comme celui d'un gavia, à la pointe de la queue.

D'autres reptiles sont très intéressants : le *Plesiosaurus*, mince et étiré comme une anguille, a des pattes, mais tellement réduites, surtout les pattes avant, qu'il ne pouvait sûrement pas marcher. Sa queue est interminable : elle représente à elle seule près des deux tiers du mètre et demi de l'animal entier et devait être, pour la nage, une très efficace godille.

Les poissons sont très divers : on a trouvé à Canjuers aussi bien des coelacanthes (dont le plus complet a été découvert au mois d'août) que des poissons cartilagineux (comme

le sont les requins actuels) et des poissons osseux. La plupart ont les mâchoires bien garnies de dents : dents pointues pour agripper leurs proies ou dents en pavé pour broyer crustacés ou coquilles.

L'exposition préparée par M. Léonard Ginsburg, sous-directeur du Muséum, et par M. Sylvie Wenz, chargée de recherche au C.N.R.S., comporte aussi neuf tableaux qui devraient répondre aux questions sur l'histoire des découvertes à Canjuers, les processus de la fossilisation, le temps et l'âge des roches, le métier de paléontologue, le site même de Canjuers et son paléoenvironnement, la richesse et la diversité de la faune, des poissons, le mode de vie du crocodilien, l'évolution des dinosaures.

Y. R.

* Galerie de paléobotanique, Jardin des Plantes, Paris 5. L'exposition est ouverte de 10 heures à 17 h 30, sauf le mardi. Entrée : 12 F.

● Un nouveau président de l'A.I.E.A. — M. Roberto Rosenzweig-Diaz, gouverneur délégué du Mexique, a été élu, lundi 17 octobre, président du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (A.I.E.A.) à Vienne (Autriche). Les nouveaux vice-présidents sont M. André Erismann (Belgique) et M. Ivan Pandev (Bulgarie).

HONG KONG	LONDRES
TUNIS	TRIPOLI
GÈNES	DUBAÏ
BRUXELLES	CARACAS
LOS ANGELES	BANJUL
LAGOS	MANCHESTER
KANO	ATLANTA
GENÈVE	EDIMBOURG
MONROVIA	SAN JUAN
JERSEY	BOGOTA
LUSAKA	ABIDJAN
GLASGOW	ST. LOUIS
AMSTERDAM	PARIS
ACCRA	RIO DE JANEIRO
FRANCFORT	RECIFE
DALLAS/FORT WORTH	HOUSTON
DOUALA	SÃO PAULO

Et dire que certains s'obstinent à nous coller l'étiquette d'une petite compagnie aérienne intérieure!

Il fut un temps, en effet, où British Caledonian n'était qu'une petite compagnie aérienne intérieure. C'était il y a 22 ans, lorsque notre premier avion effectua son premier décollage.

Depuis, les destinations inscrites sur nos étiquettes sont devenues un peu plus exotiques que Glasgow ou Manchester. Notre réseau couvre maintenant 24 pays sur 5 continents et nos appareils réalisent chaque semaine plus de 700 liaisons régulières.

Aux Etats-Unis, par exemple, nos accords privilégiés avec Eastern Airlines et Continental Airlines nous permettent d'assurer des correspondances vers n'importe quelle

destination du territoire américain depuis nos points d'accès remarquables : Atlanta et Los Angeles.

Pour le Sud des Etats-Unis, comme pour le Nigeria, nous offrons des liaisons plus fréquentes que tout autre transporteur européen.

Nous desservons également la quasi-totalité des pays producteurs de pétrole. Et nos services vers ces destinations sont si pratiques qu'ils nous ont valu le surnom de « compagnie aérienne des pétroliers ».

Aujourd'hui, British Caledonian est l'une des plus grandes compagnies aériennes du monde.

Et il n'y a aucune raison de nous coller une étiquette différente.

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

British Caledonian

octobre!

Un mois étonnant chez NEUBAUER pour tout achat d'une

• 104 ZS • TALBOT SOLARA 72/80 CV • TALBOT HORIZON

Le bon prix — le bon service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

43 avenue de la République - 75001 Paris - Tél. 246.00.00

Le Monde

régions

Bretagne

Alerte aux nitrates

Brest. — « Si la situation ne change pas d'ici à 1985, un tiers des prises d'eau qui alimentent la Bretagne devront être supprimées. » Ce cri d'alarme est lancé par un groupe écologiste, l'Association pour la protection et la promotion des salmonides en Bretagne (A.P.P.S.B.).

Depuis sa création en 1969, les buts de l'association ont été modifiés. « Au départ, affirme M. Jean-Claude Pierre, son président, nous voulions repeupler les rivières. Mais, en étudiant les pollutions dont elles sont victimes, nous en sommes venus à constater un mode de croissance économique. »

A Brest

LES CLIENTS RACHÈTENT LE BAR

(De notre envoyé spécial.)

Brest. — Qu'un bar mis en liquidation judiciaire soit racheté et rouvert, l'affaire est fréquente. Mais que ce même bar soit racheté par... sa clientèle est moins banal.

Tout a commencé il y a six mois. Le Triskell à Brest était connu des musiciens, qui venaient fréquemment y jouer un air, et par les boulistes qui occupent en permanence la place Guérin toute proche. Racheté, il paraissait à l'heure de la vente. La clientèle du Triskell craignait que l'« esprit » du bar ne soit plus respecté par le nouveau propriétaire. Une seule solution : racheter le fonds de commerce.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Une S.A.R.L. fut constituée, chaque actionnaire apportant 5 000 francs. Ils sont quatorze aujourd'hui. Un gérant fut nommé, un barman choisi. Les actionnaires mirent la main à la pâte pour remettre le bar en état. Le 23 septembre, le petit bar ouvrait à nouveau ses portes. Le pari était gagné. Les clients et les musiciens sont revenus, et « il y avait tellement de monde le jour de l'ouverture que des consommateurs durent boire dehors ».

M.-C. R.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au
D.E.C.S.
autres préparations :
- Capacité en Droit
- Admission dans les Ecoles
de Service Social
L'ÉCOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Thénaud
75240 PARIS CEDEX 05
Tél. 634 21 99

(Publicité)

CELIBATAIRES

VEUF(ES) DIVORCÉ(ES) de 18 à 75 ans, vous pouvez facilement rencontrer des partis sérieux de VOTRE REGION, ou de TOUTES REGIONS, et choisir la personne « faite pour vous ».

Envoyez seulement vos nom, âge et adresse au CENTRE FAMILIAL (NE) 43, rue Laffitte - 75009 Paris (fondé en 1951). Ce sera le départ vers une vie nouvelle.

Vous recevrez GRATUITEMENT et discrètement une liste-échantillon de candidats(es) de votre âge avec une passionnante brochure illustrée de 68 pages. Écrivez, puis que cela ne vous engage à rien.

SCHILZ

SELLIER

Sacs exclusifs
Bijoux sport - Fourrures
Gants - Porte-Documents
BAGAGES DE QUALITÉ
CADEAUX D'ENTREPRISES
RAFFINÉS

ET
Son parfum
BALZANES TROIS
30, RUE CAUMARTIN
Tel. 266.46.48
parking gratuit
7, RUE CAUMARTIN

De notre envoyée spéciale

Selon l'A.P.P.S.B., chacun pollue à sa manière : ici, c'est un artisan ébéniste qui jette à la rivière des tonnes de sciure de bois (traité) ; là, un garagiste qui se débarrasse de ses déchets dans la cour d'un voisin ; plus loin, c'est un maire qui installe une décharge publique à proximité d'un ruisseau, etc.

Mais en Bretagne, c'est l'agriculture intensive qui pollue le plus. « L'idéal est de produire toujours davantage, sans se soucier des conséquences sur l'environnement, affirme l'association. On veut, par exemple, produire 100 quintaux de blé, élever plus de deux bovins à l'hectare. Les engrais utilisés fragilisent les plantations en les « poisonnant ». Il faut parfois sept traitements chimiques pour une production ; c'est un cercle vicieux. Le remembrement aboutit à une érosion qui pollue les rivières puis-que la terre qui les embase est contaminée par les nitrates. Et la production intensive entraîne des excédents qu'il faut déverser. »

Les conséquences de toutes ces pollutions peuvent être mesurées. Chacun connaît l'envasement du Mont-Saint-Michel, l'envasement par des algues vertes de certaines plages, l'interdiction de commercialiser des coquillages sur des kilomètres de côtes, cet été. Les « points noirs » bretons ne se comptent plus : dans la vallée de l'Odet, qui alimente Quimper, les fosses à lisier sont déversées dans la rivière. Dans la région de Bannalec, l'activité industrielle a abouti à la disparition de quatorze ostréiculteurs. Le laboratoire de poulx de Brieuc a fait disparaître trente espèces de poissons. Deux cents décharges publiques ont été démantées dans le bassin de l'Odet, qui alimente Brieuc. Jusqu'aux directions départementales de l'équipement qui utilisent du 2.4.5. T, un défoliant contenant de la dioxine pour supprimer les mauvaises herbes le long des routes !

La plus grande retenue d'eau de Bretagne, celle de Guerledao (55 millions de mètres cubes) souffre d'eutrophisation (1), de même

que la rivière qui alimente Saint-Brieuc et sur laquelle, pour venir à bout du phénomène, on a pulvérisé du nitrate de cuivre... qui paralyse le métabolisme de certains animaux marins. A Carantec, l'utilisation de l'eau du robinet pour les biberons a été interdite à cause de leur teneur en nitrates. Pour le seul département des Côtes-du-Nord, ce taux a doublé en quelques années.

L'alternative emploi-pollution

Les normes de l'Organisation mondiale de la santé ne pourront être respectées pour un tiers des prises d'eau alimentant la région d'ici à deux ans. La frange littorale contient cent vingt fois plus de nitrates que les monts d'Arrée en centre Bretagne. Quant aux pisciculteurs (la Bretagne fournit 50 % des truites françaises), le taux d'éclatement des œufs est passé de 98 % à 50 %. Mais le nitrate est une pollution « propre », qui ne mobilise pas les consommateurs : il est invisible.

Il ne s'agit pas pour l'association d'accuser les agriculteurs, prisonniers d'un système économique, mais d'en dénoncer les excès et les conséquences. « Si cela continue, affirme M. Jean-Claude Pierre, nous aurons des fientes de lait excrétaire et les vaches boiront de l'eau d'Évier. » Certains paysans bretons mettent eux-mêmes en cause l'élevage hors sol, qui oblige les pays en voie de développement à exporter le soja dont ils ont besoin, et même l'usage des produits chimiques, qui condamne les sols à long et moyen terme.

L'association refuse l'alternative : emploi-pollution. « Combien d'emplois aurait-on pu créer si les résidus des activités humaines étaient recyclés ? Si le lisier était utilisé par exemple pour le chauffage ? Que fera-t-on demain si l'eau ne peut plus être utilisée pour l'industrie, la pisciculture, l'ostréiculture, les activités de loisir ? »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Développement excessif d'algues entravant l'oxygénation de l'eau.

La conférence de Saint-Malo

UN PREMIER PAS VERS L'EUROPE DES RÉGIONS

(De notre correspondant.)

Rennes. — C'est à Saint-Malo, où elle avait été créée en juin 1973, que la Conférence des régions périphériques maritimes (C.R.P.M.) a célébré, du 3 au 6 octobre, son dixième anniversaire en présence de deux cent cinquante délégués représentant les soixante et une régions membres de cette organisation, qui veut donner aux régions un rôle actif dans l'Europe.

L'action de « périphérie » est aujourd'hui prise en compte par les institutions de la C.E.E., et la charte européenne du littoral préparée par la C.R.P.M. a été adoptée le 18 juin 1982 par le Parlement européen. En revanche, la notion de région demeure étrangère aux instances européennes, alors que la crise économique accentue les déséquilibres entre les régions « centrales » et les régions « périphériques ». Les écarts de niveau de vie entre les zones les plus riches et les zones les plus pauvres ont doublé en dix ans.

Souvent critiquée au cours de la conférence de Saint-Malo, la commission des Communautés européennes a proposé, par la voix de M. Renard, directeur de la politique régionale, le financement conjoint de politiques de développement par le biais de contrats intitulés « Europe-Région ». Dans la déclaration finale adoptée à l'unanimité, les délégués ont affirmé : « La participation des nouvelles instances régionales est indispensable pour combler un vide dangereux entre les mécanismes lointains de la communauté européenne et les réalités vécues sur le terrain qui ont été presque totalement oubliées dans une vision abstraite du marché commun. » Pour la C.R.P.M., en effet, « tout se passe aujourd'hui comme si l'Europe n'avait pas de régions ».

Un thème qui sera évoqué, fin janvier 1984, lors de la conférence des régions organisée à Strasbourg par le Parlement européen sur « Le rôle des régions dans la construction d'une Europe démocratique ».

CHRISTIAN TUAL.

Poitou-Charentes

A Rochefort

Colbert et la mer

Tout ce que le monde maritime rassemble de sommités s'est retrouvé à Rochefort les 17 et 18 octobre pour le colloque consacré à « Colbert et la mer » à l'occasion du tricentenaire de la mort de l'illustre ministre de Louis XIV. Et au-delà de l'intérêt culturel, historique et économique des échanges de vue qui devaient précéder la création dans cette ville d'un centre national de rencontres sur la mer, ce colloque s'inscrit, comme le soulignent les organisateurs, dans une perspective ambitieuse : « Apprendre ou réapprendre aux Français que la France, avec ses DOM-TOM, est une grande nation maritime », même si la minuscule de la mer s'est transformée en mars dernier en secrétariat d'Etat auprès du ministre des transports.

Rochefort est née au dix-septième siècle de la volonté personnelle de Colbert... parce que la place forte voisine de Brouage, mise au milieu des marais, commençait à s'envaser. Objectif de la « ville nouvelle » de Rochefort, située en amont sur la Charente, à 15 kilomètres de l'embouchure, donc bien protégée du feu des canons anglais : servir de site pour un puissant arsenal. Le dernier navire en est sorti en 1926, mais on songe aujourd'hui à remettre en état, pour y exposer des bâtiments de commerce ou militaires particulièrement représentatifs d'une époque, l'une des plus anciennes formes de radoub maçonnées du monde, construite de 1669 à 1671, qu'envahissent les roseaux.

Avec la restauration de la Corde royale, qui abrite le Conservatoire du littoral, avec le parc de

Charente et ses célèbres bégonias, avec les bords marécageux du fleuve languoureux, avec le charmant Hôtel de Cheusses, où est installé le musée de la marine, avec la maison de Pierre Loti surchargée de souvenirs étonnants (et par exemple le fumoir oriental), avec son théâtre bleu et or, Rochefort tient autant de la ville éternelle que de la place forte militaire ou de la cité industrielle.

Et Rochefort se souvient aussi — et le dit à ses hôtes — que si elle a vu le jour, c'est parce que Brouage, non loin de là, devenait progressivement forteresse enfermée dans les terres, telle Aiguë-Morte, inutile donc pour les marins.

Aujourd'hui les visiteurs de Brouage qui gravissent les murs d'enceinte de la ville endormie ont bien du mal à distinguer, à l'horizon, les rivières marines des eaux saumâtres des canaux de drainage. Une plaque leur rappelle le temps des amours impossibles entre Louis XIV et Marie Mancini, la nièce de l'infatigable Mazarin :

C'est par cet escalier de pierre que Marie Montait pour traverser la mer dans le lointain, Et pleurer tristement sur le cruel destin Qui ne veut pas qu'un Roi par amour se marie.

Comme le révèle aujourd'hui, non sans humour, un haut fonctionnaire du département : « Déjà à l'époque, voyez-vous, le pouvoir allait en province ceux ou celles qui à Paris pouvaient contraindre ses plans. »

F. GROSCHARD.

A TRAVERS LA FRANCE

Le cœur et le beffroi

La région Nord-Pas-de-Calais lance une « opération séduction » sur les antennes de la télévision nationale. Depuis le 14 octobre et pendant un mois, FR 3 diffuse un spot publicitaire de trente secondes.

Trente secondes pour convaincre que le Nord ne se résume pas aux terrils, aux pavés et à la pluie. Trente secondes pour montrer les atouts d'une région avec son industrie, sa technologie, mais aussi ses charmes, son être et son cœur.

Un cœur, un beffroi : l'emblème du Nord-Pas-de-Calais a déjà été diffusé à quatre cent mille exemplaires sur un petit autocollant. — (Corresp.)

Les bons conducteurs de la Creuse

Les statistiques sont formelles : les Parisiens pulvérisent les records en matière d'accidents de voiture... Selon la Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.), la fréquence des accidents matériels et corporels provoqués par les automobilistes de la région parisienne se situe à 48 % au-dessus de la moyenne nationale.

D'une façon générale, on observe que les conducteurs des départements à forte concentration urbaine causent le plus d'accidents. Le nombre des véhicules en circulation et celui des déplacements ne sont sans doute pas étrangers au phénomène. Ainsi, dans le Rhône et dans les Alpes-Maritimes, la fréquence des accidents est supérieure de 35 % à la moyenne, elle l'est de 31 % dans les Bouches-du-Rhône (mais de 45 % à Marseille même).

A l'opposé, les habitants des départements ruraux tels que le Lot, la Vendée, le Gers et les Deux-Sèvres ont une fréquence de responsabilité dans les accidents de 30 à 35 % inférieure à la moyenne. Le record appartient à la Creuse : 42 %.

Un commissaire pour les industries normandes

Comme il en existe dans d'autres régions aux prises avec de graves difficultés de conversion industrielle (Nord, Lorraine), un commissaire à l'industrialisation des régions normandes vient d'être nommé. Placé sous l'égide de la DATAR, ce commissariat, qui sera dirigé par M. Robert Branche, ingénieur des ponts et chaussées, s'appuiera sur une structure associative regroupant les entreprises publiques ou privées ainsi que les principaux acteurs économiques régionaux.

[Né le 13 mai 1955 à Lyon, M. Robert Branche est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur des ponts et chaussées. De 1979 à 1981, il a été chargé de mission à la Délégation à la P.M.I. au ministère de l'Industrie. Il a été rapporteur de la commission technique de la sous-traitance. Depuis 1982, il était chargé de mission à la DATAR, où il fut notamment responsable de la coordination des dossiers « industrie-recherche-formation » dans les zones de conversion].

L'ÉTOILE DES NEIGES

Établissement agréé et conventionné S.S.

Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, TOUTE L'ANNÉE

Scolarité dans l'établissement

● Maladies des voies respiratoires ● Asthme

Près de GAP - Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.

05400 LA ROCHE-DES-ARNAUDS

Téléphone : (92) 57-82-57

SALON DE LA MAISON INDIVIDUELLE 1983

Bonjour les provinces !

Pour tous ceux qui veulent faire construire leur maison, il est le grand événement de l'automne. Le Salon de la Maison Individuelle, c'est le moyen de savoir. Quelle maison choisir, par qui faire construire, comment financer. Les constructeurs, les promoteurs, les organismes financiers, les banques... tous sont là pour vous informer et vous aider.

Ce que montre aussi le Salon de la Maison Individuelle 1983, c'est le dynamisme des constructeurs de maisons en province. Intelligence de la conception, qualité de la réalisation, choix des modèles, imagination dans les formules de financement, démontrent la volonté de tout faire pour que chaque visiteur trouve les moyens de faire construire sa maison, dans sa région.



du 15 au 23 octobre, Paris - Porte Maillot.

9 jours pour rencontrer les constructeurs de la France entière

سلا من الاكاد

CARNET

Charentes

Liberté et la mer

Le 19 octobre 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, 3, avenue du Parc, Fontenay-aux-Roses (92), se déroulera...

Le 19 octobre 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, 3, avenue du Parc, Fontenay-aux-Roses (92), se déroulera...

Le 19 octobre 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, 3, avenue du Parc, Fontenay-aux-Roses (92), se déroulera...

TRAVERS

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

COUL

Naissances

Mme Léon KLEIN, née Marie GILSE, M. et M^{me} SYLVIE SOLAL, ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petit-fils et petit-fils.

Nicolas, chez Martine et Bernard GILSE, Paris le 12 octobre 1983.

Takani et Marc LENOT, Alexandre et Gabriel ont la joie de faire part de la naissance de

Sophie, le 9 octobre 1983, 120, avenue de Suffren, 75015 Paris.

Serge et Patricia TERDJMAN, née Worms, ainsi que Brice, sont heureux d'annoncer la naissance de

Sandra, le 4 octobre 1983.

Bruno et Béatrice VIELLEPOSSÉ-DESFORGES ont la joie d'annoncer la naissance de

Timothée, le 4 octobre 1983, 13, rue du Maine, 75014 Paris.

Marriages

M. et M^{me} Louis PÉRAUX, M. et M^{me} Serge VIEUX, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Joëlle et Alex, qui a été célébré dans l'intimité, 17, rue Winston, 92200 Neuilly-sur-Seine, 64, avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.

Décès

Les familles Agbo-Panzo, Pontoir, Fassimon, Zinsou et Kinde, Parents et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Tina AGBO-PANZO, endormie dans la paix du Seigneur le 12 octobre 1983, à l'âge de trente-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, 3, avenue du Parc, Fontenay-aux-Roses (92), se déroulera.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Marc Bernheim et sa fille, M. et M^{me} D. Elliott-Smith et leurs enfants, M^{me} Francine Bersia et ses enfants, M. et M^{me} Raymond Cerf-Lautenberg, M. et M^{me} Jean Bernard et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Renée BERNHEIM, survenue le 14 octobre à Larchmont (U.S.A.), 19, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

On nous prie de faire part du rapel à Dieu de

M^{me} Hélène BLARD, née le 25 octobre 1898, à Pont-Audemer (Eure), et décédée à l'hôpital Saint-Michel d'Evreux, le 16 octobre 1983.

De la part de Ses frères Pierre, Jean, Jacques, Philippe, Blard et de leurs familles, Ses neveux et nièces Mesnil, Lesdus, Mauger et de leurs familles, Ses cousins et cousines Duchemin, Laine, Schoeron, Penard et Vargier, Et de tous ses amis fidèles, Le service religieux aura lieu le mercredi 19 octobre 1983, à 15 heures, en l'église Saint-Ouen de Pont-Audemer, suivi de son inhumation au cimetière Saint-Ouen de Pont-Audemer. Cet avis tient lieu de faire-part.

Pierre Blard, Apartado 147, San José, 1000 Costa Rica, Jean Blard, 44, rue Edmond-Fortier, 76130 Mont-Saint-Aignan, Jacques Blard, Manneville-sur-Risle, 27500 Pont-Audemer, Philippe Blard, 35, rue Jean-Lantini, 76130 Mont-Saint-Aignan.

M^{me} Bernard Briquet, née Pons, son épouse, Anne-Claire et Renée Briquet, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard BRIQUET, agrégé de l'Université, conseiller en formation continue, survenue le 5 octobre 1983, à Paris, à l'âge de quarante-six ans.

Priez pour lui, Les obsèques ont eu lieu le vendredi 14 octobre, à Dax, dans la plus stricte intimité.

Une messe de souvenir sera célébrée le jeudi 20 octobre, à 18 h 30, en l'église du Bon-Pasteur, 177, rue de Charonne, Paris-11^e. Ni fleurs ni couronnes.

Les obsèques seront envoyées à Amnesty International, 20, rue de la Michodière, Paris-5^e, ou à l'Association chrétienne pour l'abolition de la torture, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e.

12, rue Boccard, 75012 Paris, 72, avenue Francis-Planté, 40100 Dax.

M^{me} André Delgrange, M^{me} Carole Delgrange, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André DELGRANGE, survenue à Chateaufort, le 11 octobre 1983, et remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie et apporté leur soutien.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 14 octobre 1983, en l'église Notre-Dame de Chateaufort.

C. place Maurice-Berteaux, 78400 Chateaufort.

M^{me} Charlotte Ermann, sa femme, Suzanne et Cécile, ses filles, ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert ERMANN, ingénieur civil des Mines, décédé le 15 octobre dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 octobre, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien. Ni fleurs ni couronnes.

L'Association des fils et filles des déportés Juifs de France a la grande tristesse de faire part du décès de

M. Gilbert ERMANN, vice-président fondateur de l'association des F.D.J.F., décédé, le 15 octobre 1983, dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 octobre, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien.

Ni fleurs ni couronnes.

On nous prie d'annoncer la disparition de

docteur Isidore KAPLAN, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, décédé accidentellement en Floride (U.S.A.), le 23 septembre 1983. Il a été inhumé à Quito (Equateur), le 30 septembre 1983.

Ramerciements

Dans l'impossibilité de répondre à chacun d'eux, que tous les amis qui se sont manifestés, lors du décès de

M. TINO ROSSI, par leur présence, leurs fleurs, leurs messages ou leurs prières trouvent ici les chaleureux remerciements de

M^{me} TINO ROSSI, De Pierrette et Laurent ROSSI Et de toute leur famille.

M^{me} Philippe Labory, Sœur Constance Labory Et la Fraternité nazarenne du Père de Foncaud, M. et M^{me} Bertrand Moussé, M. et M^{me} Henri Nègre et leur fils, L'ambassadeur et M^{me} André Nègre et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Payraud, leurs enfants, Les familles Le Quellec, Lafon, Labory et Philippe, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe LABORY, née Annette Nègre, avoué près la cour d'appel de Bordeaux.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux, le 14 octobre 1983.

M^{me} Le docteur Schaub, née Sylvie Landau, Le docteur Claude Schaub, Jean-Frédéric Schaub, Marie-Karine Schaub, M^{me} A. Wautel, ses enfants, petits-enfants, neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Dyan LANDAU, Les obsèques auront lieu le mercredi 19 octobre 1983, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux. Cet avis tient lieu de faire-part. Sans fleurs ni couronnes.

Nous apprenons le décès de M. Edmond SAUVAGEOT, ancien député, représentant les Français établis hors de France, survenue le mardi 11 octobre 1983.

[Né le 1^{er} octobre 1889 à Tonnay-Bertrand, Edmond Sauvageot, administrateur de sociétés, conseiller municipal de Courmayeur (Ain), avait été élu député de 1974 à 1977 en sa qualité de suppléant d'André Armand, décédé. Edmond Sauvageot était inscrit au groupe R.I. de la Haute Assemblée.]

Reims, M^{me} Henry Toulemonde-Cuvellier, ses époux, M. et M^{me} Bernard Colou et leurs enfants, Le lieutenant-colonel Yves Toulemonde, M. et M^{me} Dominique Toulemonde et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Toulemonde et leurs enfants, M. et M^{me} Régis Toulemonde et leurs enfants, M. et M^{me} Patrice Delachy et leurs enfants, M. et M^{me} Dominique Morel et leurs enfants, Les familles Toulemonde et Cuvellier, recommandent à vos prières.

M. Henry TOULEMONDE, secrétaire-greffier en chef honoraire au tribunal d'instance de Reims, platement décédé le 16 octobre 1983 à l'âge de soixante-trois ans.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-André à Reims le mercredi 19 octobre 1983, à 14 h 15.

12, rue des Moissons, 51100 Reims.

Alger, Jérusalem, M^{me} Liliane Touboul, M. Jean-Marc Touboul, M. Ariel Touboul, M^{me} Meyer Touboul, M^{me} Kornweiss, Les familles Touboul, Moraly, Cordata, Kornweiss, Metzger, Bénichou, Astezan, Bitoun, Bongnignol, parentes et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

docteur Haim TOVEL, professeur à l'université de Tel-Aviv, survenue à Jérusalem le 14 octobre 1983.

D/27 Kiryat Wolfson, Jérusalem.

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, M. et M^{me} René-Paul Higonnet, M. et M^{me} Patrick Higonnet, M. et M^{me} Trévor Higonnet, M^{me} Augustin Ballicioni, Marc, Delphine et Pierre; Anne et Philippe; Camille et Marie, son épouse, ses enfants, sa sœur et ses petits-enfants, Les familles Ageron, Tronerud, Oudéa, Heitz, Lederer, Lazard Cardwell, Dugas et Moyroud, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, chevalier de la Légion d'honneur, lauréat du Franklin Institute de Philadelphie, survenue le 14 octobre 1983 à Montreux.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, 19, rue de Bon-Port, Montreux-Termit, 1880 Vaud, Suisse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gaston HENRY-HAYE, ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis, ancien sénateur, maire de Versailles et député, conseiller général de Seine-et-Oise, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 (5 citations), commandeur de l'ordre du British Empire, grand cordon du Cèdre du Liban, survenue le 16 octobre 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 octobre 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Philippe du Ruile, Paris-8^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wissous (Essonne) dans le caveau de famille.

39, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

[Dép. de Seine-et-Oise de 1928 à 1935, puis sénateur de 1935 à 1944, maire de Versailles, G. Henry-Haye était considéré comme un indépendant de gauche. Chargé par le maréchal Pétain de représenter le gouvernement de Vichy aux Etats-Unis, il a rendu cette expérience dans un livre, « La Grande Ecluse franco-américaine », où il révéla un état d'esprit aussi libre et ouvert qu'anti-communisme et anti-qualité. G. Henry-Haye était titulaire de la croix de guerre 1914-1918, officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'ordre du British Empire.]

Montreux, Paris, Boston, Tokyo.

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, M. et M^{me} René-Paul Higonnet, M. et M^{me} Patrick Higonnet, M. et M^{me} Trévor Higonnet, M^{me} Augustin Ballicioni, Marc, Delphine et Pierre; Anne et Philippe; Camille et Marie, son épouse, ses enfants, sa sœur et ses petits-enfants, Les familles Ageron, Tronerud, Oudéa, Heitz, Lederer, Lazard Cardwell, Dugas et Moyroud, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, chevalier de la Légion d'honneur, lauréat du Franklin Institute de Philadelphie, survenue le 14 octobre 1983 à Montreux.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, 19, rue de Bon-Port, Montreux-Termit, 1880 Vaud, Suisse.

On nous prie d'annoncer la disparition de

docteur Isidore KAPLAN, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, décédé accidentellement en Floride (U.S.A.), le 23 septembre 1983. Il a été inhumé à Quito (Equateur), le 30 septembre 1983.

De la part du professeur Jean-Claude Kaplan, son fils, Et de sa famille.

M^{me} Philippe Labory, Sœur Constance Labory Et la Fraternité nazarenne du Père de Foncaud, M. et M^{me} Bertrand Moussé, M. et M^{me} Henri Nègre et leur fils, L'ambassadeur et M^{me} André Nègre et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Payraud, leurs enfants, Les familles Le Quellec, Lafon, Labory et Philippe, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe LABORY, née Annette Nègre, avoué près la cour d'appel de Bordeaux.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux, le 14 octobre 1983.

M^{me} Le docteur Schaub, née Sylvie Landau, Le docteur Claude Schaub, Jean-Frédéric Schaub, Marie-Karine Schaub, M^{me} A. Wautel, ses enfants, petits-enfants, neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Dyan LANDAU, Les obsèques auront lieu le mercredi 19 octobre 1983, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux. Cet avis tient lieu de faire-part. Sans fleurs ni couronnes.

Nous apprenons le décès de M. Edmond SAUVAGEOT, ancien député, représentant les Français établis hors de France, survenue le mardi 11 octobre 1983.

[Né le 1^{er} octobre 1889 à Tonnay-Bertrand, Edmond Sauvageot, administrateur de sociétés, conseiller municipal de Courmayeur (Ain), avait été élu député de 1974 à 1977 en sa qualité de suppléant d'André Armand, décédé. Edmond Sauvageot était inscrit au groupe R.I. de la Haute Assemblée.]

Ramerciements

Dans l'impossibilité de répondre à chacun d'eux, que tous les amis qui se sont manifestés, lors du décès de

M. TINO ROSSI, par leur présence, leurs fleurs, leurs messages ou leurs prières trouvent ici les chaleureux remerciements de

M^{me} TINO ROSSI, De Pierrette et Laurent ROSSI Et de toute leur famille.

M^{me} Philippe Labory, Sœur Constance Labory Et la Fraternité nazarenne du Père de Foncaud, M. et M^{me} Bertrand Moussé, M. et M^{me} Henri Nègre et leur fils, L'ambassadeur et M^{me} André Nègre et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Payraud, leurs enfants, Les familles Le Quellec, Lafon, Labory et Philippe, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe LABORY, née Annette Nègre, avoué près la cour d'appel de Bordeaux.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux, le 14 octobre 1983.

M^{me} Le docteur Schaub, née Sylvie Landau, Le docteur Claude Schaub, Jean-Frédéric Schaub, Marie-Karine Schaub, M^{me} A. Wautel, ses enfants, petits-enfants, neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Dyan LANDAU, Les obsèques auront lieu le mercredi 19 octobre 1983, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux. Cet avis tient lieu de faire-part. Sans fleurs ni couronnes.

Nous apprenons le décès de M. Edmond SAUVAGEOT, ancien député, représentant les Français établis hors de France, survenue le mardi 11 octobre 1983.

[Né le 1^{er} octobre 1889 à Tonnay-Bertrand, Edmond Sauvageot, administrateur de sociétés, conseiller municipal de Courmayeur (Ain), avait été élu député de 1974 à 1977 en sa qualité de suppléant d'André Armand, décédé. Edmond Sauvageot était inscrit au groupe R.I. de la Haute Assemblée.]

Reims, M^{me} Henry Toulemonde-Cuvellier, ses époux, M. et M^{me} Bernard Colou et leurs enfants, Le lieutenant-colonel Yves Toulemonde, M. et M^{me} Dominique Toulemonde et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Toulemonde et leurs enfants, M. et M^{me} Régis Toulemonde et leurs enfants, M. et M^{me} Patrice Delachy et leurs enfants, M. et M^{me} Dominique Morel et leurs enfants, Les familles Toulemonde et Cuvellier, recommandent à vos prières.

M. Henry TOULEMONDE, secrétaire-greffier en chef honoraire au tribunal d'instance de Reims, platement décédé le 16 octobre 1983 à l'âge de soixante-trois ans.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-André à Reims le mercredi 19 octobre 1983, à 14 h 15.

12, rue des Moissons, 51100 Reims.

Alger, Jérusalem, M^{me} Liliane Touboul, M. Jean-Marc Touboul, M. Ariel Touboul, M^{me} Meyer Touboul, M^{me} Kornweiss, Les familles Touboul, Moraly, Cordata, Kornweiss, Metzger, Bénichou, Astezan, Bitoun, Bongnignol, parentes et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

docteur Haim TOVEL, professeur à l'université de Tel-Aviv, survenue à Jérusalem le 14 octobre 1983.

D/27 Kiryat Wolfson, Jérusalem.

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, M. et M^{me} René-Paul Higonnet, M. et M^{me} Patrick Higonnet, M. et M^{me} Trévor Higonnet, M^{me} Augustin Ballicioni, Marc, Delphine et Pierre; Anne et Philippe; Camille et Marie, son épouse, ses enfants, sa sœur et ses petits-enfants, Les familles Ageron, Tronerud, Oudéa, Heitz, Lederer, Lazard Cardwell, Dugas et Moyroud, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, chevalier de la Légion d'honneur, lauréat du Franklin Institute de Philadelphie, survenue le 14 octobre 1983 à Montreux.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, 19, rue de Bon-Port, Montreux-Termit, 1880 Vaud, Suisse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gaston HENRY-HAYE, ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis, ancien sénateur, maire de Versailles et député, conseiller général de Seine-et-Oise, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 (5 citations), commandeur de l'ordre du British Empire, grand cordon du Cèdre du Liban, survenue le 16 octobre 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 octobre 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Philippe du Ruile, Paris-8^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wissous (Essonne) dans le caveau de famille.

39, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

[Dép. de Seine-et-Oise de 1928 à 1935, puis sénateur de 1935 à 1944, maire de Versailles, G. Henry-Haye était considéré comme un indépendant de gauche. Chargé par le maréchal Pétain de représenter le gouvernement de Vichy aux Etats-Unis, il a rendu cette expérience dans un livre, « La Grande Ecluse franco-américaine », où il révéla un état d'esprit aussi libre et ouvert qu'anti-communisme et anti-qualité. G. Henry-Haye était titulaire de la croix de guerre 1914-1918, officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'ordre du British Empire.]

Montreux, Paris, Boston, Tokyo.

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, M. et M^{me} René-Paul Higonnet, M. et M^{me} Patrick Higonnet, M. et M^{me} Trévor Higonnet, M^{me} Augustin Ballicioni, Marc, Delphine et Pierre; Anne et Philippe; Camille et Marie, son épouse, ses enfants, sa sœur et ses petits-enfants, Les familles Ageron, Tronerud, Oudéa, Heitz, Lederer, Lazard Cardwell, Dugas et Moyroud, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René-Alphonse HIGONNET, chevalier de la Légion d'honneur, lauréat du Franklin Institute de Philadelphie, survenue le 14 octobre 1983 à Montreux.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, 19, rue de Bon-Port, Montreux-Termit, 1880 Vaud, Suisse.

On nous prie d'annoncer la disparition de

docteur Isidore KAPLAN, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, décédé accidentellement en Floride (U.S.A.), le 23 septembre 1983. Il a été inhumé à Quito (Equateur), le 30 septembre 1983.

De la part du professeur Jean-Claude Kaplan, son fils, Et de sa famille.

M^{me} Philippe Labory, Sœur Constance Labory Et la Fraternité nazarenne du Père de Foncaud, M. et M^{me} Bertrand Moussé, M. et M^{me} Henri Nègre et leur fils, L'ambassadeur et M^{me} André Nègre et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Payraud, leurs enfants, Les familles Le Quellec, Lafon, Labory et Philippe, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe LABORY, née Annette Nègre, avoué près la cour d'appel de Bordeaux.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux, le 14 octobre 1983.

M^{me} Le docteur Schaub, née Sylvie Landau, Le docteur Claude Schaub, Jean-Frédéric Schaub, Marie-Karine Schaub, M^{me} A. Wautel, ses enfants, petits-enfants

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Le parfum et son image

La réussite d'un parfum relève tout autant de ses qualités olfactives que de son image. C'est ce qui ressort des Rencontres internationales de la parfumerie récemment organisées à Paris et où se sont rencontrés « nez », créateurs, industriels, anthropologues, sociologues et publicitaires, parties prenantes dans ce domaine. Depuis le développement au début du siècle des composants chimiques, les possibilités de mélanges avec les huiles essentielles apparaissent illimitées, mais les sources d'idées se réfèrent toujours à Paris et à Grasse, où les Américains et les Japonais viennent chercher leur inspiration.

Les couturiers-parfumeurs français paraissent protégés sur le plan commercial par la distribution sélective des détaillants-parfumeurs pratiquant les « prix conseillés ». A l'exportation ils doivent faire face aux circuits de vente parallèles des démarqueurs et des grandes surfaces, ainsi qu'à la gigantesque entreprise de contrefaçon de certains pays du Sud-Est asiatique, représentant un manque à gagner de 500 millions de francs par an, selon les statistiques du Syndicat français de la parfumerie, et une perte de prestige tout aussi dommageable.

Aux États-Unis, où les grandes marques françaises sont contraintes à d'énormes efforts, ayant perdu le monopole du parfum de luxe, on exploite à fond les créations du moment, quitte à arriver, en quelques années, à saturation.

Au Japon, à l'inverse, l'évolution sociologique est lente. Mais si l'on sait que les Japonais s'offrent des cadeaux deux fois par an, on peut comprendre le désir des parfumeurs français et américains de se placer sur ce marché. Sur le plan de la prospective, les sociologues et anthropologues font ressortir le renversement des tendances en Europe et aux États-Unis. Des marchés catégoriels s'annoncent, notamment celui des seize-trente ans, qui essaient tous les flacons, alors que la troisième génération est à la recherche de souvenirs. Entre les deux, l'envie de stabilité sécurisante prolonge la vie des parfums éphémères.

Artistes et créateurs d'emballages doivent travailler en équipe pour parfaire l'image de la marque. Ainsi le produit s'habille-t-il d'un verre ciselé comme une sculpture dans une boîte aux couleurs séduisantes, le tout présenté en campagnes de publicité percutantes.

NATHALIE MONT-SERVAN.

EN BREF

ACTION SOCIALE

JOURNÉES DES ÉQUIPES SAINT-VINCENT. - Les Journées nationales de la Fédération française des Équipes Saint-Vincent, mouvement de femmes chrétiennes engagées dans l'action sociale, auront lieu du 18 au 20 octobre à Paris. Le thème de cette année : « L'aggravation des pauvretés, un défi à relever ». M^{me} Simone Vall présentera la programmation européenne de la lutte contre les pauvretés.

* E.S.V., 67, rue de Sévres, 75006 Paris, tél. : 544-17-56.

ÉDUCATION

POUR UN ENSEIGNEMENT VIVANT DE L'HISTOIRE. - Le service éducatif des Archives nationales organise pour les groupes scolaires des visites guidées, gratuites, de l'exposition Colbert présentée à la Monnaie de Paris jusqu'au 30 novembre. Cette exposition illustre des événements sociaux, économiques, politiques et artistiques du règne de Louis XIV, d'un intérêt particulier pour les élèves de quatrième et de seconde. Renseignements : 277-11-30, poste 22-97 ou 22-91.

SALONS

NEIGE ET MONTAGNE. - A l'occasion du Salon neige et montagne, les 18, 19, 20 et 21 octobre, à 20 h 30, salle de la Mutualité à Paris, sera projeté, en exclusivité, le film de Silvain Sautaud, *Premier 8 mille à ski*, retraçant l'exploit réalisé en 1982 sur le Hidden Peak (8 068 mètres) de l'Himalaya du 25 septembre 1982. Entrée : 55 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 20 OCTOBRE

« Promenade dans le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul. M^{me} Dubessy.

« Exposition Colbert », 14 h 45, 11, quai Conti, M^{me} Hulot.

« L'ancien Carmel restauré », 15 heures, hall du métro Saint-Denis-Porte-de-Paris, M^{me} Allaz.

« La place Louis XV », 15 heures, métro Concorde, M^{me} Brossat.

« L'expo des expts », 15 heures, 107, rue de Rivoli, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles).

« La Cathédrale », 15 heures, 12, rue Daru (M^{me} Haullier).

« Les derniers jours de Delacroix », 15 heures, 6, place Farabeuf (Histoire et archéologie).

« Les cours des miracles », 15 heures, métro Bonne-Nouvelle (P.-Y. Jassier).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autotour).

« Le musée de Cluny », 15 heures, entrée place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« Le château de la reine Blanche », 14 h 30, angle de l'avenue des Gobelins et rue de la Reine-Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Le Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

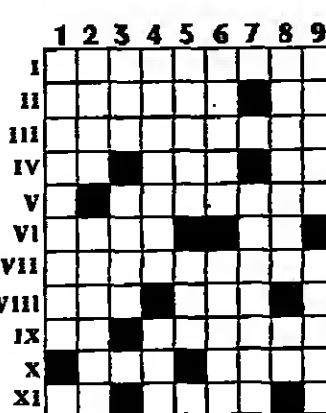
CONFÉRENCES

19 h 30 : 26, rue Bergère, Père Humbert Biondi : Une vérité peut en cacher une autre : (L'Histoire et la connaissance).

20 h 30 : 30, boulevard de Port-Royal, M. Jacques Hazon : Xénophobie et judéophobie (Centre Rachi).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3561



HORIZONTALEMENT

1. Points de vue que tout le monde partage. - II. Général, c'est l'homme en rouge qui noircit ce que l'homme en noir s'emploie à blanchir. Grecque en déshabillé. - III. Faire des ballades avec des pieds en mauvais état. - IV. Ce qui passe disparaît. Instrument à corde ne jouant qu'au-dessus du sol. Note. - V. Appareil qui plane. - VI. Roi que l'on voit couronné sur les armes britanniques. Toujours les premiers à la besogne. - VII. C'est l'art de faire des tours pour certains esprits éduqués. - VIII. Inspiration de Charles le Mauvais. Jamais écrit par Ronsard. - IX. Jumelles au terme d'une portée. Doivent ou abandonner. - X. Lettre grecque. Retrouve dans une boîte ce qu'il avait perdu dans un sac. - XI. Personnel. Explication de nature à faire valoir son bon droit.

VERTICALEMENT

1. Protecteur ne craignant pas de se mouiller pour vous. - 2. Partagé quand tout le monde ne partage pas les mêmes. Tel le rêve d'un songe creux. - 3. Est parfois suivi d'un chien. Napoléon le pinçait volontiers, tandis que Josephine le bouclait. - 4. Auteur de fantaisies musicales populaires. Véhicule qu'on peut, à notre époque, qualifier de roulant. - 5. Sillons entre les épis. Organisateur de croisières. - 6. Tout un monde que l'on peut tenir dans la main. Accusateur. - 7. Capable de choquer et même de blesser. - 8. Doot l'état dégradé exige un régime de restauration. Négation. - 9. Tourner du mauvais côté. Exprimer sa satisfaction envers un hôte musulman.

Solution du problème n° 3560

Horizontalement

I. Monologue. - II. Inopérant. - III. Mien. - IV. Ravale. - V. Onirisme. - VI. Sops. Ost. - VII. Cil. Toile. - VIII. Omelette. - IX. Pin. Lent. - X. Eic. Stuc. - XI. Sées. Eres.

Verticalement

1. Microscopes. - 2. On. Antimite. - 3. Non-violence. - 4. Op. Arp. - 5. Le. Listels. - 6. Ormes. Oute. - 7. Gai. Moiteur. - 8. Use. Essence. - 9. Enna. Test.

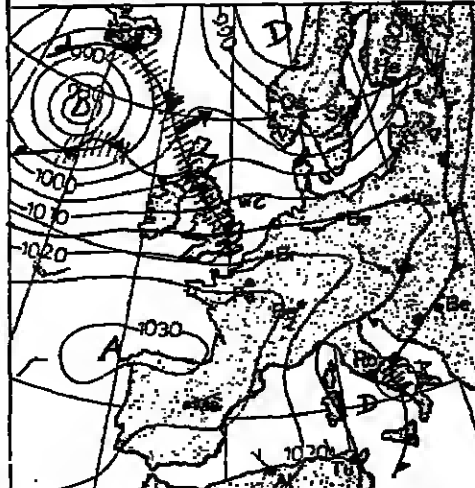
GUY BROUTY.

Lisez

Le Monde
doctes et documents

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.10.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 18 octobre à 0 heure et le mercredi 19 à minuit.

Une dorsale axée sur le pays dans un premier temps basculera vers le sud-est, laissant ainsi pénétrer une perturbation d'activité faible à modérée.

Mercredi, en liaison avec cette perturbation, le matin, le ciel sera très nuageux à couvert avec des pluies de la Bretagne à la Normandie, nord-ouest du Bassin parisien et Nord. Des Pyrénées au sud du Massif Central, Alpes du Sud et pourtour méditerranéen, le ciel sera peu nuageux au contraire. Entre ces deux zones, les nuages deviendront progressivement plus abondants.

En fin d'après-midi, le temps sera devenu variable avec des averses, de la Normandie et du Nord jusqu'au Nord-Est. Le ciel sera encore très nuageux de la Bretagne et des pays de Loire au nord du Massif Central. Le temps pluvieux s'étendant plus au sud s'éclaircira que le pourtour méditerranéen.

Les températures minimales seront de 10 degrés à 12 degrés en région côtière, 3 degrés à 6 degrés dans le Centre-Est, 6 degrés à 8 degrés ailleurs.

Les températures maximales s'éleveront de 12 degrés à 13 degrés dans le Nord, 18 degrés en Aquitaine, 20 degrés à 22 degrés en région méditerranéenne, 15 degrés à 17 degrés des Charentes aux Alpes, 13 degrés à 15 degrés sur les autres régions.

Sens de l'évolution et prévisions pour jeudi, vendredi et samedi.

Evolution générale :

A l'arrière d'une perturbation qui interviendra encore les régions méridionales jeudi, la pression remontera localement sur la France, et les vents de nord-ouest s'atténueront. Toutefois, l'arrivée de masses d'air froid et instables sera à l'origine d'un refroidissement assez net et de nombreuses averses surtout sur la moitié est du pays.

Prévisions :

Jeudi : Le ciel restera très nuageux des Pyrénées au Languedoc, à la Corse et aux Alpes, où il pourra y avoir de la neige.

Sur le reste du pays, le temps sera variable et les averses seront nombreuses surtout de la Manche aux Vosges et à la Bourgogne. Le mistral s'établira dans la vallée du Rhône.

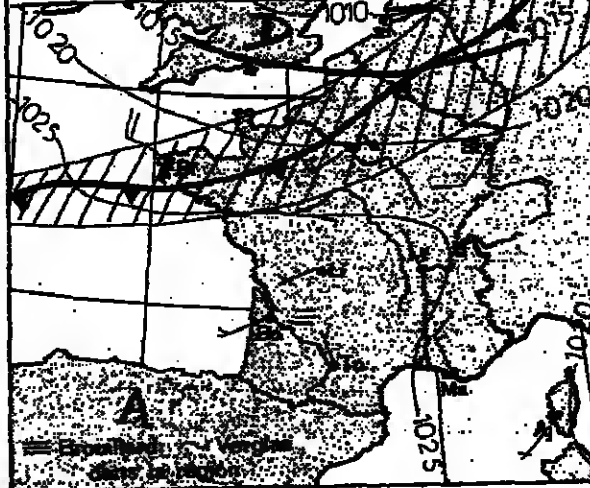
Les températures maximales seront au bas de 9 degrés à 12 degrés sur la moitié nord, 14 degrés à 18 degrés sur la moitié sud.

Vendredi et samedi :

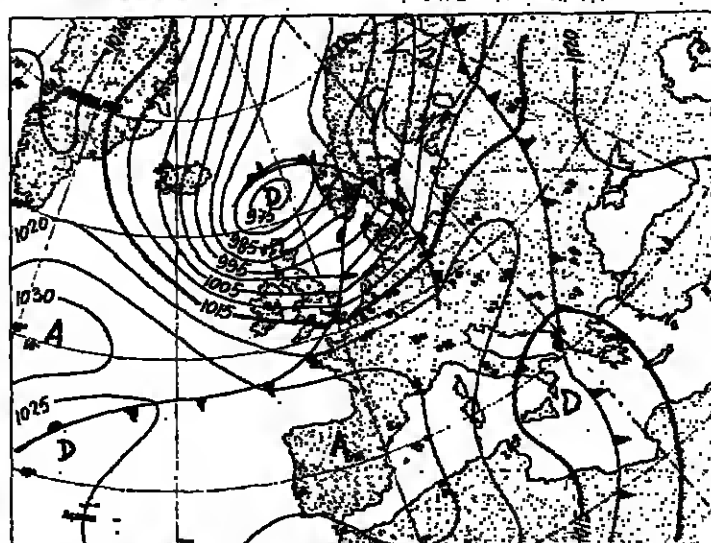
L'instabilité s'atténuera progressivement par l'Ouest. Elle persistera cependant dans l'Est vendredi et il y aura des averses de neige sur le relief à partir de 1 000 mètres.

Samedi, il fera beau sur la majeure partie de la France. Il risque cependant d'y avoir un temps très perturbé avec rafales et pluies sur le sud-est des Alpes et

PRÉVISIONS POUR LE 19.10.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



la Corse. Le mistral continuera de souffler. Ailleurs, le vent s'atténuera dans la journée de samedi. Les premières gelées feront leur apparition samedi matin, de la Champagne à la Bourgogne et au Centre.

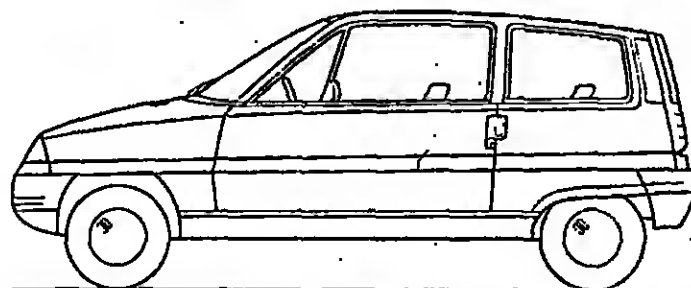
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 17 octobre au 18 octobre) : Ajaccio, 19 et 7 degrés ; Biarritz, 17 et 11 ; Bordeaux, 15 et 7 ; Bourges, 13 et 6 ; Brest, 14 et 12 ; Caen, 14 et 11 ; Cherbourg, 12 et 11 ; Clermont-Ferrand, 13 et 4 ; Dijon, 13 et 4 ; Grenoble, 13 et 5 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 6 ; Marseille-Marinade, 16 et 11 ; Nancy, 12 et 5 ; Nantes, 15 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 11 ; Paris-Saint-Denis, 17 et 14 ; Rennes, 14 et 11 ; Strasbourg, 13 et 7 ; Tours, 14 et 8 ; Toulouse, 15 et 8 ; Pointe-à-Pître, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 14 degrés ; Amsterdam, 13 et 9 ; Athènes, 22 et 15 ; Berlin, 13 et 6 ; Bonn, 12 et 7 ; Bruxelles, 12 et 10 ; Le Caire, 27 et 17 ; Les Canaries, 31 et 21 ; Coppenhague, 12 et 8 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 31 et 18 ; Genève, 12 et 6 ; Jérusalem, 24 et 13 ; Lisbonne, 21 et 12 ; Londres, 13 et 11 ; Luxembourg, 9 et 3 ; Madrid, 21 et 5 ; Moscou, 14 et 8 ; Nairobi, 27 et 18 ; New-York, 18 et 13 ; Palma-de-Majorque, 22 et 9 ; Rome, 22 et 9 ; Stockholm, 11 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AUTOMOBILE

Vesta : objectif 3 litres aux 100



Elle n'est pas vraiment laide. Elle n'est pas vraiment belle non plus avec son avant R-5 et son arrière droit qui donne une allure de break un peu tassé. Mais que l'on se rassure, ce véhicule n'est pas à vendre. Si la Vesta de Renault ne doit pas sa ligne au coup de crayon d'un styliste italien, c'est que l'aérodynamisme a ses raisons. Cette science qui, d'ordinaire, se marie si bien avec l'esthétique, comme en témoignent les avions de chasse et même les gros porteurs de trois cents quatre cents places, semble perdre ses vertus dès lors que l'on roule à moins de 200 kilomètres à l'heure. Avec les contraintes qui étaient les nôtres, à savoir : réaliser une voiture légère et courte, dit-on chez Renault, on ne pouvait aboutir qu'à ce résultat. Dans ces conditions, vivement un véhicule plus long.

Cela étant, qu'importe la ligne si l'on obtient satisfaction sur d'autres points. Vesta ne consomme en effet - ce devrait être vrai, vers la mi-1985 - que 3 litres de carburant (1) pour parcourir 100 kilomètres. Véhicule de bas de gamme, capable de transporter quatre personnes avec leurs bagages, avec des niveaux de performances, de confort et de sécurité au moins égaux à ceux des voitures actuelles les plus modernes, Vesta, tout comme la voiture que prépare le groupe Peugeot S.A., représente une synthèse de ce qu'il est possible de faire en utilisant des solutions industrialisables à l'horizon 90.

C'est la raison pour laquelle la caisse de la voiture est encore en acier, mais présente un gain de poids de 40 kilos par rapport à une voiture traditionnelle de même taille.

Nous n'avons pas voulu, disent ceux qui l'ont conçue, utiliser des nouveaux matériaux pour le plaisir de l'esprit. Ces orientations là

seront l'objet d'une prochaine étape où nous pourrions concevoir, sans les contraintes d'une industrialisation à court terme, un véhicule faisant appel à des solutions plus innovantes.

Les ingénieurs de Renault, pour parvenir aux 3 litres aux 100 réclamés par les pouvoirs publics, ont particulièrement travaillé sur l'aérodynamisme, la réduction de poids, la résistance au roulement et aux frottements ainsi que sur l'optimisation du moteur (2). Le résultat : un véhicule de 510 kilos seulement tous pleins faits, long de 3,30 mètres, présentant un coefficient aérodynamique de 0,25 (contre 0,30 à 0,32 pour les meilleures voitures actuelles), et animé par un moteur trois cylindres d'un peu plus de 700 centimètres cubes développant environ 24 kilowatts. Un inconvénient toutefois : mordus de la conduite sportive s'abstiennent.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Il s'agit d'une moyenne pondérée à partir des consommations obtenues en cycle urbain (3,05 l.), à 90 km/h (2,81 l.) et à 120 km/h (3,64 l.).

(2) Un véhicule-laboratoire roule depuis quelques semaines. Deux autres sont en cours d'achèvement.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 17 et mardi 18 octobre :

DES ARRÊTÉS

● Relatif aux prix de vente des alcools d'État.

● Portant modification du classement territorial de postes de sous-préfet.

● fixant le barème indicatif de la valeur vénale des terres agricoles.

● Relatif à la notation des professeurs d'enseignement général de collège.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Cab. de M^{re} Josse, av., 45, bd Leclerc 83300 Draguignan. T. (94) 68-00-22

VENTE sur saisie immobilière : Au plus offrant et dern. enchère. Aud. des Crises, au Palais de Justice Draguignan, jeudi 17 nov. 1983, à 14 h 30

3 appart. type Duplex 3 emplacements de parkings à Cavalaire-sur-Mer

Les Hauts-de-Bonport

MISES À PRIX :

pour un appartement et un parking 300 000 F., 350 000 F., 380 000 F.

Vente s/saisie immob. Palais de Justice Paris, jeudi 27 octobre 1983, à 14 h

UN LOGEMENT

de 3 pièces princ. au 5^e d'un imm. sis à PARIS (9^e)

18, r. N.-D.-de-Lorette

M. à P. : 70 000 F

S'ad. M^{re} Bethout et Léopold-Couturier, avocats associés, 14, r. d'Anjou, Paris-8^e. Tél. 265-92-75. M^{re} Placet, huis. Paris, 12, r. Bayen. T3 avoc. pr Trib. Gde Inst. de Paris. Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 60 000 F

S'ad. pr ren. au C. de M^{re} M. NORMAND CHAIGNE, X. NORMAND-BODARD & P. PAILLARD, av. 37, rue Galvée, Tél. : 720-30-01 et 720-51-80. Au greffe des crises de T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 60 000 F

S'ad. pr ren. au C. de M^{re} M. NORMAND CHAIGNE, X. NORMAND-BODARD & P. PAILLARD, av. 37, rue Galvée, Tél. : 720-30-01 et 720-51-80. Au greffe des crises de T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h

UN LOGEMENT

2 bis, rue de Valenciennes à PARIS 11^e

MISE À PRIX : 126 000 F

S'ad. M^{re} IDRAC, av. 28, r. de la Rochefoucauld, PARIS (9^e). Tél. 280-30-93. M^{re} BUISSON, av. 29, r. P. Butin, Pontoise (95). M^{re} PONCHON-FRANÇOIS, av. 49, rue Léon, Paris (18^e). M^{re} HAM-MAMOUCHE, synd. 69, r. St-Martin, Pontoise (95).

Le Monde

culture

PHOTO

AUX BEAUX-ARTS ET A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Les splendeurs de M. et M^{me} Anon

Le Centre national de la photographie, avec le concours de la Fondation Kodak-Panah, propose dans un très bel espace, la salle Foch de l'Ecole nationale des beaux-arts, un fonds photographique de l'Ecole nationale des ports et chaussées. Les photos sont non signées par M. ou M^{me} Anon.

Longtemps celui qui aime feuilleter des livres de photographies a exalté de la richesse d'invention, du don d'ubiquité et de la longévité d'un M. ou d'une M^{me} Anon qui a décidé d'être photographe. Puis le photo finit par devenir un triste casse-tête, qui frôle la déception. On doit reconnaître que ce monsieur ou cette dame Anon, qui a une griffe tout à fait particulière — aussi remarquable que celle d'un Sender ou d'un Cartier-Bresson, — est à la fois tout le monde et personne. Que le nom est une abréviation d'anonyme, et que chacune des photos n'est qu'une toute petite maille essuée de la longue chaîne obscure des photographes amateurs, des modestes qui n'ont jamais eu l'idée de mettre une signature sous leurs épreuves, échouées dans des greniers, ou des caves d'administration.

Qu'est-ce qui fait qu'une photo ancienne, comme ça, qui sort de sa poussière, et qu'un livre, une revue ou une exposition remet tout à coup à la lumière des jours, nous attire, nous arrête, nous fascine ? Est-ce une anomalie, est-ce une acrobatie ? N'est-ce pas plutôt une

empreinte de mort qui croise l'empreinte d'une modernité ?

Les photographes des ports et chaussées s'appellent Anon, Gustave, Lafon ou Blaise. Ils étaient attachés à une administration : des photographes-fonctionnaires, qui se devaient d'être exacts, et de dissimuler leur marotte dans la précision de l'épreuve. Photographier à longueur d'années des passerelles, des viaducs, des pylônes, des tranchées, des souterrains, des voies ferrées, n'est peut-être pas drôle tous les jours. Et leurs photos n'ont certainement pas trop plu à ceux qui ont pu les voir à l'époque, ont été classées pour dormir. Voilà qu'aujourd'hui déshabillées, elles se retrouvent chefs-d'œuvre, elles ont acquiescé une qualité de fantasmagorie, elles sont devenues des modèles pour les photographes en exercice.

D'abord la lumière, dans les croissillons des ponts en construction, n'a pas défailli, sur le négatif noir et blanc, à son rôle pictural d'abstraction. Ensuite ces espaces larges hachurés à coups de métal sont envahis de petites silhouettes marquées : ils ont parfois chapeaux noirs et redingotes, ce sont les inspecteurs, ils posent en ligne, les mains dans les poches, mais parfois aussi des gnomes volants débouchant dans les hauteurs, suspendus en équilibre sur de frêles poutres, fanfarons à califourchon, ce sont les travailleurs, ils veulent être sur la photo. Ils croient à quel-

que chose : ils construisent un pont, quelque chose qui va relier des corps, de l'eau, des malheurs, des nourritures, des lattes d'amour, des bonheurs. Et puis tout à coup l'un d'eux, à peine plus gros qu'une grosseille sur l'épreuve, se toque et se prend pour un ange : si on l'agrandissait, on trouverait une Joconde.

L'éprouve d'une tranchée dans un coin perdu a maintenant la beauté d'une pyramide aztèque. Les phares sont devenus des machines de théâtre. Les échelles sont des constructions aussi improbables que le tour Eiffel. Les chantiers du métropolitain dressent des navires en perdition dans les rues de Paris. Les pylônes des viaducs sont ces tourterelles des guerres moyennageuses baroques de catapultes. Une carrière de l'Esseonne a bricolé sans le savoir une invention de Tinguely. Et même s'il n'y a qu'un manteau de travail oublié sur une pioche sous l'immense voûte du Grand Palais en construction, il est l'enveloppe d'un fantôme délogé qui fait du ramdam dans l'image trop vide.

La collection de Georges Sirof, que le Centre national de la photographie expose simultanément à la Bibliothèque nationale, comporte aussi des anonymes, moins éblouissants. Né en 1898, mort en 1977, Georges Sirof avait démarré sa collection sur un portrait de George Sand pris par Nadar en 1864 ; chineux dans les marchés aux puces, il avait le goût de la belle épreuve albuminée. Pas de ligne érotique,

comme dans la collection Wagstaff, ni de ces rêves va-et-vient entre le classicisme et la modernité, mais un goût de la bizarrerie lyrique tyrolienne, tête coupée d'hippopotame, de l'accidentel (explosion, chute d'un cheval), du bête portrait de groupes grimpés sur des échelles ou à la queue leu leu.

Jean-François Chevrier, rédacteur en chef d'une nouvelle revue patronnée par le ministre de la culture, *Photographies*, a consacré son premier numéro à la photographie anonyme et le second aux vintage prints, tirages d'époque. Il est rare de trouver une revue de photos qui soit aussi intégralement belle, non décevante à la lecture (textes de Jammes, Lamagny, Caillaud, Aubry, Fleig...), douce au toucher, douce au sentir, moirée et qu'on a aussitôt envie de mettre dans sa bibliothèque. Pas de doute que cette revue, si on lui donne les moyens de persévérer, va devenir historiquement un second *Camera* work. Celui qui aime la photographie et qui a décidé de se priver d'un tel plaisir peut déjà avoir honte.

HERVÉ GUIBERT.

* *Photo-génie*, à l'Ecole nationale des beaux-arts, 11, quai Malaquais, 75006 Paris, jusqu'au 23 octobre.

* *Georges Sirof*, à la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris, jusqu'au 10 novembre.

* *Photographies*, revue trimestrielle, 55 F.

M. MICHEL GUY AU FESTIVAL D'AVIGNON

Une réponse du ministère de la culture

Comment la nomination : probaine de M. Michel Guy comme vice-président du Festival d'Avignon, nous écrivions (*Le Monde* du 12 septembre) que cette décision « risque de ne pas être trop bien accueillie au ministère de la culture... Mais de toute façon, depuis deux ans déjà, les aides accordées par l'Etat au Festival d'Avignon n'ont pas augmenté aussi vite que celles qui ont été octroyées à d'autres opérations ».

M. Jacques Sollois, directeur du cabinet du ministre de la culture, nous demande de publier la réponse suivante :

1) S'il déplore que la municipalité d'Avignon ait dérogé aux règles de la courtoisie et n'informé pas le ministère de la culture avant l'annonce publique de cette initiative, la désignation d'un homme de culture ne peut cependant soulever, dans son principe, aucune objection de sa part. C'est d'ailleurs M. Jack Lang qui a donné son accord au renouvellement pour cinq années du contrat de M. Guy comme directeur du Festival d'automne en 1981. De même a-t-il décidé d'augmenter de 1982, de 3 millions de francs à

3,5 millions, la subvention à ce festival, qui avait stagné pendant deux années : l'Etat a ainsi accru son aide à cette manifestation de manière bien supérieure à la Ville de Paris et lui fournit la plus grande partie de ses subventions.

Une seule préoccupation guide le ministère de la culture : la qualité des hommes et des projets. Puisque ce même esprit inspire les municipalités d'opposition, qui font prévaloir une conception de la culture partisane ou sectaire !

2) Contrairement aux affirmations formulées dans ces commentaires, les aides attribuées au Festi-

val d'Avignon par le ministère de la culture ont connu depuis deux ans une hausse considérable. C'est le festival de France dont les crédits ont le plus fortement augmenté. Cette aide a été en effet multipliée par trois : les crédits sont passés de 1 100 000 F en 1981 à 2 000 000 F en 1982 et à 3 500 000 F en 1983. En outre, l'Etat a assuré plus de tiers du financement de l'aménagement de la cour d'honneur du palais des Papes et a alloué à cette fin, sur trois ans, une subvention de 4 900 000 F.

NOTES

Rock	Jazz	Variétés	Théâtre
<p>Les Comateens en tournée</p> <p>Les Comateens sont trois, une fille, deux garçons : Lyn Byrd chante et tient les claviers ; les frères North chantent aussi. Nic joue de la basse et Oliver de la guitare. Trois New-Yorkais qui habitent à « uptown » et qui le chantent. Le haut, on vit la rue, la nuit, les trépidations. Les cultures se rencontrent, déracinées, font parfois des étincelles. La musique des Comateens est urbaine, farouchement, électrique et tranchante, pressée et pressante.</p> <p>C'est sans doute le groupe américain le plus important des deux dernières années. Le plus rock dans l'esprit, l'inspiration, les attitudes, la forme. Un hybride des Beatles (pour les mélodies) et de Devo (pour la modernité), maître de rythmes blues, émail d'électronique et pimenté de sang latin. Mais sans plagiat.</p> <p>Leur aventure discographique est liée à un Français, Fabrice Nataf, qui leur a permis d'enregistrer un premier album et qui les a fait venir en France à plusieurs reprises. Grâce à lui, ils ont signé avec une compagnie internationale (Virgin) pour le second 33 tours (<i>Pictures on a String</i>), qui affirme déjà une maturité et une identité exemplaires. Sur scène, comme en studio, les Comateens ont un sens détonnant du raccourci, parant au plus pressé, ils font monter l'adrénaline avec une parcimonie d'effets. Leurs romances sont pannes, affûtées, belles sans maquillage, leurs funks, tétés et palpitants.</p> <p>ALAIN WAIS. * Le 20 octobre à Paris, Le Palace ; le 21 à Rouen.</p>	<p>Pinski Zoo à Dunols</p> <p>Un bon concert au Festival de Reims ce mai dernier, six concerts au New Morning et au Club Coteau de Morlaix en juin, et une petite réputation qui court comme un furet. Pinski Zoo est un tout nouveau groupe qui vient de Nottingham. A l'ombre de chacun des quatre musiciens, des expériences du jazz, du rock, du reggae, bref le parcours ordinaire du combattant moderne. Au compte des revendications, cette rengaine récente que reprend un peu tout le monde : une musique difficile à classer, un défi aux étiquettes, un pied de nez aux catégories. Air connu.</p> <p>Moyennant quoi, c'est à trois étiquettes que renvoie Pinski Zoo, free, jazz et funk, qui sont en passe de devenir les cartes de crédit obligées de la musique actuelle. Disons pour résumer, qu'il se situe du côté de la musique new-yorkaise (<i>Slickaphonics</i>), qu'on y perçoit les échos de mille musiques de Gato à Albert Ayler, et même de groupes qui apparaissent aujourd'hui comme de fameux précurseurs (le légendaire Komintern). Pinski Zoo ne connaît pas forcément les origines des sons qu'il met en œuvre et en scène. Ils s'organisent comme des bruits d'époque et sont, avec l'humour et un côté cassant des compositions, les traces d'une pratique : celle des musiciens d'aujourd'hui, gorgés de rock et ébahis par le jazz.</p> <p>FRANCIS MARMANDE. * Pinski Zoo, à Dunols (20 et 21 octobre, à 20 h 30).</p>	<p>Le chemin de Le Forestier</p> <p>Dans les années 70, toute une génération s'est retrouvée dans les ébousins de cœur de Maxime Le Forestier. Après une courte période de difficultés durant laquelle il a élargi son univers musical et sa sensibilité, il s'est ouvert aux autres et à d'autres continents ; a collaboré avec différents musiciens et compositeurs. Le Forestier a poursuivi son chemin d'une manière presque bonhomme.</p> <p>« Le temps passe », lance ironiquement le chanteur entre deux chansons sur la scène de Bobino. Et Maxime Le Forestier se bonifie. Ses concerts d'amitié ont l'effet de spectacles où l'invention scénique se marie avec le charme de mélodies au rythme nerveux, de ballades en demi-teintes, en demi-sourires.</p> <p>Pudique et heureux, détendu et simple, l'auteur des « Jours meilleurs » — c'est le titre de son dernier album chez Polydor — s'est installé pour quatre semaines à Bobino dans une structure futuriste, avec des chansons nées de la fraternité la plus naturelle, la plus limpide et d'un espoir tranquille.</p> <p>Un beau récit en deux parties, juste interrompu par quelques chansons de la jeune chanteuse québécoise Louise Portal.</p> <p>C. F. * Bobino, 20 h 30.</p>	<p>Mariage or not...</p> <p>Depuis que l'institution-mariage existe, sous une forme ou sous une autre, on se pose des questions sur ce qu'elle vaut ; et, généralement, la réponse est : pas grand chose. <i>Mariage</i>, au T.B.B., dans la mise en scène de Michel Fagadau, est une suite de conversations, un échange de points de vue entre des personnages pittoresques, le père évêque, sa femme, leurs filles, avec les maris présents et futurs, le bébé, un général borné. André Falcon, drôle et maladroit, amoureux éternellement éconduit de la belle Lesbia, qui, elle, refuse le mariage ; Martine Pascal, élégante, vulnérable, redoutablement charmante : la classe. Plus une certaine M^{me} Georges, Geneviève Fontanel, éclatante.</p> <p>Une famille pittoresque d'innocents jouisseurs, plutôt cyniques puisqu'ils parlent par la plume de George Bernard Shaw, dont la conclusion a peut-être servi de modèle à Winston Churchill pour sa définition de la démocratie, car « comme le mariage, la démocratie est le moins mauvais des régimes ».</p> <p>Entre-temps, chacun aura exposé ce qu'il en pense et comment il envisage de s'en sortir. Ensemble, tous cherchent une amélioration et rédigent un contrat universel sur lequel, bien entendu, personne ne parvient à se mettre d'accord. C'est alors qu'intervient M^{me} Georges, la voix de l'expérience... Et elle tombe dans les bras d'un jeune snob.</p> <p>La pièce est inégale. Elle commence de façon brillante, acerbe, puis s'ennuie, et les comédiens doivent cracher, ce qui en dévie le caractère. Mais on a passé une soirée agréable, dont une heure délectable.</p> <p>COLETTE GODARD.</p>

MUSIQUE

GLUCK APRÈS RAMEAU

Gardiner le magicien

L'*Iphigénie en Tauride* que présente actuellement l'Opéra de Lyon, dans une mise en scène de Bruno Bayen, renouvelle le miracle des *Boréades* et d'*Hippolyte et Aricie*. Après Rameau, Gluck, et le même magicien : John Elliot Gardiner. Voilà bien le Gluck qui faisait « trembler, claquer des dents, se tortiller dans son lit, sangloter et chanter à la fois » Berlioz !

Cette musique « large, pompeuse, solennelle, d'une majestueuse lenteur », que nous avait léguée le romantisme, Gardiner e l'avantage de l'aborder par l'avant et non par l'aval, non en chef classique qui remonte le temps à travers le poids des traditions, mais de plein-pied avec le dix-huitième siècle, en chef « baroque », si l'on veut. Comme il a fait voler en éclats la respectabilité et dispersé aux quatre vents la poussière haendélienne, il dénote la vérité de Gluck par la rigueur et la perfection du dessin, l'attention à la moindre inflexion mélodique, la clarté absolue de l'écriture, la richesse des couleurs instrumentales et le respect des contrastes, allant à la plus tendre effusion de foudroyantes courbes dynamiques... exactement comme pour Rameau.

Miracle complémentaire, Gardiner a métamorphosé son tout jeune orchestre (qui paraissait bien timide il y a treize jours) : phrasés parlants, toutes sonorités épanouies et équilibrées, avec des bois aussi personnalisés que dans les *Boréades*.

Voici donc cette pâle tragédie mythologique, si lointaine, qui reprend tout son pouvoir antique. Bien qu'ils soient fort différents, c'est une chance que l'Opéra de Lyon ait choisi pour travailler avec Gardiner un metteur en scène du même niveau d'intensité, car, dans son premier essai à l'opéra, Bruno Bayen a montré un talent exceptionnel.

Je ne suis pas sûr d'avoir tout à fait compris ses intentions (ni d'ailleurs ses textes), mais peu importe. Au-delà d'un certain bête-à-bras freudien et de détails insolites, telles les mariannes, il est allé droit à une intuition juste : cette œuvre, d'où l'amour est absent, placée sous le signe de Diana la chaste déesse, est comme « la peinture d'un déréglé ment des pensées et des sens, dirigés vers l'amour de l'interdit ».

la reconnaissance finale, l'amitié paroxystique d'Oreste et Pylade, qui veut à toutes forces s'accomplir dans le mort, les terreurs paniques de Thoas, menacé par une malédiction mystérieuse, les hallucinations d'Oreste, qui n'en finit pas d'aspérer le meurtre de sa mère, oui, tout cela, Gluck l'a réellement dépeint dans des récitatifs qui s'entrechequent, érotisés sur les nerfs, dans des airs (perfection d'une fulgurante mezzarienne) qui trahissent les sentiments les plus intimes dans une musique qui tend à l'extrême les ressorts dramatiques et saît à propos les détendre par des chœurs de déplorations ou de douces cérémonies rituelles nullement nonnantes.

Devent une magnifique toile de nuages orageux, qui s'entrouvre à peine parfois sur un paysage d'Arcadie (Jean-Pierre Vergier), Bruno Bayen a situé l'action déjà sur le versant du premier romantisme : Ingres, David, Prud'hon, voire Goya (dans la fabuleuse scène d'Oreste poursuivi par les Euménides, goulas sadiques). De brèves allusions à la Terreur (mais appuyées sur l'Hérodotisme...), rîtes au bout des piques, coupe des cheveux d'Oreste avant le supplice, etc., pimentent le discours. Iphigénie, telle M^{me} Récamier, passée de longue moments sur son divan, où elle reçoit les confessions d'Oreste...

On pourrait dissenter longtemps sur cette réalisation. Souignons seulement la vérité, la spontanéité, la force et la tendresse de tous les gestes, serait-ce ceux de la plus humble compagne d'Iphigénie, qui signent un grand metteur en scène. Et regrettons de ne pouvoir détailler les mérites de la distribution : Rachel Yakar (Iphigénie), dont chaque note jaillit en plénitude du fond du cœur, Gilles Cachemalle (Oreste), Georges Gautier (Pylade), Pierre-Yves Le Margat (Thoas) et les prêtresses ou les Scythes sauvages.

Il faut voir et entendre cette Iphigénie — le T.G.V. ne met que deux heures pour aller à Lyon.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 18, 20, 22, 24 (avec Gardiner), 26, 28 et 30 octobre (avec Claire Gibault). Deux distributions en alternance.

THÉÂTRE

« LE SECRET », A L'ARC

Les trois Kierkegaard

Il vaudrait mieux dire « théâtre avec musique » que « théâtre musical », expliquait Pierre Beulez, samedi matin 15 octobre, au micro de Pierre Bouteiller où il vantait les « petits opéras » de Ligeti et Maxwell Davies, qu'il dirige une nouvelle fois à partir de ce mardi au T.M.P. (Châtelet). Selon lui, l'expression « théâtre musical » a en France un passé déjà un peu lourd. On le sait. Sa manière de résumer les évidences et de transcender les lieux communs est lumineuse.

Pourtant même si le genre est aussi délicat qu'ambigu, des festivals, des ateliers lyriques dans les régions, des associations ainsi que la direction de la musique au ministère continuent d'espérer et aident « expérimentalement » les spectacles musicaux. Ainsi Musique en théâtre, l'un de ces organismes, ouvre à cet effet, régulièrement, le sous-sol du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, salle plutôt tristounette mais local qu'on aime.

Ces prélogomènes pour en arriver au *Secret*, lecture du journal de Søren Kierkegaard, présenté là, avenue de New-York. Le compositeur Adrienne Closure et le metteur en scène Michel Rostaing, y ont ce propos ambitieux : illustrer d'images et de sons les moments-clés de la vie du pasteur suédois sans paroisir, ce docteur et séducteur dans la fiancée impossible s'appelait Régine, cet existentialiste avant la lettre que les journalistes s'acharnaient à éreinter. Le décor est axé autour d'une chaise de bois clair. Sur une toile de fond est brochée, couleur sépia, la silhouette d'un philosophe dans une attitude de déséquilibre. Entre Kierkegaard en chair et en os, portant la même redingote marron, le même chapeau haut de forme, et sous le bras la même canne que le personnage peint sur le mur. Il faudrait dire plutôt : déboulent sur le plateau les Kierkegaard. Car ils sont

trois pour incarner le diseur de vérités, dans sa quête farouche d'un dieu bavard et taiseux à la fois. Trois « acteurs » dans la peau du philosophe. Le temps d'un éclair en se croisant dans un film muet à la Buster Keaton. Puis l'un chante et l'autre tape sur les cordes de son piano ouvert, le troisième parle, circule entre les deux premiers, les entraîne à bouger à sa façon. Les trois, sur des paroles tirées de la Bible, dévident six séquences plus ou moins savantes. Derrière, dans l'ombre, quatre musiciens accompagnent, rythment (flûte, violoncelle, cor, hautbois : jolie formation et parfois des solos). Yves Gouriil est le comédien. Et si Jay Gethieb, le pianiste — tellement new-yorkais — en remet dans le style héros tourmenté, Jacques Bona, baryton basse, avec sa présence très spéciale, sa voix miraculeuse, réchauffe les instants où la musique d'Adrienne Closure, cessant d'être percussive, ressemble à celle de Stravinski. Des hauts et des bas : comme un spectacle à éclipses.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* ARC, 16, avenue de New-York, les 18, 20, 22 octobre, 20 h 30.

CENTRE DES ARTS ET DE LA CULTURE JEAN-RENOIR
à DIEPPE (Seine-Maritime)
CRÉATION DE BLAISE
par le Théâtre de la Pie-Rouge
Spectacle musical et théâtral
en 50 tableaux, 60 personnages
et 12 chansons
Les 21, 22, 23, 25 et 26 octobre
Tel : 16 (35) 92-04-43

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Tous les Mardis 21 heures EGLISE St-Séverin M. St-Michel loc. : Lib. CDP 17, r. Pt. Pont 633-97-61 J. Ponce (p.e. Valmésieu)	MARDI 18 OCTOBRE QUATUOR VIA NOVA FRANCK, RAVEL Mar. 25 : BEETHOVEN
Salle GAVEAU Mardi 19 Octobre à 20 h 30 Valmésieu	Récital de piano MARIA DE LA PAU BACH, BEETHOVEN SCHUMANN, PROKOFIEV
Salle GAVEAU Jeudi 20 Octobre à 20 h 30 (p.e. Kington)	Claude HELFER Debussy - Beethoven
Institut NEERLANDAIS 131, r. de Lima Jeudi 20 Octobre à 20 h 30 (p.e. Valmésieu)	Maja SCHERMERHORN Soprano John Biot Piano SCHUMANN, POULENC STALLAERT, BESSERLIN Entrée libre
Salle GAVEAU Vendredi 21 Octobre à 20 h 30 (p.e. Kington)	ORCHESTRE DU CONSERVATOIRE de PARIS dir. Xavier RIST Hervé BILLAUT piano Véronique MARCEL violin Naxos - Beethoven Mendelssohn - Dukas
Salle GAVEAU Samedi 22 Octobre à 17 heures (p.e. WEINER)	ANIS MUSIQUE DE CHAMBRÉ PROJ. NEW FRANCE CULTURE TRIO TCHAIKOWSKY MOZART, RAVEL CHOSTAKOVITCH
Salle Chopin Pleyel Samedi 22 Octobre à 20 h 30	Récital de Chant Olga Marie MIKALSEN Jeff COHEN piano Brahms - Pergolesi - Bach Handel - Schubert - Elton
Eglise des Filles Dimanche 23 Octobre à 17 heures (p.e. Kington)	Marianne RIKHOLM Baryton Udo REINEMANN piano Noël LEE (Der Knecht Wunderhorn)
Salle PLEYEL Dimanche 23 Octobre à 17 h 45 (p.e. Valmésieu)	CONCERTS LAMOREUX BEETHOVEN Dir. Emmanuel KRIVINE
Mairie du V.P. Arr. 78, St-Benoît Lundi 24 Octobre à 20 h 30 retrans. 706-85-99 Entrée libre (p.e. Valmésieu)	Institut Néerlandais présente LA SERVA PADRONA Opéra Buffa en 2 actes de Pergolesi Dir. Luis REMARKIN
Salle PLEYEL Mardi 25 Octobre (Gainer O.A.U.)	UNIQUE RÉCITAL RUDOLF SERKIN Haydn - Schubert - Beethoven
Théâtre National du Opéra Salle FAVART Vendredi 28 Octobre à 20 heures (p.e. Valmésieu)	CONCERT MOZART par les SOLISTES DE L'OPÉRA 3 QUATUORS
Théâtre des Champs-Élysées Mercredi 2 Novembre à 20 h 30 Mondial Musique	UNIQUE RÉCITAL A PIANO CICCOLINI SCHUBERT - LISZT
De 15 h à 16 h Salle BAGLIONI S. r. de Vigne 101 M. : La Mente LOC. OUVERTE LE 24 OCT. (WEINER)	MARIONNETTES DE SALZBOURG M. : Les par. par. par. par. dur. de concert à 16 h 11, rue de la Chapelle 94 - 955-34-35

PIANO ★★★★★
SALLE PLEYEL
Vendredi 4 novembre, 20 h 30
récital
GULDA
BACH-CHOPIN-MOZART-BEETHOVEN
Loc. 563-88-73

MERCREDI
*La nouvelle bande
des quatre*

Marcello
MASTROIANNI
Michel
PICCOLI
Anouk
AIMÉE
Gérard
KLEIN
**LE GENERAL
DE
L'ARMÉE
MORTE**

un film de Luciano Tovoli



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

BRUTS DE PEAU - Théâtre 18
(603-40-44), 22 h.
MARIAGE - Éologie, T.R.R. (603-
60-44), 20 h 30.
LE CHANT GÉNÉRAL L'AN 2000
(en alternance), Union (426-20-43),
20 h 30.
AR LILLIAN GISH - Beaulieu (357-
42-14), 19 h 30 (14), dim. 17 h.
CHACUN SA VÉRITÉ - Comédie
des Champs-Élysées (723-21-21),
20 h 45.
SHAKESPEARE AU LYCÉE - Ly-
cée Buffon (307-85-80), 20 h 30.
LES AFFAIRES SONT LES AF-
FAIRES - Rand-Polnet (256-
70-80), 20 h 30.
COMÉDIENS CHERCHENT PU-
BLIC - Déjaze (887-97-34), 18 h,
19 h 30.
CABARET DADA - Hochstet (326-
38-99), 21 h 45.
LES ATTENTIONS PARTICU-
LIÈRES - Lyce technique (307-
85-80), 20 h 30.
CLAIR D'ÉTOILE - Petit TEP (797-
96-06), 20 h 30.
LES DEUX FILS - Calypso (227-
25-95), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-37-30), à 20 h : Madame
Butterfly.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 :
Vive l'Offenbach.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20),
20 h 30 : Les Épaves.
CHAILLLOT (722-81-15), Grand Théâtre,
20 h 30 : Concert de musique améri-
caine (Ensemble musique vivante, dir.
Diego Masson).
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Les Par-
tis.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-
19-83), Concert : 18 h 30 : Aventure et
nouvelles aventures, G. Lippé, Ensem-
ble intercontemporain, dir. P. Boulez;
Danse : 20 h 30 : Ballet théâtre français
de Nancy (Orchestra de l'Ille-
de-France).

Les autres salles

A DEJAZZ (887-97-34), 20 h 30 :
L'Amour en visages.
ANTOINE (208-77-11), 20 h 30 : Coup de
sac.
ARC (723-61-27), 20 h 30 : Le Secret.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Le
Chandellier, le Plaisir de rompre.
ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53),
20 h 30 : Les Boues.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Coccin-
elle.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : Credo;
19 h : La Pelouse.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Le Gardien
de tombeaux.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24),
21 h : Les Jours.
CARTOUCHIERE, Égérie de Bois (808-
39-74), 20 h 30 : La Maison de Bernarda
Alba; Tempête (328-36-36), 20 h 30 :
Vater Land.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69),
20 h 30 : Dommage qu'elle soit une pa-
tine.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41),
21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22),
20 h 30 : La Mente de la villeggiature.

THÉÂTRE DE L'ESCALIER D'OR
LOUISE EMMA
RENCONTRE FICTION
- Travail très habile, véritablement
contemporain, fort bien joué par
E. Loria et F. Chateau, un certain
climat de la gauche d'aujourd'hui -
(Frasco Culture). - Le spectacle
connaît un franc succès. E. Loria est
bouleversé dans le rôle de Louise
Michel (Libération).

SALLE CHOPIN-PLEYEL
RÉCITAL DE CHANT
Olga Marie MIKALSEN
mezzo soprano
Geff. COHEN
piano
Samedi 22 octobre 1983 à 20 h 30
Bach - Haendel - Pergolesi
Brahms - Gluck - Schubert
Billet : 75 F. Réservations : 563-88-73

ATHÉNÉE
**LOUIS
JOUVET**
Compagnie Théâtre Éclairé
**LE PELICAN
STRINDBERG**
réalisation
Alois François
Dominique Guldard
avec
Anouk Ferjac
Frédéric Lelidgens
Françoise Lugagne
Jean-Baptiste Malarte
Patricia Psaltopoulos
742.67.27 - FNAC-AGENCES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 18 octobre

CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 :
Appelle-moi Arthur ou les Mystères de
la Table ronde.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Chénit.
DECHARGEURS (256-00-02), 20 h 30 :
L'Écho du silence; 22 h : Va ma Terre
quelle belle idée.
ELDORADO (208-23-50), 20 h 45 : Le
Don Juan de la Crouse.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Ma-
dame Julia.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h :
Louise-Emma.
ESPACE-GAITE (327-13-54), 20 h 15 : La
Bonne Femme aux camélias; 21 h 30 :
Toutes à l'usage.
ESPACE-MARAI (584-09-31), 20 h 30 :
Transes Héroïdes.
ESSAION (278-46-42), 19 h : Pas moi;
21 h : Agathe.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vire
les jumeaux.
GAITE-MONTFARNASSE (322-16-18),
20 h 15 : Comment devenir une mère
juive en dix leçons.
GALERIE-55 (326-63-51), 21 h : Pablo
Eyes - A Private Eye.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La
Carnation chérie; 20 h 30 : La Leçon
Abracadabrac.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort
accidentelle d'un sautoir.
LUCERNAIRE (544-57-34), 1 :
18 h 30 : Caramacra ou le supplice de Pi-
erre; 20 h 30 : L'Entomologiste; 22 h 30 :
Bobby Lapointe; 23 h 15 : Six heures
ou plus tard; 22 h 30 : Visages de Co-
cote. Petites salles, 18 h 30 : La Putain
idéale; 19 h 45 : Mozartement votre;
22 h 15 : Baudouine du mal.
LYS MONTFARNASSE (327-88-61),
20 h 30 : L'Épave.
MARAI (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se
meurt.
MARIGNY, salle Gabeté (225-20-74),
21 h : Les Jours.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait
au lit.
MICHOÏÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le
Vieux voyageur.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cy-
rano de Bergerac.
MONTFARNASSE (320-89-00) : Ma-
gazine et les autres; Petite Salle
21 h 15 : L'Astronome.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 :
L'Entomologiste.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : L'Extrava-
gant Mister Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 :
La Fille sur la banquette arrière.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90),
20 h 30 : Un homme nommé Jésus.
POCHE-MONTFARNASSE (548-
29-27), 20 h 15 : La Dernière Bande;
21 h 15 : Restaurant de nuit.
PORTE-ST-MARTIN (607-37-53), 21 h :
K2.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il Si-
gnor Fagundes.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h :
Théâtre de Boulevard.
SAINT-GEORGES (874-74-37), 20 h 45 :
Ma vedette américaine.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-35-10), 20 h 45 : Cami.
TR. D'ESSAI (278-10-79), 1 :
20 h 30 : L'Esprit des jours; 20 h 30 :
Huis clos.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02),
20 h 15 : Les Babes durs; 22 h : Nous
on fait dit on nous dit de faire.
THÉÂTRE A-BOURVILLE (373-47-84),
21 h : Les Dames de fer; 22 h : Y'en a
marr... et vous ?
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-
07-48), 20 h 30 : L'Orchestre; 21 h 30 :
Arrête de rire, ça va passer; 22 h 30 : Le
Propriétaire.
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 :
Les Crocodiles.
THÉÂTRE DE LA PLAINE (842-32-25),
20 h 30 : Le Dîner bourgeois.
THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 30 :
Goodbye paradis cancan.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : L'Es-
quette.

Les concerts

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : V. Erman.
RADIO-FRANCE, Auditorium 185,
20 h 30 : M. Charolay - Grand Audito-
rium, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philhar-
monique, dir. : R. Renter, sol. : P. Rost.
(Bach, Beethoven).
SAINT-CHAPELLE, 21 h : A. M. Ni-
randa, O. Tchakovski (Mozart).
EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h : Quin-
sor Via Nova (Ravel, Franck).
EGLISE SAINT-ROCHE, 20 h 30 : Orches-
tre des concerts Padeloup, dir. :
J.-P. Lore (Franck).
THÉÂTRE DE LA PLAINE, 20 h 30 : En-
semble instrumental diversifié,
dir. : L.-V. Brode (Händel, Vivaldi,
Mozart).
SALLE CORTOT, 21 h : R. Paire (Mo-
zart, Beethoven, Ravel...).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE
(296-12-27)
THÉÂTRE DE LA BASTILLE (357-
42-14), 21 h : Le Gardien de tombeaux.
THÉÂTRE FONTAINE (874-42-34),
22 h : Le Frigo.
GRENVILLE-THÉÂTRE (793-26-30),
20 h 45 : La Robe de chambre de G. Be-
taillie.
SAINT-DENIS, Théâtre G. Philippe (243-
80-50), 20 h 30 : Corvée intermédiaire.
THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30),
Grande salle, 20 h 30 : Peppé n'Barra;
Petite salle, 20 h 30 : Sortilège.
FESTIVAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE
(723-40-84)
SARTROUVILLE, salle Gérard-Philippe
(914-33-77), 21 h : Deller Constant (Byrd;
Dowland).
FONTAINEBLEAU, Théâtre municipal
(422-56-91), 21 h : Ensemble vocal A. P.
quenal (Mendelssohn).
SEVRES, Église Saint-Romain (534-
47-84), 20 h 30 : Maitrise de l'Abbaye de
Westminster, dir. S. Preston (Gibbons,
Purcell, Parry).

PREMIER FESTIVAL
INTERNATIONAL
DE COMÉDIA DELL'ARTE
DU VAL-DE-MARNE
(678-98-29)
MAISON-AU-VAL-DE-MARNE Théâtre Claude-
Delaney (375-72-58), 20 h 45 : La Comé-
dia dell'arte infamé.
L'HAY-LES-ROSES, La Tourneille (665-
52-09), 20 h 30 : Arlequin poli par
l'amour.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
sept ans.

La Cinémaèque

CHAILLLOT (704-24-24)
Lillian Gish : 15 h : Les Cours du monde,
de D.W. Griffith; 21 h : Un mariage, de
R. Altman; 19 h : Cinéma technologique :
les Osons, de K. Sanyaz.

Les exclusivités

L'AMÉ DE VINCENT (Fr.) : Gaumont
Halle, 1^{re} (297-49-70); Richelieu, 2^e
(233-56-70); Saint-Germain Studio, 5^e
(633-63-20); Hannebelle, 6^e (633-
79-59); Bessonne, 6^e (222-57-97); Col-
sac, 8^e (359-29-46); George V, 9^e (562-
41-46); St-Lazare Padeloup, 8^e (387-35-43);
Naxos, 12^e (343-04-57); Favart, 13^e (331-
331-60-74); Miroir, 14^e (539-52-43);
Gaumont Convention, 15^e (828-42-27);
14 juillet Beaugrenelle, 15^e (575-
79-79); Paris Montparnasse, 16^e (222-57-97);
Le Clichy, 18^e (522-46-01).
L'ANNÉE DE TOUTES LES DANGERS
(Ang., v.a.) : Clichy, 18^e (633-10-82).
L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6^e (544-
57-34).

ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN
CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum
Orion Express, 1^{re} (233-63-65); Berlioz,
2^e (742-60-33); Richelieu, 2^e (233-
56-70); Paramount Odéon, 6^e (325-
59-83); Le Paris, 8^e (359-53-99);
George V, 9^e (562-41-46); Saint-Lazare
Padeloup, 8^e (387-35-43); Naxos, 12^e
(343-04-57); Favart, 13^e (331-
331-60-74); Gaumont Sud, 14^e (527-84-50);
Montparnasse Pathé, 15^e (828-42-27);
Bessonne Montparnasse, 15^e (544-
52-43); Gaumont Convention, 15^e (828-
42-27); Pathé Clichy, 18^e (522-46-01).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHIE
PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann,
9^e (770-47-55).
LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap.,
v.a.) : Gaumont Halle, 1^{re} (297-49-70);
Hannebelle, 6^e (633-79-58); Olympic
St-Germain, 6^e (222-57-97); La Pagode,
7^e (705-12-15); Gaumont Champe-
Élysées, 8^e (359-04-67); Olympic Entre-
pôt, 8^e (545-35-38); FLM St-Jacques,
14^e (589-46-42); Parisienne, 14^e (329-
83-11); v.f., Impérial, 2^e (742-72-52);
St-Lazare Padeloup, 8^e (387-35-43); Na-
xos, 12^e (343-04-57); Gaumont Sud, 14^e
(527-84-50); Miroir, 14^e (329-83-52);
Gaumont Convention, 15^e (828-42-27);
Pathé Clichy, 18^e (522-46-01).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert
(21 h), 14^e (331-41-01).
BENVENUTA (Fr.-Bel.) : U.G.C.
Odéon, 6^e (325-77-08); U.G.C. Opéra,
2^e (261-30-32); Biarritz, 9^e (723-69-23).
LES BRANCHES A SAINT-TROPEZ
(Fr.) : Paramount City Triomphe,
(562-47-76); Miroir, 14^e (770-
72-86); Paramount Opéra, 9^e (742-
56-31); Favart, 13^e (331-60-74); Pa-
ramount Montparnasse, 14^e (329-90-10).

PIANO ★★★★★ - SALLE PLEYEL - Merc. 26 oct. 20 h 30
BERLINER KAMMERMUSIK ENSEMBLE
Membres :
(PHILHARMONIQUE DE BERLIN)
Direction et soliste
FRIEDRICH GULDA
MOZART
Location : 563-88-73

Connaissance du monde

Salles PLEYEL : jeudi 20 octobre (20 h 30), vend. 21 et mardi 25 (18 h 30 et 21 h),
dim 23 (14 h 30), lundi 24 (18 h 30), merc. 26 (15 h)
TERRE SAINTE
Récit et
Film de
Galilée, Bethléem, Nazareth, le Jourdain, la Galilée, Capernaüm,
Jérusalem, Jardin des Oliviers, le Golgotha, le Saint-Sépulcre, etc.
ET LES ÉVÉNEMENTS BILATIQUES CONFRONTÉS À L'ACTUALITÉ

Théâtre de la Bastille 21 H Festival
du 21 Sept. au 22 Oct. 1983

LE GARDIEN DE TOMBEAU Franz KAFKA // DERNIÈRES // mise en scène de
Jean-Marie PATTE

CONCERTS
Radio France
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
de Lorin MAZEL
ISAC STERN, violon
DEBUSSY - PROKOFIEV
RAVEL
SALLE PLEYEL
Jeudi 27 oct.
20 h 30
Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

THÉÂTRE DE
CEUVRE
RAYMOND GEROME
dans sa comédie
**L'EXTRAVAGANT
MISTER
WILDE**
d'après une idée de
JOHN GAY
FRANCE DELAHALLE
« Raymond Gerôme : un merveilleux
acteur » (M. COURNOT) - « Une ren-
contre miraculeuse » (P. MARCABRU)
« Un triomphe. Un régal. » (J. CARTIER)
« Deux heures éblouissantes »
(L. BARTHOLÉMY)
Répétée de SARAH en alternance,
reportée à une date ultérieure.

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN
**CLAUDE
RICH** **BERNARD
GRAUDEAU**

Mise en scène de **GEORGES WILSON**
"Spectacle remarquable qui devrait
faire courir tout Paris".
LE QUOTIDIEN DE PARIS
"On a la gorge serrée par les prouesses
des deux acteurs. On marche encore
mieux qu'au cinéma".
LE MATIN DE PARIS
"Une pièce à voir en priorité".
LE JOURNAL DU DIMANCHE
LOCATION 607.37.53 et AGENCES

ACTUELLEMENT RUE CASES NOIGRES

1500

SPECTACLES

CARMEN (Esp., v.a.) : Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5^e (633-63-20) ; Hantefeuille, 6^e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8^e (359-36-14) ; Ambassade, 9^e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; - V.F. : Impérial, 2^e (742-72-52).

CHALEUR ET POUSSIERE (Heat and Dust) (Ang., v.a.) : Ciné Beaubourg, 9^e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6^e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; Escorial, 15^e (707-28-04) ; - V.F. : U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32).

CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

LA CRIME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6^e (544-14-27) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (246-66-44).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sué.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16) (H.sp.).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-43-85) ; Quinzette, 5^e (633-79-38) ; Olympia Balzac, 8^e (561-10-60) ; Parassiens, 14^e (320-30-19).

DIEU ME SAVONNE (Rou., v.a.) : George-V, 8^e (562-41-46) ; Parassiens, 14^e (320-30-19) ; - V.F. : Impérial Pathé, 2^e (742-72-52).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Rou., v.a.) : Marignan, 8^e (359-92-82) ; - V.F. : Français, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse, 14^e (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; Panthéon, 5^e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-85).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.) : George-V, 8^e (562-41-46) ; Français, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse, 14^e (327-52-37).

EVIL DEAD (A.) (*) : Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19).

FANNY ET ALEXANDRE (Sué.) : Epée de Bois, 5^e (337-57-47).

LA FIANCÉE QUI VENAIT D'AFRIQUE (Fr.) : Normandie, 8^e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (246-66-44).

LE FAUCON (Fr.) : Marignan, 8^e (359-92-82) ; Français, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Images, 18^e (522-47-94).

LA FEMME DE MON PÈRE (Fr.) : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06).

FLAUBERT (A., v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Saint-Michel, 5^e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6^e (325-39-83) ; Publicis Marignan, 8^e (359-92-82) ; Biarritz, 8^e (723-46-23) ; Paramount Marignan, 8^e (359-92-82) ; Kinopanorama, 15^e (306-30-50) ; - V.F. : Paramount Marignan, 8^e (359-92-82) ; Rem, (236-43-93) ; Paramount Beaulieu, 12^e (343-79-17) ; Alhambra, 12^e (343-00-63) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

BRULER LES PLANCHES (Fr.) : André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

CHANEL SOLITAIRE (Fr.) : Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

LE GEANT (Fr.) : Studio 43, 9^e (770-43-40).

63-32 : Panthéon, 5^e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-85).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.) : George-V, 8^e (562-41-46) ; Français, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse, 14^e (327-52-37).

EVIL DEAD (A.) (*) : Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19).

FANNY ET ALEXANDRE (Sué.) : Epée de Bois, 5^e (337-57-47).

LA FIANCÉE QUI VENAIT D'AFRIQUE (Fr.) : Normandie, 8^e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (246-66-44).

LE FAUCON (Fr.) : Marignan, 8^e (359-92-82) ; Français, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Images, 18^e (522-47-94).

LA FEMME DE MON PÈRE (Fr.) : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06).

FLAUBERT (A., v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Saint-Michel, 5^e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6^e (325-39-83) ; Publicis Marignan, 8^e (359-92-82) ; Biarritz, 8^e (723-46-23) ; Paramount Marignan, 8^e (359-92-82) ; Kinopanorama, 15^e (306-30-50) ; - V.F. : Paramount Marignan, 8^e (359-92-82) ; Rem, (236-43-93) ; Paramount Beaulieu, 12^e (343-79-17) ; Alhambra, 12^e (343-00-63) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

BRULER LES PLANCHES (Fr.) : André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

CHANEL SOLITAIRE (Fr.) : Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

LE GEANT (Fr.) : Studio 43, 9^e (770-43-40).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉÂTRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7^e (783-64-66).

FRANÇOIS (A., v.a.) : Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; Colisée, 8^e (359-29-46) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; - V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33).

FRÈRE DE SANG (A., v.a.) : 7^e Art Beaubourg, 4^e (278-34-15) (H.sp.).

FURVO (Jap., v.a.) : Studio Cujas, 5^e (354-93-22).

GANDHI (Brit., v.a.) : Cluny Palace, 5^e (354-20-12) ; Elysées Lincoln, 8^e (359-36-14).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.f.) : Tourville, 20^e (344-51-98).

HANNA E. (Fr.-A.) : Quinzette, 5^e (633-79-38) ; Ambassade, 9^e (359-19-08).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX (A., v.a.) : Morlaix, 1^{er} (260-43-99).

L'HOMME DE LA RIVIERE D'ARGENT (A., v.a.) : Espace Galilée, 14^e (325-95-94) ; St-Lambert, 15^e (332-91-68) (H.sp.).

HONEY TONKMAN (A., v.a.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-43-85) ; Bompard, 6^e (326-12-12) ; Ambassade, 9^e (359-19-08) ; Parassiens, 14^e (320-30-19).

LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Olympia Luxembourg, 6^e (633-77-77) ; Olympic Balzac, 8^e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14^e (545-35-38) ; Parassiens, 14^e (320-30-19).

JOY (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43).

KOYANISQATSU (A., v.a.) : Escorial, 13^e (707-23-04).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Lucerna, 6^e (544-57-34).

LIBERTY BELLE (Fr.) : Epée de Bois, 5^e (337-57-47) ; Parassiens, 14^e (320-30-19).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

LE MONDE SELON GARP (A., v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.a.) : Quinzette, 5^e (633-79-38).

OCTOPUSSY (A., v.a.) : Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; Cluny Palace, 5^e (354-20-12) ; Paramount Odéon, 6^e (325-39-83) ; Publicis St-Germain, 6^e (222-72-80) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (720-76-23) ; Normandie, 8^e (359-41-18) ; - V.F. : Grand Rex, 2^e (236-80-32) ; Paramount Marignan, 8^e (359-92-82) ; UGC Montparnasse, 6^e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Paramount Beaulieu, 12^e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; Favette, 13^e (331-60-74) ; Paramount Odéon, 14^e (540-45-91) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Convention St-Charles, 15^e (579-33-00) ; UGC Convention, 15^e (828-42-27) ; Pamy, 16^e (288-62-34) ; Paramount Mallot, 17^e (758-24-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18^e (406-34-25) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-96).

CEIL POUR CEIL (A., v.f.) : Arcades, 2^e (233-44-58).

OUTSIDERS (A., v.a.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-43-85) ; Quinzette, 5^e (633-79-38) ; Ambassade, 9^e (359-19-08) ; - V.F. : Richelieu, 2^e (723-56-70) ; Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Images, 18^e (522-47-94).

PATRICIA (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32).

POUSSIERE D'EMPIRE (Franco-Vietnamien) : Ciné Beaubourg, 4^e (271-52-36) ; UGC Opéra, 2^e (261-50-32) ; Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12) ; St-Séverin, 5^e (354-50-91) ; UGC Rotonde, 6^e (633-08-22) ; Biarritz, 8^e (723-46-23) ; 14-Juillet Beaulieu, 11^e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; - V.F. : Marais, 4^e (278-47-86).

RUE CASE-NEGRES (Fr.) : Rio Opéra, 2^e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 4^e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; Ermitage, 8^e (359-15-71) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; 14-Juillet Beaulieu, 11^e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Images, 18^e (522-47-94).

LA SCARLINE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6^e (544-14-27) ; Biarritz, 8^e (723-46-23) ; UGC Boulevard, 9^e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13^e (336-23-44).

SUPERMAN III (A., v.f.) : Richelieu, 2^e (723-56-70) (H.sp.) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) (H.sp.).

TONNERRE DE FEU (A., v.a.) : U.G.C. Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; - V.F. : Arcades, 2^e (233-44-58).

TOOTSIE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.a.) : Vendôme, 2^e (742-97-52).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : 14-Juillet Beaulieu, 11^e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Elysées Lincoln, 8^e (359-36-14) ; 14-Juillet Beaulieu, 11^e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14^e (545-35-38).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.a.) : Desfer (H.sp.), 14^e (321-41-01).

UNDERGROUND USA (A., v.a.) : Action Christie, 6^e (325-47-46).

UNE PIERRE DANS LA BOUCHE (Fr.) : Colisée, 8^e (359-29-46) ; Parassiens, 14^e (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27).

VICTOR VICTORIA (A., v.a.) : Saint-Michel, 5^e (326-79-17).

VIVEMENT D'AMANTHE (Fr.) : Hantefeuille, 6^e (633-79-38) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Français, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-43-85) ; Lopez, 1^{er} (354-26-42) ; UGC Odéon, 6^e (325-39-83) ; Biarritz, 8^e (723-46-23) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9^e (246-66-44) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; UGC Gare de Lyon, 15^e (343-01-59) ; Favette, 13^e (331-60-74) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Montparnasse, 14^e (320-30-19) ; Pathé Clichy, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-96).

ZELIG (A.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Movies Halls, 1^{er} (260-43-99) ; Paramount Marignan, 8^e (359-92-82) ; Studio Alpha, 5^e (354-50-91) ; Studio de la Harpe, 5^e (634-25-62) (version angl. non s'écrit) ; Paramount Odéon, 6^e (325-39-83) ; Pagode, 7^e (705-12-15) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (720-76-23) ; Monte Carlo, 8^e (325-09-83) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Alhambra, 12^e (343-00-63) ; Paramount Beaulieu, 12^e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Convention St-Charles, 15^e (579-33-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75).

SALLE GAVEAU 20H30
MARDI 25, JEUDI 27 OCTOBRE
5 ans

Hiroiyuki Iwaki direction
Christiane Eda-Pierre, soprano
Olivier Charlier, violon (le 27)
Christian Ivaldi, piano
HAYDN - MOZART - STRAUSS

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
Direction : JEAN PIERRE WALLEZ

Location : Salle Gaveau 863 20 30 et Agences

MERCREDI

RACKET
DU SANG SUR LA TAMISE

INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

MERCREDI

Hanna Schygulla un film de Angela Winkler
Margarethe Von Trotta

L'amie

L'amitié au féminin trouble les hommes

LES FILMS NOUVEAUX

LE BOURREAU DES CŒURS, film français de Christian Gion, Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Rex, 2^e (236-80-32) ; Bompard, 6^e (326-12-12) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; Ermitage, 8^e (359-15-71) ; Paramount City, 9^e (742-56-31) ; Normandie, 8^e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Lumière, 9^e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

BRULER LES PLANCHES, film français de Gabriel Garran, Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

CHANEL SOLITAIRE, film français de Georges Kacandes, Richelieu, 2^e (723-56-70) ; Paramount Odéon, 6^e (325-39-83) ; Ambassade, 9^e (359-19-08) ; Lumière, 9^e (246-66-44) ; Parassiens, 14^e (320-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00).

EN HAUT DES MARCHES, film français de Paul Vecchiali, Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5^e (633-63-20) ; Ambassade, 9^e (359-19-08) ; Lumière, 9^e (246-66-44) ; Nations, 12^e (343-04-47) ; Parassiens, 14^e (320-30-19).

LE GEANT, film allemand de Michael Klier, v.a. : Studio 43, 9^e (770-43-40).

BOSS ET LA GRANDE VILLE, film allemand de Gloria Behrens, v.a. : Le Marais, 4^e (278-47-86).

LES MOTS POUR LE DÈRE, film français de José Pêcheiro, Ciné Beaubourg, 4^e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6^e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-39-83) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8^e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Convention, 15^e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18^e (522-46-01).

STAYING ALIVE, film américain de Sylvester Stallone, v.a. : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 4^e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-39-83) ; U.G.C. Rotonde, 6^e (633-08-22) ; Biarritz, 8^e (723-46-23) ; Paramount City, 9^e (742-56-31) ; Normandie, 8^e (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; v.f. : Rem, 2^e (236-80-32) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

BOSS ET LA GRANDE VILLE, film allemand de Gloria Behrens, v.a. : Le Marais, 4^e (278-47-86).

LES MOTS POUR LE DÈRE, film français de José Pêcheiro, Ciné Beaubourg, 4^e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6^e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-39-83) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8^e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Convention, 15^e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18^e (522-46-01).

STAYING ALIVE, film américain de Sylvester Stallone, v.a. : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 4^e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-39-83) ; U.G.C. Rotonde, 6^e (633-08-22) ; Biarritz, 8^e (723-46-23) ; Paramount City, 9^e (742-56-31) ; Normandie, 8^e (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; v.f. : Rem, 2^e (236-80-32) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-30-19) ; Mistinguo, 14^e (559-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mura, 16^e (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17^e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18^e (522-46-01) ; Secrétaire, 19^e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

PSYCHOLOGIES

CULTIVER SA MÉMOIRE
SOLLERS ET LES FEMMES
BALTHUS le regard interdit
LABORIT l'agressivité
LE MYTHE DE LA CRISE DE FOIE

LE JEU DU DOUBLE JE
LA POUPÉE et l'inconscient

Michel DRICKER

PSYCHOLOGIES, 15 FRANCS, CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX.

COMMUNICATION

SATELLITE ET RÉSEAUX CABLÉS

La France expérimente une sixième chaîne de télévision avec la Belgique et la Suisse

La sixième chaîne avant la quatrième et la cinquième ! Les regards sont tournés vers l'ancien réseau noir et blanc de la première chaîne d'où doit jaillir Canal-Plus, on scrutait l'orbite géostationnaire d'où devraient tomber les émissions du satellite T.D.F. 1 avec au moins une chaîne supplémentaire, et voilà qu'un autre nouveau-venu s'apprête à faire irruption avant tout le monde sur la scène de l'audiovisuel alors qu'on ne l'attendait plus. Nom : TV 5.

Cinq, parce que cinq organismes de télévision en sont les fondateurs : A 2 et FR 3, rassemblés dans un groupement d'intérêt économique (G.I.E.), Satellimages, que la chaîne belge R.T.B.F. et la Télévision suisse romande (T.S.R.) devraient bientôt rejoindre. Dans l'état actuel du projet, qui atteint la phase finale de sa préparation, TV 5 est chargée par le ministère des relations extérieures d'occuper chaque soir de la semaine de 19 heures à 22 heures le canal loué par la France sur le satellite E.C.S. 1 récemment mis en orbite par l'organisation européenne Eutelsat (le Monde du 21 juin).

Au terme d'une série de conventions croisées, signées - ou à la veille de l'être selon les responsables - entre le ministère des relations extérieures, Satellimages et les partenaires étrangers, TV 5 diffusera des émissions produites ou coproduites par les différentes chaînes. Les films de salle sont donc exclus. Hormis cette contrainte, chaque associé est libre de sa programmation à l'intérieur des soirées dont il sera responsable selon un partage qui est déjà fait : lundi, A 2 mardi, T.S.R. ; mercredi, TF 1 ; jeudi, A 2 ; vendredi, FR 3 ; samedi, R.T.B.F. ; dimanche, TF 1 (1).

Ainsi le projet de télévision francophone européenne - que l'on pouvait croire relégué - devrait-il voir le jour dès le début du mois de janvier 1984, le satellite E.C.S. 1 ayant été déclaré bon pour le service après les derniers essais de début octobre. Mais à qui s'adresseront les émissions ? Il relèvera depuis la station française de Berchem-en-Oise (Aube) où elles auront été assemblées depuis un studio de la rue Cognac-Jay (à Paris) par Télédiffusion de France (T.D.F.) ?

Théoriquement à toute l'Europe, puisque la couverture du satellite va de la Scandinavie à l'Afrique du Nord et de la France au rideau de fer. En pratique, il faudra disposer d'une installation de réception munie d'une antenne parabolique de 2 à 3,5 mètres de diamètre, dont le coût estimé est compris entre 50 000 et 70 000 F. C'est dire que TV 5 ne concerne pas directement les particuliers, contrairement au projet T.D.F. 1, dit de *télédiffusion directe* parce que censé émettre des émissions qui devraient pouvoir capter des antennes estimées à 3 000 ou 4 000 F, donc accessibles à un large public.

Une expérience d'un an

Les différents partenaires européens associés dans TV 5 ont donc commencé à démarcher leur « cible » : naturelle : les cablo-distributeurs. Ceux-ci peuvent en effet amorcer les émissions de télévision sur toute la clientèle de leurs abonnés. Il y a, en Belgique, un million de foyers francophones concernés et un million et demi dans la partie flamande. En Suisse, un million de foyers environ sont câblés, parmi lesquels cent mille francophones. D'autres pays se seraient d'ores et déjà montrés très intéressés : surtout les Pays-Bas, qui réclament depuis longtemps, selon le Quai d'Orsay, la retransmission des chaînes françaises dans leur espace bilingue. Demande à laquelle la France ne peut accéder en raison de l'impossibilité de rémunérer les ayants-droit des productions (artistes, interprètes, auteurs, réalisateurs, etc.).

Avec TV 5, la difficulté est contournée. Le G.I.E. peut passer des accords au coup par coup pour un public donné et exiger une rétribution en retour, dont un certain pourcentage est reversé aux ayants-droit. Le « signal » ne peut pas être capté sans l'accord de TV 5, dans la mesure où les émissions sont brouillées et nécessitent l'installation d'un décodeur.

Un atout

pour le plan câble

Mais on n'en est pas encore là. Dans l'immédiat, il s'agit d'une expérience dont les accords prévoient qu'elle durera un an. Et pour l'instant, c'est plutôt TV 5 qui est demandée. Afin d'attirer la clientèle potentielle (dont la majorité n'est pas de langue française) il a été décidé que les chaînes offriraient gratuitement leurs émissions au G.I.E. et que celui-ci offrirait gratuitement le signal aux cablo-distributeurs, à charge pour ces derniers de redistribuer les émissions en direct, en entier et sans y inclure de messages publicitaires.

Paradoxalement, c'est la France qui est la moins intéressée à l'opération.

tion dans l'immédiat, en raison de la maigreur actuelle de ses réseaux de télédistribution. Mais la mission d'aide au câblage, que conduit M. Bernard Schreiner, voit l'affaire d'un bon œil et compte bien inclure les émissions de TV 5 au nombre des services qu'elle proposera aux collectivités locales. Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication est, pour sa part, d'autant plus favorable au projet du ministère des relations extérieures qu'il exclut la publicité et n'impose que d'organismes de télévision de service public. La rediffusion de TV 5 en France ne risquant pas de déstabiliser le marché audiovisuel français, c'est sans peine que le gouvernement devrait accorder à ses promoteurs une autorisation.

Il restera cependant encore à conclure un accord avec les sociétés d'auteurs ou syndicats professionnels représentant les ayants-droit. Pour la première année expérimentale, ceux-ci devraient donner ces jours-ci leur accord contre une somme forfaitaire.

Au total, l'opération reviendrait à environ 17 millions de francs en 1984. Sur cette somme, 9 millions de francs représentent les frais techniques que constituent surtout la location du canal sur E.C.S. 1 et l'achat gratuit des décodeurs aux cablo-distributeurs. Les associés se répartissent les charges au prorata du nombre de jours occupés dans une semaine. La France paiera donc les cinq septièmes. Les 5 millions de francs restants correspondent à l'estimation des frais de réalisation et de mise en forme des émissions. (2). Car TV 5 ne veut pas être simplement un assemblage d'émissions mises « bout à bout » : des génériques particuliers et des présentateurs enchaîneront les programmes.

Des programmes qui ne sont pas encore arrêtés, mais que les promoteurs de TV 5 veulent le plus séduisant possible : la France sera sans doute présente avec des émissions comme Champs-Élysées, l'Académie des bas-arts, Fox comme un oiseau, les Cinq Dernières Minutes ou Cinéma 16, la Suisse avec son émission de reportages Temps présent ou Téléscope, et la Belgique avec peut-être Vidéogames ou Génération 80.

ÉRIC ROHDE.

(1) TV 5 : 21, rue Jean-Goujon, Paris-VIII^e. Président : M. Paul Peyre, ancien inspecteur général d'antenne 2.
(2) Du côté français, l'expérience est supportée financièrement par le ministère des relations extérieures.

« Le Courrier picard » lance son programme de télématique grand public

De notre correspondant

Amiens. - Un service télématique grand public fonctionne depuis lundi 17 octobre dans la région Picardie : le centre serveur est situé au journal *Le Courrier picard*, à Amiens.

Les personnes ou les collectivités qui possèdent un terminal Minitel peuvent recevoir les services suivants : livre de l'emploi, annuaire du conseil régional, annuaire des élus, annuaire administratif et guide des droits et des démarches, fichier immobilier des notaires de la région, guide des musées, des monuments et des sites picards, guides pratiques d'usage quotidien (guide culinaire, guide des cadeaux, etc.).

Le *Courrier picard* est particulièrement satisfait de la mise sur pied du « livre de l'emploi », réalisé avec le concours de différents organismes publics. Le premier chapitre contient des renseignements sur la Picardie économique, les statistiques du marché de l'emploi, des dossiers économiques (filère bois, industrie agro-alimentaire...). Le deuxième chapitre détaille les établissements scolaires et leurs spécialités jusqu'au bac. Il permet l'accès à un guide de la formation continue. Le troisième chapitre expose les métiers, les concours administratifs, les droits et obligations des salariés. Il offre un guide de la recherche d'emploi et un guide de l'indemnisation.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 18 OCTOBRE

- MM. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, Jean Bernard, président de la C.F.T.C., Edmond Moire, secrétaire général de la C.F.D.T., Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., sont les invités de l'émission « Europe Plus » sur Europe 1, à 19 h 30.

● L'Union nationale des clubs de la presse, qui a tenu son congrès à Marseille les 14 et 15 octobre (avec les délégués de dix-sept clubs), a désigné son nouveau bureau : président : M. Jean-Michel Bezzina, rédacteur en chef adjoint de R.T.L. (club de Nancy) ; président délégué : M. Philippe Pujas, *Nouveau Journal* (club de Lyon) ; vice-

Télédistribution

LES P.T.T.

VONT CÂBLER MONTPELLIER

M. Louis Mexandau, ministre des P.T.T., et M. Georges Frêche, maire socialiste de Montpellier, signeront, mercredi 19 octobre, la première convention importante entre une collectivité locale et l'Etat dans le cadre du plan de câblage. La direction générale des télécommunications (D.G.T.) et Télédiffusion de France (T.D.F.) sont ainsi chargées de réaliser un réseau de télécommunication en fibres optiques raccordant dans un premier temps vingt mille logements. Les travaux commenceront l'année prochaine et les commandes seront adressées aux industriels avant la fin de 1983.

La ville de Montpellier exploitera le réseau de télédistribution. La municipalité va constituer à cet effet une société d'études regroupant le conseil régional, le conseil général de l'Hérault, l'institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie (IDATE) et T.D.F. Une autre société devra mettre en œuvre une unité locale de production télévisée. Cette volonté de développer les programmes locaux n'est pas nouvelle : la région soutient depuis des années Vidéo animation Langue doc (VAL), un des pôles de production les plus importants du sud de la France.

A la mairie de Montpellier, on indique que la taxe de raccordement au réseau devrait être très faible et que l'abonnement aux programmes de télévision par câble se situera entre 400 F et 1 000 F par an, selon la formule choisie.

présidents : MM. Philippe Tomasini, *Dauphiné libéré*, Anancy (club de Savoie), et François David, *Orne-Herba* (club d'Alençon) ; secrétaire général : M. Pierre Vincent, *Est-Républicain* (club de Nancy) ; trésorier : M. Romain Bernard, *Républicain-Lorrain* (club de Metz).

Mardi 18 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Téléthèque : Hauts-de-France. D'après Barbey d'Aurevilly, Avec M. Darc, P. Frankour, C. Joannin, M. Piccoli.
- Sous la Restauration, à Nerville, dans le Cotentin, le Docteur Norry conte à une assemblée l'histoire du village et celle d'Hautecroix, l'escrimeuse à la beauté délicate.
- 22 h 10 Café-théâtre : On n'est pas des pigeons. Mise en scène : B. Laurent, spectacle du Théâtre du Corbeil.
- Une comédie « ornithologique », une lutte entre corbeaux et pigeons.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

FOIE - DIGESTION - CONSTIPATION

Boldoflorine
Infusion
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Ne pas utiliser chez l'enfant et en cas d'allergie.

Pas d'utilisation prolongée sans avis médical. Viro GP 344 N 403

- 20 h 40 Film : Beau-Père. Film français de B. Blier (1981), avec P. Dewaere, A. Besse, M. Ronet, N. Garcia, N. Baye, M. Risch, C. Minich.
- Après la mort de sa mère, une fille de quatorze ans veut connaître l'amour avec le compagnon de celle-ci, son « beau-père ». L'occasion. Jeu subtil de l'adulte et de la jeune fille. Plus qu'Arlet Besse en adolescence moderne, on s'attache à Patrick Dewaere et Maurice Ronet, tous deux disparus.
- 22 h 45 Magazine : Lire c'est vivre, de P. Dumayet.
- Le Rouge et le Noir, de Stendhal.
- 23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 La dernière séance : soirée James Stewart. Émission d'E. Mitchell et G. Jourdain. 20 h 40, Dessin animé : Bugs Bunny ; 22 h 30, Tex Avery et réclames de l'époque.

- 20 h 50 Premier film : la Flèche brisée. Film américain de D. Davies (1949), avec J. Stewart, J. Chandler, D. Paget, B. Ruyssael, W. Geer, J. Mac Kenzie (réf.).
- En 1870, en Arizona, un Blanc, chercheur d'or, qui a découvert le loup des Indiens, cherche à tuer la bête entre l'armée américaine et le chef apache Cochise. Basé sur des documents d'époque et tourné par un réalisateur qui connaissait et estimait les Indiens, ce premier western antiraciste eut une grande importance pour l'évolution du genre.
- 22 h 50 Journal.
- 23 h 10 Douzième film : Winchester 73. Film américain d'A. Mann (1950), avec J. Stewart, S. Winters, D. Duryea, S. Mac Nally, M. Mitchell, R. Hudson.
- Une carabine, gagnée à un concours de tir par un homme qui veut assouvir une vengeance, est volée à son premier propriétaire, puis passe de main en main, en portant malheur.
- L'atmosphère du Far West recrée avec exactitude, à partir d'une arme perfectionnée. Verté humaine des personnages, réflexion sur la violence, style épuré d'Anthony Mann.
- 0 h 45 Prélude à la nuit.
- Ich Schwebel, de Strauss, sur un poème de Heackell, par Udo Reinemann, baryton, et David Selig, pianiste.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 6 Hier au cinéma : Volpone, film de M. Tourneur.
- 18 h 55 Informations.
- 19 h 10 Série : Saturnin et Cie.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 20 h. Dialogues : Légimité de la violence dans les luttes de libération ? avec J. Ziegler et J. Chénoblet.
- 21 h 15 Musique à l'œuvre : la 9^e Symphonie de Beethoven.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 de Beethoven, Symphonie n° 6, de Bruckner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. R. Reuter, sol. P. Roessel, piano.
- 22 h 30, Fréquences de nuit : Tchaïkovski.
- 23 h 10, Jazz-Club.

Mercredi 19 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annik.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Un métier pour demain.
- Peintre et microtiter.
- 16 h 50 Vitamines.
- 16 h 40 Jouer le jeu de la santé.
- 16 h 45 Magazine : Temps X.
- 17 h 40 Info-jeunes.
- 17 h 55 J'aime sport.
- 18 h 20 Le village dans les nuages.
- 19 h 40 Variété-scène.
- 19 h 55 7 h moins 5.
- 19 h 55 Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 45 Jeu : Marions-les.
- 19 h 53 Tirage du Loto.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Pierre Mendès France, un an d'absence.
- Un an après sa disparition, des témoignages de compagnons de route, amis ou collaborateurs : MM. Edmond Moire, Jacques Chaban-Delmas, Gaston Monerville, Jean Daniel.
- 22 h 10 Dances : American Ballet Theatre.
- La chorégraphie américaine.
- 23 h 10 Journal.

- 20 h 35 Pierre Mendès France, un an d'absence.
- Un an après sa disparition, des témoignages de compagnons de route, amis ou collaborateurs : MM. Edmond Moire, Jacques Chaban-Delmas, Gaston Monerville, Jean Daniel.
- 22 h 10 Dances : American Ballet Theatre.
- La chorégraphie américaine.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Les carnets de l'aventure.
- Le Sahara en court, de D. Sorre.
- 14 h 25 Dessins animés.
- 15 h Réparé A 2.
- 17 h 10 Platine 45.
- Avec Bergman et Van Houten, Nina Hagen, Catherine Ferry.
- 17 h 45 Terre des bêtes.
- La journaliste géante de Georges Gris ; dans le clan des chimpanzés.
- 18 h 30 C'est le vie.
- 18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Football : Paris-Saint-Germain - Juventus de Turin.
- 22 h 20 Magazine : Moi... je.
- De S. Boutiller.
- De l'astrologie à la folie vidéo, en passant par les différentes manières de rédiger son testament (en vidéo). Un magazine inédit.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 15 h En direct de l'Assemblée nationale.
- Questions au gouvernement.
- 17 h Télévisions régionales.
- Programmes autonomes des danseurs.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Variété : Cadence 3.
- Émission de Guy Lux et Lella Milić.
- Autour de Michèle Torr, Gérard Blanchard, Nana Mouskouri, Pierre Bachelet.
- 21 h 45 Journal.
- 22 h 05 Téléfilm : 500 kilomètres à pied, ça usa.
- Réal. Claude Couderc.

Les souffrances physiques et morales d'un homme de quarante ans engagé pour la cinquième fois dans la célèbre course à pied Strasbourg-Paris.

23 h Prélude à la nuit.

Quintette « 1 et la mejeur », de Païstello, par le Quintette de l'Orchestre de chambre Franco Michèle Napolitano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 6 Document : Les Tourages du crépuscule.
- 18 h 10 Court-métrage : Bunker boulevard.
- 18 h 30 Vie régionale.
- 19 h 55 Informations.
- 19 h 10 Série : Saturnin et Cie.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : Toulouse aux portes du futur.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : des odeurs aux parfums ; à 8 h 32, Le rye dans l'Antiquité.
- 8 h 50, Échec au hasard.
- 9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
- 10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Valérie et Chloé », de D. Heutzig et « Mon premier amour et autres désastres », de R. Pascal.
- 11 h 2, Musique à l'œuvre : Beethoven (et à 13 h 30, à 17 h 32 et 20 h).
- 12 h 5, Nous tous chacun.
- 12 h 45, Panorama.
- 14 h, Sans.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Prélude, choral et fugue », de P. Schaeffer.
- 14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : la scénarisation ou l'écriture émotionnelle par le texte.
- 15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Itinéraires, à Saint-Fargeau ; à 15 h 35, Cosmologies ; à 16 h, Sciences ; à 17 h, Raison d'être.
- 18 h 30, Feuilleton : L'Œuvre Saint-Pol.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Perspectives scientifiques : les différents aspects de l'évolution : les origines de l'homme.
- 20 h, Musique à l'œuvre : la 10^e Symphonie de Beethoven à Vienne.
- 22 h 30, Nuits magiques : grandeur nature.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Pictoriques et légères.
- 6 h 30, Musiques de matin.
- 7 h 10, Concert : œuvre de Mozart par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J. Semkov.
- 7 h 45, Le journal de musique.
- 8 h 12, Magazine.
- 9 h 2, Le matin des musiciens (les musiciens franco-flamands) : œuvres de Mozart, Obrecht, Compère, Brumel, Wagner, Isaac, Helleinek.
- 12 h, Arts de recherche.
- 12 h 35, Jazz.
- 13 h, Opérette-Magazine.
- 13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Gauthier, Marais, Telemann, Rameau, par l'Ensemble d'instruments anciens « Euphonia ».
- 14 h 4, Microcosmos.
- 17 h 5, Histoire de la musique.
- 18 h, L'imprima.
- 19 h 5, Studio-concert : œuvres de Debussy, Schubert, Poulenc, Moussorgsky avec B. Krusyn, baryton, G. Van Blerck, piano.
- 20 h, Les chants de la terre.
- 20 h 30, Concert : « Doktor Faustus » de Busoni par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de l'O.R.F., dir. G. Albrecht, chef des chœurs G. Preinfalk, orgue, M. Hasselböck, sol. G. Reich, W. Cochran, K. Rydell.
- 23 h, Fréquences de nuit : œuvres de Haydn, Britten, Brahms, Bach.


CREDIT GRATUIT
chez **SINGER**

Du 17 octobre au 26 novembre 1983.
 Exemple : **Machine à coudre Futura 2010 en portable**
366 (hors assurances)
 67F/mois
 1^{er} versement : 1665F
 Crédit gratuit : 18 mois
 Prix au comptant : 8265F

* Sous réserve d'acceptation du dossier par le SFRAC et après versement d'un acompte obligatoire. Offre valable pour tout acheteur de produits SINGER à partir de 2500 F.

هذه هي الامثلة

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITALX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La mm/col.	La mm/lig. T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,65
IMMOBILIER	33,60	39,65
AUTOMOBILES	33,60	39,65
AGENDA	33,60	39,65

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR TECHNIQUE CENTRALIEN, ESE

Nous sommes un important groupe spécialisé dans les technologies de pointe, en électronique et à vocation largement internationale.

Nous recherchons pour notre **DIVISION INSTALLATIONS ELECTRIQUES - HT - BT (2500 personnes)** située à Paris, un **DIRECTEUR TECHNIQUE** qui sous l'autorité du Directeur de la Division, aura l'entière responsabilité de :

- l'évolution des technologies et du développement des ressources techniques
- l'optimisation des investissements et des améliorations à apporter dans leur utilisation

Il conseillera les Responsables opérationnels dans la mise en œuvre des technologies nouvelles et le développement du contrôle et de l'Assurance Qualité.

Ce poste évolue vers des fonctions de très haut niveau à terme, exige une personnalité affirmée, d'environ 40 ans, ayant une expérience d'ingénieurs T.C.E., et plus particulièrement dans le domaine de l'installation électrique.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à la Direction du Personnel
CSEE, 17 Place Etienne Perrin 75738 Paris Cedex 15
sous référence C.639.

DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDERIES

Rattachées à Eclair Prestil Industries, nos fonderies (Région Parisienne et Haute Normandie) fabriquent des pièces de précision en zamak. Auto-nomes sur le plan de la gestion, de la technique (conception des moules, développement...) et du marketing, elles bénéficient de l'appui du Groupe.

Nous confierons ce poste à un candidat pouvant assurer pleinement la direction et la gestion de ces deux établissements (CA : 45 MF, effectif : 300). Le développement des ventes par la recherche de nouvelles applications est un objectif prioritaire. Des moyens importants sont disponibles pour cette activité.

Nous étudierons avec un intérêt particulier les candidatures d'ingénieurs **Grandes Ecoles (Centrale...)**

Merci d'envoyer C.V. complet à :

Direction des Relations Humaines Eclair Prestil Industries.
95, boulevard Charles de Gaulle, 76140 Petit Quevilly.

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION RECHERCHE SON 4^e ATTAQUANT

Poste : DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Terrain : P.M.E. du secteur biomédical, région Fontainebleau.

Mission : Animation des structures comptables et financières
Contrôle des procédures informatiques et administratives.
Secrétariat général.

Prolongation : Organisation et contrôle de gestion.

Conditions de sélection : 30 à 35 ans environ.
E.S.C. ou grande école commerciale.
5 ans d'expérience en P.M.E.

Règles du jeu : Savoir s'adapter.
Faire preuve de ténacité.
Développer ses qualités de synthèse.

Si le match vous tente, adresser votre c.v. avec photo et prétentions au journal sous n° 7.015, *Le Monde Pub.*, service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

HOLDING FINANCIER

recherche

LE FUTUR P.D.G.

(à horizon maximum de 2 ans)

d'une de nos filiales P.M.E. de notoriété établie, leader dans son domaine et située dans le Centre-Ouest.

Secteur métallurgie, fabrication et distribution.

Effectif : 170 personnes, C.A. 50 MF.

Le candidat devra avoir :

- 30/45 ans environ ;
- Une formation / expérience technique et commerciale (une expérience pièces détachées serait utile) ;
- Le sens du commandement et de l'animation d'une P.M.E.

Envoyer sous n° 8.992 *Le Monde Publicité*, service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Directeur division commerciale agriculture

Vous avez :

- au minimum 35 ans,
- une formation supérieure sanctionnée par un diplôme d'ingénieur ou de gestionnaire,
- une expérience de manager déjà confirmée,
- la perspective du commerce international et des négociations à haut niveau.

Notre Société recherche le Directeur de sa division commerciale agriculture.

Nous offrons :

- le statut et la rémunération de cadre supérieur,
- une période d'intégration centrée sur l'exportation,
- une période d'assurance à moyen terme la responsabilité d'une division commerciale intégrant marketing, développement et commercialisation
- la perspective d'assurer à moyen terme la responsabilité d'une douzaine d'agences, (effectif : 60 personnes, C.A. : 400 millions de francs).

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. daté et précisant sur l'enveloppe la référence 2704/M et les sociétés avec lesquelles vous ne développez pas entrer en contact à Communiqué. (Discretion absolue garantie.)

Communiqué

5, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra.

Vous êtes un homme d'expérience et un PDG pourra s'appuyer sur vos qualités d'organisateur et d'animateur ainsi que sur vos compétences de gestionnaire pour vous confier la

Direction de son Usine (75 pers.)

(machines automatiques et chaudronnerie).

Ce PDG désire se consacrer au développement commercial de l'entreprise en France et à l'étranger et détecter les nouveaux créneaux.

Vous serez chargé de coordonner les divers services de l'usine :

- études
- production
- gestion, finances, administration.

Si vous avez acquis l'expérience suffisante au sein d'entreprises de taille moyenne, dans le secteur de la métallurgie, vous êtes concerné par cette offre.

Ce poste est à pourvoir à 100 km de Paris.

Envoyer CV et prétentions sous réf. ALM au

Poissonnière
Commercial Building
11 Fg Poissonnière
75009 Paris
Discretion assurée.

Vendre, animer, développer...

La vente est votre motivation profonde et, sans abandonner ce domaine vous souhaitez élargir vos attributions.

Nous vous offrons de devenir notre :

DIRECTEUR DES VENTES

Pour cela nous recherchons :

- un **VENDEUR** qui fait ses preuves sur le terrain avec une expérience réussie de la vente de services aux entreprises pour assurer le suivi d'une partie de la clientèle existante.
- un **ANIMATEUR** pour former, entraîner, dynamiser, contrôler, évaluer une équipe d'attachés commerciaux et pour prendre en charge la responsabilité commerciale d'une douzaine d'agences.

Par son action, il devra contribuer de façon significative au développement de l'entreprise.

Notre société : l'une des toutes premières entreprises de travail temporaire française, spécialisée dans les emplois administratifs sur Paris et la Région Parisienne, mettra à sa disposition une expérience et une renommée ainsi que des moyens logistiques et publicitaires qui seront des atouts précieux dans la réussite de sa mission.

Si vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent, âgé d'environ 35 ans et surtout si vous relevez le défi, écrivez sans tarder à notre Conseil.

Adressez C.V., photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 23 01 01/534 à ADEQUATION
62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ORGANISME DE COOPERATION INDUSTRIELLE

recherche

1- un Consultant pour Séoul

réf. 125

Mission :

- Durée : 2 ans minimum.
- Etudes de faisabilité et réalisation de joint ventures entre Moyennes Industries Coréennes et Françaises (principalement travail des métaux et mécanique)

Profil :

- Diplôme d'ingénieur ou d'économiste.
- Grande expérience des Moyennes Industries et de leur gestion, en qualité de dirigeant ou de consultant (si possible, expérience du suivi de petits projets industriels).
- Anglais courant, écrit et parlé.
- Excellent contact et adaptabilité au contexte coréen à tous les niveaux (expérience Extrême-Orient appréciée)
- Minimum 35 ans.

2- un Consultant pour Paris

réf. 126

Mission :

- Durée : 2 ans minimum
- Recherche de Moyennes Industries Françaises intéressées par une coopération avec des homologues Coréennes
- Etude de faisabilité de joint ventures entre ces sociétés.

Profil :

- Diplôme d'ingénieur.
- Grande expérience des Moyennes Industries et de leur gestion, en qualité de dirigeant ou de consultant.
- Anglais courant, surtout écrit.
- Bon contact pour relations avec organismes français variés.
- Minimum 35 ans.

3- un Spécialiste Travail des Métaux et Mécanique pour Séoul

réf. 127

Mission :

- Durée : 2 mois début 1984.
- Recherche et définition précise d'opportunités de progrès technologique dans les Moyennes Industries Coréennes de ces branches d'activité

Profil :

- Diplôme d'ingénieur dans le domaine concerné
- Large expérience de différents sous-secteurs et de différentes technologies, en tant que Directeur de Production
- Compétence générale en matière de gestion
- Anglais courant, écrit et parlé.
- Excellent contact et adaptabilité au contexte coréen
- Minimum 45 ans.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence du poste à C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour

CAMEROUN

adjoint administratif

Rattaché directement au Responsable de l'Agence, il assurera le suivi des procédures administratives et comptables de l'ensemble de l'Agence à DOUALA.

Une expérience dans le domaine des travaux publics, acquise, si possible dans les pays d'Outre-Mer, est nécessaire.

Séjour en famille - Avantages liés à l'expatriement.

Adressez c.v., photo et prétentions / réf. 5419 à AXIAL Publicité, 27, rue Taibout 75009 Paris, qui transmettra.


emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

SYSTEM 12

hardware & software system designers

System 12, ITT's world beater into the 21st century, is a fully digital and fully distributed switching system. This is your opportunity to contribute professionally to the development of advanced systems which merge information processing with information delivery. You will be part of the nucleus which is ITT's driving force at the sharp end of advanced technology in the communications revolution.

Opportunities, with real prospects for career advancement, at all levels, are currently available in these areas:

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> planning of large, international, multi-site programming projects; <input type="checkbox"/> software life cycle processes; <input type="checkbox"/> programming system architecture and design; <input type="checkbox"/> software product development and release planning; <input type="checkbox"/> management of real time programming projects; <input type="checkbox"/> planning, design and implementation of IBM based networks; <input type="checkbox"/> review, appraisal, and reporting of | <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> development projects; <input type="checkbox"/> switching system architecture; <input type="checkbox"/> stored programme control; <input type="checkbox"/> process control software; <input type="checkbox"/> telephonic applications; <input type="checkbox"/> packet switching applications; <input type="checkbox"/> integration test and software design; <input type="checkbox"/> microprocessor or logic design; <input type="checkbox"/> integrated services digital network; <input type="checkbox"/> digital FAX. |
|--|---|

A degree, or equivalent, in an appropriate discipline, fluent English and willingness to relocate outside of France are essential. Remuneration and benefits will be pitched at a level to attract the best available talent.

Please write in English with full curriculum vitae, preferably also in English, including contact phone number to:

Manager Staffing, Ref. JPS, ITT Europe, avenue Louise 480, B-1050 Brussels, Belgium.

ITT

emplois régionaux
emplois régionaux
emplois régionaux
emplois régionaux

6 postes d'ingénieurs à Dijon

Au sein du Groupe THOMSON, L.C.C. conçoit et réalise des COMPOSANTS ELECTRONIQUES. Dans le cadre du développement de nouveaux produits, nous recherchons :

Ingenieur étude nouveaux produits

Débutant ou première expérience, de formation A.M., I.N.S.A., E.N.I. option Electronique avec notions de Mécanique. Il se verra confier, avec l'assistance d'un groupe de techniciens, la conception et le développement de nouveaux produits. Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir de bonnes connaissances des circuits analytiques de petites et grandes puissances, ainsi que des notions de coûts économiques. (Ref. GV/292/1).

Ingenieur laboratoire appliqué

Débutant ou première expérience, de formation PHYSICO-CHIMISTE, ayant déjà participé à des projets en laboratoire. Directement rattaché au Chef de Service Etudes, il se verra confier, avec l'assistance d'une équipe de techniciens performants, la conception de nouveaux procédés technologiques. (Ref. GV/292/2).

Ingenieur électronicien

De formation Supérieure ELECTRONIQUE ou AUTOMATISME. En collaboration avec le Service Engineering, il conçoit et réalise des programmes sur micro-processeur et mini-informatique associés, afin de permettre la mise en production efficace de nos produits. (Ref. GV/292/4).

Ingenieur engineering

De formation Supérieure MECANIQUE, A.M., I.N.S.A., ... A partir des besoins de production et des contraintes technologiques, il définit, construit et met au point des machines permettant d'apporter un gain de productivité.

Outre de bonnes connaissances en Automatisation Electronique ou Micro-processeur, il est souhaité une pratique de deux ou trois ans dans un Bureau d'Etudes. (Ref. GV/292/3).

Ingenieur développement

De formation Supérieure de type MECANIQUE, GENIE PHYSIQUE ou CHIMIE ORGANIQUE.

A partir du Cahier des Charges, il conçoit et réalise des procédés de fabrication multi-couches, jusqu'à la préindustrialisation. Une expérience en technologie des circuits hybrides ou sérigraphie serait appréciée. (Ref. GV/292/5).

Ingenieur développement

De formation Supérieure MECANIQUE, PHYSIQUE ou ELECTRO-TECHNIQUE. Il assurera, en relation avec le Service Engineering, la mise en œuvre des procédés et la mise au point des équipements destinés au lancement de nouveaux produits. (Ref. GV/292/6).

Tous ces postes offrent de larges perspectives d'évolution. Merci d'adresser votre candidature : C.V. + photo, avec la référence du poste choisi, à CAPFOR - 70, rue Boileau - 69006 LYON.

CAPFOR

PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BREST - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

L'Offshore, ça marche encore...

Dans notre société de services, nous avons conservé enthousiasme et conviction. Il est vrai que nos dirigeants sont entrepreneurs et accrocheurs, qu'ils n'hésitent pas à diversifier leurs activités à partir des projets que nous leur soumettons. Nous avons tout pour réussir, mais il est temps de nous structurer pour préparer le long terme. Aussi recherchons-nous :

- un adjoint au responsable de l'engineering opérationnel

A partir du cahier des charges, il aura pour principales missions : l'étude de la faisabilité des projets, le choix des moyens à mettre en œuvre, l'élaboration et la rédaction des procédures, le suivi de la réalisation des projets. Ce poste convient à un ingénieur diplômé grande école possédant 2 ans minimum d'expérience dans le domaine de l'offshore et de préférence au sein d'une direction similaire. (réf. 3101 a).

- deux ingénieurs systèmes

Rattachés à la Direction Technique et en liaison avec les ingénieurs d'affaires, ils seront chargés d'animer et coordonner l'ensemble des activités liées à la conception de matériel spécifique ou à l'amélioration de systèmes existants afin de satisfaire les besoins exprimés par la clientèle. Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs diplômés grande école, possédant quelques années d'expérience de la fonction dans un secteur d'activité similaire. (réf. 3101 b).

- deux ingénieurs d'affaires

Rattachés à la Direction Commerciale, ils se verront confier la totale responsabilité de la gestion d'un ou plusieurs projets, depuis la négociation du contrat jusqu'à sa réalisation. Ces postes conviennent à de jeunes ingénieurs chefs de projets disposant de quelques années d'expérience dans le domaine maritime ou pétrolier. (réf. 3101 c).

Tous ces postes sont basés dans le Sud-Est mais nécessitent des déplacements de courte durée à l'étranger. La pratique de langue anglaise est impérative. La rémunération annuelle de départ sera liée au potentiel et à l'expérience des candidats retenus.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence de votre choix.

Meyer & partenaires

100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

recrute pour son établissement de RENNES

INGÉNIEURS

(Débutants à cinq ans d'expérience)

DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- Informatique scientifique ;
- Informatique Temps réel ;
- Mesures (G.P.L.B.) ;
- Traitement du signal (technique numérique) ;
- Automatique ;
- Micro-informatique (68 000 - A.M.D. 900) ;
- Labo électronique (Développement-Industrialisation) ;

TECHNICIENS

EXPÉRIMENTÉS DANS L'UN DES DOMAINES SUIVANTS :

- Hyper-fréquence ;
- Electronique B.F. - Audio ;
- Electronique rapide ;
- Logiciel.

Adresser C.V. et prêt à HAVAS, N° 5765 AT, 16, avenue de Crimée, 35100 RENNES.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE PHYSIQUE DE STRASBOURG

cherche

UN INGÉNIEUR

pour la gestion et le développement de son service d'informatique (poste ingénieur type C.N.R.S. 3 A)

Les candidatures avec C.V. sont à envoyer à Monsieur le Directeur de l'E.N.S.P.S., 7, rue de l'Université, 67000 STRASBOURG.

ingénieur débutant entretien, travaux neufs

LA ROCHETTE VÉNEL, 300 MF de CA, 370 personnes, est le n°1 dans la C.E.E. de la confection mi-chimique destinée à la fabrication du carton ondulé. Elle exporte 40 % de ses ventes. Elle est filiale du Groupe La Rochette Cenpa, l'un des tout premiers du papier-carton en France.

Située à Vénizel près de Soissons (02), l'unité de production emploie 350 personnes. Elle fonctionne à feu continu. Les automatismes et l'informatique y jouent un rôle de plus en plus prépondérant.

Cette usine va réaliser d'importants investissements pour accroître sa capacité de production et améliorer sa productivité.

Elle recherche à cet effet un jeune ingénieur généraliste orienté automatismes. Il prendra en charge l'automatisation de certaines installations et en assurera la responsabilité depuis les études préliminaires jusqu'au démarrage.

Cette première mission lui permettra de mettre en valeur ses qualités de conception, d'organisation et de collaboration avec les différents services de l'usine et les fournisseurs extérieurs. Sa réussite favorisera son évolution vers des responsabilités d'entretien ou de production.

Le Groupe La Rochette Cenpa, avec 16 usines en France, offre des opportunités de carrière très ouvertes aux jeunes ingénieurs désireux de valoriser leur potentiel.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J12, à : Direction du Personnel, Groupe LA ROCHETTE CENPA - 2, rue Louis David - 75702 PARIS CEDEX 16.

La Rochette Cenpa

Etablissement Financier de premier plan recherche

Cadre responsable du service titres

Le poste basé à TOULOUSE comporte :

- Encadrement au plan administratif et comptable d'un service de 5 à 6 personnes ; suivi et contrôle des opérations ;
- Conseil financier éventuel et information du réseau.

Il requiert :

- Des connaissances précises en matière de gestion administrative des titres, fiscalité et éléments de base pour conseil financier. Une bonne pratique de l'outil informatique est souhaitable.
- L'aptitude au commandement et le sens des contacts humains.
- Une formation supérieure ou à défaut une expérience confirmée dans un poste analogue.

Adresser CV manuscrit photo et prétentions à : **Sogenor**

13 boulevard Haussmann 75009 Paris.



Responsable de la Planification

CREDIT AGRICOLE DE ROUEN

Pour assurer l'élaboration et le suivi de nos stratégies de développement, notre Directeur Adjoint crée, auprès de lui, une fonction planification. Il tient à avoir pour ce poste, un généraliste dont l'ampleur d'esprit, la motivation, et la flexibilité en feront l'un des interlocuteurs privilégiés de la Direction et du Conseil d'Administration de l'Entreprise.

Diplômé d'une Grande Ecole (HEC, Sciences Po, Sup de Co...), possédant une expérience de 5 à 7 ans, si possible dans le secteur bancaire, il effectuera le diagnostic de l'Entreprise et de son environnement, organisera le système d'informations financières et de gestion, et contribuera à la définition de notre politique à moyen terme.

Homme ou femme de communication, nous lui demanderons de s'imposer rapidement mais naturellement dans l'Entreprise. Merci d'adresser votre candidature, CV, sous référence 83223 M à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU

centor

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

551 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Leader dans le domaine de Matériel d'Équipements pour la réalisation des grands ouvrages en béton, FREYSINET INTERNATIONAL regroupe une soixantaine de Sociétés réparties sur les cinq continents. Nous recherchons :



Un Ingénieur Chimiste (Marseille)

(réf. 83737 M)

Nous offrons à un ingénieur de haute compétence l'opportunité de valoriser son goût pour l'innovation des produits chimiques (résine synthétique notamment). Il prendra la Direction effective du laboratoire et de l'unité de production (7 personnes). Cette offre s'adresse à un ingénieur ayant nécessairement des qualités et l'expérience d'analyser et d'innover.

Un Responsable du Service Contrôle Réception (Epernon - 28)

(réf. 83741 M)

Formation technique supérieure. Option mécanique. Il aura au moins 3 ans d'expérience dans un service contrôle.

Un Ingénieur Débutant (Banlieue Ouest de Paris)

(réf. 83738 M)

Formation type A.M. ou équivalent. Connaissance de l'anglais exigée. Si vous souhaitez vous intégrer dans une Société à vocation internationale pour apporter des idées neuves dans les méthodes de conception et d'exécution de produits nouveaux, adressez votre dossier à notre Conseil, à qui nous avons confié ces recherches.



13 bis, rue Henri Monnier
75008 PARIS

Ingénieur Débutant Développement Technique

BSN-EMBALLAGE - premier producteur européen d'emballages en verre - recherche un jeune ingénieur pour participer au développement technologique de son Département Flaconnage (400 MF de CA, fabrication de flacons pour la parfumerie, la pharmacie et l'alimentaire).

Collaborateur direct du responsable d'un secteur de production, il assurera l'animation et la coordination de projets techniques visant à améliorer la productivité et la qualité : élaboration de nouveaux procédés de fabrication, informatique de process, implantation de nouvelles technologies dans les ateliers (FAO, DAO, CAO). Il travaillera en étroite relation avec le personnel de production, la Direction Technique de BSN-Emballage et aura des contacts avec l'extérieur, fournisseurs et clients.

Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste ayant si possible acquis une certaine spécialisation en électromécanique et informatique. Une formation en génie chimique peut être aussi envisagée.

Il lui permettra de développer des compétences techniques variées ainsi que des capacités de contact et d'animation qui le prépareront à évoluer vers des responsabilités opérationnelles en production.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M25 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 75231 Paris Cedex 03.

HAVAS CONTACT

C.P.I.O.

Caoutchoucs et Plastiques

Grâce à notre notoriété technologique, nous sommes devenus un partenaire majeur dans le monde de l'automobile. Filiale de la Régie Renault, nous étudions, concevons et fabriquons des produits techniques en caoutchouc et en matière thermoplastique injectée destinés essentiellement à l'industrie automobile. Pour faire face à notre développement, (2.100 personnes, 3 usines, 630 millions de C.A.) nous recherchons aujourd'hui pour Nantes :

responsable technico-commercial

Réf. 8030

Rattaché au service commercial, votre mission sera de faire connaître les pièces d'échappement et de carrosserie extérieures aux bureaux d'études des constructeurs automobiles et de les informer sur les possibilités techniques de la société. Une expérience scientifique de base ainsi que des connaissances dans le domaine de l'échappement constitueront des atouts de première importance.

jeune ingénieur mécanicien

Réf. 8031

Vous prendrez en charge la liaison technique avec la clientèle allemande. C'est vous qui conseillerez les constructeurs et fabricants d'équipements. Deux déplacements mensuels seront à prévoir en Allemagne.

Le salaire proposé sera bien sûr fonction de vos compétences acquises. Vous trouverez au sein de notre société, de réelles perspectives d'évolution.

Madame Heurtault attend votre candidature (CV, photo et prétentions) adressée sous la référence choisie à : CPIO - BP 1226 - 44023 NANTES CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS

VOUS AVEZ UNE COMPÉTENCE EN ASSEMBLEUR DEBUTANT DYNAMIQUE ET RESPONSABLE VOUS ÊTES INTERESSÉ PAR LES LOGICIELS DE BASE, LES TELECOMMUNICATIONS, ET LES TECHNIQUES DE POINTE DANS CE DOMAINE,



LEADER DU VIDEOTEX SUR MICRO-ORDINATEUR RECRUTE POUR FAIRE FACE A SON DEVELOPPEMENT

Nous vous remercions de transmettre votre curriculum vitae + photo à Philippe FOURNIER, SOFTEC, 32, rue de Saussure, 75017 PARIS

EKATO

AGITATION INDUSTRIELLE

Dans le cadre de l'extension de son implantation sur le marché, EKATO recherche :

1. UN INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

- qui aura pour missions :
 - conseiller les clients de son secteur,
 - établir les devis, si besoin, en collaboration avec la maison-mère,
 - négocier les contrats,
 - prospecter et augmenter le nombre de clients.

2. UN TECHNO-COMMERCIAL SÉDENTAIRE

- qui aura pour missions :
 - établir des devis,
 - suivre le bon déroulement des commandes en liaison avec le bureau d'études et les usines en France et en Allemagne,
 - faire les propositions de pièces de rechange.

Si vous avez 30 ans environ, une bonne formation technique (mécanique, génie chimique), une expérience technico-commerciale et une bonne connaissance de l'allemand, veuillez adresser votre candidature avec C.V. et prétentions à :

EKATO S.A.R.L. - 4, rue Jean-Houdon, 78000 VERSAILLES.

Je dirige une ENTREPRISE IMPORTANTE mais qui garde une taille humaine (qui est essentiellement à caractère FINANCIER), son siège est à LILLE, mais elle a également des intérêts nombreux à Paris. J'ai besoin

d'UNE ASSISTANTE de HAUT NIVEAU

d'EXPERIENCE CONFIRMÉE

pour suivre et au besoin, effectuer des tâches que je confie à certains de mes collaborateurs directs, réfléchir, mettre au point, faire aboutir les idées que d'autres ou moi-même pouvons avoir sur l'évolution de l'entreprise, assister à des réunions avec moi ou à ma place, assurer des contacts avec des interlocuteurs divers.

SALAIRE IMPORTANT

Adresse : C.V. manuscrit et derniers émoluments perçus à ORBIS-DB 28, av. Franklin Roosevelt 75008 Paris



Pour développer de façon permanente l'assurance Qualité de nos produits (SNACKS et BISCUITS), notre directeur de production recherche à NOYON (OISE), un

RESPONSABLE QUALITE

INGENIEUR AGRO - ENSIA...

ayant déjà acquis une expérience du contrôle qualité dans l'industrie agro-alimentaire et capable d'optimiser les méthodes de contrôle et de recherche.

- Il anime un service de six personnes et assure :
 - le contrôle qualité des matières premières et des produits finis de nos usines de NOYON et NIMES ;
 - la coordination de la RECHERCHE pour l'amélioration des produits ;
 - le suivi et l'application des dispositions législatives.

Merci d'écrire, en joignant C.V. en précisant rémunération actuelle sous réf. 421 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

VILLE DE MACON

recherche un responsable des affaires économiques Attribut communal ou contractuel

Les candidats devront maîtriser les mécanismes d'intervention économique des collectivités territoriales, le droit des affaires, la gestion d'entreprise, et posséder une aptitude à la négociation à tous niveaux.

Les candidatures ainsi que C.V. sont à adresser à Monsieur le Maire de MACON, hôtel de ville, service du Personnel, 71018 MACON.

Claire des candidatures le 15 novembre 1983.

ORGANISME A VOCATION REGIONALE

UNE(E) CHARGÉ(E) DE MISSION

de formation supérieure (niveau O.E.A. sciences économiques ou grandes écoles).

Expérience professionnelle indispensable.

Capacité d'analyse et de synthèse.

Sens du contact et adaptation.

BASÉE A ORLÉANS

sera chargée de mener sur la région Centre une mission d'études et de recherches en matière de formation professionnelle continue (bilans, propositions d'orientation dans l'optique du développement économique de la région).

POSTE A POURVOIR A PARTIR DE DÉCEMBRE 1983.

Pour toute candidature téléphoner au 351 43-19-80.

Recherche

CYTOTECHNICIEN(NE)

confirmé(mé)

Bordeaux urgent.

(très bonnes cond. de travail)

Ecrire sous le n° 042.828 M

RÉGIE-PRESSÉ

25 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'ENTREPRISE

INDUSTRIELLE

sous Mureaux (78) rech. pour son dpt automatisés et systèmes

AGTS TECHNIQUES

ÉLECTRONIQUES

niveau A.T.P. ou niveau A.T. 3

dont les principales fonctions seraient :

- particip. au développement de produits ou de systèmes à base de micro-calculateurs et d'automates ;

- leur mise en service ;

- leur service après-vente, bonbons, connaissances en « matériel » électroniques.

Bases logicielles souhaitées (formation possible). Disponibles rapidement. Té. pour R.V. au 474-72-12 p.366.

Importante industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT

ESCE - ESC - formation export, ou similaire

• Disposant d'une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais et l'espagnol

• Mission : Développement et gestion de nouveaux marchés d'exportation.

• Missions ponctuelles dans le monde entier.

• Volume de formation type PE

• Large possibilité d'évolution à la volonté exportatrice de la DE.

Adr. CV del. ss réf. 1058-01 a

SELETED Carssil

67008 STRASBOURG CEDEX

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FERRAND (63)

(1500 personnes) recherche

CHEF DE PROJET

pour département chantiers et modifications aéronautiques.

- Ingénieur 30 à 40 ans, ancien ENSI.

- Connaissances systèmes radio-électriques de bord aéronefs.

- Expér. installations à bord aéronefs soustrués.

Env. C.V. et prétentions à : A.I.A. Clermont-Ferrand, 181, av. de l'Agriculture, 63035 Clermont-Ferrand Cedex.

Association professionnelle aérospatiale du bâtiment (A.P.A.B.)

ÉCONOMIQUE

Rôle : structurer la profession, susciter groupements entreprises, développer formation et évolution technologiques, initier marchés nouveaux, organiser relations fournisseurs d'ouvrage.

Quelques exp. en conseils, en animation, compétences en environnement économique d'entreprises, goût des relations sociales et sans pédagogie, connaitre du bét. Inv. Bsc. + 4, Ecole APAS 04, 32, rue Victor-Hugo, 04000 DIGNES.

Société Sportswear Languedoc recherche son RESPONSABLE COMMERCIAL

véritable professionnel de la vente ; il sera capable de concevoir et de mettre en œuvre une véritable politique commerciale sur le territoire métropolitain.

Salaire entre 220.000 et 300.000.

Env. C.V. détl. + photo et lettre manuscrite, à HAVAS, n° 528, B.P. 92, 11001 CARCASSONNE Cedex, qui tr.

La C.R.C.A.M.

d'Indre-et-Loire recrute

1 ORGANISATEUR

Avec militaires et informatiques.

IL ÉLABORE :

- Etudes d'opportunité ;
- Dossiers de conception fonctionnelle ;
- Il met en place les solutions.

PROFIL :

- Qualités d'analyse et de synthèse ;
- Idées personnelles. Il sait les défendre mais il sait écouter.

SERONT APPRÉCIÉES :

- Connaissance de l'outil informatique ;
- Connaissance de méthode d'organisation administrative.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à Monsieur le Directeur C.R.C.A.M. d'Indre-et-Loire, boulevard Winston-Churchill, 37041 TOURS Cedex.

Responsable de la Planification

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

Responsable trésorerie internationale

référence HQ 168 AM

Jeune contrôleur de gestion

référence DW 169 AM

Responsable marketing fort potentiel

référence LI 166 AM

Ingénieur électricien fort potentiel

référence EX 161 AM

Membre de Syntec

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

**Groupe LIMAGRAIN** VILMORIN - TEZIER - EUROVERT - FERRY MORSE...

Dans le secteur d'avenir de l'agro-industrie, LIMAGRAIN est un des premiers groupes mondiaux, avec 40 filiales en France, en Europe, aux USA et en Amérique du Sud. Sa Direction Générale étend les structures financières du groupe et offre deux postes évolutifs :

- **Responsable Trésorerie Internationale.** Pour l'ensemble du groupe, il sera chargé :
 - de la gestion des opérations courantes en devises,
 - du développement des moyens permettant l'optimisation de ces opérations ainsi que de la mise en place et du suivi des procédures.

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, ESC... ayant 3 à 4 ans d'expérience en trésorerie internationale.

- **Jeune Contrôleur de Gestion.** Pour les filiales françaises de distribution, il sera chargé :
 - de la préparation des budgets annuels et des plans à long terme,
 - de l'analyse des résultats et de la synthèse des informations,
 - du développement constant des procédures de gestion, en liaison étroite avec les opérationnels.

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, ESC... de bon potentiel, débutant ou ayant une première expérience financière.

Réelles et larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe, au en France ou à l'étranger.

Premiers postes : Clermont-Ferrand.

Ecrire en précisant la référence.

**L'AIR LIQUIDE, Département Français des Gaz,**

offre à un HEC, ESSEC, ESCP (ou ingénieur + MBA) la possibilité de valoriser une expérience d'environ 5 ans dans la distribution de produits industriels.

Au sein de la Direction des Ventes Soudage du Département Français des Gaz, il sera responsable de l'ensemble des problèmes marketing concernant le réseau de distribution (1.300 distributeurs).

Ce poste actif, évolutif impliquant initiative, imagination, excellentes capacités de contact et d'animation, au sein d'une équipe motivée et performante, conviendrait à un candidat de premier plan.

Poste basé au siège à Paris.

BOUSSOIS filiale de **PITTSBURGH PLATE GLASS**, premier mondial du verre plat, recherche pour sa principale usine située à Boussois, un Ingénieur Électricien de bon niveau et ayant un fort potentiel de développement.

Il commencera sa carrière en participant à la réalisation d'importants investissements et il évoluera rapidement, soit dans les services techniques, soit en production, en fonction de ses goûts et aptitudes.

Le poste conviendrait à un candidat ESE, IEG ou école équivalente, ayant une première expérience travaux neufs ou entretien acquis dans l'industrie lourde (la candidature d'un débutant peut être envisagée si stogés intéressants), témoignant de solides compétences techniques alliées à des qualités marquées d'organisation et de contact.

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**

La SEFT, établissement de 600 personnes, a pour rôle essentiel de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en matériels, équipements et systèmes électroniques en faisant évoluer et réaliser ces programmes par l'industrie privée ou nationalisée.

Souhaitant renforcer notre Service du Personnel, nous recherchons un

DUT GESTION DU PERSONNEL

débutant ou possédant une première expérience

Rattaché au Chef du Service du Personnel, le candidat sera responsable de la mise en place d'une gestion plus performante concernant certains travaux administratifs (avancement, notation...).

La conduite de cette tâche passera par l'utilisation et le développement des moyens informatiques existants (micro informatique, système temps réel). Certains compléments de formation peuvent être envisagés.

Ce poste nécessite des qualités de méthode et de rigueur, du goût pour le travail en équipe et des facilités de contact à tous niveaux. L'intérêt porté à l'utilisation de l'outil informatique est indispensable.

Les perspectives d'évolution seront fonction du candidat et de la restructuration du service à laquelle il participera.

Le lieu de travail se situe en proche Banlieue parisienne.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8346 M à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.



PARIS-LONDRES-BOULON-ROME

EUREQUIP

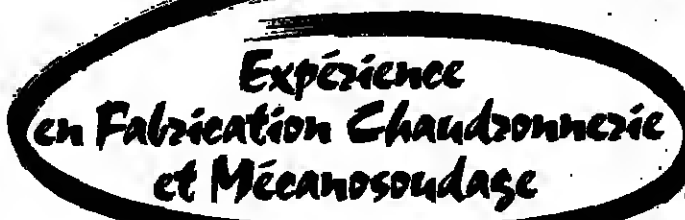
Département Conseil en Recrutement

15, avenue d'Eylan - 75116 PARIS

Tél. 553.84.73

Importante Entreprise d'Ingénierie

recherche

INGÉNIEUR A.M., Centrale, Mines,...

... nous vous proposons de valoriser votre expérience en vous confiant :

- la surveillance technique de nos fournisseurs (tuyauterie, chaudronnerie, échangeurs)
- la mise à jour de nos prescriptions techniques (code de construction, standards internes).

Ce poste requiert les compétences confirmées d'un ingénieur âgé d'environ 35 ans, possédant une bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travail : PARIS-LA DÉFENSE (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 80392 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

CONSULTANT**Développement des Ressources Humaines**

La CORT, l'un des premiers Cabinets de Conseils d'Entreprises en France, est un groupe volontairement restreint de consultants toutes formations. Elle a acquis en 40 ans une réputation nationale et internationale auprès des plus grandes entreprises françaises et souhaite élargir son équipe "HOMMES ET STRUCTURES" pour faire le développement de son activité.

Le consultant recherché doit avoir 35 ans environ, être Diplômé d'Etudes Supérieures en sciences sociales et posséder une formation complémentaire (IFG, CPA, IAE...). Il mobilisera son expérience précédemment acquise en Cabinet et/ou en Entreprise dans un ou plusieurs des aspects suivants : audit social, stratégies et gestion prévisionnelle de personnel, classification des emplois, cercles de qualité, formation active, communication, structures...

Dans ce poste, il devra appréhender une large palette de problèmes, établir des synthèses, intervenir personnellement, être animateur dans des situations comportant des aspects humains et sociaux très divers.

Après une formation à des méthodes éprouvées et une période d'expérience approfondie dans les différents domaines d'intervention, il contribuera au développement de la méthodologie de l'équipe et du service rendu à ses clients en prenant des responsabilités élargies.

Il a le goût des voyages en France et éventuellement à l'étranger. Il apprécie d'être autonome et de s'intégrer à une équipe.



Paris - Lille - Strasbourg

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. B 911 à Danielle JALBERT

Département Recrutement.

Vous pouvez faire toute confiance à sa discrétion.

65, avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Ingénieurs grandes écoles

DEBUTANTS ou 1ère EXPERIENCE

Un important groupe du BATIMENT offre des opportunités sur la REGION PARISIENNE pour des ingénieurs grandes écoles débutants ou ayant 2 ou 3 ans d'expérience.

Les filières que nous vous proposons :

TRAVAUX - COMMERCIAL - BUREAU D'ETUDES ou CONTROLE DE GESTION

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions, sous référence 8107 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Un Jeune Cadre Financier pour notre Contrôle de Gestion**Grande Banque Française à vocation internationale**

La progression rapide de nos filiales et succursales à l'étranger nous amène à renforcer l'équipe chargée de leur suivi comptable.

Le poste proposé : dans un premier temps, le candidat retenu contribuera largement à l'amélioration du système d'information comptable du groupe (conception et mise en place de nouveaux outils de gestion, développement d'un manuel comptable de groupe).

Il se verra confier ensuite la responsabilité du suivi de l'ensemble des filiales et succursales et notamment :

- les travaux de consolidation semestriels,
- la centralisation du reporting et les analyses périodiques de gestion,
- l'assistance comptable aux filiales.

Le profil recherché : diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous possédez le DECS. Une expérience d'environ 3 ans, acquise dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou au sein de la Direction Financière d'un Groupe International, vous a sensibilisé au fonctionnement et au contrôle financier des systèmes d'information de groupe.

Vous possédez une bonne maîtrise de la langue anglaise, un sens concret de l'organisation et de réelles qualités d'ouverture.

Pour un élément de valeur, ce poste, à pourvoir à Paris, présente d'intéressantes perspectives d'évolution liées au dynamisme et à l'esprit d'entreprise de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions (et éventuellement le n° de téléphone où il est possible de vous joindre) sous référence 4279 à nos carrières - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.



Dun & Bradstreet

**Votre job : vendre aux directions commerciales, marketing et développement**

DUN ET BRADSTREET FRANCE est une société de services spécialisés dans le domaine de l'information sur les entreprises.

Au sein de la division "Marketing Entreprises" vous proposerez à nos clients et prospects des services qui leur permettront de s'étendre sur de nouveaux marchés et surtout de développer la productivité de leur force de vente.

Ses services s'appliquent principalement pour les banques de données d'entreprises (DUN ET BRADSTREET), les études de marché, les enquêtes, les recherches spécifiques réalisées par les différentes divisions marketing dans le monde.

Ce poste qui nécessite des qualités commerciales réelles, afin de communiquer à haut niveau conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce parlant l'anglais et ayant si possible une première expérience dans l'un des domaines suivants : études, services aux entreprises.

Poste évolutif au sein d'une équipe jeune. Système de rémunération attractif.

Envoyer CV et photo à l'attention de Françoise POLI - DUN ET BRADSTREET FRANCE

- Le Palatin - 17, av. de Choisy - 75013 PARIS.

de 100 à 150

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 19 octobre 1983 - Page 33

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CHEF DE SECTEUR

Isolation de façades
Paris-Sud

- Une entreprise spécialisée en expansion, avec un chiffre d'affaires de 100 millions de francs, recherche un chef de secteur pour la région parisienne.
- Le candidat devra avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de l'isolation thermique et acoustique.
- Poste d'avenir stable.
- Remunération attractive.
- Possibilité de service à usage privé.

Ad. CV et photo à : 1005 à SEITEC CONSEIL
92000 NEUILLY SUR SEINE

La filiale d'un très grand groupe industriel français souhaite intégrer un

JEUNE CHEF DE FABRICATION

pour lancer une nouvelle ligne de produits

Vous serez responsable de la ligne de fabrication d'un nouveau produit.

Ingénieur de formation EPIC, ARTS ET METIERS, ENSI ou de formation universitaire, vous avez déjà prouvé votre professionnalisme soit à un poste de recherche et de développement soit à un poste de fabrication, ou lors d'une première expérience industrielle idéalement dans des produits de haute technologie.

Nos produits très liés à l'informatique évoluant dans un domaine de pointe où la croissance du marché est supérieure à 40 % par an, vous permettrez de connaître un développement de carrière motivant.

Des liaisons fréquentes avec une filiale d'une société américaine nécessiteront une bonne connaissance de l'anglais, des stages de formation en Californie sont prévus.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature complète sous référence 833 M à ALPHA CDI
181 Avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly sur Seine.



GenRad

Leader mondial du test automatique appliqué aux industries électroniques, filiale d'une société américaine implantée depuis 1969, nous avons réalisé en 1982 un CA de 80 MF pour un effectif de 85 personnes.

Pour renforcer notre présence sans cesse grandissante en Europe du Sud dans le domaine de l'analyse de vibrations, nous recherchons notre

INGENIEUR D'APPLICATION ANALYSE ET VIBRATIONS

Travaillant en étroite collaboration avec notre équipe de vente, vous serez chargé d'apporter toute l'assistance technique au test et à l'analyse de structure dans le domaine mécanique (secteurs de l'aéronautique, de l'armement, de l'automobile...). C'est donc un travail d'avant-vente que nous vous confierons mais vos missions s'étendront vers des responsabilités d'après-vente (formation des utilisateurs...). Mécanicien avant tout, vous êtes, de préférence, diplômé d'une grande école d'ingénieur (Centrale, INSA, ENSAM ou équivalent...) et vous avez une expérience de 2 à 3 ans acquise dans un bureau d'études. Variable support technique de notre activité analyse et vibrations, vous êtes à l'aise dans les contacts humains et vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. La poste, basé à Paris, implique quelques déplacements de courte durée en province et à l'étranger. (réf. 787 M)

INGENIEUR D'APPLICATION EN ELECTRONIQUE

Nos systèmes de test automatique de cartes électroniques sont les plus performants et les plus utilisés à travers le monde. Pour conforter notre avance technologique et répondre à tous les besoins de nos utilisateurs, nous recherchons un ingénieur diplômé (ESE, ISEP, ISEP, ou équivalent) pour lui confier le support logiciel de nos matériels et plus particulièrement du test in-circuit. Des formations complémentaires vous étant dispensées en Europe et aux USA, vous avez donc compris que l'anglais est indispensable. (réf. 787 M)

DEMARREZ NOTRE ACTIVITE CAO...

Nous recherchons un ingénieur électronicien intéressé par l'introduction sur le marché français d'un produit correspondant à une activité en pleine expansion. Vous êtes incontestablement l'

INGENIEUR COMMERCIAL

que nous recherchons, si ingénieur de formation type SUPELEC... mais issu d'une FORMATION ELECTRONIQUE vous avez soit : une première expérience de la vente dans les simulateurs d'étude en électronique ou dans l'étude de circuits intégrés. Après un stage de formation en Californie vous démarrerez notre nouvelle activité en liaison avec notre centre d'études américain. La connaissance de l'anglais est indispensable. (réf. 825 M)

Si ces postes vous intéressent, adressez CV, photo et prétentions sous référence choisie à notre Conseil ALPHA CDI - 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

situé à RUEIL MALMAISON (92) recherche

CADRE ADMINISTRATIF

pour gérer l'une de ses filiales.

Il devra posséder une expérience de gestion de P.M.E.

Formation souhaitée : HEC ou ESSEC ou SUP de CO.

Envoyer C.V., prétentions et photo s/ réf. 80678 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 q.tr.

Important Groupe de Distribution recherche

Juriste

Poste : Rattaché directement au secrétaire général, il sera chargé du suivi de l'ensemble des problèmes juridiques (Droit des Sociétés, Droit des Affaires, Droit de la propriété industrielle, Contentieux...)

Profil : Enseignement supérieur : Maîtrise de Droit minimum. Expérience souhaitée.

Envoyer CV - photo + prétentions sous réf. 8969 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

CAO

UNE RÉALITÉ D'AVENIR UNE RÉALITÉ PASSIONNANTE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE, nous réalisons des installations de grande dimension dans le domaine de l'ELECTRONUCLEAIRE et recherchons :

RESPONSABLE des APPLICATIONS MÉCANIQUES CENTRALE, AM

Nous souhaitons confier à un Ingénieur Grande École possédant quelques années d'expérience en CONCEPTION et en FABRICATION MÉCANIQUE, la responsabilité de développer dans ce domaine :

- l'analyse des besoins de nos BE et usines
 - la réalisation et la mise en œuvre des applications, avec son équipe.
- Réf. 80394/A

INGÉNIEUR D'ÉTUDES ESE, ENSIEG

Électronicien de formation, vous participerez au développement de notre programme d'applications dans le domaine du CONTRÔLE COMMANDE et de la RÉALISATION d'installations industrielles.

Le poste implique de nombreux contacts (BE, sous-traitants).

Réf. 80394/B

Lieu de travail : PARIS-LA DÉFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence du poste choisi à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.



GENERAL MOTORS FRANCE

DIVISION COMMERCIALE

recherche pour ses Services FINANCIERS

lié à ses activités d'importation :

ANALYSTE FINANCIER

FORMATION : DECS + MBA

Sera chargé :

- du contrôle budgétaire
- du développement de méthodes de gestion
- d'analyses financières diverses

Anglais courant

Adressez C.V. et prétentions au Service du Personnel
Mme LAUGNEL - 56-58, Avenue Louis Roche
92231 GENNEVILLIERS

Cabinet de Conseil en Organisation

Formation INGENIEUR Indispensable (Grandes Ecoles - débutants ou confirmés).

Nous sommes ambitieux, optimistes... Peut-être que vous aussi ?

Nous pouvons vous confier des projets importants en tant qu'INGENIEUR EN ORGANISATION.

(Intéressement aux résultats de l'entreprise).

Envoyer CV, photo et date de disponibilité à OBJECTIFS CONSEIL
160, rue de Bagneux - 75020 Paris

ALSTHOM ATLANTIQUE

proche banlieue Nord
accès par Métro
recherche

INGENIEURS DIPLOMES

FORMATION ELECTRONIQUE - AUTOMATISME.

Notion d'informatique et micro-informatique.
5 ans d'expérience technico-commerciale.

Cette personne sera chargée d'assurer la coordination d'ensembles techniques, commerciaux et financiers.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. 11283 à PIERRE LICHOU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Ingénieurs grandes écoles ou équivalent valorisez votre formation informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs.

Pour élargir nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (établissement et bases de données).

Si vous êtes débutants (option informatique) ou avec une première expérience, nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions dans un environnement dynamique.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à : ACOR informatique, 26 rue Vivienne 75002 Paris.

ACOR informatique

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
PLUSIEURS MILLIERS de SALAIRES
recherche pour PARIS

CADRE

FORMATION UNIVERSITAIRE
MAÎTRISE, IEP, etc...

Ayant 4 ou 5 ans d'expérience en matière de relations sociales et droit du travail pour renforcer au sein de la Direction du Personnel l'équipe chargée des problèmes de gestion des carrières.

Participera à l'élaboration de la politique de l'entreprise dans ce domaine.

Ce poste convient à une personne équilibrée, créative qui devra innover dans la rigueur.

Développement de carrière ultérieure possible Région Parisienne et province.

Adressez dossier de candidature avec lettre manuscrite et rémunération souhaitée sous réf. 81210 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RENOMMÉE INTERNATIONALE (région parisienne) recrute

pour son laboratoire de Recherche et Développement :

2 AGENTS TECHNIQUES

désirant s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique utilisant la micro-informatique pour ses applications.

Les candidats titulaires d'un DUT option automatique seront libérés des O.M. et disponibles rapidement.

Env. lettre et CV s/réf. 11279 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

LE GROUPE SOFRESID

est l'un des premiers de l'ingénierie internationale. Plus de 3000 INGENIEURS/TECHNICIENS, 80 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - MÉTALLURGIE - PÉTROLE - PÉTROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES

SOFRSID recherche pour développer ses services d'assistance technique en ORGANISATION et GESTION INDUSTRIELLE

INGENIEUR GRANDE ECOLE

formation complémentaire économie, gestion (ISA - INSEAD - MBA)

Le candidat qui aura une expérience industrielle de 3 à 4 ans acquise en gestion de production devra également posséder :

- une grande ouverture d'esprit,
- une réelle facilité de contacts humains,
- la maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste implique des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite, C.V. sous référence 1819 M à :



SERVICE RECRUTEMENT SOFRESID
59 rue de la République 93108 Montreuil Cedex

SOFRESID

SOCIÉTÉ DE SERVICES, DANS LE DOMAINE AGRO-ALIMENTAIRE, AYANT D'IMPORTANTES ACTIVITÉS INTERNATIONALES, cherche pour QUARTIER MONTPARNAISSE :

ATTACHE(E) JURIDIQUE

2 à 3 ans d'expérience, de formation supérieure (minimum maîtrise) pour assister le Chef du Service Juridique en Matière, notamment de propriété industrielle (marques). Son action portera également sur la rédaction de contrats et autres travaux juridiques du service.

Pour ce poste, il est demandé l'anglais courant et de bonnes connaissances de l'espagnol ou du portugais.

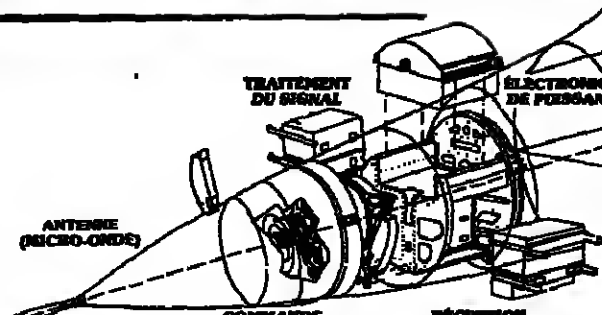
Adressez C.V., photo et prétentions sous référence 81187 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et des équipements de Contre Mesures aéroportées. Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement permettent à RCM d'occuper une place de premier plan. Nous proposons à de jeunes ingénieurs des responsabilités à la fois évolutives et variées dans les activités suivantes :

SYSTÈMES RADARS
- DÉFINITION et INTÉGRATION de SOUS SYSTÈMES.
Harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés - Maîtrise d'œuvre Radars.
- ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS.
Prospectives, modélisation, simulations.
- DÉFINITION-RÉALISATION D'ESSAIS au sol et en vol.
Une ou plusieurs de ces activités correspondent à vos compétences.
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes au sein d'une grande entreprise pratiquant une activité industrielle sophistiquée avec une très grande rigueur technique.

ÉLECTRONICIENS ÉTUDES
- TRAITEMENT DU SIGNAL: Matériel et logiciel.
- MICRO-ONDES, propagation, antennes: formation complémentaire assurée.
- ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
- PHÉNOMÈNES COMPATIBILITÉ ÉLECTRO-MAGNÉTIQUE.

THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

L'AIR LIQUIDE

Département Français des Gaz
2 900 personnes, C.A. 3 Milliards,
renforce son service ORGANISATION et GESTION
et recherche pour PARIS

PLUSIEURS CHEFS DE PROJETS

En relation avec différents Services du Département, ils devront concevoir et mettre en place des systèmes d'informations dans les domaines commerciaux, marketing, techniques, gestion...
Nous souhaiterions rencontrer des candidats âgés de 25 ans environ, de formation supérieure (Grande École de Commerce, Ingénieur, ou diplôme d'Études Supérieures Comptables) ayant été sensibilisés à l'informatique.
De réelles aptitudes au contact, de la maturité, un esprit méthodique, une capacité d'autonomie sont indispensables pour analyser avec rigueur et finesse les problèmes qui leur seront confiés.
Ces postes, évolutifs, constituent des opportunités intéressantes pour des candidats débutants ou ayant déjà acquis une première expérience, de préférence en Cabinet d'Organisation.
Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions, sous référence 158 M, à

DENEB CONSULTANTS
6, rue Lincoln 75008 PARIS
qui garantit le secret des candidatures.

VALORISEZ VOTRE EXPÉRIENCE INFORMATIQUE et faites-la évoluer avec nous.

Pour des missions d'assistance et de conseil auprès de grandes entreprises françaises et étrangères, nous recherchons des

CONSULTANTS

pour aider nos clients à la conception et à l'organisation des systèmes d'informations cohérents avec la stratégie et les objectifs de l'entreprise et prenant totalement en compte la dimension humaine.
- Vous êtes Ingénieur Grande École ou Universitaire, et vous maîtrisez l'anglais.
- Vous avez au moins cinq années d'expérience en Informatique de gestion acquise en entreprise ou dans une S.S.C.I.
- Vous souhaitez élargir votre champ d'activité.
Nous vous offrons des perspectives d'évolution très ouvertes.
Venez travailler avec nous dans le cadre de nos équipes pluridisciplinaires.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 8343 M aux consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP.

EUREQUIP
Département Conseil et Recrutement
15, avenue d'Éylan - 75116 PARIS
TEL. 353.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

L'AIR LIQUIDE

Département Français des Gaz
2 900 personnes, C.A. 3 Milliards,
renforce son service ORGANISATION et GESTION
et recherche pour PARIS

UN CHEF DE PROJET CONFIRME

S'appuyant sur l'outil informatique, ce futur collaborateur aura un rôle d'organisateur de la logistique.
Encadrant une équipe, il sera responsable de la conception et de la mise en place de systèmes d'informations. Il formera les utilisateurs aux outils de gestion.
Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, ayant une formation supérieure (Grandes Écoles d'Ingénieurs ou de Commerce) et pouvant justifier d'une expérience de 5 ans à un poste analogue en entreprise ou en cabinet de conseil.
Une bonne connaissance de la gestion de l'entreprise, un sens aigu des relations humaines ainsi qu'un esprit très imaginatif sont des qualités impératives pour ce poste qui requiert une large autonomie (déplacements fréquents de courte durée).
Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions, sous référence 155 M, à

DENEB CONSULTANTS
6, rue Lincoln 75008 PARIS
qui garantit le secret des candidatures.

ECOPOL, société du groupe SERETE, forte de dix ans d'expérience des transferts de technologie recherche pour ses nouveaux domaines d'activités,

Ingénieur d'affaires

Réf. 401
Ingénieur diplômé, vous avez une expérience de 5 à 10 ans d'études et de réalisation d'équipements industriels. Vous recherchez la mise en valeur de vos capacités d'initiative. Nous vous proposons d'être le responsable d'un domaine d'activités concernant la maîtrise et l'application de techniques électrostatiques et aérodynamiques dans l'industrie. Le développement de ce domaine d'activités reposera notamment sur l'exploitation de nouveaux procédés, récemment brevetés, relatifs à des opérations de conditionnement, de manutention et de traitement de produits en poudre ou en feuilles dans les industries chimiques, parachimiques, plastiques, agro-alimentaires... Dans ce cadre, vous aurez à définir une approche du marché, à prendre les dispositions techniques que commerciales pour l'obtention de contrats, à suivre et à gérer leur réalisation.

Jeune ingénieur électrotechnicien

Réf. 402
Dans le cadre d'un groupe de travail pluridisciplinaire, votre mission s'attachera plus particulièrement à l'étude de phénomènes physiques de nature électrique : foudre, rayonnement électromagnétique, électrostatique. Intégré dans une équipe de recherche appliquée ayant pour mission d'assurer le transfert de ces technologies vers l'industrie, vous aurez notamment à définir et expérimenter des équipements dans des domaines privilégiés d'application tels que l'aéronautique, l'armement ou la production d'énergie.

Technicien mesures physiques

Réf. 403
Vous avez une formation de type DUT mesures physiques et une expérience de laboratoire de 3 à 4 ans. Intégré dans une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous aurez à préparer et à réaliser des expérimentations en laboratoire et sur sites industriels liées à l'étude de phénomènes électrostatiques, électromagnétiques ou aérodynamiques.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé et prétentions à ECOPOL, Service du Personnel, 26 rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.

ecopol

création de poste

Pour renforcer l'encadrement d'une de ses Unités implantées en proche banlieue Est,

une Entreprise de Diffusion de dimension nationale recherche :

un adjoint à son chef d'établissement

Agé de 25 à 28 ans au minimum, il lui faudra allier une bonne formation générale de base (Sup de Co Province, Maîtrise de Sciences Eco, de Gestion...) à une première expérience indispensable en entreprise ou en atelier. Il sera à la fois un homme de terrain et de réflexion, capable d'innovation.
Ses tâches seront variées.
Opérationnel dès son entrée en fonction, il se trouvera confronté à la gestion pratique de l'exploitation et à des missions d'audit.
La rémunération sera en rapport avec les compétences immédiatement mises en oeuvre.
Si vous vous sentez attiré par les perspectives d'évolution dans notre entreprise ou notre groupe, merci d'adresser rapidement une lettre de candidature manuscrite, avec CV, photo et prétentions s/réf. 80978 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS

recherche :

RESPONSABLE DE CLIENTELE D'ENTREPRISES

RESIDENTES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE
Familiarisé avec les modes de financement en France et accessoirement dans le pays d'origine, il aura pour mission de développer un portefeuille de firmes françaises émanant d'entreprises allemandes (et / ou éventuellement autrichiennes).
Il assurera et la prospection des maisons-mères et les relations établies en France.
La maîtrise parfaite de l'allemand écrit et parlé est indispensable.

RESPONSABLE DE CLIENTELE GRANDES ENTREPRISES

FRANÇAISES OU MULTINATIONALES
Capable d'offrir aux trésoriers des plus grands groupes non seulement les financements en devises (ou éventuellement en francs) les mieux adaptés, il devra surtout promouvoir une gamme très large de « produits » de gestion de trésorerie ; opérations de change au comptant et à terme ; fonds de trésorerie ; euro obligations ; et être d'une manière générale familiarisé avec toutes opérations financières.
Anglais courant exigé. Bon niveau en allemand demandé.

Monsieur Alphonse DANNENBERGER, tél. : 267.81.24, assurera la première sélection.
135, Avenue de Wagram - 75017 PARIS.

L'ORÉAL

Jeunes ingénieurs chimistes

de formation génie chimique ayant de préférence
un début d'expérience industrielle.

Après une période de formation de deux ans environ aux techniques de fabrication dans une usine de province, ces ingénieurs seront orientés, soit :
dans une usine à des postes de responsabilités opérationnelles : fabrication, contrôle qualité, mise au point des processus de fabrication, soit :
à la direction technique dans des postes fonctionnels d'assistance en chimie industrielle pour intervenir auprès des usines de l'Oréal et de ses filiales.
Il est demandé une bonne pratique de l'anglais et une réelle mobilité, car les possibilités d'évolution offertes se situent en France et à l'étranger.
Adresser candidature et curriculum-vitae à : Monsieur André Vin, 41 rue Martre 92117 Clichy Cedex.

معلومات

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

AGFA-GEVAERT

A la suite de mutations internes, le siège social de Rueil-Malmaison engage

UN AUDITEUR INTERNE

Titulaire d'une maîtrise de gestion ou d'un diplôme équivalent en matière financière.

Sa mission sera de :
- participer à la création et d'appliquer les procédures de contrôles comptables, financières et opérationnelles pour garantir l'exactitude de l'information.
Pour cela, il faut qu'il ait des aptitudes rédactionnelles, une bonne maîtrise de l'anglais lu, des capacités relationnelles. Il est également nécessaire de posséder une voiture pour effectuer des déplacements de quelques jours. réf. AI

UN CONTROLEUR DE GESTION

Titulaire d'une maîtrise de gestion.

Sa mission sera de :
- suivre la gestion d'une division commerciale, de concevoir, mettre en place et animer des systèmes de contrôle. Elle consistera également à suivre et analyser des documents de la division internationale, et mettre en place des procédures compatibles avec le système central et réaliser des études économiques.
Pour cela, il faut qu'il ait des aptitudes rédactionnelles, une bonne maîtrise de l'anglais lu et des capacités relationnelles. réf. CG

Nous offrons, en plus du salaire, des frais de déplacements et d'autres avantages sociaux.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, en rappelant la référence, à Jean-Paul LANG - AGFA-GEVAERT - BP 301 - 92506 RUEIL MALMAISON cedex, qui répondra à toutes les candidatures reçues avant le 25 Octobre.

AGFA-GEVAERT

Valeo

1^{ER} FABRICANT FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES - C.A. 3 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour sa
DIRECTION CONTROLE GENERAL (PARIS 17^{ème})

CADRE AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER

Diplômé d'une grande école de commerce/gestion (HEC, ESSEC, ESCP (option Comptabilité ou D.E.C.S.), vous avez une première EXPERIENCE au sein d'un cabinet d'audit ou d'un service d'audit interne en MILIEU INDUSTRIEL. Vous serez chargé de missions variées d'audit comptable, financier et juridique auprès des Sociétés du Groupe. Nombreux déplacements en France, Italie, Espagne. Connaissance de l'espagnol souhaitée.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 51876 à VALEO Service Recrutement I. & C. 43, rue Bayen - 75017 PARIS - ou n'oubliant pas la référence du poste

Rejoindre le laboratoire d'études du leader incontesté de l'alarme électronique en France, dont le dynamisme et la créativité l'amènent à étoffer ses structures dans un contexte qui évolue vite et sur un marché porteur, voilà qui nous semble motivant pour deux

Ingénieurs électroniciens

Vous êtes chargés de développer des produits nouveaux - d'améliorer ceux qui existent ; l'un de vous deux est plus particulièrement responsable des études logiques, l'autre des études analogiques. La mission qui vous est confiée est complète : vous assurez à partir d'un cahier des charges dicté par le marché, la conception du produit, l'étude technique proprement dite, la création des prototypes, la présérie et la mise en production.

SUPELEC, ENSI ESIEE, ISEP, la trentaine, vous avez de 3 à 5 ans d'expérience en laboratoire d'études, vous comprenez l'anglais, vous êtes d'un tempérament actif, créatif, concret... et souple pour réussir votre intégration dans notre équipe. Le poste est basé à Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écarter sous réf. 2835M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

Ingénieur confirmé
méthodologie qualité

Evry (91)

La Direction des Lanceurs du CNES à Evry (91) recherche un ingénieur grande école.

Vous avez renforcé votre formation initiale par une expérience industrielle d'environ 10 ans dans des fonctions techniques, production et qualité. Dans l'un de ces domaines, vous avez exercé des responsabilités importantes au niveau de l'organisation d'un système.

Nous vous confierons la responsabilité de coordonner les actions de méthodologie qualité (manuel qualité, formation). Une grande capacité de synthèse, une personnalité convaincante et une motivation pour les actions de méthodologie sont indispensables pour mener à bien votre mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 83/DLA/38 au CNES - Direction des Lanceurs - Département du Personnel - Immeuble Hélias - Rue Charles-Baudelaire - 91000 EVRY.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



La SEFT, établissement de 600 personnes, a pour rôle essentiel de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en matériel, équipements et systèmes électroniques en faisant étudier et réaliser ces programmes par l'industrie privée ou nationalisée.

Souhaitant renforcer plusieurs départements, nous recherchons :

4 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
DÉBUTANTS OU POSSÉDANT UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE

La mission principale de chacun des ingénieurs sera d'assurer la conduite et la réalisation des affaires dont il aura la charge :

- définition des caractéristiques techniques des matériels en fonction des besoins de l'Armée de Terre,
- préparation et lancement de consultations auprès des industriels pour les études et la fabrication dont ces derniers seront chargés,
- animation et coordination des travaux,
- organisation, suivi et analyse des résultats d'essai en laboratoire, sur le terrain...

Ces fonctions supposent d'apprécier la variété dans les contacts et le travail, d'avoir le sens des responsabilités et l'esprit d'initiative.

Il est nécessaire de posséder une bonne aptitude à l'analyse et à la synthèse, ainsi que des facilités de rédaction.

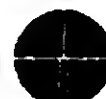
Nous vous proposons un poste dans l'un des domaines suivants :

- systèmes d'armes antichars (des connaissances en optronique seraient appréciées),
- radars des systèmes sol-air (des connaissances en "traitement du signal" seraient appréciées),
- protection contre des rayonnements électromagnétiques (des connaissances en radioélectricité seraient nécessaires),
- télécommunications et téléinformatique (pour ce poste, certaines affaires sont traitées au niveau interarmées).

Pour chaque poste, une période de formation est prévue afin d'assurer une mise à niveau technique.

Le lieu de travail se situe en proche banlieue parisienne.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8345 M à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.



PARIS-LONDRES-BOUSTON-ROME

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél. 553.84.73

Conseil et
communication
auprès des
médecins.

Nos laboratoires pharmaceutiques, bien implantés et bénéficiant d'une solide image, recherchent des jeunes diplômés - Pharmacie - Maîtrise de Sciences, ESC - afin de prendre en charge notre communication et développement auprès des médecins, et des services hospitaliers.

Ce sont des conseillers que nous cherchons aimant négocier et conclure. Nous les formerons au "médical", à nos produits et à notre approche communication.

Actuellement nous souhaitons renforcer nos équipes sur :
Paris et Région Parisienne (Réf. 120), sur Haute Saône et Vosges (Réf. 103), Vienne et Deux Sèvres (Réf. 104) et sur Gers et Lot et Garonne (Réf. 105).



René Carouana
Laboratoires Beaufour
35, rue Spontini 75016 Paris.

Pour vendre notre électronique,
de jeunes ingénieurs

Savez-vous que la plupart de nos managers ont débuté leur carrière par la vente ? Porte ouverte sur cet avenir ambitieux, celle-ci est dès à présent pour vous la meilleure des écoles, celle du terrain : dans un environnement technologique avancé, vous y forgerez votre connaissance de l'entreprise, votre sens de l'initiative et de la négociation commerciale. Avant de devenir à votre tour l'un de nos managers...

De formation Grande Ecole type

CENTRALE, MINES, SUP AERO, ENSAM,

vous êtes débutant ou avez une courte expérience. Votre mission : vendre nos composants électroniques auprès des grandes industries de pointe dans votre région et pour cela, analyser, conseiller et négocier auprès d'interlocuteurs de haut niveau. Postes basés à PARIS et TOULOUSE. Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et prétentions sous réf. SC/1083/1M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, av. Morane Saulnier 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



**TEXAS
INSTRUMENTS
FRANCE**

VOTRE DOUBLE FORMATION
COMMERCIALE ET JURIDIQUE
VOUS OUVRE UN MONDE D'OPPORTUNITÉS

Vous êtes jeunes diplômés d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC...) et bénéficiez d'une formation juridique complémentaire. Vous êtes débutants ou vous pouvez faire valoir d'une expérience réussie en crédit bail immobilier. Rejoignez notre département spécialisé dans ce domaine.

Vous développerez vos connaissances en mathématiques financières, analyse de risques, immobilier et droit. Vous deviendrez rapidement les vrais généralistes dont nous avons besoin, ainsi un monde d'opportunités s'ouvrira tout naturellement à vous tant en France que dans les 60 pays où nous sommes implantés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CB 64M à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF COOPÉRATION

Depuis plusieurs années, nous sommes spécialisés dans la formation des utilisateurs étrangers d'équipements et de systèmes produits par THOMSON-CSF. Pour faire face à la croissance de nos activités, nous recherchons des

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

(INSA Informatique, ENSIMAG, DEA ou DOCTORAT d'Informatique...)

ayant de solides connaissances en LOGICIELS DE BASE et APPLICATIONS TEMPS RÉEL.

- Intéressés par la pédagogie.
- Disposant d'un très bon niveau d'anglais (la préparation et l'exécution des cours se faisant dans cette langue).

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Monsieur GUICHARD, THOMSON-CSF COOPÉRATION, 147, rue Yves-Le-Cox, 78000 VERSAILLES.



Branches Affaires Internationales

Adjoint du Directeur du Marketing

INGÉNIEUR GENERALISTE

200.000 +

Constructeur français de biens d'équipements de grande diffusion : notre société, filiale d'un groupe à vocation internationale, est la première sur son marché. Nous attachons la plus grande importance à la fonction Marketing et c'est pourquoi nous proposons à un Chef de Produits confirmé un rôle de leader au sein de notre équipe de jeunes ingénieurs composant cette Direction. Outre la gestion du développement de la gamme qui lui sera confiée (depuis la participation à la conception du produit jusqu'à l'élaboration de la stratégie de prix), nous attendons de lui une très forte implication personnelle dans l'action de la force de vente et la coordination des activités entreprises par l'ensemble du service.

Si cette fonction passionnante vous motive, merci d'adresser, sous référence 310286 M, votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions), en précisant si vous le voulez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

IMPRIMANTES

Nous sommes une société indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous avons réalisé 80 M de C.A. en 1982 (dont 50 % à l'export), avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux et notre ambition est de devenir l'un des grands mondiaux des imprimantes (contrat de croissance, moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine...)). Dans cet esprit, nous recherchons des

ingénieurs commerciaux

Vous avez déjà une première expérience acquise dans les domaines de la péri-informatique, de l'informatique ou dans des secteurs touchant à l'informatique (l'instrumentation par exemple) en tant que commercial. Vous pouvez aussi après une expérience technico-commerciale en informatique être fortement motivé par une fonction très commerciale. Vous vous voyez confier sur la région parisienne un grand secteur professionnel où vous travaillerez sur objectifs sous la responsabilité d'un directeur des ventes, auprès des utilisateurs directs des produits et auprès des constructeurs. Vous serez également responsable d'un secteur géographique en province (25 % de votre temps) où vous devrez animer un réseau de distributeurs. Vous bénéficiez d'une rémunération très motivante (fixe plus intéressement).

Adresser votre dossier de candidature (Curriculum-Vitae et prétentions) en indiquant la référence : 60.889

PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

INGÉNIEUR D'ETUDES AGRO-ALIMENTAIRE

Nous sommes un Organisme Spécialisé, intervenant dans le financement d'entreprises diverses de la branche Agro-alimentaire. Nous souhaitons intégrer dans l'un de nos Services spécialisés sur la filière céréalière, un Ingénieur confirmé dans les études économiques et financières des entreprises, connaissant la branche concernée et le monde agricole.

A partir de l'analyse permanente qu'il fera du Secteur "Collecte de céréales", son rôle consistera à étudier le développement des entreprises, à proposer et négocier avec leurs dirigeants des interventions financières spécifiques, puis à s'assurer de la cohérence des politiques mises en œuvre compte tenu de l'évolution de son Secteur.

Une bonne maîtrise des études économiques et de la gestion financière (au moins 4 ans d'expérience), ainsi qu'une aptitude au dialogue avec le monde agricole sont indispensables pour réussir à ce poste (qui implique des déplacements courts mais fréquents).

Le salaire, en accord avec le niveau et l'expérience du candidat évoluera en fonction de ses compétences réelles.

Le dossier (C.V., photo, salaire actuel) sous la référence 84006 M sera examiné en toute confidentialité par notre Conseil :

Sonia Lipsey
HAY Managers

13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

FILIALE INDUSTRIELLE
MULTINATIONALE
Banque Sud-Est
recherche

assistante de direction

Parfaitement bilingue anglais.
Connaissance Allemand appréciée.

Directement rattachée au Directeur Général, elle assurera son assistance et aura la responsabilité d'un secrétariat central. La candidate idéale aimera les chiffres et s'intéressera aux problèmes techniques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2234/O à :
A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 - PARIS
(qui transmettra)

banque

BANQUE NATIONALE recherche
EXPLOITANT
CLASSE V - VI

De formation supérieure, justifiant d'une expérience bancaire de 2 ans minimum dans l'activité commerciale auprès des Entreprises. Il s'intégrera à une équipe chargée de gérer et de développer un portefeuille de sociétés importantes.

Envoyer C.V., prétentions sous référence 1874 à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising PARIS

BERTIN & Cie

Notre Division
MECANISMES et SYSTEMES INDUSTRIELS
recherche

L'ADJOINT D'UN CHEF DE DEPARTEMENT INGENIEUR EXPERIMENTE

pour prendre en charge :
- L'AUTOMATISATION de PROCESSUS de PRODUCTION
- La CONCEPTION et REALISATION de MACHINES et EQUIPEMENTS SPECIAUX.

Ce poste est à pourvoir en Région Parisienne Ouest.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 878 à :

Christian LEMAIGNAN
3 IN - CONSEILS ASSOCIES
19, rue Blanche 75009 PARIS

Société d'investissement immobilier à caractère industriel et commercial, recherche pour son Département Investissement

INGENIEUR

Diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur T.P. ou équivalent).

Le candidat devra posséder une expérience de plusieurs années acquise chez un promoteur, un investisseur ou une société de service.

Dans un premier temps, il se verra confier le suivi d'importants chantiers de construction, et à terme, l'animation du service ayant pour mission l'étude, la réalisation et la commercialisation d'opérations immobilières.

Adresser lettre manuscrite, Curric-Vitae, photo et prétentions à Madame ROBIN, 37, rue de Surène 75008 Paris.

TECHNOLOGY-RESOURCES Levallois (92)

recherche
pour son activité de :
**Support Technique logiciel
micro-informatique**

INGENIEURS

Ayant expérience préalable dans logiciel micro-ordinateurs professionnels. (CP/M et assembleur 2 80 requis). Connaissance de progiciels souhaitée. Anglais nécessaire. Rémunération fonction des qualités du candidat.

Envoyer C.V. et prétentions à :
C. DAVID
114, rue M. Aulan - 92300 LEVALLOIS

Evaluer pour mieux évoluer.

L'A.F.P.A. est le principal organe d'intervention du Ministère de la Formation Professionnelle. A ce titre, son action dépasse le cadre de ses propres centres et s'étend à tout établissement de formation subventionné par l'Etat mais indépendant, tel que les Centres de formation pour handicapés, migrants...

Confié à la Direction de la Formation, un travail novateur et important d'évaluation et de contrôle des formations dont la finalité est l'amélioration de la qualité sur les plans technique et pédagogique et leur ajustement aux besoins sociaux-économiques, est entrepris par le Service Evaluation et Contrôle qui recherche aujourd'hui

Deux professeurs chargés de mission

A la fois hommes de terrain, sachant analyser les situations et hommes d'études, ils recueilleront et synthétiseront les informations susceptibles de faire évoluer l'appareil de formation.

Le sens du travail en équipe, des qualités relationnelles et une rédaction aisée leur permettront d'assurer une communication efficace entre tous les intéressés. Basés à MONTREUIL, de fréquents déplacements sont à prévoir. Les candidats, de formation supérieure sanctionnée par un diplôme technique ou universitaire, auront impérativement 5 ans d'expérience professionnelle dont 2 en qualité d'enseignant.

Pendant plusieurs mois, ils apprendront à connaître l'A.F.P.A. (10.000 personnes - 150 établissements) et le fonctionnement des différents centres de formation. Merci d'adresser votre C.V. détaillé en précisant votre rémunération actuelle et souhaitée sous réf. 3470 à nos carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

afpa

Acheteur confirmé

Le poste, directement rattaché au Responsable des Marchés, comporte la négociation et le suivi des commandes de pièces détachées et sous-ensembles de matériels de téléphonie.

La responsabilité du magasin central (5 personnes) et des opérations transport vers 9 agences sont aussi de sa compétence.

Outre son expérience d'acheteur, le candidat devra avoir la connaissance des composants électroniques et l'habitude de l'encadrement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., prétentions) à la Direction du Personnel de EGT 66, avenue de Maine-75682 PARIS Cedex 14.



DANS UN SECTEUR DE POINTE,
NOUS SOMMES UN CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
Pour faire face à notre expansion,
nous recherchons des

CHEFS DE PROJETS AFFAIRES

pour la France et l'Export

De véritables professionnels en informatique, issus d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou équivalent, ayant 3 à 4 années d'expérience en informatique, si possible en bureautique, terminaux intelligents, réseaux de communications.

Après formation à nos méthodes et nos produits, nous leur confierons la maîtrise de gros projets en contact étroit avec nos clients, notre réseau commercial et notre Direction Technique.

Cette responsabilité couvrira les domaines suivants :

• définition des besoins clients
• spécification des réalisations
• suivi et coordination des projets jusqu'à la recette en clientèle.

Une autre langue vivante en plus de l'anglais est nécessaire pour l'Export.

Poste à pourvoir en Banlieue Sud (proche RER ligne B).

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) s/réf. 13646 M (à préciser sur l'enveloppe) à :

L'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS qui transmettra.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE et d'ENTREPRISES
GÉNÉRALES INDUSTRIELLES : conception, études
et construction d'ensembles complets agro-alimentaires
et miniers, situés près de FONTAINEBLEAU.

CRÉE
dans le cadre de son développement, le poste :

INGENIEUR D'AFFAIRES

Relevé du Directeur, il sera responsable - au sein d'une équipe - de la TOTALITÉ des opérations commerciales, technique, économique et administrative.

• étude du projet, élaboration et négociation de la proposition,
• montage du plan de financement et coordination des opérations de sous-traitance,
• suivi du montage, contrôle des délais et des budgets, jusqu'à la réception.

Déplacements (durée moyenne 8 jours par mois) en France et à l'étranger.

Le candidat souhaité - 32 ans minimum - a une formation d'ingénieur ÉLECTROMÉCANIQUE et l'expérience de la fabrication, de l'installation et de la

négociation d'équipements industriels (ingénierie si possible). La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Espagnol serait appréciée.

Les candidats retenus seront reçus à SR le Mardi 8 Novembre.

Merci de téléphoner (233.86.30) ou d'écrire, sous réf. 45 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre Conseil : Monique LAVRUT ou Richard BENATOUIL - GROUPE

BBC - 37, bd Sébastopol 75001 PARIS - Discretio totale et réponse rapide assurée.

السلامة

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La Direction du Personnel
d'une importante société de travaux publics

recherche pour son siège à
LA DEFENSE

le responsable de la paye

Ce correspondant informatique assurera les relations entre la Direction du Personnel et la Service Informatique. Il sera chargé de l'édition de la paye et des états après paye, au Siège social, sur matériel HP 3000. Il sera responsable des instructions informatiques concernant la paye, pour l'ensemble des établissements. Le poste est à pourvoir rapidement.

Horaires souples - Restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 4105 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

Contrôleur budgétaire

DECS ou ESC

Rattaché à la Direction financière, il sera responsable de l'élaboration des budgets et prévisions de l'entreprise, ainsi que de l'analyse des résultats comptables. De formation supérieure (DECS ou Ecole Supérieure de Commerce), il a 3 à 4 ans d'expérience dans un service de contrôle de gestion et maîtrise la langue anglaise. La pratique de la micro-informatique serait un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à : MEMOREX - Département des Relations Industrielles - 3 à 5, rue Maurice Ravel - 92300 LEVALLOIS.

MEMOREX

- une gamme complète de périphériques compatibles IBM
- la garantie du deuxième constructeur mondial de l'informatique

Groupe Financier

PONT DE NEUILLY

JURISTE

Rattaché au secrétaire général, il assurera la responsabilité du service contentieux - assurances. Il devra : animer, coordonner, contrôler les unités de contentieux implantées dans les délégations régionales du groupe, assurer personnellement la maîtrise des dossiers particuliers, conseiller les responsables sur les problèmes relevant de sa compétence. Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous N° 8956 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

responsable technique

de France

Que vous soyez ingénieur AM, BREGUET, VIOLET ou autre, vous avez - en tout état de cause - une excellente formation en électronique confirmée par au moins 5 ans de pratique. Vous avez aussi manifesté votre goût pour le « terrain » par une expérience en entretien, SAV ou atelier...

En votre qualité de Responsable Technique, vous allez assurer la conduite, l'organisation et la gestion de notre Service Technique Régional, un Service réparti sur plusieurs agences. Organisation, méthode, encadrement ne sont donc pas de vains mots, non plus que les réelles compétences techniques qui vous permettront de répondre à tous les problèmes. A cet effet, des connaissances en Télécommunications seraient un atout précieux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel - EGT 66 avenue du Maine - 75682 Cedex 14.



Chef des Services Comptables

200.000 +

Nous destinons cette fonction à une personnalité ayant acquis une formation comptable supérieure (DECS ou équivalent) et quelques années d'expérience, comme chef comptable ou comme adjoint, dans une entreprise où il se sera familiarisé avec l'informatique et les méthodes anglo-saxonnes. Responsable des services comptabilités générales et analytiques, sous l'autorité hiérarchique du Directeur Administratif et Financier, vous dirigerez une équipe d'une quinzaine de personnes. Notre Société (CA: 850 Millions de F. - 800 personnes) transforme et commercialise des produits de grande consommation ayant atteint pour certains d'entre eux, une notoriété internationale. Le poste est situé à proximité de la gare de Lyon. ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 310257 M

35 rue du Rocher 75008 Paris



SOCIÉTÉ FILIALE GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS spécialisée dans la fabrication de revêtements de tubes et peintures anticorrosion recherche

CADRE MARKETING MARCHÉ/PRODUIT REVÊTEMENTS DE TUBES

Le (la) candidat(e) choisi(e), de formation ingénieur chimiste aura des responsabilités au niveau international. Sa tâche consistera à bien connaître le marché, les produits et leur évolution. Il (elle) visitera les prescripteurs et clients importants. Nous demandons une expérience de 5 ans minimum, de la peinture anticorrosion acquise chez un fabricant de peintures/pétrochimie. La parfaite connaissance de l'anglais est une nécessité absolue. Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 81045 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01.

REICHERT-JUNG
DISTRIBUTION DE MATÉRIEL SCIENTIFIQUE, recherche

COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ACTIVITE : Chef produit - Démonstration et vente appareils de haute technologie - Déplacements France et Etranger.

QUALIFICATION : Solide formation technique et bonnes connaissances en physique (électromécanique - vide) - Expérience vente matériel scientifique.

LANGUES : Anglais indispensable - Allemand souhaité.

RESIDENCE : Paris ou Région Parisienne.

Adresser candidature avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel REICHERT-JUNG, 116, bd Richard-Lenoir - 75011 PARIS.

Société DELSI

leader dans son domaine

recrute

ELECTRONICIEN

- 1ère expérience.
- Connaissance microprocesseur.
- Anglais lu.

Pour mise au point électronique d'appareils scientifiques, en liaison avec le Bureau d'Etudes.

Lieu de travail : COUNTRY

Envoyer C.V. et prétentions à G.D.J. 5, rue Jean Macé 92100 SURESNES Tél. : 506.52.22 POSTE 404

D.O.O.

78, CHAMPS-ÉLYSÉES

INGÉNIEURS LOGICIEL

Pour réalisations

CONTRÔLE DE PROCESSUS

INDUSTRIELS

sur micro et mini en langage

évolués

(SALAIRES ÉVOLUÉS)

Tél. 369-17-85 pr. rend. vous

Société d'Etudes et de Formation

recherche

CHARGÉ I.E.I. D'ÉTUDES

en gestion

et/ou économie industrielle

Ecrite sous le n° T 042.701 M

RÉGION-PIRE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Centre technique industriel

pour études et recherches

technologiques sur

matériaux et procédés

de séchage en atmosphère

contrôlée

recrute

INGÉNIEUR

en génie mécanique et

échanges thermiques ou génie

industriel (A.M., D.S., I.N.S.A. ou

équivalent)

Débutant ou quelques années

d'expérience. Bonnes connais-

sances de base en mécanique

et thermique (transferts de cha-

leur et de masse) supées.

Connaissances en réglementa-

tions, automatismes, chaudrons, tra-

itement anticorrosion appréciés.

Adresser candidature C.V.,

prétentions à :

Centre Technique

de Bois et de l'Atmosphère

Direction des Etudes et

Recherches, 10, avenue de

Saint-Mandé, 75012 PARIS.

ORGANISME

PROFESSIONNEL

QUARTIER ÉTOILE

recherche pour

SERVICES STATISTIQUES

(Contrat à durée déterminée 6 mois renouvelable)

EMPLOYÉ (E)

DE BUREAU

BAC C récent exigé

Ecrite avec C.V., photo et

prétentions à M. 87.430

BLEU, 17, rue Label

94307 VINCENNES Cedex

qui transmettra.

2 ASSISTANTES COMMERCIALES

Les personnes recherchées au-

ront au minimum le niveau BAC

et une expérience de quelques

années d'assurances commer-

ciales, position agent de ma-

trise.

Leur tâche consistera à assu-

rer :

- Permanence téléphonique.

- Réception du courrier.

- Maintenance des dossiers

- clients.

- Préparation et relance des

- offres.

- Suivi des paiements.

- Exploitation des rapports de

- vente.

- Documentation.

- Références d'utilisation des

- produits.

Env. C.V., photo et prét.

à M. 87.430 à CONTESSÉ

PUBLICITE 20, av. de l'Opéra,

75040 PARIS Cedex 01.

Sté dynamique dans secteur

en expansion, rech. O.E.L.

CADRES DIPLOMÉS

pour son état-major commerc.

Un d'entre eux aura une fonction

d'étude de la cadre de la prépa-

ration et de l'évaluation des ac-

tions, en cours ; il secon-

déra l'ingénieur responsable, des

Vies et sera assisté d'une pré-

éposée dont il coordonnera le

trav. Il disposera de moyens de

travail de texte et informa-

tiques.

Ces 2 postes pour, convenir à

des cadres diplômés supérieurs,

ayant au moins un D.U.T. ou

B.T.S. Lieu de trav. PARIS -

Env. lettre à C.V. à O.S.P.

(Réf. 385) - 7, r. St-Anne,

PARIS 11^e qui tr.

L'Unité pédagogique

d'architecture n° 5

recrute

un enseignant (P4)

en informatique pour initiation

et recherche en informatique

appliquée à l'architecture.

Obligation : 15 heures heb-

domadaires.

Précis : formation et expé-

rience scientifiques en infor-

matique (niveau 3^e cycle) -

complément : soutient en

sciences techniques de l'as-

pace.

Envoyer candidature (C.V.) par

lettre recommandée avec

accusé de réception au plus

tard le 4 novembre 1983 à

Monsieur le Directeur de l'U.P.A.

144, rue de France - 75019 PARIS

Renseignements : 206-79-70, p. 44

LYCÉE TECHNIQUE
PRIVE A VINCENNES
Sous Contrat
d'Association
recherche

PROFESSEUR
DE PHYSIOLOGIE
ANIMALE

(Cours et T.P.)

pour formation de techniciens

de laboratoire (BAC P. 7)

Tél. à : 889-17-88 pour R.V.

CABINET D'AVOCATS

recherche pour

clients de langue

allemande

JEUNE AVOCAT

Libre rapidement.

Très bonne connaissance de la lan-

gue allemande indispensable.

Adresser C.V. à :

M. 87.430 à CONTESSÉ

PUBLICITE 20, av. de l'Opéra,

75040 PARIS Cedex 01.

BANQUE INTERNATIONALE

QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES

RECHERCHE

CADRE

COMPTABLE

BANCAIRE

QUALIFIÉ (E)

Expérience réussie

dans poste similaire

Aptitudes à agir dans la

cadre d'une organisation

internationale

Esprit d'analyse

et de méthode

Connaissance

de l'anglais

appréciées

Env. C.V. photo et prét. sous

N° 7018, « LE MONDE » Pub.

Service Annonces Classées,

5, rue des Italiens,

75008 PARIS.

IMPORTANT CABINET

d'INVENTIONS

recherche

COLLABORATEUR

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN-

INFORMATICIEN

Ayant connaissances

BREVETS D'INVENTIONS

• Anglais indispensable.

• Allemand souhaitable.

Situation stable

Excellente rémunération

Ad. C.V. men. à WEINSTEIN

20, av. Friedland, 75008 PARIS

ROCHE

Produits ROCHE SA
Neuilly/Seine
recherche

pour son département informatique
qui utilise aujourd'hui deux IBM 43/41 sous DOS/VSE, CICS, DLI
et de nombreux mini-ordinateurs

chef de projet de haut niveau

Nous souhaitons confier à un Chef de Projet (formation Ingénieur, H.N.C.E.) la responsabilité du développement de projets d'envergure dans les domaines de la gestion. Désireux de rejoindre une équipe dynamique allant comprendre, concevoir et suivre, vous souhaitez l'autonomie voulue pour utiliser votre créativité. Nous vous offrons ces opportunités et une rémunération qui tiendra compte de votre expérience et apports.

Envoyer lettre manuscrite C.V., détaillé et prétentions au Département du Personnel.

PRODUITS ROCHE 52, bd du Parc
92521 Neuilly/Seine



Recrutement et gestion des cadres

Paris

PA Conseil en Recrutement - 30 consultants en France - a su établir avec ses clients et ses candidats une relation professionnelle réputée. Vous souhaitez exercer une activité qui vous permette de conseiller les dirigeants des PME ou des grandes entreprises dans le choix et la gestion de leurs proches collaborateurs, d'appréhender quotidiennement différents secteurs de l'économie et l'ensemble des rouages de l'entreprise tout en bénéficiant d'une grande autonomie dans l'organisation de votre travail et dans vos décisions. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et familiarisé avec les problèmes de structures, de recrutement et de gestion des cadres en entreprise ou dans le conseil. Nous recherchons pour l'équipe parisienne de PA un nouveau consultant et vous proposons d'étudier avec vous l'intégration souple que permet notre structure. Ecrite à J. MOUNIER. Réf. A082NM

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam -

AFFAIRES

LA CHAPELLE-DARBLAY

Les grévistes travaillent, les autres aussi...

La société Parenco, qui doit, selon le plan du ministère de l'Industrie, assurer le redémarrage de La Chapelle-Darblay, est en train de négocier sa propre reprise par le groupe allemand Haendl. Chez M. Fabius, où l'on était au courant de ces pourparlers, on ne se dit ni surprise ni inquiet. Parenco est détenu par l'Etat hollandais, et c'est, assure-t-on, un signe de réussite que d'entraîner le capital privé. Le futur partenaire de Parenco, dit-on encore, informé du plan de restructuration de La Chapelle-Darblay, qui doit être conduit par une équipe inchangée, celle de

Parenco, quelle que soit la structure de son capital.

Le bureau confédéral de la C.G.T., dans un communiqué, estime que le plan du ministère de l'Industrie « était bien un plan de liquidation », au profit « d'un plan européen et international de restructuration de l'industrie papetière mondiale ». La fédération des industries chimiques C.F.D.T. confirme que l'accord entre Parenco et Haendl est imminent. Elle n'en est pas étonnée et déclare qu'il n'y a pas lieu de réviser sa position : « Une coopération européenne

qui respecte les intérêts de chaque pays ne saurait être refusée et doit permettre de mieux faire face à la concurrence nord-américaine et scandinave », écrit la C.F.D.T.

Après les incidents qui ont eu lieu lundi 17 octobre dans les usines de la banlieue rouennaise, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré : « L'heure n'est pas aux affrontements, encouragés par les formations de droite, l'heure est à la négociation de tous les intérêts, comme ne cessant de le préconiser les travailleurs et la C.G.T. »

De notre envoyé spécial

disant « de l'usine », mais anonymement, pour m'annoncer que l'usine était « reprise » et me demander de venir au plus tôt. J'ai aussitôt prévenu la police, lui demandant son assistance lors de mon arrivée : on ne sait jamais... J'ai également alerté le chef de cabinet du préfet, et, enfin, j'ai demandé à un huissier de m'accompagner sur place. Je suis arrivé à l'usine vers 4 h 15. Il y avait deux cars de police devant les grilles et une bonne centaine de personnes, bien décidées à travailler, dans l'effectif s'est vite accru : vers 8 heures, nous étions plus de quatre cents. Quant à la C.G.T., elle avait mobilisé environ quatre-vingts personnes, dont j'affirme que la moitié étaient totalement étrangères à notre entreprise...

« Les flics arrivent... »

Dans la matinée de lundi, le travail avait repris, sous la protection des C.R.S. et des gendarmes mobiles. « Actuellement, reprend M. Darblay, nous prenons toutes les dispositions nécessaires pour remettre l'usine en marche. » Après quarante-sept jours de torpé, les chaudrons recommencent à fonctionner et les bobines s'apprentent à tourner.

Saint-Etienne-du-Rouvray, à une douzaine de kilomètres de là, pré-

sentait un visage bien différent. Ici, ce sont les grévistes qui tiennent solidement la place. Dans un panache de fumée sale, sur le toit du bâtiment principal, des gendarmes surveillent les environs, le talkie-walkie à la bretelle. « Vous voyez, nous dit l'un des responsables de la C.G.T., notre grève est originale puisqu'elle consiste... à travailler ! » De fait, deux machines tournent, vers 14 heures, et, selon la C.G.T., « environ 150 personnes » veillent, à l'intérieur des ateliers, à ce que l'usine ait au moins l'air de fonctionner à peu près normalement.

C'est vers 14 heures que quelques boucanades allaient se produire. M. Levet, le syndic à qui incombe de régler le conflit et de préparer la mise en place du « plan Parenco » (le Monde du 20 septembre 83) avait invité le personnel désireux de travailler à se présenter en début d'après-midi. Dedans, derrière les grilles, environ deux cent cinquante cégétistes ; dehors, à peu près autant de monde. Mais les premiers entendaient bien s'opposer à la rentrée des autres. Les huissiers en ont été pour leurs frais, forcés de renoncer à constater autre chose que l'impossibilité pour les arrivants de forcer le barrage des tenants de la place. Quolibets, horions, enervement devaient se solder finalement par deux blessés légers dans les rangs des « assaillants », vite contrainsts au repli.

« Les flics arrivent... » Vers 15 heures, l'information circule comme une trainée de poudre dans les rangs de la C.G.T. « On capte toutes les fréquences radio de la police et des gendarmes », nous dira, visiblement fier de l'organisation, un porteur de talkie-walkie. Cinq minutes plus tard, huit fourgonnettes de police urbaine sont sur les lieux, d'où descendent des hommes en tenue des grands jours, casques, bonnetiers, musettes bourrées de grenades, matraques... Aussitôt, les retranchés forment un cordon qui barre l'avenue menant à l'usine et déploient une banderole sur laquelle on peut lire : « Avez-vous le courage de nous chasser ? Si aujourd'hui c'est nous, demain ce sera vous. » Au moindre mouvement des policiers qui se tiennent à bonne distance, on entonne des « négociations, oui, répression, non ! », interrompues de « nous voulons travailler ! ».

En fin d'après-midi, les policiers sont repartis. Fini pour aujourd'hui. Demain, on remettra cela, se disputant pied à pied le terrain, les « vicloires » éphémères, le contrôle d'un atelier, d'une machine, d'un arrêt de travail. A qui revendiquera le plus fort, il n'empêche qu'on a fêté, lundi très tôt à Grand-Couronne, et dans l'après-midi, à Saint-Etienne-du-Rouvray, ce qu'il faut bien appeler le pire.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Schlumberger a acquis 10 % du capital de la Générale des eaux

Un subtil compromis

Le groupe Schlumberger a acquis, le 17 octobre, 10 % du capital de la Compagnie générale des eaux, mettant ainsi, du moins chacun des protagonistes l'espère-t-il, un point final à une affaire qui a défrayé la chronique boursière et industrielle de l'été.

Au printemps dernier, le groupe nationalisé Saint-Gobain, désireux de se diversifier, décidait de s'intéresser à la Générale des eaux, premier distributeur d'eau en France. Une société discrète et fort rentable dont le capital était éparpillé entre des petits porteurs, des investisseurs institutionnels (U.A.P., SICAV, Caisse des dépôts) et la Compagnie générale d'électricité (qui détenait 13 %). Le conseil d'administration et son président, M. Dejouany, ne contrôlant qu'une faible partie du capital, la société était vulnérable.

« Empêchés » par le gouvernement de lancer une offre publique d'achat, comme c'était leur première intention, les dirigeants de Saint-Gobain avaient alors ramassé sur le marché et auprès des investisseurs institutionnels une vingtaine de pour cent du capital de la Générale des eaux. Avec l'option qu'ils détenaient sur la participation de 13 % de la Générale d'électricité, ils espéraient atteindre la minorité de blocage et engager un processus de coopération étroite avec la Générale des eaux.

On connaît la suite : la contre-offensive de M. Dejouany, qui ramassait de son côté, avec des « amis », quelques pour cent en Bourse ; la querelle sur le thème de la « nationalisation rampante » ; le double jeu de la Générale d'électricité, qui avait en fait donné une option de vente aux deux parties. Un compromis était alors trouvé fin juillet. Saint-Gobain s'engageait à maintenir sa participation autour de 20 %, et le paquet de 13 % de la Générale d'électricité était reclassé provisoirement. La B.N.P., banquier

des deux protagonistes, prenait 6,2 %, et la banque Stern s'engageait à trouver un acquéreur pour les 6,8 % restants.

M. Rousselle, P.-D.G. de l'Agence Havas, ami personnel de M. Dejouany, et qui avait plaidé sa cause au plus haut sommet de l'Etat, entraînait peu de temps après au conseil de la Générale des eaux. Dans le but, semble-t-il, d'y contrebalancer le poids de Saint-Gobain.

Ce compromis de la fin juillet n'était cependant que provisoire. Il restait à la parachever en trouvant un « industriel » qui fût intéressé par une participation minoritaire dans la Générale des eaux.

Contact fut donc pris par les banquiers, en plein accord avec Saint-Gobain, avec M. Jean Riboud, patron du groupe américano-français Schlumberger. Celui-ci va prendre 10 % de la Générale des eaux en rachetant les 6,8 % « portés » par la banque Stern et 3,2 % à la B.N.P. Après cette opération, la répartition du capital sera la suivante : Saint-Gobain 20,7 %, Schlumberger 10 %, U.A.P. 6 %, Caisse des dépôts 3 à 4 %, B.N.P. 3 %, M. Dejouany et ses amis entre 10 et 20 %, le reste du capital étant réparti dans le public. Ainsi le poids de Saint-Gobain et de ses « alliés potentiels » apparaît-il prépondérant.

Cette entrée de Schlumberger, qui a lui aussi des synergies industrielles potentielles avec la Générale des eaux (pour les compteurs d'eau notamment), devrait marquer la fin des grandes manœuvres autour de la société. Les prochaines réunions d'un conseil d'administration où se côtoiera le Götia du monde des affaires, de M. Ambroise Roux à M. André Roussellet en passant par M. Calvet, les représentants de Saint-Gobain et vraisemblablement de Schlumberger, ne manqueront pas d'intéresser.

J.-M. QUATREPOINT.

THE FINANCIAL SOURCESM

Manufacturers Hanover
Donne Une Nouvelle
Dimension à S.W.I.F.T.[®]



Comment Vous Pouvez Disposer, Via S.W.I.F.T., Des Informations Indispensables, En Un Temps Record. Grâce au système MHT de relevé de transactions en temps réel S.W.I.F.T., vous disposez, dès 7 heures du matin, de toutes vos données de trésorerie : jusqu'à 15 lignes de transactions détaillées, plus 45 jours d'historique. Résultat : vous pouvez commencer la vérification et l'exploitation de vos comptes plus tôt, avec plus de données. C'est encore une preuve d'innovation des services d'information de MHT.

Manufacturers Hanover sait combien une information détaillée sur les transactions est vitale. C'est pourquoi nous avons créé le système S.W.I.F.T. de relevé de transactions en temps réel : combinant les facilités bien connues qu'offrent S.W.I.F.T. et le système bancaire électronique TRANSEND[®], ce nouveau service vous informe de toutes les transactions sur votre compte avant même leur comptabilisation. Sur vos terminaux S.W.I.F.T. actuels, et avec le maximum de précision : jusqu'à 15 lignes de descriptif par transaction.

Plus de données plus vite.

Le relevé de transactions en temps réel S.W.I.F.T. vous fait gagner un temps précieux : il vous fournit le détail des transferts de fonds, des remboursements de lettres de crédit, des dépôts et remises, et même un historique des transactions sur 1 mois 1/2. Aucune autre banque de New York ne vous en offre autant. De plus, grâce à notre message S.W.I.F.T. 950, vos transactions enregistrées vous parviennent encore plus vite : chaque matin vous avez l'état de toutes les transactions

opérées la veille sur vos comptes MHT New York.

Parmi les tout premiers.

Ce développement des applications de S.W.I.F.T., vous pouvez vous y attendre de la part de Manufacturers Hanover. Après tout, nous sommes au premier rang du transfert de fonds automatisé, avec liaison directe de S.W.I.F.T. aux systèmes CHIPS et Fed Wire—pour des transferts rapides et sans autre manipulation de données. Et, tous les jours, ce sont plus de 7000 messages que MHT transmet par S.W.I.F.T. Nous connaissons aussi vos besoins de souplesse : c'est pourquoi nous pourrions enregistrer vos ordres de paiement S.W.I.F.T. jusqu'à 15H30, heure de New York.

Technologie de pointe et leadership opérationnel. Cet enrichissement que nous apportons au potentiel de S.W.I.F.T. illustre notre objectif : être votre partenaire quotidien, aujourd'hui et demain. Dans le monde entier.

Pour savoir ce que nous pouvons vous apporter, contactez John Stafford, 20 Rue de la Ville, L'Éveque, 75008 Paris, France. Tel: (1) 266 90 36.

MANUFACTURERS HANOVER

S.W.I.F.T. est la raison sociale de Society For Worldwide Interbank Financial Telecommunications. TRANSEND[®] est une marque déposée de Manufacturers Hanover Trust.

CONJONCTURE

Quand M. Delors s'en prend à l'interventionnisme

« Pour l'instant, j'écarte tout blocage des prix », a déclaré M. Jacques Delors, lundi 17 octobre, en réponse à une question qui lui était posée sur les conséquences du mauvais indice de septembre. Le ministre des prix n'a pas dépassé l'objectif officiel révisé, il y a quelques semaines seulement, et fixé à 6,4 %. Il n'a maintenu pas moins le chiffre de 5 % entre janvier et décembre 1984.

L'important, a expliqué le ministre, est la hausse des prix au dernier trimestre. Celle-ci sera, à coup sûr, comprise entre 1,4 % et 1,6 % correspondant à un rythme annuel de 6 %. Pour justifier cette prévision, le ministre avance trois arguments : fin de l'envoie du dollar, fin de la hausse des prix des services, conditions climatiques qui furent mauvaises et ne le sont plus.

« Quand je vois les acquis de la lutte contre l'inflation, je pense qu'on est sur la bonne voie. »

Même si 1984 apparaît comme « une année-bas », l'année où les grandes batailles se gagneront ou se perdront, le ministre refuse « les mesures spectaculaires, les coups de poing sur la table », cela aussi bien en matière de prix (pas de blocage général) qu'en matière de salaires (pas de recommandations ou de secteur privé, pas de normes). « Les chefs d'entreprise doivent prendre leurs responsabilités. En fixant des normes, on arrive à ce résultat que les augmentations sont les mêmes pour tout le monde. On ne valorise l'inflation que quand les salaires seront déterminés en fonction

des performances de l'entreprise et de la productivité. »

S'il a reconnu que les progrès dans la lutte contre l'inflation étaient plus difficiles qu'il ne le paraît, M. Delors a laissé prévoir un réajustement des dépenses publiques et des paiements courants plus rapide qu'espéré. Les résultats du troisième trimestre devraient être proches de l'équilibre.

Quant au chômage, le ministre a fait la distinction entre chômage conjoncturel (celui qui résulte d'une croissance trop faible) et chômage structurel (celui qui résulte des conversions, mutations technologiques). Dans beaucoup de cas, « le feu vert n'a pas été donné » aux reconversions. « Il y a là un rendez-vous que la France ne doit pas manquer. L'heure est arrivée. Plus on laisse d'entreprises sous la tente à oxygène et plus ça sera dur. »

M. Delors estime à l'évidence que l'Etat tarde trop à faire des choix en faveur des secteurs d'avenir. Mais ces choix se feraient au détriment de l'emploi dans bien des cas : automobile, sidérurgie, charbonnage, chimie.

Une politique voulant donner à la France des industries rentables et à la pointe du progrès passerait par des sacrifices en matière d'emploi. Ces sacrifices, M. Delors les accepte-t-il quand il critique la pratique de « la tente à oxygène » pour les entreprises ? Et si oui, le ministre ne juge-t-il pas en partie artificielle la stabilisation actuelle du chômage ?

AL. V.

LOGEMENT

LE PROJET DE BUDGET 1984

Des ambitions qui se réduisent

M. Paul Quilès, nouveau ministre de l'urbanisme et du logement, devra, dans quelques semaines, défendre devant le Parlement le projet de budget préparé pour 1984 par son prédécesseur, M. Roger Quilliot. Budget de rigueur, budget de crise.

Avec 25,1 milliards de francs de dépenses ordinaires (au lieu de 22,4 dans le projet de budget pour 1983) et 23,2 milliards de francs d'autorisations de programmes (contre 22,3 milliards demandés pour 1983), on atteint un total de 48,3 milliards de francs, au lieu de 45,7 milliards de francs en progression de 5,68 % (1).

Au fil des années, les ambitions du gouvernement en matière de construction se réduisent : il s'agit plus d'utiliser au mieux et de façon raisonnée une enveloppe en légère baisse que de tenter de relancer la construction ou même de maintenir l'activité du bâtiment.

En nombre de logements, le projet de budget prévoit 70 000 prêts locatifs aidés (P.L.A.), c'est-à-dire le même nombre qu'en 1983, avec 9,4 milliards de francs d'autorisations de programmes (contre 10,4 milliards inscrits en 1983), mais cette baisse de 1 milliard se justifie par la baisse du coût de la ressource collectée par les caisses d'épargne (baisse de rémunération d'un point des livrets A représentée sur les taux des prêts aux organismes). Il prévoit également 150 000 prêts à l'accession à la propriété (P.A.P.), pour un montant de 10,4 milliards de francs, contre un montant de 9,9 milliards dans le projet de budget pour 1983. Vingt mille P.A.P. supplémentaires étaient venus s'ajouter en cours d'année, mais ces 170 000 P.A.P. n'ont pas été consommés. Destinés aux familles disposant de ressources modestes sous un plafond de revenus, ces prêts se heurtent au double obstacle de la constitution d'un apport personnel suffisant et des taux d'intérêt beaucoup trop élevés des prêts complémentaires. La crainte du chômage et

plus simplement la stagnation du pouvoir d'achat font le reste. Les ménages qui bénéficient d'un revenu proche du seuil d'exclusion préfèrent souvent avoir recours au prêt conventionné, dont le taux d'intérêt est plus élevé que celui du P.A.P. mais qui peut parfois leur éviter le recours à un prêt complémentaire ruineux. C'est pourquoi le ministère de l'urbanisme et du logement espère le lancement de 160 000 prêts conventionnés (P.C.), qui sont dépourvus d'aide à la pierre mais ouvrent droit à l'A.P.L. (aide personnalisée au logement) : de 30 % à 40 % des accédants à la propriété en prêt conventionné touchent cette aide. La réalisation de 160 000 P.C. suppose un désencadrement spécifique du crédit qui se heurte, malgré certaines assurances données aux résidents du ministère de l'économie et des finances. Pour justifier qu'il soit, dans l'attente d'une nouvelle réforme du financement du logement, ce transfert des P.A.P. vers le P.C. se traduit par un désengagement de l'Etat dans la construction de logements.

Quant aux crédits de paiement, ils s'élèvent globalement pour l'ensemble du budget à 39,6 milliards de francs (contre 38,6 en 1983) et comprennent 4,5 milliards de francs de mesures nouvelles. Cependant, 7 milliards 400 millions viendront s'ajouter à ce total « par voie de fonds de concours » : il s'agit des excédents de fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, garanti par l'Etat, géré par la Caisse des dépôts et consignations, et plafonné à 12 milliards de francs.

Ces 7 milliards 400 millions iront, à hauteur de 2 milliards 349 millions, régler les aides à la pierre des logements (locatifs ou en accession à la propriété) construits avant 1977, date de la réforme du financement du logement, à hauteur de 1 milliard 780 millions aux bénéficiaires d'intérêts des logements sociaux construits depuis 1977 en P.L.A., et, enfin, à hauteur de 3 mil-

liards 271 millions, sur le budget des charges communes, aux bénéficiaires d'intérêts de prêts H.L.M., de prêts spéciaux du Crédit foncier et des prêts aux fonctionnaires.

En matière de subventions aux organismes sociaux pour les opérations d'acquisition-amélioration dans les centres-villes, les subventions, en autorisations de programme, devraient être de 135,3 millions de francs et sont en légère baisse par rapport à 1983, puisque aux 108,2 millions prévus se sont ajoutés 40 millions de francs en cours d'année.

Vers une refonte des aides à la personne

Le montant des primes à l'amélioration des logements H.L.M. (PALULOS) progresse légèrement, en autorisations de programme, de 1,1 milliard de francs à 1,3 milliard, mais devrait être augmenté de 300 millions par le biais du fonds spécial de grands travaux. De même, les primes à l'amélioration de l'habitat (réserves à l'amélioration des logements des propriétaires occupants) baissent de 534 millions de francs dans le projet de budget 1983 à 512 millions de francs, mais devraient recevoir 150 millions de francs du fonds spécial de grands travaux.

Le dernier volet important du budget consacré au logement est constitué par les aides à la personne. L'allocation-logement familiale, rappelés-le, figure dans le budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité. L'allocation-logement sociale passe de 6 milliards 65 millions de francs à 6 milliards 645 millions de francs (+ 9,56 %), tandis que l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) due à la revalorisation a été ralentie en 1983 passe de 4 milliards 564 millions à 5 milliards 780 millions (soit une progression de 26 %). La forte croissance de l'A.P.L., qui justifie a posteriori les craintes du

ministère de l'économie et des finances au moment de sa création par la réforme du financement du logement en 1977, s'explique par la stagnation des revenus qui maintient de nombreux ménages sous son bénéfice, alors que la réforme prévoyait que l'augmentation des rémunérations éviterait l'accroissement excessif du nombre de bénéficiaires. Le gouvernement s'achemine vers une refonte des aides à la personne, par la création d'une aide unique. Mais le processus ne peut qu'en être lent, puisqu'il présuppose une remise en ordre des loyers H.L.M. en fonction de la prestation réellement offerte aux locataires.

Le projet de budget du ministère de l'urbanisme et du logement prévoit également la suppression de 1 179 emplois (sur 120 000 fonctionnaires) qui s'opérera sans licenciements, tandis que 35 millions de francs seront réservés à l'information, décentralisée (permis de construire, renseignements sur prêts et montages financiers).

Les dépenses en capital destinées à l'urbanisme et aux paysages baissent en autorisations de programme de près de 27 %, tombant de 277 à 202 millions de francs, mais, fait-on remarquer au ministère, les trois quarts de cette baisse sont dus à un transfert des crédits vers la dotation globale de décentralisation.

Enfin, si l'encadrement du budget consacré au logement est constitué par les aides à la personne, l'allocation-logement familiale, rappelés-le, figure dans le budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité. L'allocation-logement sociale passe de 6 milliards 65 millions de francs à 6 milliards 645 millions de francs (+ 9,56 %), tandis que l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) due à la revalorisation a été ralentie en 1983 passe de 4 milliards 564 millions à 5 milliards 780 millions (soit une progression de 26 %). La forte croissance de l'A.P.L., qui justifie a posteriori les craintes du

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Le budget réellement voté pour 1983 a été au total de 47,3 milliards de francs (22,2 milliards de dépenses ordinaires et 25,1 milliards de dépenses d'autorisations de programmes) et la progression de l'actuel projet de budget pour 1984 n'est que de 1,9 %.

Faits et chiffres

Affaires

● Rhône-Poulenc se dégage du film en polypropylène. — Un projet d'accord a été conclu avec le groupe britannique Courtauld, qui, pour l'essentiel, reprendra cette activité exercée par le chimiste français dans son usine de Mantes (Yvelines), propriété de sa filiale Rhône-Poulenc Films, mais aussi par le biais d'une participation de 25 % dans la British Cellophane (filiale de Courtauld).

Une nouvelle entreprise sera créée, à laquelle les actifs correspondants seront apportés. Courtauld la contrôlera à 75 %, et Rhône-Poulenc à 25 %. Cette firme se classera parmi les premiers producteurs européens. D'autre part, une société commerciale à 50/50 sera également constituée pour écouler la marchandise.

Encore soumise à l'approbation des pouvoirs publics, la réalisation de cet accord devrait prendre effet le 1^{er} janvier 1984. Ce quasi-retrait

de Rhône-Poulenc n'a rien pour surprendre. Avec des prix très en dessous des seuils de rentabilité, tous les fabricants français de matières plastiques perdent beaucoup d'argent. Rhône-Poulenc entend, d'autre part, mettre l'accent sur ses activités à haute valeur ajoutée, comme le film polyester pour l'audio et la vidéo.

● Accord triennal entre Rhône-Poulenc et la Chine. — Le groupe français Rhône-Poulenc vient de conclure avec la Chine un accord triennal (1984-1986) de développement des échanges. L'accord, le premier de ce genre entre la société et la Chine, a été signé, le jeudi 13 octobre, à l'occasion d'une visite à Pékin de M. Le Floch-Prigent, P-D.G. de Rhône-Poulenc. Il prévoit, pour la période couverte, un volume d'affaires de l'ordre de 1 milliard de francs. A titre de comparaison, les échanges entre Rhône-Poulenc et la Chine se sont élevés en 1983 à 170 millions de francs, dont 70 % de ventes françaises.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
NUMÉRO 1601-1 M/DIV.

L'entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- Lot N° 01 — Taraud à main et Filère ;
- Lot N° 02 — Taraud à main et Filère (métrique ISO) ;
- Lot N° 03 — Forêts et Outils à Mortaiser.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le Cahier des Charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des Travaux aux Puits - 2, rue du Capitaine Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous pli cacheté et recommandé au Secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL numéro 1601-1/DIV. Confidentiel - à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26.11.1983, 12 h 00, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

Étranger

● Le Japon est résolu à réduire volontairement ses exportations de montres à quartz vers la C.E.E. Le gouvernement japonais va demander aux quatre fabricants locaux, Seiko, Citizen, Casio et Ricoh, de limiter leurs ventes vers la Communauté pour le dernier trimestre de l'année. Le ministère japonais du commerce international et de l'industrie a pris cette décision, indiquant, en raison du mécontentement grandissant, qui se manifeste dans les pays de la C.E.E. face à la forte augmentation des ventes de montres à quartz en provenance du Japon au cours des huit derniers mois (+ 34 %).

ÉTATS-UNIS

● Forte progression des ventes au détail. — Les ventes américaines au détail ont augmenté de 1,6 % en septembre pour totaliser 99,5 milliards de dollars. Elles avaient diminué de 1,6 % (chiffre révisé) en août. Les ventes de biens durables ont augmenté de 2,9 % pour totaliser 31,7 milliards (- 5,4 % en août), celles de biens non durables de 1 % pour totaliser 67,8 milliards (0,3 % en août). Les ventes d'automobiles ont progressé de 4,5 % pour totaliser 18,2 milliards de dollars ; elles avaient diminué de 9,3 % en août. (Agefi)

Social

● Une demi-journée de grève des fonctionnaires C.G.T. le 8 novembre ? — Deux organisations de la C.G.T. — l'Union générale des fédérations de fonctionnaires et la Fédération des services publics — ont décidé de « proposer » aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales « la perspective d'une demi-journée de grève avec manifestations le 8 novembre prochain ».

Dans un communiqué publié le 16 octobre, les deux organisations soulignent que les personnels « veulent un réel maintien du pouvoir d'achat, des mesures effectives pour les bas salaires et la suppression de prélèvements fiscaux injustes ».

● Précisions de la mairie de Paris sur les élections à la Sécurité sociale. — La mairie de Paris indique que les électeurs inscrits sur les listes électorales mais qui n'auraient pas reçu leurs cartes peuvent se présenter au bureau de vote et pourront voter munis d'une pièce d'identité. L'ensemble des cartes non parvenues à leurs destinataires ont été réexpédiées dans les mairies d'arrondissement concernées. Une permanence téléphonique fonctionnera le 19 octobre au 276-46-46, de 8 heures à 20 heures.

RECHERCHE

LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

M. Gérard Debreu : un mathématicien de l'économie de marché

« Je vais stimuler l'économie en dépassant le montant de ma récompense », a déclaré le professeur américain d'origine française, M. Gérard Debreu, en acceptant le choix de l'Académie royale des sciences de Suède. Le prix Nobel d'économie 1983 — dont le montant représente 1,5 million de couronnes — lui a été attribué « pour l'introduction de nouvelles méthodes d'analyse dans la théorie économique et pour une reformulation rigoureuse de la théorie de l'équilibre général ».

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de mathématiques, docteur en sciences, M. Debreu, qui est né à Calais le 4 juillet 1921, s'installa aux États-Unis en 1950. Il élabora avec M. Kenneth Arrow, lui-même prix Nobel d'économie en 1972, un modèle mathématique d'économie de marché. Ayant réussi à prouver l'existence de prix d'équilibre, les deux professeurs ont démontré, selon l'Académie royale, la consistance logique des théories d'Adam Smith et de Léon Walras.

LES AMÉRICAINS AU PREMIER RANG DANS LE DOMAINE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Les groupes chimiques américains, essentiellement ceux exerçant une activité dans l'industrie pharmaceutique, ont été en 1982 les champions de l'investissement dans la recherche et le développement (R & D).

Dans l'étude réalisée par la Société suisse des industries chimiques (S.S.I.C.), dix d'entre eux figurent parmi les vingt sociétés mondiales consacrant le plus d'argent à cette activité. Upjohn arrive au troisième rang avec 10,7 % de son chiffre d'affaires, suivi par Merck (10,5 %) et Syntex (10,3 %). Searle est huitième (9,2 %), Eli Lilly dixième (9 %), Smithkline Beckmann treizième (8,2 %), Squibb seizième (7,4 %), Rohm dix-septième (7,1 %), Schering dix-huitième (7 %) et Johnson dix-neuvième (6,2 %).

Les trois grandes firmes suisses occupent également une place de choix, surtout Hoffmann-La Roche, bon premier avec un taux de 13 %, Ciba Geigy étant onzième avec 8,4 % et Sandoz douzième avec 8,2 %. La présence des groupes japonais est aussi très remarquable avec Eisai (9,3 %), Mitsubishi Rayon (9,1 %), Fujisawa Pharmaceutical (8,1 %) et Nippon Kayaku (8 %).

En revanche, les Allemands sont plus discrets et ne sont représentés que par Boehringer Ingelheim, deuxième avec 12,4 %, et par Schering (9,9 %). Une seule firme britannique est citée : Glaxo qui occupe la vingtième place (6,1 %). Aucun groupe français n'est à l'honneur.

Se situant d'ailleurs dans la ligne des travaux poursuivis par cet économiste français du dix-neuvième siècle, qui, selon lui, a été le premier à imaginer la structure mathématique de l'économie, M. Debreu a publié en 1959 une *Théorie de la valeur*. Cet ouvrage est « déjà devenu un classique, tant pour sa valeur générale que pour l'élégance de sa présentation. Un trait frappant est l'universalité de son contenu », estiment les jurés de Stockholm.

Après avoir été chercheur, puis enseignant à la Fondation Cowles, M. Debreu est devenu, en 1962, professeur d'économie à l'université de Berkeley, où, depuis 1976 — année où il obtint la nationalité américaine — il enseigne les mathématiques. Son titre de premier de Normale-Sup dans cette discipline lui avait valu, en 1948, d'être invité par M. Rockefeller à faire une tournée dans les universités américaines.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.U.	7,8975 7,8995	+ 180 + 210	+ 340 + 405	+ 1040 + 1160
Sch.	6,4150 6,4185	+ 155 + 200	+ 315 + 375	+ 885 + 1010
Yen (100) ..	3,4055 3,4085	+ 160 + 185	+ 330 + 365	+ 1015 + 1080
D.M.	3,8975 3,8995	+ 175 + 195	+ 340 + 365	+ 1040 + 1060
Fl.	2,7265 2,7280	+ 145 + 165	+ 280 + 305	+ 840 + 900
F.R. (100) ..	15,9010 15,9035	+ 440 + 545	+ 755 + 900	+ 1885 + 2235
F.S.	3,7075 3,7105	+ 200 + 205	+ 540 + 575	+ 1520 + 1605
L. (1 000) ...	5,8250 5,8280	+ 245 + 260	+ 480 + 515	+ 1430 + 1510
E.	11,8590 11,8670	+ 230 + 235	+ 590 + 690	+ 1730 + 1935

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/16	3 1/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
S.E.U.	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2
Fl.	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4
F.R. (100) ..	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4
L. (1 000) ...	15 3/4	16	16 1/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2
E.	8 3/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2
F.	12 3/8	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

البريد 1550

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

UN GROUPE D'INVESTISSEURS PRIVÉS A ACQUIS 8,75 % DU CAPITAL DE GULF OIL

Un groupe d'investisseurs, conduit par la société Mesa Petroleum, a acquis 8,75 % du capital de Gulf Oil Corp., cinquième compagnie pétrolière américaine, pour une somme de 630 millions de dollars (5,04 milliards de francs). Le groupe, a précisé le président de Mesa, à l'intention de poursuivre ses achats d'actions Gulf, à titre de placement, jusqu'à concurrence de 1,1 milliard de dollars (8,8 milliards de francs). D'importants achats anonymes d'actions avaient été signalés depuis le mois d'août à Wall Street, suscitant la méfiance des dirigeants de Gulf, qui craignaient le lancement d'une offre publique d'achat sur leur compagnie. Gulf devait déposer, lundi 17 octobre, une requête auprès de la Commission américaine des opérations de Bourse, visant à accroître les revenus de ses actionnaires, par le rachat d'actions et la distribution d'actifs, afin d'éviter une double imposition sur les réserves pétrolières. En outre, Gulf a décidé d'augmenter ses lignes de crédit afin de pouvoir faire face à une éventuelle offre publique d'achat.

Les analystes financiers, selon le *Wall Street Journal*, doutent toutefois que le groupe conduit par Mesa ait la surface financière lui permettant de prendre le contrôle de la compagnie. Mesa Petroleum est une petite société pétrolière qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 375 millions de dollars (3 milliards de francs environ). Lui sont associés dans cette opération plusieurs affiliés du groupe canadien First City Financial Corp., la société pétrolière texane Wagner and Brown, la société Harbert International Inc. de Birmingham (Alabama) et Sunshine Mining Co de Dallas (Texas). Gulf Oil a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 30,6 milliards de dollars (244,8 milliards de francs) et un bénéfice de 900 millions de dollars (7,2 milliards de francs). Elle a vendu depuis un an la plupart de ses réseaux de distribution en Europe, au Koweït et à Shell.

SOCIAL

LES ÉLECTIONS DU 19 OCTOBRE A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Une campagne « new look » et coûteuse

De nouvelles prises de position ont été rendues publiques à la veille des élections à la Sécurité sociale.

L'Assemblée permanente des chambres de professions libérales (qui présente elle-même des candidats dans le collège professions libérales pour les élections aux caisses d'allocation familiale, a appelé à voter pour la C.G.C., la C.F.T.C. ou F.O.; l'Association Femmes libérées, proche de l'opposition, et le Comité national de liaison des classes moyennes se prononcent également en faveur des trois « réformistes »; le Centre national indépendants-paysans, pour la C.G.C., la C.F.T.C., « éventuellement F.O. ». En revanche, les « verts » estiment que « la C.F.D.T. se rapproche le plus de leurs positions ».

M. Jean Bernard, président de la C.F.T.C., parlant en plein air devant un groupe de travailleurs... M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., interviewé dans l'intimité de son bureau par une journaliste d'Antenne 2... M. André Bergeron sur le gril des questions d'un médiateur libéral et d'une retraitée qu'il a invités...

Sur l'écran TV, en défilé de soirée, défilent les images de la campagne pour les élections à la Sécurité sociale. A chacun son style. Mais, curieusement, chacun s'essaye au « new look ».

La recherche d'un style différent n'est pas dictée par le simple formalisme. Elle correspond de fait à la différence d'argumentation des uns et des autres. Aux déclarations très politiques des débats de la campagne, en juin, ont succédé en octobre les exposés d'explication concrets et arides. Connaissent peu les pouvoirs des futurs administrateurs, les candidats préfèrent axer leurs discours sur le « politique », un terrain plus connu... Mais, localement, le ton se veut plus pédagogique - celui d'un pionnier défrichant une réalité très complexe.

Chaque organisation a eu le souci de plaire à son public. Ainsi la C.G.C. présente des listes qui se veulent représentatives, de ce qu'est pour elle l'encadrement (incluant les agents de maîtrise) et les élargit à des employés. Les consignes de la Confédération ont posé quelques difficultés d'application à des unions locales parfois dépourvues de candidats ad hoc. La C.G.C. a par exemple demandé à ses unions de présenter une femme pour trois candidats; dans les faits, la moyenne est d'une sur cinq. De même fallait-il ne pas oublier les dix-huit et vingt et un ans - difficiles à recruter ou les mères au foyer; ou encore les retraités - sans doute surreprésentés parmi les candidats parce que plus disponibles que d'autres. La C.G.T., pour sa part, présente des candidats dont 36 % sont ouvriers, 30 % employés, 18 % ingénieurs, 9 % retraités, 1 % chômeurs, 3 % d'immigrés.

D'autre part, M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a estimé que, malgré les « erreurs et imperfections, l'essentiel, c'est qu'on vote ». La C.F.T.C. a pris une position semblable. L'Association des maires de grandes villes regrette les « larges inexactitudes » qui entachent le scrutin et « rejette toute responsabilité » à ce sujet. Dans un arrêt du 14 octobre, la Cour de cassation, rappelant la jurisprudence, a indiqué que le défaut d'inscription dû au fait que « les documents nécessaires n'étaient pas parvenus à la mairie (...) ne constitue pas une erreur matérielle au sens de l'article L.34 du code électoral », ce qui laisse peu de chances aux électeurs non inscrits...

consacré à l'organisation pratique des élections.

Chaque organisation a ouvert elle aussi sa bourse. La C.G.C., par exemple, a prévu de dépenser 1 million de francs. C'est relativement peu pour une campagne. Force ouvrière, en effet, a déjà payé 10 millions de francs pour les seules actions confédérales, auxquelles s'ajoutent les frais d'initiales locales, plus modestes. La C.F.D.T. a prévu 3,5 millions de francs sur le plan national, et « peut-être le double » pour les actions locales et régionales. La C.F.T.C. dépenserait 2 millions de francs, sans compter les coûts des campagnes à la base. La C.G.T., pour sa part, a prévu un budget de 30 millions de francs, dont 5 pour la Confédération. Elle a distribué à ses adhérents locaux des modèles d'affiches, des conseils, etc.

Depuis des semaines, nul ménage ses efforts, de la base au sommet. Les grands leaders confédéraux sillonnent les routes de France, participant aux multiples réunions. « L'agit-prop » a pris à l'occasion de cette campagne un sérieux coup de jeunesse, grâce à la « patte » de groupes de publicistes et de graphistes connus, tels Grapus pour la C.G.T. ou Ten-conseil pour la C.F.D.T.

Cette propagande « sympa, bien présentée, dans le look actuel », selon l'expression de la C.G.T., vaincra-t-elle l'inertie d'une opinion jusqu'à présent peu mobilisée ? La réponse sera connue le 19 octobre au soir.

DANIELLE ROUARD.

Résidences d'un luxe incomparable, avec toutes les commodités du prestigieux hôtel « United Nations Plaza ».

UNITED NATIONS PLAZA TOWER

Pour ceux qui exigent ce qu'on fait de mieux. Studios entièrement meublés, appartements avec une ou deux chambres et plusieurs duplex. Tous avec une vue extraordinaire sur le fabuleux horizon de Manhattan. Situés au coin de la première avenue et de la 44^e rue.

Bail de 12 mois. Répondant aux besoins les plus divers. Services complets d'hôtel. Room Service 24 heures sur 24, services de ménage, de conciergerie, Club de tennis et de Natation de « Turtle Bay ».

Tous les détails sont prévus pour vous offrir le maximum de confort et le meilleur service possible. Il n'y a que 115 appartements. L'un deux sera-t-il le vôtre ?

Agent immobilier exclusif : Brown, Harris, Stevens, Inc. 212-762-5151 Téléc 126803

Une création de « United Nations Development Corporation ». Administrée par « Hyatt International Corporation ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 9049/DIV.

L'entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

Lot N° 01 - Grue d'atelier « GIRAFE » 10 tonnes (équipement P/atelier mécanique);

Lot N° 02 - Tondeuse à Gazon;

Lot N° 03 - Équipement et matériel de menuiserie.

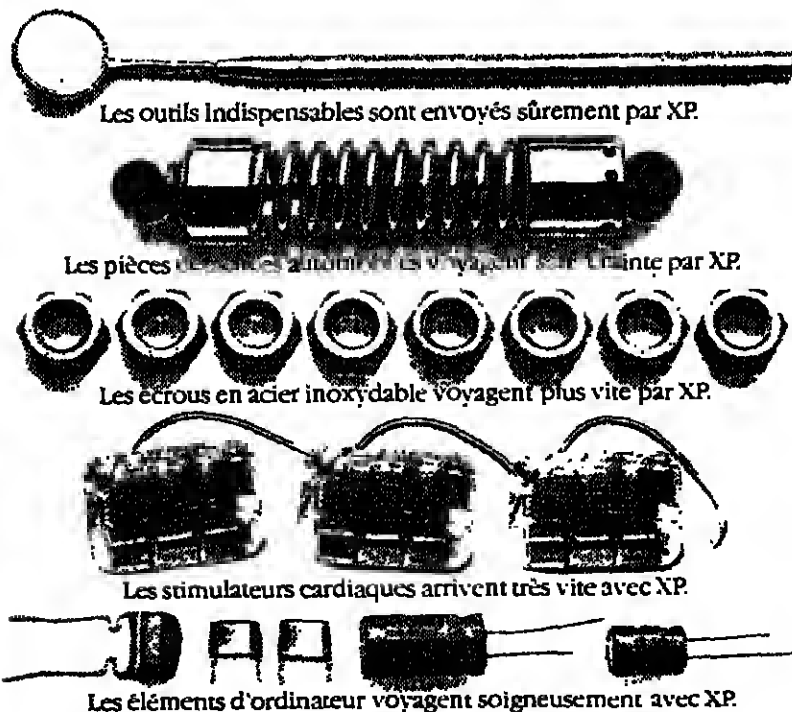
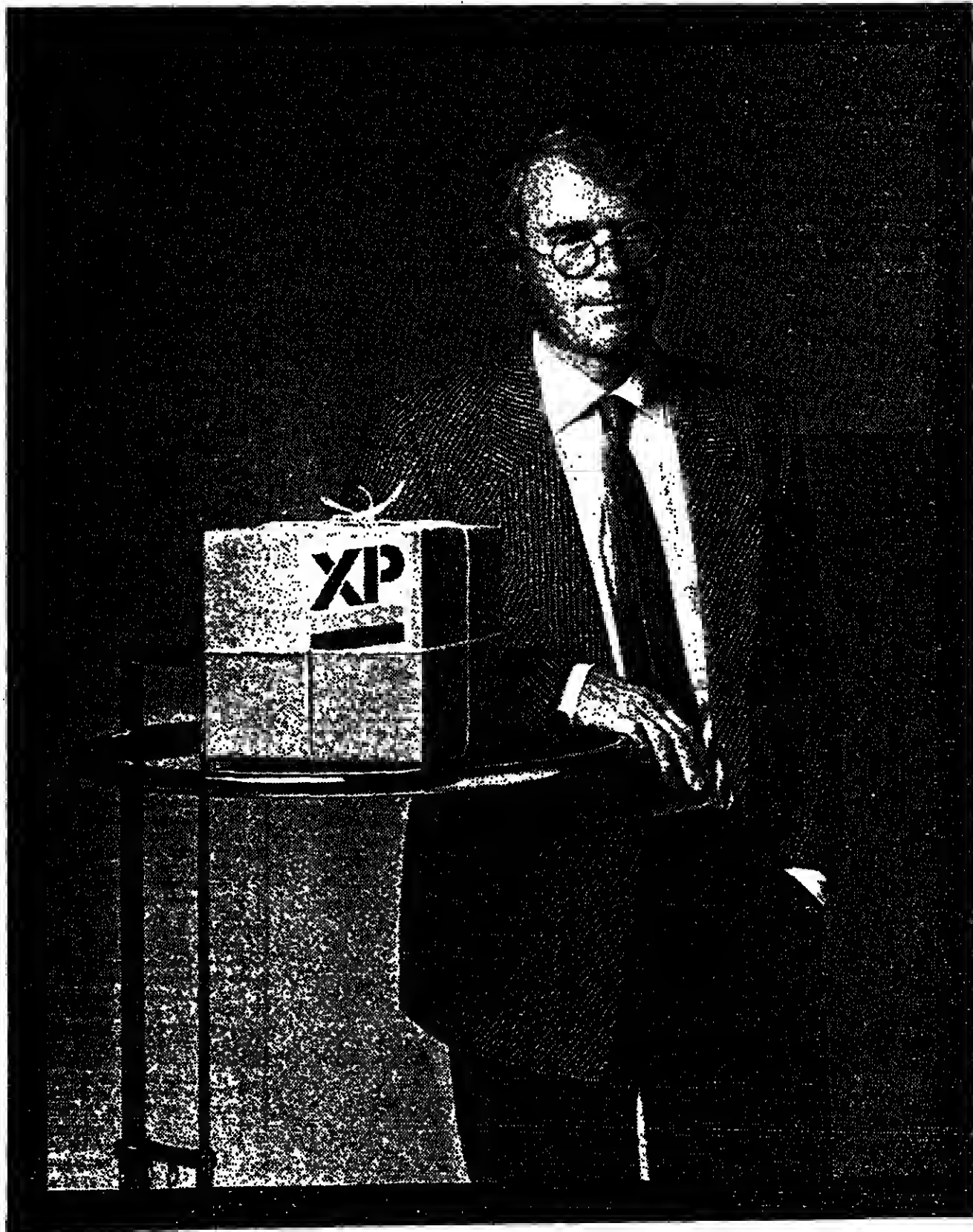
Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le Cahier des Charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des Travaux aux Puits - 2, rue du Capitaine Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secrétaire du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL numéro 9049/DIV. Confidentiel - à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26.11.1983, 12 h 00, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.



"SI J'ÉTAIS MOI-MÊME UN PETIT PAQUET, JE VOYAGERAIS AUSSI AVEC XP"

Sic'etait à vous de décider, vous choisiriez aussi XP. Car, au moins, vous seriez sûr d'arriver toujours à temps à destination.

XP est en effet le spécialiste du transport éclair des petits paquets (jusqu'à 30 kg) et des documents en Europe. Et ceci comprend l'exécution rapide et sans heurts des formalités douanières.

Le colis que l'on viendra enlever chez vous dans l'après-midi, sera livré sans faute le lendemain dans l'une des 1500 destinations desservies par XP.

Cette garantie vous est offerte car XP travaille avec ses propres automobiles, ses propres avions, et ses propres bureaux dans 14 pays européens.

XP THE SYSTEM FOR PARCELS

Faites-moi parvenir le guide de voyages pour petits paquets et documents.

Nom: _____

A l'attention de: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____

Téléphone: _____

Coupon à renvoyer à: XP Express Parcel Systems 189, rue d'Aubervilliers, CAP 18 75886 Paris Cedex 18.

022

SOCIAL

Les enjeux des élections à la Sécurité sociale

Le débat escamoté

par MICHEL NOBLECOURT

Les élections à la Sécurité sociale, le 19 octobre, seront d'abord perçues comme un test de représentativité syndicale : elles montreront la capacité des organisations à obtenir une audience dépassant les frontières du monde salarial. Elles représentent donc une nouvelle chance pour le « pouvoir syndical » (le Monde du 13 octobre). Mais ces élections ont d'abord pour but d'être des administrateurs aux conseils des caisses de Sécurité sociale. Ce scrutin peut-il faire évoluer la politique de la protection sociale ? Ce débat-là, en tout cas, a été escamoté.

Quelle belle occasion manquée ! Le 26 mai dernier, M. Pierre Bérégovoy souhaitait qu'à la faveur des élections à la Sécurité sociale s'engage un grand débat national sur l'avenir de la protection sociale : « Il est important, soulignait le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, que chacun prenne conscience de la nécessité de maîtriser l'évolution des dépenses et non seulement de préserver, mais de développer le système de protection sociale dans le sens d'une solidarité accrue. » Mais il n'a pas suffi

qu'environ 28 000 candidats, pour 4 067 postes d'administrateurs aux conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, se présentent aux suffrages des électeurs pour que le débat ait lieu. Certes, tous les leaders syndicaux ont battu activement la campagne. « La Sécurité, ce n'est pas du luxe, c'est un droit », a répété la C.G.T. « La Sécurité, c'est sérieux », s'en est allée dire F.O., la C.F.D.T. insistant sur le « mieux gérer la Sécurité sociale », et la C.F.T.C. développant le thème : « Faire plus est difficile, faire mieux est possible. » Mais on a assisté davantage à une mobilisation, autour de slogans simples, des militants, pour que « leur » syndicat gagne, qu'à une effective sensibilisation de l'opinion.

Au-delà des enjeux concernant l'audience syndicale, l'application de la réforme engagée par la loi du 17 décembre 1982 aboutit à un changement important, qui va entrer dans les faits : l'abandon du strict paritarisme syndicats-employeurs dans les conseils, avec un peu moins des deux tiers des sièges pour les représentants des

assurés et moins d'un tiers pour les employeurs, les autres administrateurs étant des personnalités qualifiées et des représentants de la Mutualité ou des associations familiales. Cette nouvelle physionomie soulève des questions importantes : quelles alliances ou majorités, quelle gestion, quels nouveaux pouvoirs ?

Quelles alliances ?

La question des alliances et des majorités dans les caisses apparaît comme la plus cruciale. Depuis les ordonnances de 1967 substituant la désignation des administrateurs à l'élection, le jeu était simple. Chaque conseil comptait 9 membres du patronat (C.N.P.F. et C.G.P.M.E.), 3 C.G.T., 2 F.O., 2 C.F.D.T., 1 C.F.T.C. et 1 C.G.C., une entente entre l'organisation patronale et les syndicats réformistes avait facilité la répartition des présidences de caisses.

Ainsi, pour les caisses primaires d'assurance-maladie, au nombre de 129, avait-on 78 présidences C.N.P.F., 30 F.O., 14 C.G.C., 6 C.F.T.C. et 1 C.F.D.T. Le nombre d'employeurs étant ramené de neuf à six (avec en plus, pour la maladie, un représentant patronal parmi les deux personnalités qualifiées), la distribution des cartes change. Après avoir longtemps brandi la menace de pratiquer la politique de la « chaise vide », le C.N.P.F. y a renoncé. Même minoritaire, il espère jouer un rôle en dégageant des « majorités d'idées » pouvant aller dans certains cas jusqu'à la C.F.D.T., mais excluant la C.G.T. Les dirigeants du patronat sont donc résolus à faire un tour « pour voir ». Au bout d'un an, ils en dresseront le bilan. S'il n'est pas positif, ils n'auront plus qu'à choisir entre le départ — que se souhaitent ni F.O. ni la C.F.D.T. — et une présence

alors réduite à l'exercice d'une simple « fonction tribunaire ».

La C.G.T. a une tout autre optique. Dans son interview à Sud-Ouest, M. Henri Krasucki a réitéré son engagement de « gérer la Sécurité sociale d'une manière unitaire avec les représentants des assurés sociaux qui veulent l'améliorer ». S'agissant du « silence » de la C.F.D.T. quant à son attitude face au C.N.P.F., le dirigeant syndical estime que « le sens profond » de cette élection est de « faire en sorte que la C.G.T. passe le plus lourd possible dans les conseils d'administration, c'est-à-dire qu'elle ait un poids qui rende impossible toute coalition favorable au patronat ». Là où, majoritaire avec la C.F.D.T., elle se heurtera au refus de celle-ci de s'entendre avec elle, la C.G.T. se retrouvera donc rejetée et isolée.

La C.F.D.T. s'inscrit dans la démarche d'une gestion « intersyndicale » à cinq, les trois présidences de caisses nationales étant réparties entre les cégétistes, les cégétistes et F.O. D'avance, elle a indiqué qu'elle refuserait l'éviction « de la C.G.T. d'une caisse nationale, mais, au niveau des caisses locales, elle refuse tout préalable idéologique et toute alliance privilégiée, prenant au contraire le « pluralisme de majorités », ce qui, au coup par coup, ne ferme la porte ni à des ententes avec la C.G.T. ni à des majorités englobant le C.N.P.F. La confédération de M. Maire aurait souhaité la présidence de la caisse-maladie, mais les employeurs ont déjà clairement fait savoir qu'ils « ne lâcheraient pas » M. Derlin de F.O., décidé à se représenter. L'hypothèse de travail reviendrait donc à laisser la maladie à F.O., la C.F.D.T. prenant la famille et la C.G.T. la vieillesse.

Tout ne sera pas si simple. Si Force ouvrière est en deuxième position, elle se montrera moins souple.

La confédération de M. Bergeron, discrète pour l'instant sur les alliances éventuelles, pourrait admettre des compromis avec la C.F.D.T., surtout si celle-ci est troisième, mais n'est guère décidée à la conciliation avec la C.G.T. Par ailleurs, le jeu pourrait être encore plus compliqué si la C.G.C. obtient les 15 % dont la crédibilité certains sondages : elle pourrait alors réclamer la présidence de la maladie et au moins celle de la caisse nationale d'assurance-vieillesse. Avec de tels scénarios, il y aurait au moins deux perdants : la C.F.T.C. qui, avec M. Boissard, préside actuellement la famille, et le patronat, qui, avec M. Sœurwé, préside la vieillesse. Le patronat semble prêt, au niveau national comme au niveau local, à céder des présidences, un de ses responsables, M. Van der Meulen, ayant cependant des chances d'avoir l'aval des syndicats pour conserver la présidence de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS), mais cela ne suffit pas à garantir un compromis intersyndical.

Tout le débat ne se focalise pas cependant sur les seules présidences. La marge de manœuvre est plus large. Au plan local, il s'agit de répartir aussi les vice-présidences et les directions de caisses. Au plan national, les syndicats pourront jouer sur les commissions. Ainsi, à la Caisse nationale d'assurance-maladie, il existe théoriquement la possibilité de donner un « strapontin » à chaque organisation, puisqu'il y a quatre grandes commissions, réparties actuellement à parité entre F.O. et le patronat : celle de l'assurance-maladie, qui gère les relations avec les professions de santé, la commission de gestion de l'information (avec un budget de 20 milliards de francs), celle de l'action sanitaire et sociale (2,5 milliards) et celle des accidents du travail. Un beau gâteau à se partager. Quelle que soit la multiplicité des cas de figure, rien ne pourra vraiment se conclure sans un minimum d'accord global, la question risquant d'être surtout, en fonction des scores, celle de l'insertion ou non de la C.F.D.T. dans le jeu des responsabilités gestionnaires.

Quelle politique ?

Mais pour quelle gestion ? Les syndicats peuvent toujours s'en tenir à faire et défaire les majorités, mais pour quelle politique ? Il y a indéniablement des espaces de consensus entre les cinq confédérations, comme sur le développement de la prévention, l'extension de l'aide ménagère, le maintien du système conventionnel — quoique la C.G.T. et la C.F.D.T. demandent la renégociation de la convention

médico-Sécurité sociale de 1980, — l'aménagement de l'hospitalisation — avec la recherche de formules alternatives à l'hospitalisation (le Monde du 4 octobre). Mais si l'on se cantonne à la gestion des caisses, les divergences intersyndicales ne sont pas moins nombreuses. La C.G.T., la C.F.D.T. et la C.F.T.C. n'ayant pas exactement les mêmes idées sur la décentralisation, pour ne prendre que cet exemple. A cet égard, la campagne électorale qui vient de s'achever est loin d'avoir fait toute la lumière. Combien de Français auront pu saisir, avant de se rendre aux urnes, quelle conception chaque organisation syndicale a de l'action sanitaire et sociale, principal domaine d'intervention pour lequel les caisses locales disposent d'un minimum de liberté ? Les enjeux à cet égard sont restés trop souvent masqués.

Certains ont imaginé, ce qui ne pouvait que contribuer à politiser davantage encore le scrutin, que les élections du 19 octobre pouvaient constituer une sorte de référendum autour de quelques questions-clés pour l'avenir de la protection sociale. Certains référentiels, en vérité. On sait que chaque centrale prête à l'Etat un rôle différent dans le financement de la protection sociale, mais quelle organisation a osé engager un véritable débat sur le problème des charges indûment supportées par le régime général de sécurité sociale, sur le montant des prélèvements sociaux et l'écoulement obligatoire, sur la nécessité de trouver de nouveaux modes de financement ? Certes, c'est, a priori, de peu d'importance que triomphent, le 19 octobre au soir, des syndicats qui prônent une fiscalisation accrue de la couverture sociale ou qui, au contraire, se méfient de toute budgétisation, puisque cette question n'est pas du ressort des conseils d'administration des caisses.

L'Etat maître du jeu

C'est l'Etat et l'Etat seul qui fixe et fixera le taux des cotisations et le montant des prestations. C'est lui qui sera le maître du Livre blanc présenté en juin 1983 à l'Assemblée nationale, abattra ses cartes sur une réforme du financement, pouvant prévoir par exemple l'instauration d'un prélèvement proportionnel acquitté par les ménages sur la totalité de leurs revenus. Mais si la campagne électorale, au lieu d'être occultée par la politisation — sans que les partis politiques puissent tout pour autant des votes d'avenir pour résoudre les difficultés de la protection sociale, — avait soumis à la réflexion des électeurs les choix fondamentaux, le « Grenelle de la protection sociale », que M. Pierre Bérégovoy doit réunir au mois de novembre avec l'ensemble des partenaires sociaux, dont les centrales syndicales alors rapatriées ou découragées selon leurs intérêts, aurait eu davantage de relief et d'intérêt. Certes, les organisations s'y présenteront en mettant en avant les suffrages qui auront été portés sur leurs « propositions ». Mais un grand nombre d'électeurs se seront prononcés sur l'image d'un syndicat : combien auront voté en ayant pris connaissance des programmes respectifs ?

Si ce « Grenelle de la protection sociale » permet cependant d'avancer dans la voie de la réforme, il ne sera pas inutile. Un des projets du gouvernement est de débattre à cette occasion d'une idée du premier ministre de créer pour 1985 un « fonds social » qui regrouperait tout ce que l'Etat apporte à la Sécurité sociale (le Monde du 13 septembre). Mais quel rôle les partenaires sociaux, et d'abord les syndicats « légitimes » par le suffrage universel, y joueront-ils ? La question demeure posée. Là encore, les éléments d'un débat n'ont pas été réunis.

De la consultation sociale du 19 octobre, les syndicats acquerront une nouvelle autorité, dans les conseils des caisses de Sécurité sociale. Sans doute auront-ils à cœur de montrer leur volonté de responsabilisation dans la gestion, à l'heure où la protection sociale est affectée de difficultés financières chroniques, en optant pour une gestion qui, sans porter atteinte à la qualité des soins et des services sociaux, soit plus économique que dispendieuse. Une gestion au meilleur coût risque cependant de se trouver en contradiction avec certaines revendications énoncées dans la campagne. Sans doute voudront-ils faire preuve de la souplesse nécessaire, notamment au niveau local, et se voir ainsi reconnaître une capacité de gestionnaires. Mais ils se montreront aussi plus exigeants vis-à-vis de l'Etat, lequel a promis de procéder à une réforme des pouvoirs — dans le sens d'un élargissement et d'un renforcement — des caisses. A terme, pour que l'élection des administrateurs ait un sens, pour que les usagers se sentent davantage partie prenante, il faut que l'Etat se résolve à ne plus faire pour l'essentiel de la protection sociale en chasseur gardé. Y est-il vraiment décidé ?

FIN

11, RUE DE TILSITT
CÔTÉ ÉTOILE

A LOUER

MAGNIFIQUE
IMMEUBLE
à usage de
BUREAUX

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8
tél. 359.14.70

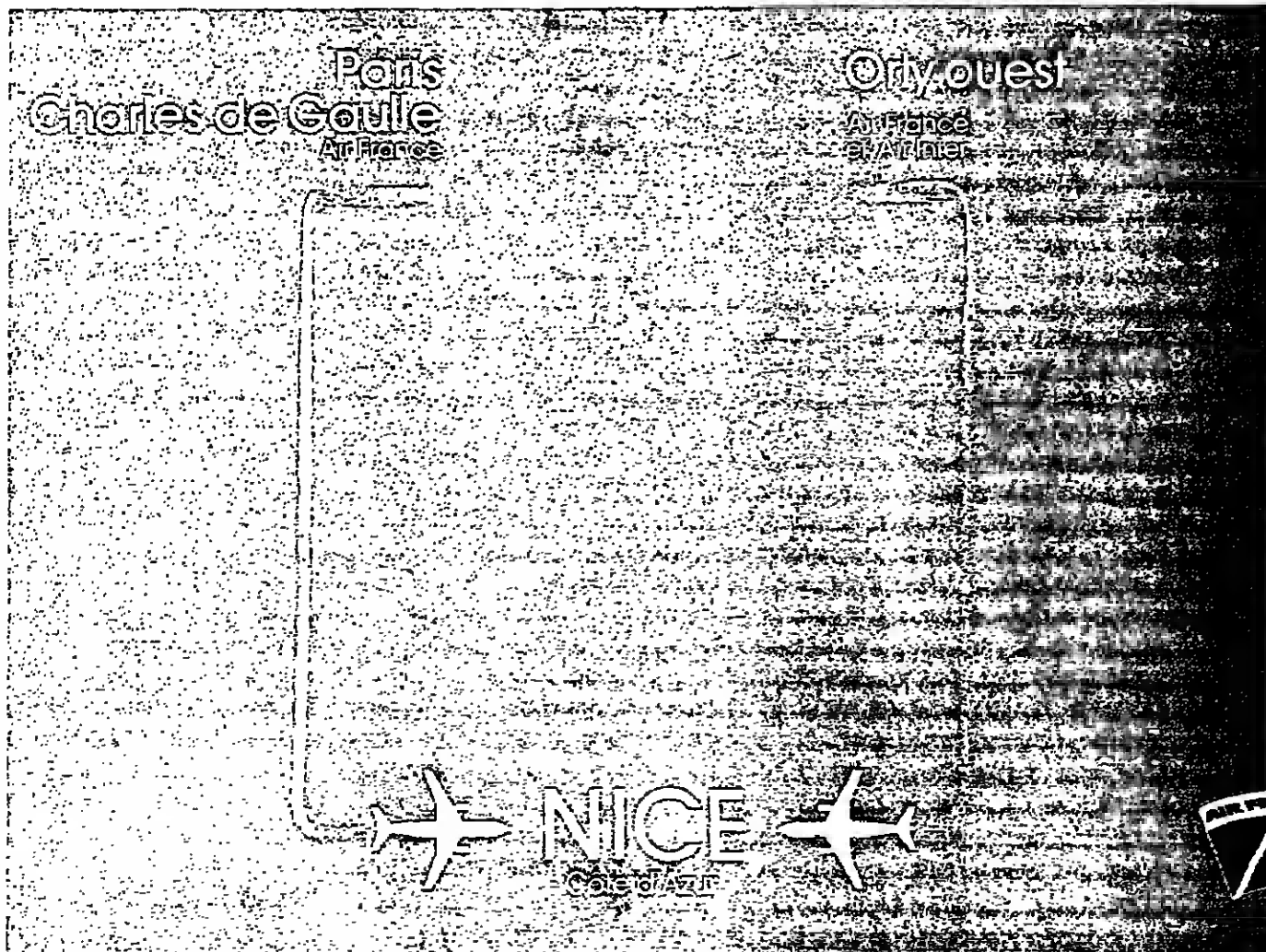
(Publicité)
ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME
SOCIÉTÉ SUCRERIE NATIONALE DU BEHT
AVIS DE PRÉSELECTION INTERNATIONALE
POUR LES ÉTUDES D'INGÉNIEUR
RELATIVES À LA CONSTRUCTION DE TROIS SILOS À SUCRE.

La Société Sucrière nationale du Beht (SUNAB) se propose de lancer les études d'ingénierie relatives à la construction de trois silos à sucre pour ses usines et pour le compte des Sociétés Sucrières nationales de Behterav de Loukkos (SUNABEL) et la Sucrière Raffinerie de Cannes (SURAC).

Les consultants intéressés par la réalisation de cette étude sont priés de faire parvenir leurs références avant le 15 novembre 1983 à midi à l'adresse suivante :

SUNAB Direction Générale
B.P. 86 - SIDI-SLIMANE, MAROC

Le Choix.



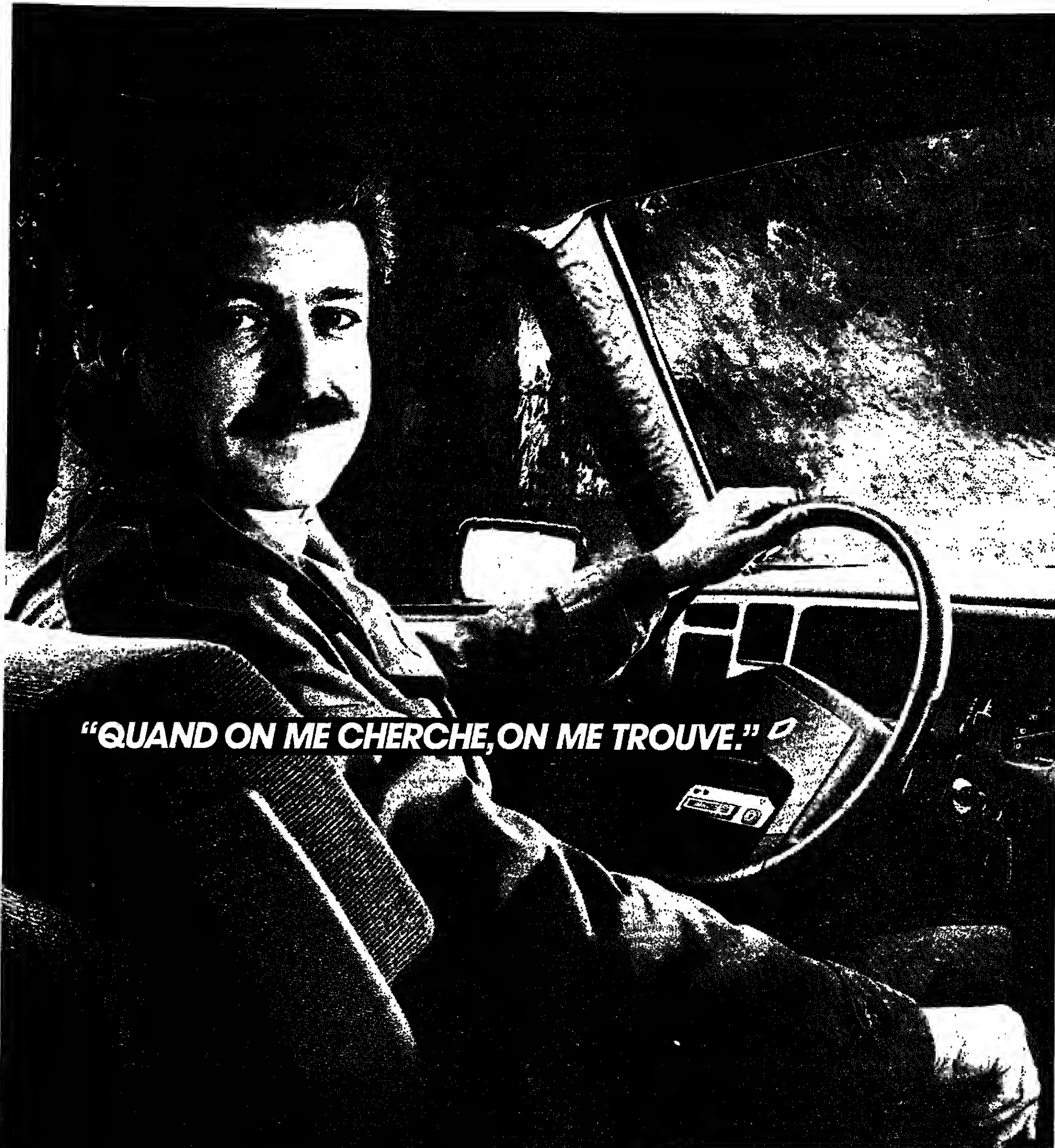
Air France et Air Inter associent leurs efforts pour vous offrir sur Paris-Nice un service encore plus complet à partir du 1^{er} novembre. Choix de l'aéroport : les vols d'Air France s'effectueront au départ d'Orly Ouest et de Paris-Charles de Gaulle, Aéroport 2, les vols d'Air Inter partant d'Orly Ouest. Choix des horaires : pour cet hiver les 2 compagnies vous offrent un pont aérien de 12 à 14 fréquences quotidiennes bien réparties tout au long de la journée. Choix de la classe et des tarifs : Classe Affaires avec Air France. En Classe Économique, les deux compagnies vous proposent une large gamme de tarifs spéciaux et de facilités. Pour aller à Nice, avec Air France et Air Inter, vous avez vraiment le choix sur toute la ligne.

Air France et Air Inter
un pont aérien Paris-Nice

15:50 10/10/83

55111111

sociale



"QUAND ON ME CHERCHE, ON ME TROUVE."

EUROSIGNAL: GARDEZ LE CONTACT.

Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible: • Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles. • Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. • Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. • Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complément efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMERO VERT** Appel Gratuit **16.05.20.30.40.**

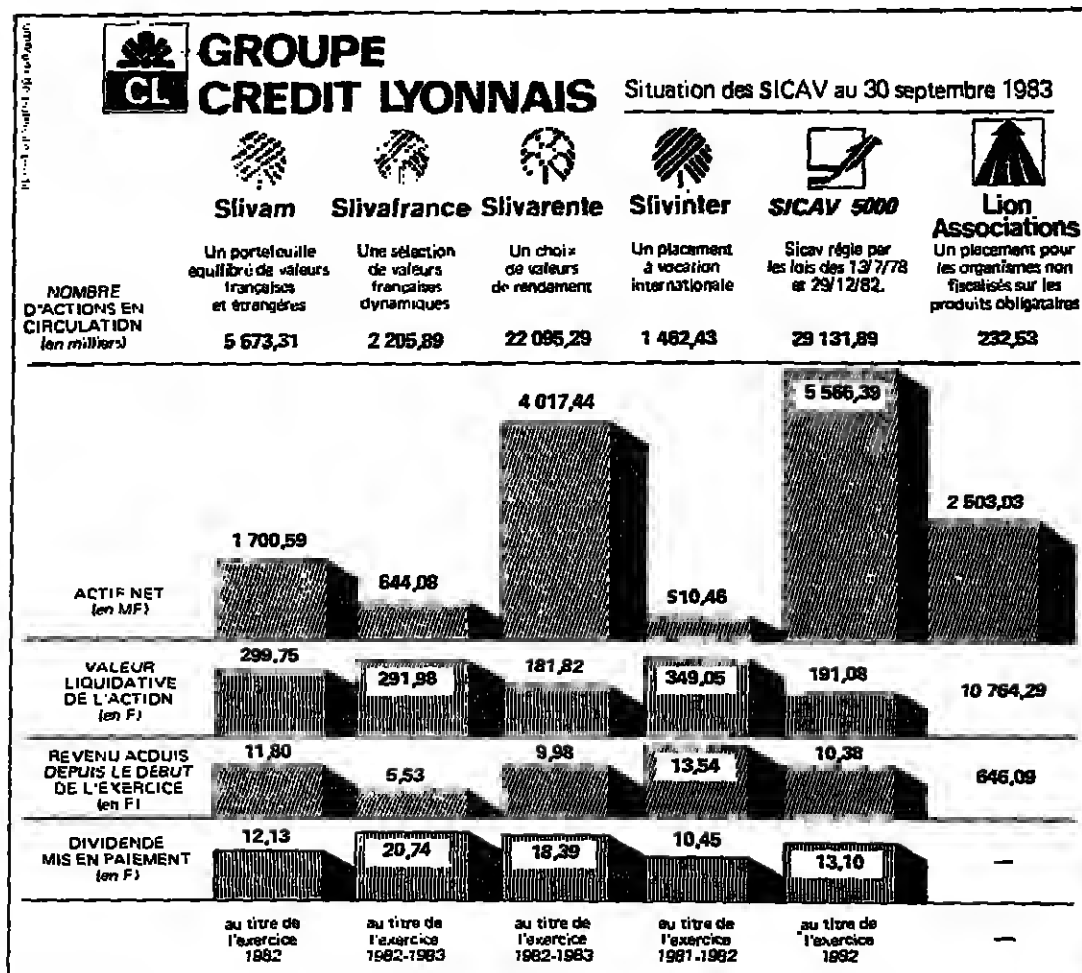
Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications: son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.



TELECOMMUNICATIONS



le bureau le SAV l'entrepôt la maison



LE PARLEMENT EUROPÉEN
Le Parlement européen cherche
une Banque assurant les services bancaires courants,
susceptible d'effectuer toutes ses opérations en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

Conditions de principe
a) La Banque doit avoir la structure et l'importance indispensables en vue de répondre aux exigences du Parlement européen en matière bancaire dans l'ensemble de la CEE et pouvoir notamment transférer des fonds dans l'ensemble de la CEE de la manière la plus rapide et la plus efficace; à cette fin, la banque doit posséder une filiale à Luxembourg afin que les contacts opérationnels avec le Parlement européen soient facilités;
b) La Banque doit être à même d'effectuer des transactions en ECU ainsi que dans les dix monnaies de la CEE.

Les demandes d'obtention de la documentation complète qui comprend une description exhaustive des prestations demandées doivent être adressées à Monsieur le Directeur général, Direction Générale IV, Administration, Personnel et Finances, Parlement européen, Centre européen, Plateau du Kirchberg, LUXEMBOURG.

Les dossiers de candidatures doivent parvenir à l'adresse précitée le 30 novembre 1983 à midi, dernier délai. (Le cachet de la poste faisant foi).

TENNECO

Le conseil d'administration a décidé de porter le dividende du troisième trimestre à 0,70 dollar contre 0,68 dollar pour chacun des deux premiers trimestres de l'année.

Ce dividende correspond à un revenu prévisionnel sur base annuelle de 2,80 dollars contre 2,72 dollars antérieurement.

Le dividende du quatrième trimestre sera mis en paiement le 13 décembre 1983 aux actionnaires enregistrés sur les livres de la société à la date du 4 novembre 1983. Ce sera le 145^e dividende trimestriel consécutif versé en espèces sur les actions ordinaires.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « LE MONDE DIMANCHE ».

93 pages - 25 F.
En vente chez tous les marchands de journaux et au « MONDE »
5, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

L'entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, ALGER (Algérie), informe les sociétés concernées que l'Appel d'Offres International, numéro 9026/OIV pour la fourniture de :

Équipements pour atelier d'entraînement électrofrigid et électromécanique

Dont la date de clôture initialement prévue au 17-09-1983 est prorogée au 05-11-1983.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

L'entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, ALGER (Algérie), informe les sociétés concernées que l'Appel d'Offres International, numéro 1076/OIV pour la fourniture de :

Équipement et matériel de levage et manutention

Dont la date de clôture initialement prévue au 24-09-1983 est prorogée au 05-11-1983.

(Publicité)

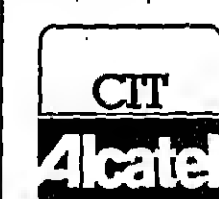
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

L'entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, ALGER (Algérie), informe les sociétés concernées que l'Appel d'Offres International, numéro 490/OIV pour la fourniture de :

Outils manuels et outillages de coupe

Dont la date de clôture initialement prévue au 17-09-1983 est prorogée au 05-11-1983.



LETTERE DU PRÉSIDENT GEORGES PEBEREAU AUX ACTIONNAIRES

Madame, Monsieur, cher actionnaire,

A diverses reprises depuis le début de l'année, je vous ai tenu informé de la situation de la Compagnie, des perspectives qui s'offrent à elle et des ambitions qu'elle peut légitimement nourrir.

L'évolution de l'exercice confirme les indications que je vous ai données en mars et en juin dernier.

Le groupe ALCATÉL poursuit sa progression. Malgré une conjoncture très lourde, la croissance, à structure comparable, du chiffre d'affaires consolidé devrait être sur l'ensemble de l'année légèrement supérieure à 10 %. A fin juin, ce chiffre d'affaires atteignait 6127 millions de francs, en hausse de 12,5 % par rapport au premier semestre de 1982.

L'activité à l'étranger se développe conformément aux prévisions.

L'implantation mondiale du système E10 est renforcée par deux événements majeurs. Aux États-Unis, après la mise en service des premiers centraux E10S, effectuée avec un plein succès, de nouveaux équipements doivent être installés dans les mois qui viennent, ouvrant ainsi, sur le plus grand marché du monde, une percée prometteuse qui atteste la qualité technologique et la fiabilité de nos produits. Le gouvernement indien, après le contrat qu'il a passé en 1982 à CIT-ALCATÉL et qui comportait notamment la mise en place à Gonda d'une usine de production de centraux E10 d'une capacité de 500 000 lignes, a décidé de confier à votre Compagnie la réalisation, à Bangalore, d'une nouvelle usine de capacité égale, donnant ainsi à la coopération entreprise l'an dernier un très sensible élargissement. Par ailleurs, un contrat vient d'être signé avec les autorités algériennes pour la fourniture de centraux E10 destinés à la ville de Chlef. Au total, aujourd'hui, trente quatre pays ont choisi le système de commutation temporelle développé par votre Compagnie.

TELEC ALCATÉL, qui vient de compléter sa gamme d'autocommutateurs privés en lançant avec succès le central Alcatel 2506, connaît également une progression satisfaisante sur les marchés extérieurs. Le poste d'intercommunication Alcatel T 16, dont l'essor est remarquable sur le marché français, est vendu à plus de 40 % à l'étranger; il sera livré, dès le début de l'année prochaine, au Japon et aux États-Unis où deux commandes importantes viennent d'être enregistrées; il aura ainsi été retenu par plus de trente pays. Les terminaux videotex, commandés à ce jour en France à 400 000 exemplaires, ont déjà fait l'objet d'ordres venus notamment d'Italie, des États-Unis et d'Australie.

Enfin, des mesures d'assainissement ont été mises en œuvre à C.G.A. ALCATÉL, dont l'exercice 1983 restera cependant difficile. Pour leur part, RONEO ALCATÉL et FRIDEN ALCATÉL continuent à tenir, conformément aux indications dont j'ai déjà fait état auprès de vous le 15 juin dernier, les objectifs de redressement qui leur ont été fixés.

Il est encore trop tôt, à cette période de l'année, pour évaluer les résultats de l'exercice. Le déroulement satisfaisant, en dépit de la conjoncture, de l'activité au cours des huit premiers mois de l'année permet cependant d'envisager une évolution positive du résultat consolidé de votre Compagnie.

Le fait le plus significatif des mois écoulés demeure cependant, pour CIT ALCATÉL et ses filiales, les discussions qui ont abouti, entre la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ et

THOMSON-BRANDT, à un protocole d'intention dont les orientations ont été approuvées par les pouvoirs publics. La plus importante de ces orientations concerne, en effet, le rassemblement, sous le contrôle de la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ, des moyens des groupes ALCATÉL et THOMSON-C.S.F. en matière de communication civile et de bureautique.

A l'occasion de l'Assemblée générale du 15 juin dernier, j'ai appelé votre attention sur l'accélération des mutations technologiques et structurelles dans le domaine des télécommunications. Les grandes alliances entre nos concurrents étrangers se multiplient face à une compétition internationale exacerbée par la crise économique. Après l'accord entre A.T.T. et PHILIPS, un rapprochement entre HONEYWELL et ERICSSON, puis un autre entre L.B.M. et ROLM, ont été successivement annoncés.

Pour faire face à ces évolutions et maintenir, pour les prochaines générations de produits, l'indépendance technique conquise avec le système E10, le groupe ALCATÉL devait d'abord accroître ses moyens financiers. Témoinnant de votre confiance, le succès qu'ont rencontré l'emprunt obligataire convertible émis par CIT-ALCATÉL et l'option pour le paiement en actions du dividende de l'exercice 1982 lui permet d'aborder sur des bases solides les prochaines étapes de son développement.

Encore lui fallait-il aussi acquiescer une taille qui lui donne, par le volume de production, la capacité de recherche et développement, l'importance et la solidité de l'implantation à l'étranger, de nouveaux atouts pour faire face à ses concurrents et poursuivre, à partir de positions renforcées, sa politique d'alliances internationales.

Tel est bien l'objet que se proposent les deux grands groupes français de l'électronique en unissant leurs forces respectives dans la communication civile et la bureautique.

Bien entendu, les impératifs de toute nature - techniques, industriels, humains et financiers - qui s'attachent à un tel regroupement ne permettent de le réaliser que de façon progressive.

Dans un premier temps, les activités concernées de THOMSON-C.S.F. doivent être rassemblées au sein d'une société holding qui recevra de l'État une importante dotation en capital. La COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ, qui détient une participation minoritaire dans la société, recevra mandat de la gérer. Puis, au fur et à mesure que les conditions nécessaires, notamment sociales et financières, seront réunies, des rapprochements seront réalisés secteur par secteur, avec les précautions indispensables pour assurer la rentabilité, améliorer les perspectives de l'emploi et garantir la réussite internationale du nouvel ensemble.

L'électronique professionnelle destinée à satisfaire les besoins de la défense, et les composants électroniques doivent être rattachés à THOMSON-C.S.F. qui prendra le contrôle de SINTRA ALCATÉL. Depuis son entrée dans le groupe ALCATÉL, cette société a remarquablement développé son chiffre d'affaires et enregistré des résultats satisfaisants à tous égards. Son insertion dans un ensemble de dimension mondiale dans sa spécialité lui offrira des perspectives nouvelles et pro-

metteuses. THOMSON-C.S.F. prendra également le contrôle des filiales de CIT-ALCATÉL dans le domaine des composants, étant entendu que les deux groupes développeront une coopération étroite au niveau tant de la conception que des approvisionnements.

A l'inverse, le groupe THOMSON cédera le contrôle de la société HOTCHKISS BRANDT SOGEM, qui exerce l'essentiel de son activité dans le domaine du tri postal.

Au total, pour la part qui intéresse votre compagnie et ses filiales, la rationalisation engagée par la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ et THOMSON-BRANDT se traduira par un double mouvement vers le groupe ALCATÉL de 23 500 personnes et de près de 10 milliards de chiffre d'affaires, et vers THOMSON-C.S.F., de plus de 4 000 personnes et 1,4 milliard de chiffre d'affaires.

Les modalités envisagées pour la mise en œuvre des regroupements n'ont, dans l'immédiat, aucune incidence majeure sur les structures et les comptes de CIT-ALCATÉL.

Au terme de ces opérations, votre groupe aura complété l'essentiel de ses compétences en télécommunications publiques, notamment pour les réseaux hertziens et les communications spatiales. Il pourra prétendre à la réalisation et à la fourniture de tous les types de réseaux de télécommunications, sous-marins, terrestres ou spatiaux, par câbles, fibres optiques, relais hertziens ou satellites, pour la voix, les données ou l'image.

Avec les apports de THOMSON-C.S.F. en téléphonie privée, en terminaux et en services videotex, il sera notablement renforcé dans ses activités de communication d'entreprise et de bureautique, comme il le sera, par ailleurs, dans les domaines de l'ingénierie informatique et des réseaux télématiques.

Le nouvel ensemble passera du neuvième au quatrième rang mondial des entreprises de télécommunications, améliorant ses chances d'être du petit nombre de celles dont les technologies se partageront le marché mondial dans les dix ans à venir. Il se trouvera placé en troisième position parmi les constructeurs européens en téléphonie privée et en communication d'entreprise. Il sera parmi les premiers à l'échelle mondiale pour l'ingénierie et les services informatiques.

L'élargissement de son assise devrait lui permettre d'améliorer la marge d'autofinancement destinée à faire face à la fois aux efforts de recherche et développement et aux dépenses d'investissements industriels et commerciaux nécessaires au maintien de son indépendance technologique et à son expansion sur les marchés extérieurs, gages de la défense de l'emploi en France dans un secteur fondamental de l'économie nationale.

Ainsi, le rapprochement projeté, en conduisant chacun des partenaires à approfondir ses compétences et à renforcer ses moyens dans les métiers qu'il maîtrise le mieux, doit permettre à votre compagnie de poursuivre, au bénéfice de ses actionnaires et de son personnel, les objectifs ambitieux de croissance et de rentabilité qu'elle n'a, avec leur appui, jamais cessé de poursuivre.

17 OCTOBRE 1983.

alcatel 1550

JP 150

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

18 octobre

Recul

La Bourse de Paris, a eu mardi un accès de faiblesse. A la clôture, l'indice de cotation a enregistré une baisse limitée à - 0,4 % après - 0,63 %.

Rien de bien grave au demeurant, mais autour de la corbeille certains s'interrogent quand même sur ce léger revirement de tendance.

Déception causée par le comportement de Wall Street, dont on attendait ici davantage après l'annonce d'une contraction sensible et surtout inattendue de la masse monétaire américaine ? Les professionnels le disaient. Mais un autre facteur a joué, essentiellement technique celui-là. Les mois boursiers s'achèvent dans quarante-huit heures. La liquidation générale, qui aura lieu jeudi 20 octobre, sera, sauf incident de dernière minute, la neuvième gagnante de l'année. Dans ces conditions, nombre d'opérateurs ont jugé bon de prendre leurs bénéfices, ce d'autant que les valeurs, comme les indices, ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année comme B.S.N. ou Presses de la Cité. Ajoutons que la Bourse de Paris sera exceptionnellement fermée vendredi afin de permettre aux opérateurs de procéder aux derniers aménagements nécessaires pour la mise en place de la règlement mensuel qui se substituera au terme et au comptant du terme. Toute innovation entraine toujours de la réticence au départ.

La devise-titre s'est effritée pour s'échanger entre 10,7 F et 10,76 F, contre 10,71 F, 10,78 F.

Peu de changement sur l'or à Londres, soit 396,75 dollars l'once contre 400,50 et 395 dollars la veille respectivement à midi et le soir. A Paris, le lingot a perdu 1 050 F à 1 015 F. Le napoleon, en revanche, a progressé de 1 F à 671 F.

NEW-YORK

Légère hausse

La légère diminution de la masse monétaire américaine (1,1 milliard de dollars) a eu un effet favorable sur la cote dans la mesure où il permet d'espérer une détente sur les taux d'intérêt. De fait, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles affichait, lundi, une hausse de 5,18 points environ, pour s'établir à 1 258,70 points après l'échange de 71,7 millions d'actions, contre 71,6 millions à la précédente séance.

Parmi les titres dont le volume d'affaires a dépassé le million d'actions figurent American Express, en baisse, Chrysler, qui progresse, et Gulf Oil, dont le groupe Mesa Petroleum vient de prendre environ 9 %. Dans l'ensemble, les ordres ont été très sélectifs, soulignant les spécialistes, notant qu'ils ont surtout visé les valeurs vedettes, jusqu'à épuiser une baisse du Dow Jones de 10 points à un moment, avant un reflux de moitié de ce baromètre de Wall Street.

En réalité, la surprise est venue du marché obligataire, où les cours se sont nettement relevés en séance après un démarrage assez lent, font valoir les familiers du Big Board, en mettant l'accent sur les bons du Trésor considérés comme les grands gagnants. Dans le même temps, à l'occasion de la dernière adjudication, les bons à trois mois ont trouvé preneur à 8,63 %, contre 8,83 % la semaine précédente, et les effets à six mois se sont placés à 8,79 %, contre 8,57 % précédemment. De son côté, U.S. Trust a décidé d'abaisser de 10 1/4 à 10 1/4 le taux de ses avances consenties aux firmes de courtage.

VALEURS

VALEURS	Cours du 17 oct.	Cours du 18 oct.
Alcatel	44 1/8	44 1/8
A.T.T.	64 3/4	64 3/4
Boeing	39 7/8	39 7/8
Chemical Bank	51 5/8	51 5/8
De Post de Hambourg	71 3/4	71 3/4
Emerson Electric	88 1/8	88 1/8
Ford	53 1/8	53 1/8
General Electric	71 1/2	71 1/2
General Motors	71 1/2	71 1/2
IBM	131 3/8	131 3/8
ITT	42 3/8	42 3/8
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2
McDonald	33 1/4	33 1/4
Schlumberger	53 3/4	53 3/4
Union Carbide	65 3/8	65 3/8
Wendover	47 3/4	47 3/4
Xerox Corp.	47 3/8	47 3/8

BOURSE DE PARIS Comptant

18 OCTOBRE

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	22	0 1/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
5 %	38	3 5/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
10 %	113 50	3 5/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
15 %	100 02	4 1/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
20 %	101 45	0 1/11	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
25 %	100 75	10 4/3	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
30 %	110 40	1 7/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
35 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
40 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
45 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
50 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
55 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
60 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
65 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
70 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
75 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
80 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
85 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
90 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
95 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432
100 %	110 30	12 3/8	Delema-Vieljeux	555	550	Poussier	165	160	Tanaka	440	432

SECONDE MARCHÉ

Fraser	0 45	Thorn EM	89 90
Gen. Belgique	344 347	Thorn C 1 000	257 95
Gesvert	441 443	Topo Indus. inc	575 560
Globe	127 125	Wangon-Lite	362 380
Globe	330 335	West Rand	96 85
Globe and Co	500 485		
Grand Metropolitan	50 50		
Gulf Oil Canada	184 180		
Harcourt	750 720		
Harcourt Ltd	160		
Hiscoop	118 50	A.G.P.-R.D.	895
I. C. Industries	480 503	Delema-Vieljeux	322 315
Int. Min. Chem	47 47	Federal Trade	98 00
Int. Min. Chem	1240	Martha International	1870 1870
Kubota	13 50 13 50	Mikrosim, Minire	135 134 70
Lutèce	258 30 258 20	Mikrosim S.E.A.	1331 1310
Messerschmitt	568 500	Point Indus	360 360
Mitsubishi	34 40 34	Point Indus	452 452
Mitsubishi	75 75	Reich	2226 2230
Mitsubishi Resources	105 50 105	Sofus	2201
Nat. Nederlandse	680 550	Rodinson	478 475
Nordica	217 550 215 10		
Olefin	21 45 20 20		
Produit Financ	225 218		
Pezorfin Canada	950 950		
Pizar Inc	664 600		
Promer Americas	47 50		
Promer Canada	11 11		
Promer Corp	648 640		
Reich Dy Ltd	42 20 43		
Reisner	1155 1155		
Reisner	1198 1205		
R.F. (Port.)	50		
S.E.F. Trading	238 208		
Spartan Bank	491 485		
Steel Dy of Can.	248 242		
Stelmann	177 550		
Stm. Netherlands	315		

SECOND MARCHÉ	
Alco-Industrie	9 30
Abr	170
Calsonic du Fin	28 32
C.G. Martens	8 58 60
F.I.M. (B.)	450 458
F.I.M. (B.)	70 70
F.I.M. Forman	2 25 2 10
G. Lang	1 30 1 30
La Mure	81 10
Maroni et Prom	138 135
Promet	120 122
Rosson H. Co	729 720
Sect. M.I. Com. S.	130 130
Sect. M.I. Com. S.	104 104
S.P.R.	104 50
Total Africa	60 60
Ulfers	225

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- LA SÉCURITÉ SOCIALE AU-DELA DES VOTES : « Des élections, pour quoi faire ? », par J. Beaupère ; « Décentraliser les pouvoirs », par M. Dassaigne ; « Une responsabilité collective », par R. Taulade.
- LU : Les accidents du travail : qui paie quoi ? de J. Wisniewski.

ÉTRANGER

- PROCHE-ORIENT : ISRAËL : M. Cohan Orgad nouveau ministre des finances.
- 3 à 5. DIPLOMATIE : Un entretien avec M. Piet Dankert, président de l'Assemblée européenne.
- AMÉRIQUES : 6. ASIE : PAKISTAN : les avocats à la pointe de l'opposition au régime militaire.
- EUROPE

POLITIQUE

- La préparation du congrès du P.S.
10. POINT DE VUE : « L'armistice et l'impudence de l'opposition », par G. Le Gall.
11. Un rassemblement unitaire de l'extrême droite.
- 12 à 14 : la mort de Raymond Aron.

SOCIÉTÉ

- 15-16. Colère et nostalgie à la prison Saint-Paul de Lyon.
16. SPORTS : La Baule-Dakar à la voile.
19. SCIENCES.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

17. Griffes d'organes et maladies de l'immunité : la cyclosporine inaugure une ère nouvelle de la thérapeutique.
18. Le débat sur les réformes hospitalières : « La dernière chance de changement », par le professeur Jacques Benveniste ; « Refuser la régression », par le professeur Jean-Pierre Etienne.

RÉGIONS

20. BRETAGNE : alerte aux nitrates.

CULTURE

23. PHOTO : les splendeurs de M. et M^{me} Aron.
- MUSIQUE : Gluck après Rameau, Gardiner le magicien.
26. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

39. AFFAIRES.
40. CONJONCTURE : quand M. Delors s'en prend à l'interventionnisme.
- 41-42. SOCIAL : « Les enjeux des élections à la Sécurité sociale », par M. Noblecourt.

- RADIO-TÉLÉVISION (26) : Informations - SERVICES - (22) : La Mode ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annoues classées (27 à 38) ; Carnet (21) ; Programmes des spectacles (24-25) ; Marchés financiers (45).

Le numéro du « Monde » daté 18 octobre 1983 a été tiré à 539 922 exemplaires (Publicité)

ORDINATEURS
48 K° de MEV (pr. TI 3730 F 99/4A)
Chez Duriez
+ Basic étendu ou Logo II

AUJOURD'HUI, Texas est encore moins cher !
Chez qui ? Chez Duriez, toujours en flèche pour l'informatique. Duriez vend, toutes taxes et conseils compris (t.t.c.) :
• Texas 1.99/4A, unité centr. 1750
• Périphériques • Boîtier... 990
• MEV (mém. vive) 32 K° : 990
• Contrôleur 1490 • Lec. dis. 2080
• Interface 232 pr. imprim. 1130
25 programmes éducatifs dont, enfin en français, le célèbre Logo II, accessible enfants... 990
Sans compter 80 programmes de super-jeux faciles et difficiles ; gestion personnelle facile ; enseignement facile de tout ou presque.
Chez Duriez, 132, Bd St-Germain, 9 h 30 à 19 h, sauf lundis.
Banc d'essai Micros. 24 pages contre 3 timb.

A B C D F G H

Fruits et légumes : accord entre les Dix pour une révision du règlement de marché

Un obstacle important à la poursuite des négociations sur l'élargissement de la C.E.E. est levé

Luxembourg (Communautés européennes). — Après deux ans de négociations et une bonne dizaine de réunions, les ministres de l'Agriculture des Dix, réunis à Luxembourg, sont parvenus, dans la nuit de lundi 17 à mardi 18 octobre, à se mettre d'accord sur les aménagements à apporter à la réglementation communautaire du marché des fruits et légumes qui datait de 1972 (le Monde du 28 juin 1983). Cette réforme, même si elle ne va pas aussi loin qu'on le souhaitait à Paris, renforce l'organisation intérieure du marché et, par voie de conséquence, le soutien assuré aux producteurs. Elle améliore la protection contre les importations en provenance des pays tiers. L'accord lève un des obstacles qui empêchaient jusqu'ici l'ouverture du volet agricole de la négociation d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal. Il reste aux Dix, et M. Rocard a remarqué mardi matin que ce ne serait pas une mince affaire, à se mettre d'accord sur le contenu du mandat de négociations avec Madrid, c'est-à-dire sur les dispositions à prévoir dans ce secteur des fruits et légumes pendant la période de transition qui suivra l'adhésion.

De notre correspondant

Les aubergines, les abricots. La situation de crise grave sera désormais constatée de manière automatique par les services de la Commission européenne, alors qu'aujourd'hui le soin en est laissé aux États membres, qui peuvent parfois être tentés, pour continuer à vendre, de ne pas tirer assez tôt la sonnette d'alarme (c'est un reproche que les Français adressent parfois aux Italiens).

L'observation continue de l'évolution des cours, afin d'entraîner à temps une baisse éventuelle, se fera, comme dans le passé, sur les marchés de production et non pas également sur les marchés de gros, comme le proposait initialement la Commission, ce qui aurait permis d'avoir une perception encore plus fine des mouvements du marché.

Néanmoins, il est prévu que, dans un État membre où les marchés de production ne constituent pas un baromètre satisfaisant, on relèvera quand même l'évolution des prix sur les marchés de gros.

Les Italiens, qui craignent que ce renforcement du dispositif de crise grave ne risque de jouer à l'intérieur de la Communauté contre leur intérêt (celui-ci peut parfois les conduire à brader leurs excédents sur les marchés voisins, sans trop s'occuper de discipline), se sont finalement ralliés aux arguments des Français, qui expliquaient qu'une organisation renforcée du marché servirait, au bout du compte, les intérêts de l'ensemble des producteurs. Une fois l'Italie acquiescée à cette idée, les pays membres de l'Europe du Nord, qui redoutaient que ce renforcement des règles du marché ne se traduise par des interventions supplémentaires et donc par des coûts plus élevés, tant pour les consommateurs que pour le Fonds européen agricole, n'ont pas osé s'y opposer.

La protection aux frontières de la Communauté est assurée par le respect du « prix de référence ». Les importations entrant en dessous de ce seuil sont assujetties à des taxes compensatoires. La liste des produits pour lesquels sont fixés les prix de référence a été allongée ; surtout, les prix de référence seront établis désormais d'une façon qui leur permettra de coller plus facilement aux coûts de production. Cette amélioration du régime de protection vise tous les pays tiers, y compris l'Espagne, qui ne va guère l'apprécier, et dont l'un des objectifs de négociation sera certainement de réclamer un meilleur accès pour ses exportations de fruits et légumes durant la période de transition qui suivra l'adhésion.

De belles escarmouches en perspective, comme l'a souligné M. Rocard : « L'élargissement de la C.E.E. ne se fera pas au détriment du midi de la France. La mise au point entre les Dix du mandat de négociation sera difficile. Elle ne pourra aboutir tant que les gens n'auront pas compris que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal coûtera cher. La nécessité politique et psychologique de l'élargissement est là. Mais ne démolissons pas tout avec des maladroites économiques graves, car le dossier est redoutable ».

PHILIPPE LEMAITRE.

LE TRAVAIL REPREND DANS PLUSIEURS CENTRES DE TRI POSTAL

La journée du 17 octobre, dans les centres de tri postal a été marquée par des négociations qui ont entraîné des reprises de travail, selon le ministère, dans les centres de Toulon, Lyon et Valence. Le centre de Saint-Ouen-l'Aumône fonctionne de nouveau mais, de source syndicale, la situation y demeure tendue.

Des mouvements de grève, avec des arrêts de travail d'une heure, généralement continuent, en région parisienne à Issy-les-Moulineaux, Melun, Evry, Meaux et Créteil, indique le ministère, qui observe la même situation, en province, dans les centres de Quimper, Chambéry, Grenoble, Creil, Amiens, Laon, Toulouse, Nîmes, Montpellier et Bordeaux. Dans la nuit du 17 au 18 octobre, un débrayage a de nouveau eu lieu à Lille, où le conflit s'était réglé. Dans les centres de tri des gares parisiennes, des actions continuent à Austerlitz, Lyon et Montparnasse.

Si la C.G.T. considère que le mouvement se poursuit dans une trentaine de centres de tri, « sous des formes diverses », la C.F.D.T. estime que la dégringolade amorcée avec des risques de rebondissements.

D'autre part, à la suite de l'article publié dans nos éditions du 14 octobre, M. Lelong, président de la Cour des comptes des Communautés européennes et ancien ministre des P.T.T., nous a adressé les précisions suivantes : « Votre collaborateur rappelle que j'ai mis le feu aux poudres : lors de la grande grève de 1974, en parlant du « travail idiot » des agents des centres de tri postal. Quelque soit l'appréciation que l'on porte sur le qualificatif ainsi employé, il est de fait que le déclenchement et la généralisation de la grève lui étaient antérieurs d'environ un semaine ».

Évoquant l'immobilisme des gouvernements, M. Lelong ajoute : « Ce sont les conséquences de cet immobilisme que mon successeur d'aujourd'hui doit affronter, au moment où il s'efforce d'accomplir certaines réformes nécessaires ».

Le centre universitaire Tolbiac prend le nom de Pierre-Mendès-France

Le plus grand des centres universitaires de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne - celui de la rue de Tolbiac - s'appelle désormais Centre Pierre-Mendès-France. Ainsi se trouve concrétisée la demande exprimée par le conseil des ministres du 20 octobre 1982 qui avait suivi le décès de l'ancien président du conseil (le Monde daté 16-17 octobre).

Ouvert il y a dix ans, ce bâtiment de verre et de béton accueille quelque quinze mille étudiants en droit, économie et sciences humaines, les « trois familles » dans lesquelles P.M.F. avait choisi de recevoir sa formation de base, a rappelé le président de Paris-I, M. Jacques Soppelsa - en ouvrant, lundi après-midi 17 octobre, la cérémonie d'inauguration.

Parmi les raisons qui justifient l'association du nom de Mendès France à une institution d'enseignement, figurent « l'homme de qualité pédagogique de la vie et de l'œuvre de cet homme (...), leur valeur d'exemple pour nous tous, qui sommes ses héritiers », ajoutait M. Alain Savary. Pour le ministre de l'Éducation nationale, « la jeunesse aime l'ancien président du

conseil parce qu'il était « moderne, démocratique » et qu'il « parlait vrai ». Soulignant la « modernité » des « thèses » défendues par Mendès France sur l'université, M. Savary rappelait « l'intérêt passionné qu'il portait à la jeunesse ».

Outre M. Savary, MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, Paul Quilès, nouveau ministre de l'urbanisme et du logement (élu du troisième arrondissement où est situé ce centre universitaire), Jack Lang, ministre délégué à la culture et Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'État à l'éducation nationale, ont assisté à cette cérémonie, ainsi que MM. Pierre Joxe et Christian Goux, respectivement président du groupe socialiste et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, François Louchet, député socialiste de l'Eure, (département dont Pierre Mendès France fut élu), Jacques Toubon (P.R.), député et maire du troisième arrondissement, Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., Daniel Mayer, président du Conseil constitutionnel et M^{me} Hélène Ahrweiler, recteur de l'Académie de Paris. Avant d'entretenir quelques instants avec M^{me} Mendès France, M. François Mitterrand avait dévoilé la plaque commémorant cette inauguration.

LE NOMBRE DES DÉTENUS A ENCORE AUGMENTÉ EN SEPTEMBRE

Le nombre des détenus dans les prisons françaises progresse régulièrement. Après le « creux » traditionnel des mois d'été, il avait de nouveau augmenté le 1^{er} septembre. Le 1^{er} octobre, les détenus étaient 38 721, soit un accroissement de 2,51 % en un mois. Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes détenues avant jugement, était de 18 840 le 1^{er} octobre, soit une proportion, que le ministère de la justice juge inquiétante, de 51,49 %, il y a moins de trente mille places dans les prisons françaises.

OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI DE LA PLUS SIMPLE RETENUE AU PLUS BEAU VÊTEMENT PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur PANTALONS

A partir de **500 F**
**COSTUMES
ET PARDESSUS
MESURE**

A partir de **1.550 F**
3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, PUPES et MANTEAUX
sur mesure

Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi,
de 10 heures à 18 heures

UNIQUE EN FRANCE DANS LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN

D'abord, chez nous, nos clients ont une sensation pour se faire rembourser. Et leur suffit de nous dire qu'ils ont trouvé la même chose ailleurs moins cher et où. Car STEPHANE MEN'S c'est les grandes marques griffées du prêt-à-porter masculin, de la chemiserie et accessoires à des prix ETONNANTS (- 30 à 40 %). Mais c'est aussi « Les Modulaires », une façon unique d'acheter un costume en le constituant soi-même en 2, 3 ou 4 pièces, quelle que soit sa conformation.

« Les Modulaires » sont fabriqués en France dans des draperies réputées. Prix de 2 pièces jusqu'à 52 de 650 F à 850 F. Mais nous allons jusqu'à 66 (1 m 20 de tour de ceinture).

STEPHANE MEN'S découvre de base n'est ouvert que de 12 heures à 19 h 30 du lundi au samedi.

130, bd St-Germain, M^o Odéon, et 8, rue d'Avron, 20^e : où un petit supplément vous sera accordé

un semestre aux USA

de janvier à mai 84 (débute des inscriptions 1^{er} déc.) immersion linguistique sur le campus d'une grande université de Floride. Tous niveaux, Bac, Dug, Maitrise... également, préparation annuelle au B.A. ou MASTER en septembre 84.

FLORIDA E.U. C.O. CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY, 722-94-84

Gagnez votre Piano

15 oct. 15 nov.

Dans un décor-jardin de 1000 m², votre piano, le nouveau piano droit Daniel Magne (N), valeur 24.370 F, vous attend. Venez, inscrivez votre nom sur un bulletin et déposez-le dans l'urne, c'est tout. Le tirage au sort du 16 nov. fera peut-être de vous l'heureux gagnant.

ESPACE PIANOS DANIEL MAGNE
17, Av. Raymond Poincaré, Paris - 553 20 60 M^o Trocadéro

Je m'inscris